PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.
AUG 12 1931

8e Année. N° 14.

LA REVUE DE PARIS

15 JUILLET 1931

		Pages
s Barthou . . .	*Sophie et Gabriel*	241
Klobukowski . .	*Souvenirs sur Georges Clemenceau.* — I.	265
the de Fels . .	*Terre de France : Vauban.*	280
rges Lecomte .	*Les Forces d'amour* (fin)	327
. Ferrari. . . .	*Le Vatican et l Fascisme*	368
y Catta.	*Le duc d'Orléans* (fin)	384
and de Marès .	*Les Étapes de la Crise allemande*	415
rles Landstone.	*La Cour du Tigre bleu.* — V	431
lbert-Petit. . .	*Les Livres d'histoire.*	455
ert Flament . .	*Tableaux de Paris*	465

Jean Poirier : *Parmi les Livres.*

Copyright 1931 *Revue de Paris.*

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 7 FRANCS

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 114, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

ADMINISTRATION, ABONNEMENT ET VENTE : 3, RUE AUBER

La REVUE DE PARIS *publiera prochainement*

Croisade pour l'Anémone

par la PRINCESSE BIBESCO

Claire ou les Souvenirs du dernier homme

par JACQUES CHARDONNE

Une Politique du blé

par le COMTE DE FELS

Les Religions fétichistes de l'Afrique noire

par GEORGES HARDY

La Situation en Espagne

par LÉON ROLLIN

Tableaux de Corfou

par JACQUES BOULENGER

SOPHIE ET GABRIEL

Elle s'appelait Sophie : il s'appelait Gabriel. Elle était marquise : il était comte. Elle était mariée : mal. Il était marié : mal. Quand le hasard, qui préside si souvent aux surprises de l'amour, les mit en présence, à Pontarlier, le dimanche 25 juin 1775, elle avait vingt et un ans : il en avait vingt-six. Rien ne paraissait les destiner l'un à l'autre, ni leur passé, ni leurs origines, ni leurs familles. Mais ils se rencontrèrent et ils s'aimèrent. Leur histoire prendrait plus d'un article. Aussi n'ai-je pas l'intention d'en suivre, du commencement à la fin, toutes les péripéties, et leur rencontre, si imprévue, m'occupera plus que leur amour, si fertile en aventures. J'y trouve, prise sur le vif, une étude de mœurs au XVIIIe siècle, sous la forme d'une chronique anecdotique qui voisine avec l'histoire et s'y prolonge.

Sophie était la fille d'un président à la Chambre des Comptes de Bourgogne, un « homme dur et fougueux », qui lui inspirait peu de tendresse. Elle aimait sa mère, mais celle-ci, très dévote, avait une « gravité qui dégénérait en froideur et même en sécheresse ». Ainsi la maison paternelle ne lui procurait que de la gêne et de l'ennui. Les caresses lui manquaient. A l'âge de seize ans, on voulut la marier à Buffon, qui entretenait avec son père des relations scientifiques et littéraires. C'était, au point de vue du nom, un grand mariage. Il ne se fit pas. Fut-ce la disproportion des âges — l'illustre Buffon avait soixante-trois ans — qui provoqua son échec? Je n'en suis pas sûr : des unions aussi disparates n'étaient pas rares

à cette époque, et Sophie se consola, pour d'autres raisons, d'un mariage où elle sembla avoir mis d'abord quelque espoir. Buffon avait écrit, ou à peu près, qu' « en amour il n'y a que le physique de bon, et que le sentiment qui l'accompagne ne vaut rien ». Cette sécheresse déplaisait à la jeune fille. Que pouvait-elle attendre de bon, physiquement, d'un homme de soixante-trois ans, fût-il un grand naturaliste? Je n'en sais rien : les âges ont changé, ou plutôt l'opinion qu'on se fait de l'âge. Mais Sophie, élevée dans des devoirs austères, et si jeune, vraiment jeune, seize ans! et toute innocence, ne se posa pas la question. C'est du côté du sentiment qu'elle redoutait une déception. Ce mariage manqué lui fit « perdre — c'est elle qui parle — le goût des vieillards ».

Elle comptait sans ses hôtes, je veux dire sans ses parents. Deux ans s'étaient à peine écoulés qu'ils la donnaient à un premier président de la Chambre des Comptes de Dôle, marquis authentique et seigneur de plusieurs *lieux*, âgé de bien plus de soixante ans. Il paraissait surtout beaucoup plus vieux qu'il ne l'était, et cet âge, disait drôlement Sophie, lui semblait devoir « être regardé comme un suppléant de dot ». Ainsi la fonction, le titre et l'argent faisaient de lui un beau parti, dont le père de Sophie, qui avait été son camarade de collège, avait vu tous les avantages. Sa mère n'y avait pas été moins sensible. Elle plaida auprès de sa fille en faveur de cette alliance. Sophie, quoique sa fortune fût médiocre, résistait. Vainement faisait-on valoir, pour la déterminer, les « complaisances d'un vieux mari » et même l'espoir « d'acquérir par cet établissement de quoi choisir dans un petit nombre d'années un mari plus de son goût ». Sa délicatesse en était froissée. Pourtant, elle s'apprivoisa. La maison paternelle l'ennuyait trop. Sa mère guettait ses hésitations. Avant qu'elles ne se fussent traduites par un consentement, elle fit venir à Dijon, où elle résidait, le marquis, marquis et magistrat, qui, ayant pris toutes ses informations, désirait vivement l'union avec la jeune fille.

Une entrevue d'un quart d'heure régla la question. Sophie ne dit pas un mot. Quinze jours après, le 1er juillet 1771, elle était tout étonnée de s'entendre appeler *madame* et d'avoir un *chez soi* à Pontarlier. Mais quel *chez soi*! Plutôt un sombre

couvent qu'une maison. La première femme du premier président de la Chambre des Comptes de Dôle était avare et elle aimait à vivre dans la solitude « comme une bourgeoise qui tricote des bas pour ses enfants et veille sur son pot-au feu ». Sophie ne s'attendait pas à un sort semblable. Mais le veuf qu'elle venait d'épouser avait contracté les habitudes de lésinerie de sa femme. Il se dépensait au dehors en bonnes œuvres, mais sa bienfaisance ne s'étendait pas au foyer conjugal. « Je passai deux ans avec lui, a écrit Sophie, sans que notre tête à tête fût jamais troublé par d'autres personnes que deux ou trois vieilles dévotes et des prêtres qui trouvaient nos dîners bons... » Elle n'était pas heureuse. Comment aurait-elle pu l'être? Traitée comme une esclave, elle n'avait pas un sou et son mari la querellait sans cesse pour des affaires de ménage. Elle ne pouvait ni recevoir ni faire des visites. La danse lui était interdite. Malgré cet isolement à peu près complet, le marquis la tracassait par ses jalousies incessantes, « sans savoir de qui ni de quoi ». On parlait d'elle. On lui donnait tous les ridicules. Écoutez-la raconter, quatre ans après, la monotonie irritante de son existence. « Je n'ai pas une amie à Pontarlier, j'y ai vingt espions et cent critiques; je les entends de sang-froid, je ne les vois que pour n'être pas toujours seule; je reste des journées entières chez moi; je lis, j'écris pour les affaires de M. de M...; je m'occupe sérieusement à des chiffons; je fais un reversis le soir; j'écoute des médisances, je les oublie bien vite; je dors et je recommence; en un mot, je tue le temps. Avec cela, l'on n'est pas bien heureuse, mais on est assez tranquille. Les plaisirs vifs donnent des secousses, et plus on les ressent, moins les intervalles où ils nous échappent sont supportables. On dit que l'ennui naquit un jour de l'uniformité; l'uniformité me sauve, au contraire, de l'ennui... »

Était-elle sauvée, et n'y avait-il rien de vrai dans les médisances auxquelles elle se déclarait indifférente? Rien, ce serait trop dire et, s'il était jaloux, le mari de Sophie ne l'était peut-être pas autant qu'elle le prétendait, « sans savoir de qui ni de quoi ». Le fort de Joux, tout près de Pontarlier, avait pour commandant M. de Saint-Mauris, qui était un ami du marquis. Cette amitié lui donnait des occasions fré-

quentes d'entrer dans la maison. Il ne tarda pas à vouloir égayer la solitude de la jeune femme, dont il se déclara amoureux. Vaniteux et bel esprit, il se croyait irrésistible et, pour vaincre, il ne reculait pas devant l'aveu odieux et cynique des facilités que son titre d'ami lui donnait. Mais comme il n'était pas plus jeune que le marquis et qu'à tout prendre, il était moins aimable, Sophie éprouvait à son égard une véritable répugnance. Insensible à ses parchemins, dont l'authenticité était contestable, elle se moquait de ses attendrissements, qui le rendaient plus laid. Bel esprit peut-être, mais ses « airs de commandant » et son « ton de caporal » le rendaient ridicule et répugnant. Il s'obstina si bien... ou si mal que son insolence lui valut l'ordre formel de ne pas entrer dans la maison en l'absence du mari. Dès ce moment, il voua à Sophie une haine dont l'histoire vécue que je raconte montrera qu'elle ne fut pas la seule à subir les fâcheuses conséquences.

Débarrassée de ses obsessions, la marquise obtint la permission d'attirer chez elle quelques jeunes femmes dont l'âge se rapprochait du sien. Le mari, après s'être montré sévère à l'excès, acceptait pour Sophie une société dangereuse, et en particulier celle d'une femme qui, de notoriété publique, avait eu des égarements et des aventures. Cette madame de B... était spirituelle, aimable, douce, complaisante, attentive, et elle dissimulait par sa décence dans le monde les intrigues galantes qu'elle menait sans retenue. Elle plut à Sophie, avec laquelle elle fut vraie et sincère, et qu'elle amusa. Avide d'anecdotes, la marquise prit du goût à l'aveu de faiblesses que son cœur désapprouvait, mais dont sa curiosité recherchait la confidence. Madame de B... était une de ces femmes dépravées qu'ont dépeintes avec une psychologie si profonde les *Liaisons dangereuses*. Elle s'étonnait que l'innocente marquise, mariée à un vieillard, n'eût pas encore une passion, c'est-à-dire plus crûment un amant, et elle lui en faisait honte. Mais cette jeune femme en fleurs ne se laissait pas corrompre. Au lieu d'embraser son imagination, les confidences, la conduite inconstante de madame de B... et la diversité de ses aventures lui paraissaient avilissantes. Son cœur aurait eu horreur de lui-même si elle avait imité de tels goûts et de telles mœurs. La curiosité n'avait pas éveillé

ses sens dont un mari impuissant ne troublait pas, de son côté, la quiétude.

Mais le danger s'offrit d'une autre façon. On proposa à Sophie de jouer la comédie chez elle. Elle accepta cette diversion, honnête et avouée, à la vie monotone que son mariage lui avait infligée. Le mari avait donné son consentement sans se dire, comme sa femme l'écrivait plus tard avec une rare finesse, qu'il n'y a pas un amusement plus dangereux pour une jeune femme que « ce passe-temps où l'on se familiarise avec des passions qui ne vous sont jamais étrangères et n'attendent que le moment d'éclore; où l'on s'occupe à s'approprier les sentiments les plus ardents; où l'on est obligé d'écouter ce que l'on désirait peut-être d'entendre, et de dire ce que l'on s'efforçait de se déguiser à soi-même ». Sophie, innocente et imprudente, joua le rôle de l'héroïne dans *Zaïre*. Celui d'Orosmane fut confié à un M. de Sandone, qui avait l'âge de Sophie. Il était « beau, bien fait, et d'une modestie plus touchante que toutes les grâces d'un petit maître : on sait gré à la timidité; elle donne à deviner et n'inspire point de méfiance ». Doux, honnête, persécuté cruellement par sa famille, M. de Sandone ajoutait à ses charmes naturels l'intérêt de malheurs immérités. Il était fait pour plaire : il ne déplut pas. Il était fait pour aimer : il aima. Il mit dans son rôle la sincérité d'un aveu :

Je vous aime, Zaïre, et j'attends de votre âme
Un amour qui réponde à ma brûlante flamme.
Je l'avouerai, mon cœur ne veut rien qu'ardemment;
Je me croirais haï d'être aimé faiblement;
De tous mes sentiments tel est le caractère.
Je veux avec excès vous aimer et vous plaire.
Si d'un égal amour votre cœur est épris,
Je viens vous épouser, mais c'est à ce seul prix.

Orosmane disait avec une force sincère ces vers prosaïquement ardents. Mais M. de Sandone, la pièce terminée, était moins audacieux auprès de Sophie dans le monde qu'auprès de Zaïre sur la scène. Il la regardait beaucoup et il lui parlait peu. De son côté, tout en s'intéressant à lui, la marquise n'éprouvait « aucun sentiment tumultueux ». Aurait-elle cédé à une entreprise directe si, au lieu d'être un bon acteur,

il s'était déclaré comme un amoureux décidé, et qui veut vaincre? Peut-être. Sophie a écrit : « L'inexpérience de ce jeune homme me sauva. » C'est la moitié d'un aveu. M. de Sandone fut rappelé à son régiment, mais son départ ne mit pas fin à l'intrigue si faiblement ébauchée. Au contraire. La réalité dépasse toujours l'imagination, et la vie le roman. Je n'aurais pas cru qu'il pût se passer à Pontarlier, en 1773 ou en 1774, certaines choses, s'il n'existait pas des témoignages et des preuves pour l'établir. Donc il y avait à Pontarlier une madame de X..., qui avait « inutilement agacé » autrefois M. de Sandone. Intelligente et experte aux choses de l'amour, elle avait eu vite fait de deviner les sentiments que la marquise avait inspirés à cet officier charmant et timide. Elle ne prit pas son parti d'une défaite qu'un peu d'audace aurait peut-être transformée en victoire. Singulière personne! Je ne suis pas sûr, d'ailleurs, que l'espèce s'en soit perdue et qu'on ne puisse pas dire en 1931 ce que Sophie, évoquant ses souvenirs, écrivait ou dictait en 1777. « L'un de ses plus grands désirs est de jouer un rôle : elle veut intriguer pour son propre compte ou pour celui des autres, et aime presque autant les négociations de la galanterie que ses jeux : en un mot, elle se propose sans cesse pour amante ou pour confidente. » N'ayant pas pu être la maîtresse de M. de Sandone, madame de X... s'était offerte à lui comme négociatrice auprès de Sophie, pour leur servir à l'un et à l'autre de boîte aux lettres. Un refus formel de la marquise ne calma pas son zèle. A tout prix, il lui fallait une intrigue. Pouvait-on lui interdire d'écrire à M. de Sandone, d'en recevoir des lettres, de connaître ses sentiments, de les faire connaître et, en échange, de lui mander l'impression qu'elle aurait recueillie? Sophie accepta ce détour. Mais, à distance, Orosmane devint plus courageux. Un jour il risqua et glissa une feuille volante. La marquise, tout d'abord, la refusa. Puis, séduite par madame de X..., elle l'accepta de ses mains. Il n'y a que le premier faux pas qui coûte. Sophie en fit d'autres, un grand pas même, puisqu'elle écrivit et qu'engagée dans cette voie, elle remit plusieurs lettres à madame de X.... Que disait-elle? S'il faut l'en croire, « des choses très indifférentes ». Je la crois. Mais Sophie a raison d'ajouter

qu'« il n'était pas indifférent d'écrire. » Le service de l'officier, appelé très loin de Pontarlier, mit fin à cette imprudence. Sophie, dont le cœur n'avait été que « légèrement effleuré », fut plutôt heureuse de recouvrer sa liberté avant de l'avoir absolument aliénée.

Mais où n'avaient réussi ni M. de Saint-Mauris ni M. de Sandone, un autre s'essaya à gagner la partie. Ce fut, et il ne fallait pas moins, un officier d'artillerie, M. de Montperreux. Madame de B... rentra en scène et lui apporta ce que, d'un mot mesuré, j'appellerai son entremise. Vraiment, il y avait à Pontarlier, en ces années 1773 et 1774, dans le meilleur monde, des femmes aux mœurs singulières! Il ne leur suffisait pas de faire pour leur propre compte commerce de galanterie : elles offraient aux hommes leurs bons offices, auprès de jeunes femmes qu'elles s'appliquaient, avec une sûre expérience, à détourner de la fidélité conjugale. Il y avait d'ailleurs entre elles de la jalousie. Elles s'observaient, elles s'épiaient, elles se guettaient. Ce fut l'aventure manquée de Sophie avec M. de Sandone qui excita le zèle de madame de B... Quel succès si elle réussissait où madame de X... avait échoué et si elle procurait M. de Montperreux comme amant à la jeune marquise, son amie! Car Sophie était restée son amie. Elle continuait à mépriser ses goûts et ses mœurs, mais sa société, son humeur, son esprit l'amusaient toujours, et elle s'indignait que tant d'autres femmes de Pontarlier, « qui ne valaient guère mieux, la déchirassent impitoyablement ». Madame de B..., qui la recevait chez elle, n'avait pas eu besoin de ses confidences pour savoir ce qui se passait ou plutôt ce qui ne se passait pas avec M. de Sandone. Si elle savait que Sophie n'avait pas succombé, n'avait-elle pas surpris le secret des imprudences qui l'avaient poussée si près de la chute? Ainsi elle ne lui paraissait pas incorruptible et elle se piqua au jeu de la corrompre avec M. de Montperreux. Sophie le connaissait. Il ne lui plaisait guère. « Il n'avait rien, a-t-elle dit, de très séduisant dans l'extérieur » et il n'était « remarquable ni par son esprit ni par sa stupidité ». Un jeune homme quelconque. Peut-être n'aurait-il rien dit ou rien fait de lui-même. Mais madame de B... menait l'intrigue. Dirigé et soutenu par elle, il risqua sa cour. Présomptueux et tranchant, étourdi

et évaporé, il prêtait aux taquineries de Sophie, dont les rebuffades l'auraient peut-être découragé si madame de B... n'avait pas été de la partie, attentive des deux côtés et portant ses soins où la nécessité l'exigeait. Sur ses conseils, il changea de ton et il parut sincère.

Une jeune femme peut-elle, sans être émue, s'entendre dire longtemps qu'elle est aimée, surtout si la vie que le mariage lui a faite ne lui apporte que des jours de solitude et d'ennui? La fatuité de M. de Montperreux faillit tout compromettre. Il étalait, par des « indiscrétions impardonnables », qu'aggravaient des « mensonges insolents », une conquête dont aucune faveur vraiment obtenue ne lui permettait encore de se flatter et moins encore de se vanter. Ses assiduités avaient frappé l'opinion pontissalienne. On jasait. Les lettres anonymes se multiplièrent. Il en vint jusqu'à la mère de Sophie, qui accourut comme un dragon jaloux de garder la vertu menacée de sa fille, et qui, par ses propos et par ses menaces, l'aurait plutôt compromise que protégée. Le départ de M. de Montperreux, rappelé à son régiment avant l'expiration de son congé, n'était-il pas un effet de cette vigilance maternelle? Sophie le crut. Persécuté, M. de Montperreux lui parut plus digne d'intérêt et d'amour. Elle l'assura de sa constance et elle promit de lui écrire. Elle lui écrivit. Elle avait le cœur bon, mais M. de Montperreux avait l'âme basse. C'était un fat sans délicatesse. Il avait rempli toute la ville du bruit des succès qu'il n'avait pas remportés, transformant ainsi un amour accepté en un amour satisfait. Sophie pardonna ce qu'il appelait des « étourderies ». Elle poussa plus loin la générosité. Comme ce joli monsieur, accablé de dettes, risquait d'être congédié, elle emprunta de l'argent pour les payer. Cette fois encore, il jasa. Mais Sophie, trompée par le mensonge d'un mariage avantageux qu'il aurait refusé à cause de son amour pour elle, commit l'imprudence de lui rapporter, pendant un congé à Pontarlier, un portrait qu'elle avait fait peindre pour lui. Quand elle connut la vérité, le faux projet de mariage et « mille perfidies nouvelles », elle dut se rendre à l'évidence. Mais, élevé à l'école de madame de B..., et devenu capable de lui en remontrer, il joua à la perfection une scène d'amour, de repentir et de soumission. Ses larmes émurent

la trop crédule jeune femme, qui pourtant n'était pas une sotte; elle pardonna encore. Revenu à son régiment, M. de Montperreux se reprit à bavarder, à cancaner et à calomnier, en homme « qui se joue de la vérité, de l'honneur et des bienséances ». Sophie le sut de vingt endroits différents. Cette fois, elle ne pouvait pas douter de son indignité. Elle réclama les « monuments de son fol attachement ». Il n'avait voulu d'elle que « sa bourse et son titre » — c'est elle qui parle — mais, il faut bien que je le dise, il en avait espéré aussi ce qu'elle n'avait encore accordé ni à son mari ni à personne. Avec les lettres et le portrait, M. de Montperreux la tenait. Il la tenait si bien qu'il pouvait la perdre.

Quoiqu'elle n'eût rien écrit qui fût une preuve ou un aveu, puisqu'elle avait été plus crédule que coupable, c'était trop d'avoir écrit. Surtout, ce portrait, qu'elle avait fait faire pour lui, l'inquiétait. Donne-t-on son portrait, dans ces conditions, à quelqu'un que l'on n'aime pas, et jusqu'où était allé son amour? Elle connaissait la dissimulation de son mari, qui « affectait de la sécurité par amour-propre ». Mais, s'il avait été jaloux « sans savoir de qui ni de quoi », il se croirait trompé ce coup-ci de telle sorte qu'il n'aurait aucune indulgence. Sophie se croyait perdue. Elle se disait et elle se répétait — je n'invente pas son langage — : « ... Si la moindre circonstance de cette liaison, ou même un soupçon bien motivé, parvient jusqu'à lui, il éclatera par un coup de tonnerre. Ses preuves sont faites : il ne sait pas pardonner; ma famille le secondera avec la plus inflexible sévérité, on me croira mille fois plus coupable que je ne le suis, et un couvent sera le tombeau de ma jeunesse... » Elle avait peur et elle pleurait. Que faire? Ne rien faire? A plusieurs reprises, elle avait été tentée de tout raconter, « honnêtement », à son mari. Mais elle se disait : « Il est si susceptible et si dissimulé que je n'ose point prendre confiance en lui. Il en croirait beaucoup plus que je ne lui en aurais dit, et, son imagination dépassant la vérité, ma franchise ne lui semblerait que de la terreur. Peut-être aussi serait-ce troubler à tort sa tranquillité que de lui apprendre ce qu'il est possible qu'il ne sache jamais. Son âge est celui de la méfiance : je cours au-devant de mes chaînes en croyant les éviter. »

Ainsi, livrée par son imprudence à la merci d'un lâche, elle se résigna au parti d' « attendre l'événement ». Il se produisit sous une forme qu'elle n'aurait jamais pu prévoir. Son mari et elle furent invités par M. de Saint-Mauris, le gouverneur du château de Joux, au dîner qu'il donna le dimanche 25 juin 1775 à l'occasion du sacre de Louis XVI. Après avoir dit qu'elle avait vingt et un ans, n'est-il pas temps que je la dépeigne? A dire vrai, si son portrait moral ne m'embarrasse pas, physiquement je ne la connais guère. Telle miniature et tel portrait (celui-ci attribué à Heinsius), l'une de profil et l'autre de face, ne se ressemblent pas assez pour qu'on puisse en tirer avec certitude une ressemblance. L'homme qui l'a le mieux connue, ce Gabriel que je n'ai pas voulu introduire dans sa vie avant l'heure exacte où il y était entré, n'a-t-il pas écrit que « mille femmes étaient plus jolies qu'elle »? Mais elle était belle, et il le disait aussi. « Si je n'avais trouvé en elle *Vénus*, j'aurais cru voir une *Junon. O dea certe!* comme dit Virgile. Elle avait de la déesse ». Donc elle était grande, s'il est vrai qu'une haute taille est le premier trait du signalement officiel ou traditionnel d'une déesse. Pour dire le reste, je ne peux pas m'aider de Sainte-Beuve, qui a beaucoup parlé d'elle, mais dont la description physique est assez sommaire. Je dois m'adresser ailleurs, à une adresse qui est bonne.

Nul historien n'a mieux connu Sophie que M. Dauphin Meunier. Il a eu ses papiers, et d'autres, dont il a su tirer parti avec la plus impartiale clairvoyance. La voici donc, la jeune marquise, telle qu'il l'a surprise dans une conversation dont le plus brillant des partenaires — ce n'était pas M. de Saint-Mauris — faisait, à n'en pas douter, tous les frais. « Par un tic de timidité et non de coquetterie, elle se mordait sans cesse les lèvres, qu'elle avait vermeilles sur des dents parfaites; mais elle se raccourcissait ainsi le visage; elle ne l'avait déjà que trop rond et poupin, mal proportionné à sa grande stature. Elle se tenait mal, la tête penchée, le dos rond; enfin elle parlait d'une voix forte et basse... » Évidemment, ce début n'annonce ni une femme jolie ni une femme brillante. Mais une ébauche, et qui est partielle, n'est pas un portrait. Le portrait se dessine : « Une créature magnifique, ...à la mieux

voir. Point jolie, mais point laide. La physionomie franche et mutine effaçait ou arrangeait ce que son visage avait d'irrégulier et de commun, pommettes larges et saillantes, nez un peu gros, épaté, rouge, écourté à la Roxelane, et menton rapetissé, de travers... D'abondants cheveux noirs, plantés et bouclés à ravir, le front large et bombé d'une tête réfléchie et volontaire, des yeux noirs ni grands ni petits, aux cils peu fournis et dont l'un était déparé légèrement par une excroissance pâle de la paupière inférieure, mais si brillants du feu intérieur de la jeunesse, de l'intelligence et de la tendresse! une bouche petite, un menton à fossette, un col droit, souple et puissant, des épaules larges et grasses, la poitrine arrondie et ferme à souhait, des mains potelées, et quelles révélations d'un sang généreux et vif sous le teint le plus frais, un teint de lait! Une Hébé. »

Vénus, Junon ou Hébé, telle s'asseyait Sophie, en l'honneur du roi Louis XVI, à la table de M. de Saint-Mauris. Ce commandant ne lui avait pas pardonné sa défaite et j'imagine que je ne fausse pas la vérité ou que je ne l'exagère pas en pensant que sa haine n'était pas étrangère aux commérages qui accablaient la jeune marquise dans la bonne méchante petite ville de Pontarlier. L'invitation qu'il avait envoyée au mari s'adressait à un personnage notable, au plus notable même de cette ville, et dont la présence lui faisait honneur. Il était d'ailleurs avec lui dans de très bons termes. Mais il haïssait la femme, qui au refus de lui ouvrir son cœur avait ajouté l'outrage de lui fermer sa porte. Et voici qu'il lui donnait pour voisin de table le seul rival qui pût réussir là où tous les autres avaient finalement échoué! C'était un détenu dont il avait la garde, un détenu de droit privé, car le droit commun et la raison d'État n'avaient rien à voir dans la résidence qui lui avait été imposée au fort de Joux. Déjà je vous ai dit son âge. Vingt-six ans. Mais quelle vie agitée et remplie! Ses aventures étaient un vrai roman. Il savait tout et, sauf les actions qui déshonorent, il avait fait un peu de tout, l'amour, la guerre, l'agriculture, et des dettes, beaucoup de dettes. Ce sont elles qui avaient excité la colère de son père, un authentique marquis d'ancien régime, et d'une race vieille de plusieurs siècles, si fort en pensées hardies et

neuves, si puissant par l'imagination, si audacieux dans les traits de sa verve pittoresque, qu'il composait une manière de génie. Il exerçait l'autorité paternelle sans rien abdiquer de ses droits et même en les dépassant. Il eut cinq enfants, dont deux, sa fille Louise et son fils Gabriel lui donnèrent du fil à retordre. Le mariage de Gabriel, quoiqu'il eût épousé une noble et riche héritière, n'arrangea pas ses affaires. Tout au contraire, il ajouta à ses déboires. Sa femme le trompa. Ayant lui-même à se faire des reproches de toutes sortes, il sut lui pardonner. Mais elle ne comprit pas les devoirs que sa situation et cette indulgence lui imposaient. Elle aurait pu servir d'intermédiaire entre le père et le fils, qui avaient tous les deux, dans les excès de leur tempérament, les défauts d'une race prodigieusement douée, mais un peu folle. Elle n'en fit rien. Peut-être même fit-elle le contraire. Avant d'être envoyé au fort de Joux, son mari avait été enfermé pendant dix mois au château d'If. Il ne gagnait pas au change. « Un nid de hiboux égayé par quelques invalides », et relié à la ville par une route escarpée, qui en rendait l'accès pénible et difficile : telle était sa résidence nouvelle. M. de Saint-Mauris, tout d'abord, ne se montra pas trop sévère. Il était le juge et le maître de la liberté qu'il pouvait donner à son prisonnier : il la lui laissa assez large.

D'ailleurs ce détenu, confié à sa garde, ne ressemblait à aucun autre. Riche de lectures accumulées, plein d'idées et de projets, conteur agréable et intarissable, il amusait le commandant, dont l'humeur « atrabilaire » ne se refusait pas au plaisir de ces distractions imprévues. D'autre part, Gabriel tenait de son père le don d'écrire. Aux yeux de M. de Saint-Mauris, au moment des fêtes du Sacre, l'aubaine était bonne, qui mettait à sa disposition, pour les dépeindre, un rédacteur capable de faire vite et, il l'espérait, de faire bien. C'est la raison qui l'avait décidé à inviter son prisonnier à sa table. Je ne crois pas que celui-ci eût déjà rencontré Sophie. Il y avait tout juste un mois qu'il était au fort de Joux. A Pontarlier, il avait peu de connaissances. Certes il se familiarisait vite, mais encore fallait-il qu'il eût l'occasion de déployer ses dons extraordinaires de séduction. Au château d'If, il avait eu une liaison, rapidement nouée, avec la jeune et jolie canti-

nière. Au pied du fort de Joux, à la Cluse, il fit la connaissance, et il faut entendre au sens complet du mot, d'une Jeanneton qui, toute sœur qu'elle était du procureur du roi au tribunal du Bailliage, avait eu de nombreux amants, parmi lesquels, très probablement, M. de Saint-Mauris lui-même. Celui-ci en prit de l'humeur. Mais Jeanneton, à laquelle il n'avait pas tout à fait renoncé, et le procureur, — deux fois procureur! — le persuadèrent de laisser à son prisonnier une liberté que ses études historiques sur la Franche-Comté exigeaient. Ainsi Gabriel avait des livres pour travailler et une jeune femme, vingt ans! pour aimer. Aimer? C'est trop et mal dire. Jeanneton n'était faite que pour occuper son désœuvrement et pour calmer ce qu'il appelait « l'agitation d'une santé superflue ». Tout cela était loin de l'amour, un mot qu'il « n'entendait jamais prostituer sans regret », et Jeanneton, qui « s'affichait follement », avait « peu de chose à perdre en fait de réputation ». Pourtant, fière d'avoir conquis un homme d'une vieille race, ou plutôt ravie d'avoir subi une glorieuse défaite, elle s'était attachée à lui.

Il y avait, par ailleurs, de quoi s'en flatter. Le détenu du fort de Joux n'était pas un homme fait comme les autres. Partout où il passait, il attirait les regards. Il était grand et massif. Il portait haut sous une tête énorme des épaules larges et épaisses. Il avait des cheveux abondants et crépus. Des coupures d'une petite vérole, contractée dans l'enfance et mal guérie par les soins maladroits de sa mère, avaient ravagé son visage. Il était laid. Son père le définissait un « mâle monstrueux », et il est vrai qu'il y avait en lui du monstre. Mais sa peau blanche, sa bouche mince aux dents bien rangées et sa main ravissante atténuaient la première impression. Surtout il avait ses yeux et sa voix. Quand il était obsédé par des soucis ou qu'il se mettait en colère, ses yeux châtains prenaient un ton fauve et ils lançaient des éclairs. Au contraire, s'il voulait exprimer la tendresse de son âme, ou les désirs de ses sens, il avait de « certains yeux couchés » dont la douceur voluptueuse était irrésistible. Sa voix, qui pouvait éclater en tonnerre, avait, s'il cherchait à séduire, des caresses qui touchaient les cœurs. Il s'en servait et il en jouait avec l'art consommé d'un homme à femmes qui sait l'empire que les

modulations d'une voix harmonieuse peuvent exercer sur une femme. Aussi rencontrait-il peu de rebelles. Il se définissait « un athlète en amour ». Ce n'était pas une vantardise : il tenait au delà de ce qu'il promettait. Il se reconnaissait une imagination « sulfureuse », mais sa vigueur ne le cédait pas à son imagination.

Je l'ai rencontré ailleurs, et voici comment alors il m'apparaissait. « Éblouissant et étourdissant, spontané et menteur, hâbleur et sincère, original et plagiaire, comédien né et achevé, capable de s'abaisser des idées et des spéculations les plus nobles aux trivialités les plus vulgaires et aux obscénités les plus répugnantes, animant de ses gestes rapides, de ses regards mobiles, de ses éclats de rire, une conversation variée et étincelante, où il jetait en prodigue des richesses tirées d'innombrables lectures et accrues par ses réflexions, il était une *magnifique exagération* ». Tel je l'ai vu et dépeint, il y a quelque dix-huit ans, tel je viens de le retrouver, et, cette fois encore, il m'a amusé, passionné et ébloui.

A coup sûr, dès la première entrevue avec Sophie, assis auprès d'elle, autour de la table de M. de Saint-Mauris, il déploya toutes les ressources d'un esprit enjoué et puissant. Il avait beaucoup à dire, ses aventures, ses persécutions, ses malheurs, les rigueurs d'un père inexorable et la nonchalante perfidie d'une épouse peu aimante. Du premier coup, il vit les agréments de Sophie, « sa fraîcheur, sa physionomie fine, douce et voluptueuse », et il ne fut pas insensible au bonheur de ses saillies qui « frappaient d'autant mieux qu'elles étaient plus imprévues ». Cette surprise ne rabaissait ni l'intelligence ni l'esprit de la jeune femme. Pendant le déjeuner, elle dut moins parler qu'écouter, et avec un homme éloquent comme Gabriel, il y avait beaucoup à entendre et à apprendre. Conquise, au sens intellectuel du mot, et non encore éprise, elle demanda au marquis d'ouvrir au détenu du fort de Joux, qui avait la passion des recherches, les archives de sa bibliothèque. Bonhomme, et n'ayant rien su ni de M. de Sandone ni de M. de Montperreux, le mari accepta. Mais c'est du commandant que vint le refus. Cette fois, sa jalousie était clairvoyante. Il ne voulut pas accorder au marquis, ou plutôt à Sophie, car il sentait bien d'où

venait la demande, ce qu'il avait, peu de jours auparavant, concédé à Jeanneton.

Celle-ci continuait à se montrer avec Gabriel. Quelque temps après le déjeuner du Sacre, la marquise les rencontra ensemble, qui se promenaient sur le cours, au bord du Doubs. Elle alla vers eux, mais Jeanneton, en s'écartant, lui épargna l'ennui d'un rapprochement qui ne convenait guère à son rang. La marquise invita le comte — je l'ai dit dès le début, Gabriel était comte — à assister à une fête de la Vierge qui se tenait traditionnellement dans le hameau de Montpetôt, à une lieue de Pontarlier. Dévotions, collation, bal champêtre. La fête fut charmante. Sophie s'y était rendue en carrosse et Gabriel allait à cheval, près de la portière. Toutes les danseuses, parmi lesquelles il y avait quelques femmes faciles, furent « enchantées de lui ». Il eut avec la marquise une conversation sérieuse. Leurs griefs s'accordèrent sans peine contre M. de Saint-Mauris. Gabriel trouva chez Sophie « une sorte d'esprit et une manière de sentir et d'observer » qu'il ne s'attendait pas à rencontrer au pied du Mont-Jura. De son côté, la marquise goûta beaucoup la franchise, la droiture d'esprit et l'élégance aisée de son interlocuteur. Elle se sentit et elle se mit en confiance. Ainsi ils furent contents, chacun de soi, et l'un de l'autre. Ils avaient été « très raisonnables » à la fin d'une journée où ils avaient joué à Colin-Maillard.

Le gouverneur du château fut moins satisfait. Quoiqu'il n'eût pas entendu le dialogue entre Sophie et Gabriel, ou plutôt parce qu'il ne l'avait pas entendu, il s'inquiéta. Il envoya auprès du comte l'ingénieur de l'artillerie du fort pour faire une enquête, que celui-ci poursuivit sans ménagements sous la forme d'une attaque brusquée. Les questions portèrent successivement sur Jeanneton et sur la marquise. Est-ce donc que M. de Saint-Mauris n'avait renoncé ni à l'une ni à l'autre? Il voulait connaître les projets du comte. Sur l'amour qu'il pouvait éprouver pour Jeanneton, Gabriel fit d'abord une réponse évasive. Sur la marquise, il fut plus net. « Comment, des projets? Je l'ai vue trois fois. Je ne la reverrai peut-être plus. Mon cher Lalleu, vous me croyez bien inflammable... M. de Saint-Mauris m'interdisant à Pontarlier la seule maison

où je puisse aller avec plaisir et décence, je suis décidé à n'entrer dans aucune autre et à profiter de la liberté de voir mademoiselle Michaud... » Mademoiselle Michaud, c'était Jeanneton, auprès de laquelle Gabriel se réservait le droit d'apaiser « l'agitation de sa santé superflue ».

Quand le comte disait au représentant du commandant du château qu'il ne reverrait peut-être jamais plus la marquise, il était sincère. Certes son cœur et ses sens étaient troublés, mais « il craignait terriblement l'amour », celui qui mérite ce nom; il s'efforçait de « résister à l'entraînement »; il envisageait avec effroi les sentiments et les désirs qui fermentaient en lui. Jeanneton n'était et ne pouvait être qu'une distraction. Il crut qu'une série d'événements favorables lui donnaient l'occasion de se rapprocher de sa femme, à laquelle il écrivit la lettre « la plus forte, la plus pressante, la plus étincelante de l'éloquence du moment, de la chose, pour l'engager à s'associer à son sort, comme toutes les lois divines et humaines le lui ordonnaient ». Elle lui répondit sur un ton glacé. Toute la famille, ou plutôt les deux familles, dont elle se faisait l'écho, le tenaient pour un fou. Je sais qu'il joua, pour apitoyer son monde, la comédie d'une maladie, à laquelle M. de Saint-Mauris lui-même se laissa prendre. Mais il était sincère quand il écrivait à son oncle, plus humain que son père : « Il est des hommes qu'il faut occuper; l'activité, qui peut tout, devient turbulente, alors qu'elle n'a ni emploi ni objet », et vraiment, sa santé lui échappait. Il envisageait avec effroi la cruelle perspective de passer l'hiver dans un pays « dénué de toutes ressources morales », où il serait enseveli sous des monceaux de neige. La démence et la frénésie le guettaient. Ce fut le récit des fêtes locales du Sacre, commandé par M. de Saint-Mauris, qui le sauva. Le gouverneur du château, l'administration municipale de Pontarlier et le marquis y eurent leur place. La municipalité décida de faire au comte une visite de remerciements. Pour ne pas être en reste, M. de Saint-Mauris, dont le cœur avait plus de vanité que de sensibilité, permit au prisonnier de descendre en ville, de s'y installer et même d'en sortir sans permission spéciale, pour effectuer librement les recherches que ses travaux exigeaient.

Sophie avait quitté Pontarlier pour vivre pendant quelque

temps sur ses terres. Aussi Gabriel se donna-t-il tout entier à Jeanneton, aux voyages, aux escapades, aux aventures, à une sorte de bohème errante et galante qui le conduisit jusqu'en Suisse. Quand la marquise revint, il prit un prétexte, celui d'un catalogue de librairie qu'elle désirait, pour lui faire une visite. Il y avait deux mois ou trois qu'ils ne s'étaient pas rencontrés. La demeure était bonne et le mari ajoutait aux ressources d'une riche bibliothèque, dont il avait lu autre chose que les titres, les souvenirs d'une longue expérience qui rendait sa conversation intéressante. Il subissait lui-même l'ascendant de Gabriel, cet « ascendant incroyable » qui assurait à cet homme de vingt-six ans, partout où il passait, et quel que fût le monde, la conquête des esprits et des cœurs. Aussi ne tarda-t-il pas à se trouver seul avec la marquise, dont les agréments, les manières et l'esprit dépassaient de si loin et de si haut les façons d'être et de parler de Jeanneton. C'est sur Jeanneton, cette « belle dinde », que Sophie l'entreprit, le plaisanta et le taquina. Il y avait la matière. Pourquoi avait-il paru fuir si longtemps la maison où le marquis avait tout fait pour l'attirer? Quelles distractions avait-il recherchées et obtenues ailleurs? Il n'y avait qu'un amour très tendre pour expliquer sa retraite un peu sauvage. La marquise, que la timidité des premières entrevues n'embarrassait plus guère, pressait l'attaque avec une vigueur amusée et une logique impitoyable. Toute la défense de Gabriel tenait dans un raisonnement très simple : il n'avait pas aimé Jeanneton. Est-ce aimer, aimer d'amour, que de passer auprès d'une femme, ayant pour elle tous les charmes de la jeunesse, « un petit nombre de moments qui sont bien courts quand aucun intérêt ne les précède et ne les suit »? Il avait, dans ce premier tête à tête, poursuivi jusqu'à l'heure où « les beaux esprits et les élégantes » de Pontarlier arrivèrent en foule, convaincu la marquise sans la persuader encore.

La persuasion ne se fit pas longtemps attendre. Dans la seconde entrevue, Gabriel déclara son amour. Oh! pas tout de suite. Il y mit toute la prudence, toute la discrétion, toute la délicatesse que la situation exigeait. On ne prend pas une marquise authentique, dont les vingt et un ans sont plutôt une sauvegarde qu'un péril, comme une cantinière ou comme

une Jeanneton. Gabriel procède par étapes et il semble parler par énigmes. Il multiplie des allusions qui hésitent à devenir des aveux. On pourrait croire à un persiflage, et Sophie feint de s'y tromper. Tout au plus y voit-elle une de ces « formules de galanterie que les hommes se croient obligés de prodiguer aux femmes qui n'ont que vingt ans ». Pourtant l'accent de Gabriel n'est pas celui de la fausseté. Il est franc comme son cœur est sensible. « Daignez me regarder et vous me croirez. Je suis malheureux, le malheur double la sensibilité; vous m'avez témoigné de l'intérêt; j'ai trouvé en vous tous les charmes qui seuls peuvent me séduire : ceux d'une âme généreuse et d'un esprit agréable; je cherche un consolateur... et quel consolateur plus délicieux que l'amour! J'aurais pu travestir celui que vous m'avez inspiré sous le nom de l'amitié et tâcher de vous engager à l'aide de ce déguisement; mais ce détour usé me déplaît parce que je suis sincère; je vous aime, et c'est d'un amour tendre et vrai, né, sinon malgré moi, du moins presque à mon insu... »

A ce langage, qu'elle ne pressentait pas, la marquise comprend combien sa curiosité a été imprudente. Elle a eu le tort de se livrer à une conversation qui l'intéressait, mais c'est son seul tort, car elle ne s'est pas livrée à un manège. Mais il est trop tard pour reculer. Un persiflage serait hors de ton : l'heure est venue des explications. « Votre franchise, à laquelle je veux croire, appelle la mienne. Il me serait aisé de vous répéter de beaux propos que vous avez entendus mille fois, et que vous aurez crus tout au plus une. Je pourrais prononcer les mots *devoir* et *vertu*. Ce n'est point sur les lèvres qu'ils doivent habiter, et je ne suis pas plus prude que coquette. Mon cœur est loin d'être inaccessible à l'amour. Mon âge et les circonstances ont dû vous inspirer de l'espoir; mais je vais vous parler avec autant de vérité que de sincérité pour vous l'ôter... Vous-même me direz, quand vous saurez mon histoire, si je dois accueillir ou repousser l'amour... »

Tout de suite elle entame un long récit où elle raconte, comme elle l'a promis, avec franchise, simplicité et vérité, l'histoire, toute l'histoire, de sa vie, son enfance malheureuse, son mariage odieux et cruel, les entreprises répugnantes de M. de Saint-Mauris, l'amour timide de M. de Sandone, l'hypo-

crite perfidie de M. de Montperreux. C'est une confession sincère et animée qui n'omet aucun détail, et qu'elle poursuit tout d'une traite, sans que Gabriel l'interrompe. Mais au récit des vilenies de M. de Montperreux, il s'émeut et il s'indigne. Entre les mains d'un pareil homme des lettres et un portrait sont un danger toujours menaçant pour la réputation, la tranquillité et la liberté d'une jeune femme. Il partage ses alarmes et, brusquement, il les apaise :

« ...Votre mari ne saura rien; votre portrait, vos lettres vous seront rendus : ils ne resteront pas dans des mains infâmes qui les souillent. — Eh! qui les en retirera, monsieur? — Moi, madame. — Vous? juste ciel! Et de quel droit? — Du droit que tout honnête homme a d'empêcher le crime et de défendre l'innocence... »

La marquise se récrie. Elle montre au comte les périls que présente pour lui, prisonnier d'État, et pour elle, qui paraîtra avoir payé le prix de ce service, une entreprise téméraire. Certes elle est touchée de tant de générosité. Mais M. de Montperreux est à Metz. Comment aller l'y trouver sans scandale! Et puis ce coquin est un « bretailleur, qui passe sa vie dans les salles et sait se battre ». Gabriel n'en a cure : il ne se mesure qu'avec ses égaux mais il a déjà prouvé son courage et son adresse, et, si Sophie veut raisonner avec lui le plan qu'il combinera, il aura le portrait et les lettres. Il la supplie de le traiter comme un frère, qui ne peut pas balancer sur son devoir. Il ne cherche pas à rendre un service intéressé; il ne cède qu'à l'obligation d'être utile. « Je ne veux point désirer en ce moment un autre félicité; je suis votre ami, je veux l'être; j'en remplirai les devoirs avant de prononcer un nom plus doux ». Ainsi pas de condition avilissante, mais un espoir qui ne se dissimule pas. A ce moment, on vient : il faut ajourner la discussion, car la marquise ne cède pas; elle est effrayée des conséquences d'un acte audacieux et elle ne reverra pas le comte de sa vie s'il fait la moindre démarche sans son aveu. Mais Gabriel est tenace.

Quand, le lendemain, le dialogue reprend, Sophie a eu le temps de réfléchir. L'expérience du passé et la crainte de l'avenir lui dictent la même attitude. Quoiqu'elle n'ait que vingt et un ans, la vie l'a mise en garde contre certains

dangers. Elle n'a pas eu des aventures : mais elle a couru des risques. Elle n'a pas eu des amants : mais elle a pu mesurer les conséquences redoutables de l'amour. La proposition audacieuse du comte la met dans le cas « embarrassant et pénible » de se trouver obligée malgré elle. Certes il ne demande aucune reconnaissance, mais cette discrétion, qui est le fait d'un galant homme, n'est pas une garantie. « Moins vous m'en demanderez, et plus je vous en donnerai. Cela est trop évident pour que je me le déguise. En vain me répéteriez-vous que vous ne voulez être que mon ami, vous m'avez déjà parlé comme un amant. Je ne vous en deviendrai que plus chère quand vous vous serez exposé pour moi. A votre âge, on n'est pas l'ami d'une jeune femme; et je ne veux point être votre maîtresse... »

Et puis ne sont-ils pas mariés l'un et l'autre? Elle, peu : lui, davantage, puisqu'il a eu un fils de sa femme, mais avec quelle adresse, sans accabler celle-ci, il se décharge de torts où Sophie pourrait trouver la preuve de son inconstance! Le dialogue se développe dans la complexité des nuances les plus subtiles. Chacun des deux partenaires, l'un pour arriver à ses fins, l'autre pour y échapper, joue un jeu serré où tout est dit, rappelé et prévu. L'opiniâtreté est un des traits du caractère de la marquise : elle ne se rend pas aisément, car, dans le cours ordinaire des choses, elle sait ce qu'elle veut et elle refuse ce qu'elle ne veut pas. Mais, à mesure que les répliques s'échangent et que le comte parle, éloquent, habile, persuasif, pressé et pressant, elle est moins sûre d'une volonté qui fléchit et vacille. Gabriel lui demande un billet qui enjoigne à M. de Montperreux de remettre « au porteur » le portrait et les lettres. Ainsi il tiendra d'elle le droit de s'occuper d'elle. Évidemment, il n'y a pas, pour réussir, d'autre marche à suivre. Seulement, quels risques pour l'un et pour l'autre! Afin de récupérer les preuves d'une aventure où elle a failli se compromettre, ne va-t-elle pas être tout à fait compromise? Elle se défend avec toutes les ressources de son intelligence et de son cœur. Elle donne toute leur force aux raisons qui doivent l'empêcher d'écrire ce billet. Comme la veille, elle veut remettre la décision au lendemain. Mais le comte sera parti. « Et pourquoi, dit-il, remettre ce

qu'on peut faire à l'instant? ». Alors elle cède. Pendant qu'elle écrit, il ne la perd pas des yeux. Il savoure son triomphe. « Ah! si vous saviez comme la complaisance vous embellit, vous ne me résisteriez jamais ». Un tel propos est d'un homme sûr de réussir, et que l'événement justifiera. Cette résistance vaincue est la promesse des succès futurs. Sophie est moins confiante et, plus clairvoyante, elle redoute de se préparer de « longs et cruels repentirs ».

Très vite après, le but fut atteint : M. de Montperreux rendit le portrait et les lettres. Trois : il y en avait davantage, mais le portrait importait plus que les lettres, « moins dangereuses qu'humiliantes ». D'après le témoignage de la marquise l'adresse seule, parce que le destinataire était un homme fat et vil, pouvait la faire rougir. Quant au texte, on y verrait « une imbécile bonté qui tempérait toujours des reproches amers par l'assurance du pardon sous la condition d'une conduite plus honnête ». Mais le comte alla-t-il à Metz? On n'en sait rien, et peut-être réussit-il d'une autre manière, car il était fertile en ressources, à obtenir de M. de Montperreux la restitution pour laquelle il s'était engagé d'honneur. Je ne sais pas davantage si la chute de Sophie fut le gage payé d'avance ou la récompense de cette restitution. Sainte-Beuve y a vu de la reconnaissance. Pourtant il avait lu les cinq *Dialogues*, écrits de la main de Gabriel, où celui-ci raconte ses amours avec la marquise. Ils ont été publiés par la *Revue de Paris* et je les ai prêtés à la récente Exposition de *Paris et la Révolution* organisée avec tant de succès au Musée Carnavalet. Ai-je réussi à les résumer? Quels dialogues! Aucun n'est indifférent : il y a de tout en eux, de la psychologie, de la philosophie, de l'éloquence, de la verve, de l'esprit, mais leur mérite est surtout, parce qu'il ont été intensément vécus, d'être restés éternellement vivants. Or, dans le quatrième, si passionné, si ardent, si brûlant, qui est la lutte suprême où Sophie se défend toujours, ne dit-elle pas à Gabriel, presque au moment où elle va se donner, mais ne s'étant pas donnée encore : « Je te jure que M. de Montperreux ne fut jamais le maître de ma personne, et que s'il m'était possible d'oublier les odieuses caresses dont il a souillé mes mains et quelquefois

mon visage, je n'aurais à me reprocher que mes imprudences et ma crédulité, *comme ses lettres te le prouveront assez* ».

Ce futur contredit Sainte-Beuve. La date importe peu. La fin du Dialogue en dit assez.

LE COMTE. — O mon tout! ô ma vie!... c'est au temps, c'est à l'amour à me venger.

LA MARQUISE. — Tiendras-tu ses promesses?

LE COMTE. — Chère épouse! J'en jure par toi-même...

LA MARQUISE. — Gabriel... laisse-moi... Non... venge-toi de mes refus... Ami! O mon bien... ô mon tout!...

Si peu que ce soit, mais ce peu est beaucoup, j'ai atténué le texte.

Ce fut le 13 décembre 1775 que la vertu de Marie-Thérèse *Sophie* Richard de Ruffey, marquise de Monnier, chancela et succomba dans les bras herculéens du comte Honoré-*Gabriel*-Victor Riquetti de Mirabeau.

Ils se connaissaient depuis six mois. Mirabeau, qui n'en était pas, il s'en fallait, à sa première conquête, en était à son premier amour. Cette jeune femme, qu'il appelait son épouse pour lui jurer sur les lèvres la fidélité d'une passion éternelle, ne ressemblait ni par son rang ni par sa vertu, souvent menacée, mais restée intacte, à aucune de ses autres maîtresses. Quand il lui disait que « d'un bout à l'autre, leurs amours étaient uniques », il était sincère. Elle ne l'était pas moins. Quoique Sophie, dans l'une de ses lettres, empruntât à Julie l'expression de ses sentiments, ce n'était pas un chapitre de la *Nouvelle Héloïse* qui se jouait dans son aventure avec Gabriel, si différent de Saint-Preux. La vie n'imitait pas le roman : elle le dépassait, et quel roman aurait paru vraisemblable s'il avait raconté les péripéties tantôt tragiques et tantôt comiques de cette extraordinaire histoire dont je n'ai voulu évoquer que les origines et les débuts?

L'union — je ne dis pas l'amour — de ces deux amants exceptionnels ne dura que dix-sept mois. Après avoir scandalisé la ville de Pontarlier, où j'ai montré à quel point la pudeur était faite d'hypocrisie, par l'éclat de leurs rencontres, ils se retrouvèrent à Verrières, en Suisse, au mois de juillet 1776. Mirabeau s'était évadé du château de Dijon, que la rancune inexorable de son père lui avait donné pour prison nouvelle.

Il n'enleva pas Sophie : c'est d'elle-même qu'elle vint vers lui, poussée à la fois par son amour et par les mauvais traitements qu'elle subissait dans sa famille. Réunis, et pour échapper aux poursuites dont ils étaient l'objet l'un et l'autre, ils s'installèrent à Amsterdam. Ce fut, pendant neuf mois, une vie « disetteuse et heureuse », pour parler comme Mirabeau, qui travailla avec un courage admirable jusqu'au jour où un agent de police vint lui mettre la main sur l'épaule, le 14 mai 1777, et le conduisit, par ordre du Roi, au donjon de Vincennes. Sophie fut arrêtée avec lui. D'abord enfermée dans une pension de refuge du faubourg Montmartre, où elle accoucha d'une fille, elle fut transférée un peu plus tard dans un couvent de Gien. C'est là qu'elle recevait les lettres enflammées, passionnées, tumultueuses, pathétiques, où il y avait de tout, du sublime à l'obscène, que Mirabeau lui écrivait du donjon, et auxquelles elle doit la gloire ou, si le mot est excessif, le rôle que l'histoire lui garde dans sa vie. Au couvent elle eut des visites. On jasa à Gien comme autrefois à Pontarlier : la province est bavarde. Un Récollet et un Minime s'éprirent de Sophie et leur jalousie fit de l'éclat. Le bruit de cette dispute plus galante que religieuse vint jusqu'aux oreilles de Mirabeau, libéré depuis le 13 décembre 1780, cinq ans jour pour jour après son « premier » bonheur avec Sophie. Ils échangèrent des lettres violentes et amères. Quand ils se virent, dans le couvent même, où Mirabeau, arrivé à franc-étrier, se présenta sous le vêtement et avec la valise d'un colporteur, il y eut des accusations et des récriminations réciproques : cette entrevue suprême du mois de juillet 1781 s'acheva en rupture. A la mort du marquis de Monnier, en mars 1783, Sophie usa de la liberté que cet événement lui donnait. Décidément l'armée avait pour elle un goût qu'elle rendait à l'armée. Elle commença par un officier de maréchaussée, qui ne fit pas son bonheur. Elle l'aurait connu avec son second amant, un ancien capitaine de cavalerie, si une maladie incurable n'avait pas rapidement enlevé celui-ci à son affection. Au lendemain de sa mort, elle se suicida au moyen de deux réchauds de charbon, allumés dans un petit cabinet soigneusement calfeutré : la pauvre femme s'était attaché les jambes et un bras pour mieux assurer l'exécution

de son projet. C'était le 9 septembre 1789. Mirabeau, quand il apprit la nouvelle par un de ses collègues de l'Assemblée Constituante, fut très longtemps à lire la lettre qui la lui apportait. « Son visage pâlissait et se décomposait de temps à autre; il se remettait, il continuait à lire, ensuite soupirait, toussait, crachait... » Sorti brusquement de la séance, il ne parut pas à l'Assemblée pendant deux ou trois jours. Il était redevenu Gabriel : son cœur était bouleversé. Mais son devoir, son ambition et son génie le rejetèrent dans la marche ascendante vers la gloire qui a rendu son nom immortel.

LOUIS BARTHOU,
de l'Académie française.

SOUVENIRS
SUR GEORGES CLEMENCEAU

CLEMENCEAU COLONIAL

En 1894, je revenais du Japon. Ayant une commission pour M. Clemenceau dont m'avait chargé un de ses amis, je suis allé lui faire visite. Il habitait à cette époque rue Clément-Marot.

J'étais heureux de cette occasion d'entrer en relations avec un homme dont la tournure d'esprit originale m'avait toujours beaucoup intéressé. Ce qui me frappa chez lui, ce fut d'abord sa voix nette et mordante et ses yeux magnifiques qui reflétaient avec une surprenante vivacité les sentiments qui animaient sa parole.

Nous parlâmes du Japon, puis la conversation dévia sur la politique coloniale et notamment sur l'Égypte.

Je lui dis, à ce propos, qu'on regrettait généralement son intervention lors des événements provoqués par Arabi pacha, laissant le champ libre à l'Angleterre dans un pays où nous avions tant d'intérêts économiques et un grand prestige historique. Il s'emballa, frappant du poing sur la table :

— J'ai eu raison, — s'écria-t-il, — de m'opposer à cette politique stupide et désastreuse. Pourquoi disperser nos forces au loin, en Égypte, au Tonkin et ailleurs? Avons-nous donc trop de monde pour faire face au danger qui menace nos frontières de l'est? C'est de ce côté que nous devons avoir les yeux fixés et concentrer tous nos moyens de défense. Je suis

et je resterai toujours l'adversaire déclaré des expéditions coloniales.

Un jour, cependant, beaucoup plus tard, en 1902, M. Clemenceau s'intéressa à la question du Siam. La chose vaut d'être contée.

J'avais été nommé en 1900 venant de Calcutta ministre à Bangkok, en raison de ma connaissance de l'Indochine, dont les intérêts ne s'accordaient pas toujours avec ceux du Siam.

Nous étions sous le régime du traité de 1893 (traité Pavie). qui nous conférait, comme garantie des obligations imposées au Siam, à la suite de l'affaire de Paknam, l'occupation du port de Chantaboun et le contrôle, sur la rive droite du Mékong, d'une zone large de 25 kilomètres.

Nous avions fort à faire à cette époque à nous défendre contre les empiétements incessants des Siamois dans cette zone (incursions de pirates, contrebande de guerre, agitation entretenue par des émissaires au Cambodge, en Annam et au Laos).

Notre désir était de nous concilier avec la cour de Bangkok, mais à la condition, bien entendu, qu'elle ne persistât pas à pratiquer à notre égard une politique hostile, affectant même dans ses récidives un caractère d'obstination enfantine.

Le roi Chulalongkorn n'avait pas la responsabilité de cette attitude. C'était un souverain fort intelligent, mais débordé par les intrigues de palais, par les princes de sa famille, frères ou fils, et n'ayant, comme tout souverain absolu, au milieu des compétitions de camarillas multiples, qu'une autorité relative, la vérité ne lui parvenant que par de nombreux intermédiaires intéressés à la travestir. Et puis sa volonté, il faut le dire, s'était singulièrement affaiblie (il avait un harem fort nombreux). Et tant va...

Je l'avais connu quinze ans auparavant, très allant, énergique et capable de diriger lui-même, sans appréhender la moindre opposition, les affaires du royaume. Ce n'était plus le même homme. Lui qui avait été extrêmement attaché aux coutumes nationales et qui ne tolérait pas, à cette époque, sous peine du fouet infligé en public, qu'un mandarin de son entourage adoptât le costume européen, il était maintenant

en uniforme de général anglais; sa Cour, les modes qu'on y suivait, étaient à l'instar de Londres.

Auprès de lui, une physionomie curieuse, un Danois, qui, arrivé au Siam vingt ans auparavant comme capitaine au long cours, était entré dans les bonnes grâces du Roi. Ayant trouvé une marine à l'état embryonnaire, il l'avait très intelligemment transformée et disciplinée. Il avait le titre d'amiral et le portait sans ridicule. Son nom? Armand du Plessis de Richelieu, tout simplement; il prétendait descendre du duc de Richelieu, fondateur d'Odessa. Siamois d'adoption, il était resté bon patriote danois; avec une patience et un savoir-faire remarquables, il avait noué avec son pays d'origine des relations d'affaires assez étroites pour que le Danemark fût le principal client et, pour une très large part, le bénéficiaire du mouvement d'importation et d'exportation du Siam.

Ce pays, par la Compagnie de navigation de l'*East Asiatic*, l'exploitation de ses forêts de teck, son ivoire, ses pierres précieuses, ses fermages (opium, jeu, etc.) où le Roi avait la haute main, offrait l'occasion d'excellents placements aux capitaux étrangers. Or, la princesse Marie d'Orléans, épouse du prince Waldemar de Danemark et tante du tsar Nicolas II, et qui savait compter, avait, dans la vallée de la Meinam et dans les entreprises qui s'y développaient, de gros intérêts auxquels les conseils et l'influence de l'amiral de Richelieu étaient très profitables.

Nous étions au beau temps de l'entente avec la Russie dont, comme on le sait, notre Ministre des Affaires étrangères, M. Delcassé, était l'un des plus actifs protagonistes. Or, le Tsar avait recommandé sa tante à ses bons offices. Comme contre-partie que valait à sa fortune la faveur du Roi, la princesse Marie s'appliquait à favoriser la politique siamoise, laquelle, à son insu, j'en suis sûr, contrecarrait systématiquement l'expansion économique de notre colonie, entretenant sur ses frontières un permanent état de troubles.

Je ne fus pas long à m'apercevoir que l'exposé que j'étais dans l'obligation de faire de nos griefs contre l'administration siamoise n'avait aucun écho au Quai d'Orsay et que, même, — la preuve m'en fut donnée, — le Gouvernement siamois, se

sentant écouté et soutenu à Paris, paraissait se soucier fort peu de mes observations.

Tenu au courant de cette situation anormale, le Gouverneur général de l'Indochine ne manqua pas, de son côté, d'indiquer les très graves inconvénients qui en résulteraient. Rien n'y fit. Bref, après une année de luttes sourdes, auxquelles l'autorité royale, que j'avais intéressée à notre cause, ne parvenait pas elle-même à mettre un terme, je dus attendre l'heure où, pouvant me baser sur un fait précis, il me serait loisible de mettre les points sur les i et de dégager la responsabilité de la Légation de France, assistant, impuissante, aux violations réitérées du traité de 1893.

Ce fait ne tarda pas à se produire : un flagrant délit d'empiétement commis par des détachements en armes, dans la zone interdite, m'ayant été signalé, j'en avisai M. Delcassé qui me répondit en désavouant ma protestation et me prescrivit de « laisser faire, laisser passer ».

Je câblai que le traité de 1893, ayant été ratifié par le Parlement, avait force de loi et ne pouvait être modifié que dans les formes mêmes où il avait été approuvé; que, cependant, je me conformais aux instructions reçues, mais que je regrettais de les avoir reçues.

Je m'attendais, après ce télégramme, à mon rappel immédiat. Il ne vint que trois mois après, par ma mise en congé d'office. Je pris le paquebot, laissant la gérance du poste au secrétaire de la Légation.

A Paris, je me présentai au Quai d'Orsay. Je ne fus pas reçu. En revanche, j'appris qu'au Conseil des ministres, M. Delcassé avait jugé très sévèrement mon attitude : non seulement j'avais contrevenu à ses ordres, mais, sous prétexte de faire observer un traité qui n'était pas violé, j'avais envenimé, après une entente tacite avec le Gouverneur général de l'Indochine, la situation et préparé ainsi des complications, notamment dans la région de Chantaboun, à tel point que M. Loubet, Président de la République, dit à son ami M. Étienne, qui avait été mon chef et me voulait du bien : « Klobukowski est dans un mauvais cas. Delcassé nous demande sa tête. »

J'avais fort heureusement avec moi le double de ma corres-

pondance officielle. Je priai M. Étienne d'en prendre connaissance, et il me rendit le grand service de la porter le jour même au Président de la République, à Rambouillet. Le lendemain, M. Loubet (qui avait cependant un faible pour M. Delcassé) dit à M. Étienne :

— J'ai lu le dossier que tu m'as transmis. Je dois, en toute honnêteté, convenir que Delcassé nous a... égarés. Rassure Klobukowski.

Dans le mois qui suivit, je fus appelé au Cabinet du ministre. M. Cogordan, directeur des Affaires politiques, était présent. Le Ministre m'accueillit avec une froideur marquée :

— M. Klobukowski, veuillez me renseigner sur les affaires du Siam.

Je répondis que, ayant, depuis plus de deux mois, quitté Bangkok, j'ignorais absolument ce qui s'y passait actuellement; que, dans ces conditions, je ne pouvais que prier le ministre de vouloir bien, pour la période de ma mission, se reporter à mes nombreuses communications postales et télégraphiques, à lui personnellement adressées.

— J'ai lu votre correspondance, mais je voudrais vous entendre, avec, comme témoin de cet entretien, M. le directeur des Affaires politiques.

Pendant une heure, la carte du Siam et de l'Indochine sous nos yeux, je dis tout ce que je savais, sans que M. Delcassé fît la moindre objection, la moindre critique.

Quand j'eus cessé de parler, le Ministre se leva sans un mot. Je pris congé.

Au sortir du cabinet ministériel, M. Cogordan, qui avait témoigné d'une attention soutenue, me dit :

— J'ai été vivement intéressé par votre exposé. Il faut qu'il en reste trace. Voudriez-vous rédiger un procès-verbal de cet entretien?

Je le lui apportai le lendemain. Il le lut.

— C'est très exact, — dit-il, — et je vais le classer dans le coffre-fort de mon cabinet.

Je souhaite qu'il y soit encore.

Des mois s'écoulèrent. Les journaux, qui ne parlaient plus du Siam, firent tout à coup mention d'un projet de traité avec la Cour de Bangkok qui, « mettant au point certains

litiges en suspens », remplacerait avantageusement le traité existant. Mais personne n'en connaissait le texte. On attendait. Pourtant l'attention, un instant éveillée, le fut tout à fait quand M. Doumer, toujours gouverneur général de l'Indochine, arrivant à la Chambre, dit dans les couloirs à quelques-uns de ses collègues, en leur montrant un papier :

— Voici le projet de traité avec le Siam; je le tiens de la princesse Marie d'Orléans qui le trouve très bien. Elle est venue me demander de l'appuyer. Elle le tenait de M. Delcassé lui-même. C'est jusqu'à présent, je crois, la seule personne à qui notre ministre l'ait communiqué.

Peu de jours après, la presse donnait un résumé de ce traité et, pour « éclairer » le débat, un livre jaune sur les affaires du Siam, depuis assez longtemps annoncé, était publié.

Ma surprise fut grande en constatant que ma correspondance s'y trouvait bien reproduite, mais tronquée, tripatouillée même au point qu'on me faisait dire, par une adroite interpolation des textes, le contraire de ce que j'avais écrit.

J'allai chez M. Clemenceau. Je lui communiquai mon dossier, mentionnant à ce propos l'entrevue de M. Étienne et du Président de la République, ainsi que l'appréciation du Chef de l'État sur les affirmations de M. Delcassé.

— Mais il y a mieux, — ajoutai-je, et, ouvrant le Livre Jaune, je le priai de vouloir bien comparer le texte de mes rapports au Ministre avec la publication qui en avait été faite.

M. Clemenceau sursauta :

— Et voilà, — s'écria-t-il, — comment nous sommes renseignés! C'est abominable! Mais cela ne se passera pas ainsi. Il faut rétablir les faits, dire la vérité. Préparez un article sur « le projet de la princesse Marie ». Apportez-le-moi dès qu'il sera en état d'être lu. Dans huit jours, par exemple, cela vous va? Venez à onze heures. Vous déjeunerez ici.

Au jour dit, à midi et demi, la lecture de mon article était terminée. M. Clemenceau fit quelques retouches où ceux qui l'ont pratiqué reconnaîtraient facilement sa « griffe ». Comme je lui parlais du port de Chantaboun et des possibilités de réaliser, par son évacuation, certains avantages du côté de Battambang et d'Angkor, il plaisanta :

— Que me parlez-vous de Chantaboun? Est-ce que je

sais ce que c'est que Chantaboun?... Pour moi la question est très simple : je n'évacue pas Chantaboun.

— Et maintenant, — conclut-il, — portez cet article à la *Grande Revue*, ou plutôt directement chez Labori que j'ai prévenu.

— Mais il est tard, et vous m'avez invité à déjeuner.

— Moi, je vous ai invité...? C'est bien possible. Et, sans doute, vous mangez?

— Mon Dieu...

— Mais quoi? De la viande, peut-être?

Et, comme j'inclinais la tête en signe d'assentiment :

— Et quoi encore? des œufs? du fromage? et, sans doute, vous buvez du vin? C'est incroyable!

Il appela son domestique :

— Vous voyez ce Monsieur-là... Il déjeune ici.

Et, d'un ton plaisamment irrité :

— Allez lui chercher de la viande, car il mange de la viande, et des œufs, et aussi du fromage, enfin des choses extraordinaires...

Se tournant vers moi, hostile :

— C'est tout? du café? (levant les bras au plafond) naturellement!

Nous nous mîmes à table. Je ne pris que le temps de tordre et d'avaler, sous l'œil peu bienveillant de mon hôte, qui, en dix minutes, avait fait disparaître un œuf sur le plat, arrosé d'un verre d'eau, tout son déjeuner.

Le lendemain matin, je me présentai au domicile particulier de M. Fernand Labori. Une jeune femme de chambre m'ouvrit; elle parut très embarrassée.

— Je ne sais pas si Monsieur pourra vous recevoir, — me dit-elle, — car Madame vient justement d'acc... — Elle se reprit en rougissant... — d'acheter un bébé. (Il y avait encore, à cette lointaine époque, des soubrettes parisiennes qui rougissaient en annonçant l'accouch... pardon! l'achat d'un bébé.)

L'article parut sous le titre *Notre politique au Siam. La convention Delcassé*, signé : X, dans la *Grande Revue* du 1er décembre 1902. Il ne passa pas inaperçu, car le traité, déposé sur le bureau de la Chambre, rencontra une vive opposition au sein de la Commission formée pour l'examiner.

— Je crois, — me dit à ce moment M. Clemenceau, — que si la question est abordée à la tribune, notre ami (c'est ainsi que, dans notre correspondance, il désignait M. Delcassé) passera un mauvais quart d'heure. Il faudra bien qu'il explique son Livre Jaune et qu'il nous parle de la princesse Marie.

— Mais s'il refuse...

— S'il refuse! — s'exclama Clemenceau. — Je voudrais bien voir cela! J'irais le prendre au collet, à son banc de ministre, et je le traînerais à la tribune. Il faudra bien qu'il parle. Il est aux ordres du Parlement.

Mais l'affaire du Siam ne vint pas en discussion au Parlement et nous fûmes privés d'une séance qui aurait été fort intéressante.

Des mois passèrent. Mon congé (car j'étais toujours théoriquement ministre de France au Siam) s'était, en fait, transformé en position de disponibilité.

Désireux d'être fixé sur mon sort, je vis mon ami Louis Delavaud, directeur du Cabinet et du Personnel au Quai d'Orsay.

— Vous ne tarderez pas, — me dit-il, — à connaître la direction qui vous sera donnée. Elle vous surprendra, je crois, car vous n'avez certainement pas envisagé un voyage de ce côté. Je ne puis rien vous dire... le secret professionnel... Devinez. Je ne m'oppose pas à ce que vous me questionniez. Je répondrai : non, si vous ne tombez pas juste; dans le cas contraire, je ne vous dirai pas oui.

— L'Amérique du Sud?

Silence. J'énumérai successivement tous les postes des Amériques du Sud. Réponse : Non.

Intentionnellement, j'en avais omis un, le plus petit de tous, le seul qui restât à citer.

J'allai trouver M. Clemenceau. Bien que souffrant, il me fit entrer. Il était étendu sur sa chaise longue, dans sa salle à manger.

— Ça ne va pas... Que me voulez-vous?

— Je viens vous aviser que le mouvement diplomatique en préparation me comprendra au titre de ministre au Guatémala.

— Vraiment? Vous n'êtes pas favorisé; et cela vous convient?

Comme je ne répondais pas, il se leva.

— Attendez-moi un instant.

De retour, une minute après :

— Vous n'irez pas au Guatémala. Je viens de prier Combes de me faire l'amitié de ne pas se prononcer sur le mouvement diplomatique qui doit lui être soumis sans m'en avoir parlé. Je pense que cela suffira, car Delcassé n'ignorera pas mon coup de téléphone et il saura ce qu'il signifie.

Le mouvement ne parut pas.

Certain d'avoir devant moi quelques loisirs, je fus en Touraine, chasser chez un ami. C'est là que m'arriva un télégramme m'appelant au Quai d'Orsay.

L'accueil du ministre, que je n'avais pas vu depuis longtemps, fut dépourvu d'amabilité, correct cependant. Il me dit même (en ce temps-là, on gardait encore, en visite, son chapeau à la main) :

— Débarrassez-vous de votre chapeau et de vos gants, M. Klobukowski, j'ai le désir de ne rien faire qui vous soit désagréable. Vous avez des amis qui sont les miens, et je voudrais que vous fussiez satisfait du poste que je vous destine. C'est Lima, un peu éloigné, mais cela ne vous effraie pas. Climat charmant, vous y serez très bien.

— J'irai où vous m'enverrez.

— Mais êtes-vous satisfait?

— Puisque vous voulez bien me poser cette question, je vous répondrai : Non, je ne suis pas satisfait.

— Mais où voudriez-vous aller?

— Si je refuse d'aller à Lima ou ailleurs, je n'ai qu'à démissionner. Or je ne démissionne pas; donc, j'obéirai. Ce que je voudrais, c'est retourner au Siam. Vous m'y avez envoyé pour défendre les intérêts de l'Indochine que je connais bien, et je voudrais y continuer le travail que j'avais commencé quand vous m'avez rappelé.

— Cela, c'est impossible. Réfléchissez.

Je retournai en Touraine. Quinze jours après, nouveau télégramme de Paris. Cette fois, le ministre, très affable :

— Eh bien? Vous avez réfléchi?

— Oui. Je partirai pour Lima, mais pas satisfait.

— Alors, nous en sommes au même point?

— Exactement.

— Très bien. Je vais vous faire délivrer vos lettres de créance.

Huit jours après, je recevais ces lettres. Elles m'accréditaient auprès du Président de la République du Pérou, décédé depuis deux mois environ!

Je priai mon collègue, M. Bergeron, chef du Bureau du départ, de les garder par devers lui jusqu'à nouvel ordre, et me rendis à Auxerre, où j'avais ma résidence familiale.

Dans les huit jours, et sur un mot de Delavaud, je retournai à Paris.

— Voilà plusieurs fois que le ministre me demande si vous vous disposez à partir.

— Je ne demande pas mieux, mais les lettres de créance sont au nom d'un Président décédé.

— Diable! C'est une erreur du Protocole. Voudriez-vous me les rendre?

Un saut chez Bergeron, et je les rapportai. La rectification fut faite, en effet, mais on s'était contenté de gratter le nom du Président mort, et, sur le grattage, très apparent, d'écrire le nom de son successeur, M. Candamo. De nouveau, je priai le fidèle Bergeron de recevoir en dépôt les lettres en question.

Une semaine s'écoula. Delavaud me dit :

— Je suis empoisonné à votre propos. M. Delcassé s'étonne que vous ne soyez pas encore parti. Il veut vous voir et vous mettre en demeure de prendre le premier courrier.

J'entrai chez le ministre qui me dit d'un ton sec :

— Eh bien! décidément, vous ne voulez pas partir?

— Pardon, je suis tout prêt, mais mes papiers ne sont pas en règle.

— Oui, vos lettres n'étaient pas bien établies, mais l'erreur a été rectifiée.

— Pas comme il le fallait.

Et j'expliquai que je ne pouvais décemment présenter au Chef de l'État péruvien des lettres maculées d'un grattage.

— Que me dites-vous là?

— Voyez vous-même.

Et, pour la troisième fois, j'allai reprendre au Bureau des départs l'enveloppe contenant les fameuses lettres qui, enfin, furent refaites en bonne et due forme.

Il n'y avait plus d'hésitation possible, et je bouclai mes valises.

Je dois faire mention ici d'un incident qui touchait à ma mission. Quinze jours avant mon départ, je fus mandé officieusement auprès de M. Waldeck-Rousseau, qui n'était plus ministre. Il commençait à subir les atteintes du mal qui devait l'emporter peu après.

— Je voudrais, — me dit-il, — appeler toute votre attention sur une question dont vous aurez sans doute à vous occuper à Lima. C'est une très grosse affaire que j'ai longuement étudiée et que j'ai plaidée devant le Tribunal arbitral de Lausanne. Voici les documents qui s'y rapportent. Ce sont les mémoires que j'ai rédigés et que vous trouverez annotés de ma main. Il s'agit de la réclamation de M. Dreyfus Gonzalez contre le gouvernement péruvien. Le litige à trancher porte sur une créance de 300 millions. On serait disposé à transiger...

Et d'une voix lassée, mais avec sa précision habituelle, ne s'interrompant que pour allumer une cigarette et en rallumer une autre, il me narra les péripéties du long procès engagé pour obtenir la liquidation de cette créance qu'il considérait comme parfaitement loyale et justifiée.

Je fis observer que je ne pourrais aborder officiellement la discussion de cette grosse affaire sans avoir des instructions de mon ministre.

— M. Delcassé vous en donnera.

Je n'en reçus aucune. Et c'est tant mieux, car l'étude du dossier que je fis en cours de route me révéla, d'abord que M. Dreyfus Gonzalez, arrivé en Pérou avec des moyens restreints, y avait réalisé une fortune considérable et que, vraiment, le Gouvernement français aurait eu mauvaise grâce à prendre en mains une affaire qui rappelait, par certains côtés, les peu sympathiques revendications d'un certain « Marchand de Venise ».

Je m'embarquai donc, en janvier, avec ma famille, pour le poste le plus lointain de la Carrière : le paquebot jusqu'à

Buenos-Aires (où je ne pensais pas que les hasards de la vie me ramèneraient vingt-cinq ans après), le chemin de fer jusqu'à Punte de Vacas, par Mendoza, puis la traversée des Andes (4 200 m.) à dos de mulet et, enfin, la voie ferrée de Los Andes à Valparaiso d'où, lentement, lentement, le long des côtes du Pacifique, un lourd cargo nous conduisit jusqu'au Callao, le port de Lima, après quarante-quatre jours de voyage.

Le jour même de mon arrivée, les dépêches de France, publiées par la presse locale, remarquablement renseignée, donnaient un résumé très complet d'un deuxième projet de traité avec le Siam, conçu dans le même esprit que le premier et n'en différant que par la forme, contraire, en tout cas, à l'exposé que j'avais fait au Ministre, en présence du Directeur des Affaires politiques, et qui n'avait pas été contredit.

Un paquebot partant le lendemain via Panama, avec transbordement du courrier à Colon sur Cadix, Barcelone et Marseille, je rédigeai dans la nuit une note qui arriva en France trente jours après, assez à temps pour constituer les éléments d'une réfutation dont fut saisie indirectement la Commission parlementaire devant laquelle le deuxième projet « de la princesse Marie », suivant l'expression de M. Clemenceau, eut la même infortune que son devancier.

Dix-huit mois à Lima. Climat très doux, gouvernement sympathique, habitants fort aimables, colonie française très bien composée, chasse en sauvagine, abondante. Je m'y plaisais si bien que, lorsque je reçus un télégramme ainsi conçu : « Congé accordé », à qui? questionnai-je, supposant que cela concernait un officier de notre Mission militaire.

« A vous », me fut-il répondu de Paris. C'est ainsi que j'appris que M. Delcassé n'était plus ministre des Affaires étrangères.

Je partis du Pérou avec la pensée que son successeur, qui m'avait rappelé, me serait favorable. Il n'en fut rien. Après six mois de séjour à Paris, je ne pus le joindre.

Tandis que j'attendais d'être reçu par lui, une carte me fut remise à mon domicile, avenue Carnot : « Le Comte de Premio Real ».

Un jeune homme, trop élégamment vêtu pour être bien habillé, entra, très brun, un peu gros pour sa taille.

— Je viens, — déclara-t-il, — vous parler de l'affaire Dreyfus...

— Encore! — m'écriai-je, pensant moins au guano du Pérou qu'à l'île du Diable.

— ... De l'affaire Dreyfus Gonzalez, — continua mon visiteur. — Je suis le fils Dreyfus...

Et, comme mon regard se portait sur sa carte, en point d'interrogation :

— Oui, sur ma carte je prends le nom de ma mère qui est espagnole, une Premio Real, et le titre de comte parce que...

Je n'insistai pas, sachant que tout chemin mène à Rome... ou permet d'en revenir.

— Hélas, Monsieur, je ne suis plus ou je ne serai bientôt plus ministre de France au Pérou.

— Oh! je le regrette vivement, mais ne me feriez-vous pas le plaisir d'accepter une place dans *ma* loge à l'Opéra et de venir dans *ma* chasse des environs de Paris?

Je déclinai cette double invitation, prétextant une absence prochaine et ne me reprochant pas trop de ne pas m'être précipité, même à la suite d'un très illustre avocat que j'admirais infiniment, au secours de ce jeune bourgeois gentilhomme.

Sept ans après, la question du Siam reçut une solution des plus originales et fort inattendue. Deux mots de préambule sont nécessaires.

Nos différends avec le Siam datent de 1863, époque à laquelle, par suite de manœuvres restées mystérieuses, le Gouvernement français céda à ce pays, de sa propre autorité et sans aucune compensation, trois provinces cambodgiennes, Battambang, Angkor et Siemreap.

Notre compatriote, le célèbre explorateur Francis Garnier, donne à ce sujet les précisions les plus curieuses dans son livre sur l'exploration du Mékong par la mission Doudart de Lagrée dont il faisait partie[1]. Il s'exprime ainsi :

Le traité qui a cédé d'un trait de plume la moitié du Cambodge aux Siamois a été conclu malgré l'opposition du Gouverneur de la Cochinchine.

A cette époque on ignorait au Ministère des Affaires étrangères qu'au nord des provinces de Battambang et d'Angkor, livrées à

1. *Voyage d'Exploration en Indochine.* Librairie Hachette et Cie, 1873.

Bangkok en échange de la reconnaissance de notre protectorat sur le reste du Cambodge, il y avait six autres provinces entièrement cambodgiennes, dont les Siamois n'avaient eu garde d'indiquer l'existence et qui n'avaient point encore leur place marquée sur nos cartes. Ainsi on s'engageait à délimiter des frontières sans connaître le premier mot de la géographie locale! Admis à m'expliquer devant S. M. Napoléon III sur la situation qui nous était faite en Indochine par ce malencontreux traité, je fus interpellé par M. le marquis de Moustiers qui en nia formellement l'existence. Il y avait à ce moment trois mois que M. Duchesne de Bellecour était parti de Paris pour aller en échanger la ratification à Bangkok! Si extraordinaire qu'elle puisse paraître, l'ignorance de M. de Moustiers m'a semblé sincère.

Ailleurs, Francis Garnier, faisant ressortir le côté oppresseur de la domination siamoise, dit ceci :

On a fait au gouvernement siamois des concessions fâcheuses qui ont amoindri notre prestige et compromis l'avenir. J'ai raconté comment les Siamois s'étaient emparés, au mépris des traités, des provinces cambodgiennes de Battambang et d'Angkor. J'ai insisté sur les avantages commerciaux que présenterait l'unité de domination sur les rives du Grand Lac. Malheureusement l'ignorance et la précipitation de notre diplomatie ont laissé ratifier une usurpation qui sera, et qui est déjà, une cause de conflits incessants.

Le roi du Cambodge, notre protégé, avait toujours protesté contre cet abandon incompréhensible qui livrait à son vieil adversaire siamois trois des plus beaux territoires de son royaume et, entre autres, celui d'Angkor au passé glorieux et sacré qu'illustrent les temples kmers, monuments incomparables, objets de l'admiration universelle.

Notre politique indochinoise avait toujours été tournée vers la réparation de l'erreur, pour ne pas dire plus, commise par le Gouvernement impérial. D'autre part, le traité de 1863 étant pour le Siam une grande victoire diplomatique, la seule qu'il eût jamais remportée sur une nation occidentale, il tenait à cette conquête comme à la prunelle de ses yeux. Ni pour prix ni pour somme il ne consentait à les rétrocéder.

L'entrée, en scène siamoise, du Japon devait modifier du tout au tout une situation qui semblait immuable.

L'Empire du Soleil Levant cherchait à étendre son influence sur la péninsule indochinoise. Le Siam le tentait particulièrement en raison de sa production rizicole et de ses richesses forestières et minières. Pour prendre pied dans ce pays dont

la population active et commerçante était formée presque entièrement d'éléments chinois, il s'avisa de comprendre au nombre de ses protégés tous les Célestes qui avaient besoin, vis-à-vis de l'autorité territoriale, du concours et du soutien d'une grande puissance. (Nous l'avions fait mais dans une proportion moindre, et seulement pour quelques notables.)

Ces inscriptions prirent une telle extension que le Siam, qui suivait avec inquiétude les visées ambitieuses du Japon, tendant à l'accaparement de toutes ses forces économiques, se vit à la veille d'être sinon supplanté mais entravé dans l'exercice de ses droits souverains.

Le péril n'était pas imaginaire. Le roi de Siam apprit en effet que le Japon se disposait à lui demander l'homologation de la liste de ses protégés en s'appuyant sur ce fait que le Gouvernement français avait obtenu déjà, et autrefois, la reconnaissance de ses inscrits. Comment parer à cette demande imminente? Le seul moyen était que la France voulut bien renoncer, *hic et nunc*, à ce privilège, afin que sa renonciation pût être opposée, le moment venu, au Japon.

Mais quelle serait la contre-partie d'une aussi importante concession? Pas d'autre que le retour au Cambodge des provinces dont le traité de 1863 l'avait spolié.

L'affaire se traita télégraphiquement avec Paris. Un accord intervint sur cette base, et, lorsque le Ministre japonais se présenta au Palais royal, ses listes de protection à la main : Impossible, lui répondit-on.

— Mais, cependant, la France...

— La France n'a plus de protégés chinois.

Il était écrit que le sort des fameuses provinces cambodgiennes, — départ et retour, — resterait entouré des plus étranges circonstances.

Ombres des ancêtres du bon roi Sisowath et des grands prêtres qui officièrent jadis dans les temples augustes d'Angkor-wat et d'Angkor-thom, qui de vous exerça sur leur destinée sa prestigieuse influence? Je ne puis pas croire que l'influence diabolique et, dans l'espèce bienfaisante de M. Clemenceau y soit étrangère...

A. KLOBUKOWSKI

(*A suivre.*)

TERRE DE FRANCE : VAUBAN

« ... Le plus beau royaume du monde et rempli des meilleurs sujets : il faut donc les considérer. » (*La Dîme Royale.*)

Il était une fois un grand homme de guerre qui n'avait goût que de servir la paix... Homme d'honneur et de raison, fidèle au Roi son Maître, mais attentif déjà au sentiment de la Nation, et malhabile toujours à dissocier la chose humaine de la chose publique : celui-là sut aimer la France pour elle-même, dans son intégrité vivante et sa destinée propre; celui-là sut aimer les hommes de sa race, d'un cœur assez robuste et fier, d'un cœur assez honnête et clairvoyant pour chercher librement la grandeur de ce peuple en lui-même, et placer au-dessus du prestige militaire l'autorité que confère une pleine maîtrise de toutes forces intérieures. « Quand le surplus de la chrétienté se viendrait donner à la France, comme il serait plus à charge qu'autrement, elle ne doit jamais accepter si elle aime son repos et sa sûreté. » Entre toutes phrases écrites par Jean-Sébastien Le Prestre, Seigneur de Vauban, Maréchal de France, Chevalier des Ordres du Roy, Commissaire Général des Fortifications et Gouverneur de la Citadelle de Lille, je n'en connais point, dans sa syntaxe même, qui soit plus digne de conserver jusqu'à nous le rythme de sa respiration.

***

« Servir! » Quel est donc le pouvoir de ce mot au cœur de certains hommes, les plus prompts à défendre la liberté

d'autrui? Il connaissait déjà « la passion de servir », cet Urbain Le Prestre, Sieur de Vauban, dont un historien local a pu dire qu'il fut plus utile au Morvan que son fils, l'illustre Maréchal. Planter, greffer, tailler, améliorer tous vergers à la ronde, c'était façon pour lui de s'acquitter à la mesure de son milieu local, et quelques clos, à Saint-Léger-en-Fourcheret, gardent l'espèce améliorée de ces petits arbres fruitiers qu'il tenait en réserve pour tout le voisinage.

Dans ce pays aride et sobre, à l'ombre du planteur d'arbres, un enfant de France va grandir, qui de la terre natale gardera toujours quelque chose à ses talons. Ses premières foulées sont d'un fils de terrien sur la glèbe. Et ses premiers vagabondages lui découvrent l'espace. Vauban à l'Est, Jean Bart à l'Ouest, la même lande, tour à tour, montagnarde ou maritime, nourrira pour la France ces deux hommes de même écorce. « La Fortune m'a fait naître le plus pauvre gentilhomme de France, mais, en récompense, elle m'a honoré d'un cœur sincère... »

Jean-Sébastien, vous le saurez un jour, ce n'est pas disgrâce du sort d'avoir eu à chausser sabots de paysan quand on est né de pur lignage. Vous voici à votre heure parmi les hommes de votre race. Homme de bonne souche. Et ce pays est terre d'Occident, la plus rude province de France, où il se fait une telle consommation de solitude et de patience, que le silence même semble tangible. Vos pères ont bâti cette maison de pierre. Toutes choses solides se disposent dans la durée. Autour de vous, un soir, l'austère poème se compose. Et sur ces fortes assises de pierre, toute la terre aux herbes du Morvan affleure à vos genoux d'enfant. Ah! comme vous les aimerez, vos « Monts bossillés », couleur de bure et de misère, qui s'éclairent au soir de si pauvre lumière, îles flottantes aux confins du monde domestique. Votre demeure est un immense parc, visité chaque jour par un maître invisible qui en a largement réglé l'ordre et l'usage. Pour quelles étranges promesses tout cet aménagement de forces naturelles, toute cette magistrale discipline?... Attente vaine, illusions, pressentiments : il semble que l'architecte mystérieux ait laissé son travail inachevé se perdre dans l'espace. A la frontière du rêve surgissent ces châteaux, qu'enchaînent encore à la

réalité telles histoires de familles. Comme les vastes demeures d'Écosse, ils règnent sur les ombres, et leur profil usé, à peine issu de la légende, s'enfonce déjà dans la nuit des bois...

A cette histoire fabuleuse, une enfance taciturne puise l'enseignement que ne donnent pas les livres : le goût de l'indépendance, le sens de la liberté, l'instinct d'une harmonie puissante et sobre, fidèle à cette architecture naturelle dont les plans successifs sont taillés largement dans l'assise terrestre. Mais le rêve est un don de riche et Sébastien Le Prestre est né pauvre. Il doit travailler jeune, gagner son pain de chaque jour dans un pays où « le bois et le pâturage » sont les seules ressources, et qui doit se contenter « d'un minot de sel par an pour le pot et la salière ». Orphelin de bonne heure, il a eu le temps d'apprendre de son père la greffe des arbres. Le curé de Saint-Léger lui a appris à lire et à écrire, il lui donne ses premières notions d'arithmétique et la pratique de l'arpentage; il enseigne à l'enfant la géométrie pratique, celle qui consiste à mesurer les angles et les côtés d'un champ. En échange de ces rudiments, celui qui allait être un jour le Maître Arpenteur du Royaume de France doit, pendant quatre années, faire un peu le domestique chez le curé de son village, « ayant soin du cheval et se rendant quelquefois utile à la cuisine et aux champs ».

De longues chevauchées à travers les vallons clos et sablonneux auront bientôt fait de l'enfant sage un rude adolescent. Son corps prend l'allure râblée et vigoureuse d'un Morvandiau. Il est fort et massif, bien armé pour l'épreuve physique, tout prêt à réclamer sa part de lutte. Le soir, aux veillées familiales, près du feu, il ne peut écouter sans impatience l'évocation des parents, morts ou vivants, qui ont porté les armes au service de la France. Il est las d'entendre l'histoire de cet oncle glorieux, de ce Georges Fielzjean, seigneur de Presles, « Capitaine de la Garde de Mgr. le Prince », dont les récits ont bercé son enfance... Et combien de fois n'a-t-il pas souffert de suivre en silence les sublimes aventures de son illustre aïeul, « Escuier, sieur de Vauban »?

Jean-Sébastien a maintenant seize ans : c'est l'âge de fournir sa mesure d'homme. Son imagination s'exalte; son cœur est généreux et son corps est prodigue. A lui aussi qu'il

soit donné de se dévouer. Il étouffe au « pays ». Il est temps pour lui de fouler d'autres terres. Vous pouvez bien, bonnes gens, lui parler d'entreprises locales; l'inquiétude l'habite et l'insatisfaction, qui l'ont déjà soustrait au village natal. Sa décision est prise. Il faut partir, pour ne point mentir à soi-même.

Et voici Jean-Sébastien Le Prestre, le bâton à la main sur les grand'routes de France, à la recherche de l'armée des Flandres où il va prendre le mousquet comme fantassin.

Histoire courante alors, que celle de ce garçon de bonne maison, mais sans ressources (le fief de Vauban avait été mis sous séquestre), qui doit, un jour, de bon matin, s'enfuir à pied de sa province avec quelques hardes sur le dos.

Bientôt les dernières images familières s'effacent à l'horizon, les collines s'affaissent sous l'appesantissement d'un ciel plus vaste et le clocher de Vézelay lui-même cesse de témoigner d'un immobile passé silencieux, plein de douceur et de tristesse... De grands quartiers de provinces nouvelles se lèvent, lentement, sur l'autre bord de l'horizon, et déjà les lourdes bêtes blanches du Morvan ne reposent plus sur l'herbe. Un air nouveau s'enivre du parfum framboisé de la vigne en fleur. La terre est dorée et chaude, elle nourrit une mystique nouvelle, faite d'aisance et de confiance. Jean-Sébastien traverse des villes, des villages, de beaux Comtés tout épanouis sous leur tissu de couleurs vives. Et de ces grands morceaux de France, dont le parfum toujours lui sera fidèle, il prend mesure pour la première fois.

Après de longues journées de marche, c'est la frontière enfin des Pays-Bas, terme de son voyage. Du même pas résolu, il va se mettre sous les ordres d'un de ses compatriotes, le capitaine d'Arcenay, qui commande une compagnie dans le Régiment de Condé.

Faut-il s'étonner de ce premier choix? Condé sous la Fronde est bien un révolté, un ennemi du pouvoir royal; mais c'est aussi un grand Français en lutte contre l'Italien, le Cardinal exécré de toute une jeunesse ardente et patriote. Puis c'est un grand général, et il est jeune et beau. Suivre Condé, c'est, pour un adolescent avide de gloire et d'aventures, revêtir l'armure brillante des héros. Enfin l'orphelin provincial n'a pas le choix; il est seul, sans ressources et sans relations; un

natif de son pays veut bien s'occuper de lui : c'est une aubaine pour le garçon amaigri qui se tient là, son bâton de vagabond à la main.

A peine au service d'Arcenay, Vauban a hâte de se signaler. Le voici au siège de Sainte-Menehould. Il traverse l'Aisne, à la nage, « action qui lui fut imputée à grand honneur ». On veut le nommer « enseigne ». C'est pour lui distinction onéreuse, luxe de riche. Sa prudence paysanne préfère un brevet de « maître », c'est-à-dire de cavalier. Et comme cavalier, bientôt, il accomplit une seconde action d'éclat. Un jour qu'il se promène à cheval avec trois camarades, il tombe dans une patrouille royale. Ses compagnons sont pris. Pour lui, entraînant à sa suite les soldats royaux jusqu'à un chemin creux, il se retourne brusquement et tient en joue le chef de la bande, un lieutenant du Régiment de Saint-Maur. Ce qui lui permet de ne se rendre qu'à condition : il ne sera « ni maltresté, ni dépouillé, ni même démonté ». Et, comme un général romain, le cavalier Le Prestre fait son entrée au camp royal, à cheval, en grande tenue, les armes à la main. La chose fait quelque bruit. Est-ce donc là ce jeune « gars » du Morvan venu à pied de sa province, et qui n'avait même pas cru pouvoir faire figure d' « enseigne » à l'armée des rebelles? On le savait intrépide, mais rêverait-il déjà de lustre familial? « Escuier, sieur de Vauban », vous avez trouvé votre maître en ce garçon têtu, plein d'audace et de fierté. Et nous savons maintenant que ses méditations solitaires à Saint-Léger-en-Fourcheret n'étaient pas d'un songe-creux.

La vie des camps n'est pas fertile alors en incidents. L'histoire du cavalier Le Prestre parvient jusqu'à Mazarin, qui se renseigne et veut qu'on lui amène le prisonnier. C'est avec toute la désinvolture de son âge que le jeune homme affronte la curiosité du Cardinal. Mais celui dont le regard vient de se poser sur lui est un profond connaisseur d'hommes, habile à discerner les ressources cachées de chaque individu, et son jugement peut être décisif. Sous l'aspect fruste et l'allure paysanne du provincial, il a vite fait de percevoir la chose originale : une force de la nature, un caractère. Il l'attachera à son service.

La Fronde touche à sa fin. Jean-Sébastien Le Prestre était

entré au service de Condé par accident, mais il n'avait rien d'un rebelle. Au surplus son bon sens s'élevait contre la stérilité des combats inutiles, et peut-être, en lui-même, sa robuste sagesse évoquait-elle déjà ce songe, d'une France entièrement unie, belle et reposée comme les grands vallons paisibles de son pays natal. Devant les offres de Mazarin, il n'hésite plus. Sa détermination est prise; un nouveau pas est franchi : il entre dans l'armée royale.

***

A dater de ce jour, l'adolescent disparaît pour faire place à l'homme.

Mais peut-on parler d'adolescent, quand on pense à la forte et précoce maturité du jeune Le Prestre? Rien n'évoque plus en lui les heures inquiètes de l'enfance. C'est déjà un homme fait, un homme dépouillé, qui sait voir simple et se déterminer. L'esprit concret et le jugement solide d'une race aussi saine que celle du Morvan le portent d'instinct aux réalisations. Pas de temps à perdre : ses heures d'apprentissage sont terminées, il doit maintenant passer à l'action. Et désormais, dira Fontenelle, « son histoire devient une partie de l'histoire de France ».

1667. Vauban est Ingénieur ordinaire du Roi sous les ordres du Chevalier de Clerville. Il a déjà jugé ce bavard intarissable, « cet homme qui emploie tant de belles paroles pour dire si peu de choses ». Désormais, c'est avec Louvois qu'il entend discuter directement des intérêts de la France. Une profonde confiance s'établit entre ces deux hommes : ils aiment leur pays bien au delà d'eux-mêmes, et cette abnégation fait moins humaine une amitié qui ne s'attarde pas à chercher sa fin en elle-même. Ils sont scellés l'un à l'autre, non par des rapports de cœur, mais par une sorte de nécessité. Ils sont pratiquement indissolubles. Et la psychologie même de cette entente échappe à Saint-Simon, pour qui « il est inconcevable qu'avec tant de droiture et de franchise, incapable de se prêter à rien de faux et de mauvais, Vauban ait pu gagner au point qu'il fit l'amitié et la confiance de Louvois et du Roi ». En fait, sans Louvois, Vauban ne pourrait rien

entreprendre sur la terre de France, et sans l'aide de Vauban les idées de Louvois resteraient à l'état de projets. Louvois est un organisateur de grands services, un esprit discipliné qui connaît le prix de l'ordre et de la règle; mais il a des conceptions souvent théoriques de grand seigneur. Vauban, lui, connaît le sens matériel des choses, car sa formation a été expérimentale et les moindres ressources du sol lui sont familières, mais il ignore tout de l'art politique et de la diplomatie de Cour. C'est pourquoi ces deux hommes sont nécessaires l'un à l'autre. Et entre eux va s'instituer, au-dessus de la France, un incessant dialogue, qui fera toujours honneur au subordonné, car il ne cède jamais rien de sa mâle franchise, et sa correspondance est pleine de fiers éclats :

« Je préfère la vérité, quoique mal polie, à une lâche complaisance qui ne serait bonne qu'à vous tromper, et à me déshonorer... »

« Oui, Monseigneur, je tiens le Roi pour malheureux de n'avoir point de serviteur assez jaloux de son honneur pour l'avertir du tort que de semblables vilenies lui font. Je m'arrête sur ces matières, car je crois bien que mon zèle m'emporterait à dire quelque sottise. »

Telles sont ses façons d'élever le ton, quand il le faut, en face d'un homme dont le despotisme et la suffisance s'expriment ainsi : « Laissez-moi vous conduire, s'il vous plaît, sur ce chapitre-là aussi bien que sur tous les autres. »

Parfois, lorsque le jugement du Ministre est trop sommaire, M. de Vauban se contente d'observer : « ... Parce que je veux vous remplir de tout ce que j'ai de meilleur, il faut que je fasse ma vie comme un esclave et que je sois encore bourré. » Mais, s'il advient un jour que le Ministre se fasse l'écho des fausses accusations portées contre son subordonné, il s'attire aussitôt cette ferme réplique : « ... Examinez donc hardiment et sévèrement, bas toute tendresse; car j'ose bien vous dire que, sur le fait d'une probité très exacte et d'une fidélité sincère, je ne crains ni le Roi, ni vous, ni tout le genre humain ensemble. »

Au fond, Vauban connaît bien les limites intellectuelles et morales d'un Louvois. Il lui sait gré, du moins, de ce qu'il y a d'effectif dans son action : c'est un levier précieux. « A tout bien considérer, s'écriera-t-il un jour, les qualités nécessaires

à un grand Ministre sont plus à désirer qu'à espérer. Il faudrait des hommes parfaits, et où les trouvera-t-on? Il faut donc se contenter de moins et prendre ceux qui en approchent le plus. »

Louvois, de son côté, connaît bien l'exceptionnel rendement de Vauban, encore qu'il pousse, par calcul, la restriction mentale jusqu'à écrire à un de ses correspondants : « Vauban est assurément capable de bien servir, mais il n'est pas inutile de l'exciter à bien faire. » Louvois charge Vauban de fortifier la France de Louis XIV. Ce n'est pas chose aisée. Mazarin a laissé nos frontières ouvertes ou désorganisées, le pays sort épuisé des guerres de la Fronde, misère et désordre règnent partout. Jamais la France n'a été moins préparée à faire la guerre, et jamais peut-être elle n'a eu souverain si désireux de faire sentir au loin son autorité. Mazarin, en mourant, a bien légué Colbert au Roi, comme un rameau d'olivier; mais, avant de songer aux œuvres de la paix, il fallait se hâter d'assurer la sécurité de la France, et pour cela, lui constituer, tout au moins, une ceinture de pierre solide et bien comprise, un abri effectif et durable « et qui ne fût point insultable ».

Cette entreprise gigantesque allait être l'œuvre et le souci de toute une vie : celle de Vauban.

Ici commence le pèlerinage du grand Nomade. Pendant plus de trente-cinq ans, en toutes saisons et en toutes circonstances, minutieusement, péniblement, il visitera la France du Sud au Nord, d'Est en Ouest. Ah! ce n'est point promenade de lieutenant des Eaux et Forêts, comme celle du bonhomme La Fontaine, cheminant au fil de l'heure en « enfant du rêve et de la paresse », attentif seulement à goûter la saveur de la France dans sa feuille et dans son fruit, et toujours libre, s'il lui chante, de céder aux douceurs d' « un bois qui paraît en l'enfoncement, avec la noirceur d'une forêt âgée de dix siècles ». C'est le rude tracé d'un travailleur infatigable, la piste émouvante du grand Terrassier de France, sans cesse harcelé par la tyrannie de Louvois, qui, du fond de son cabinet, inconscient ou insoucieux des difficultés d'une telle existence, ne songerait même pas à prendre des ménagements pour envoyer son « bâtisseur » partout où il y va de la gloire du Roi : « Je serais bien aise qu'à votre premier jour de loisir vous allassiez faire une course à Lille... que vous allassiez faire une course dans

les places du Hainaut... et que vous vinssiez à Paris en poste (dont le Roi vous dédommagerait)... à Pignerol et à Perpignan, par la même voie, afin qu'étant de retour ici au 15 du mois de janvier, vous pussiez retourner en Flandre, pour disposer des choses à l'ouverture des ateliers et avancer tout, l'année qui vient, autant que le Roi peut désirer. Vous comprendrez bien par là qu'il ne faut pas que vous songiez à mettre les pieds chez vous. Ainsi, auparavant que d'aller en Hainaut, je serais d'avis que vous allassiez faire un tour à Lille. »

Aller chez lui! peut-il même y songer? Sa famille apprendra son entrée dans l'histoire par l'écho des gazettes, car elle ignore tout de lui depuis son départ du village natal. Il ne s'appartient plus. Son zèle même l'asservit : « Si vous souhaitez que je fasse une promenade par là, vous n'aurez qu'à ordonner et vous serez obéi. » Et Dieu sait que les exigences de Louvois n'ont point besoin d'être encouragées : la tyrannie du Ministre ira croissant au point qu'après la campagne des Flandres, il n'hésitera pas à biffer ces mots du Roi sur une lettre à Vauban : « Ne précipitez pas votre départ de crainte que vous ne retombiez malade. »

L'Ingénieur du Roi a déjà établi un projet général de fortifications qui a été approuvé, mais là ne doit point se borner son rôle. Il faut aller diriger sur place les travaux, et, pour cela, se mettre en route « par tous les temps de l'année », emprunter des chemins défoncés, des voies improvisées, avancer même à travers champs quand les artères latérales font défaut. L'équipage de Monsieur de Vauban est connu de tout le royaume. Il laboure à sa façon la terre de France, et, comme il est dit de l'homme qui donne à la terre « ses façons », il ne connaîtra point remise de sa peine.

« Agréez, s'il vous plaît, Monseigneur, qu'après avoir eu l'honneur de vous entretenir si souvent de places et de fortifications, je puisse aussi une fois avoir celui de vous parler de mes affaires particulières. Je ne prétends point vous faire une exagération de mes services, ni les faire valoir par un récit qui vous serait ennuyeux; vous les connaissez, vous en savez le mérite; et c'est assez. Je ne veux que vous prier de vous souvenir, Monseigneur, que depuis mon retour de l'armée, j'ai toujours voyagé ou plutôt toujours couru de place en

place, essuyant tout ce que les mauvais temps ont de rude et de fâcheux, avec sept ou huit chevaux et six et sept hommes dont trois mangent ordinairement avec moi. Que, depuis ce temps-là, je n'ai point eu d'autre gîte que les cabarets, qui sont les lieux du monde les plus propres à se ruiner à petit bruit et sans façon, spécialement en Flandre où ils excellent sur tous les autres pays, et en cherté et en mauvaise chère. Que pendant que les autres se réjouissent et prennent tout ce qu'ils peuvent de bon temps, le mien se passe partie à faire le chemin d'une place à l'autre, partie à en visiter et ordonner les ouvrages, et le reste à écrire et à régler les desseins pour l'instruction de ceux qui en ont soin et pour avoir l'honneur de vous en rendre compte; et tout cela avec une application aussi continue que si je n'avais d'affaires ni de plaisir en ce monde-ci que ceux-là... Mais je vous supplie, très humblement, Monseigneur, de considérer qu'il est impossible de rouler perpétuellement comme je fais sans être obligé à de grandes dépenses; que les cabarets ne font point de quartier et veulent toujours de l'argent comptant; que la campagne m'a épuisé; qu'il m'est dû six mois d'appointements et davantage, dont je n'ai pu tirer un sou avant de partir pour mon voyage; que je n'entends plus parler de ma pension; que M. Bailly ne me paie point ce qu'il m'est dû du reste de ma lieutenance; et qu'enfin je sers avec une assiduité d'esclave qui me fait négliger mes propres affaires jusqu'au point de les avoir entièrement abandonnées... »

Non, même pas au bout de son sillon ne pourra-t-il s'arrêter un instant à considérer l'ouvrage fait, pour mieux prendre mesure de l'œuvre qu'il reste à accomplir. Jamais conditions de travail plus ingrates n'ont été faites qu'à ce sublime Tâcheron. Lorsque l'on confiait aux Maîtres d'œuvres du Moyen Age une cathédrale à bâtir, ils pouvaient s'installer à leur aise dans leurs chantiers et travailler de libre gré, comme des orfèvres minutieux à la recherche de l'idée, pour assembler et façonner cette pierre qui allait servir d'évangile au peuple. Rien ne venait gêner le cours de leur pensée mystique et il n'était point d'aune pour mesurer le temps qui leur était départi. Monsieur de Vauban, lui, pour construire l'ossature de la France, n'a droit de réfléchir qu'entre les cahots de sa

chaise de poste. Et c'est là qu'est le miracle. Cet homme continuellement distrait de la gestation de son œuvre, toujours écartelé, ballotté de droite et de gauche, travaille pourtant méthodiquement, comme un cartésien. Il poursuit avec lucidité sa construction sur un vaste plan d'ensemble, dont les rapports, toujours éprouvés, sont sans cesse ramenés à leur conception initiale. Il semble que l'édification de toute cette œuvre de pierre aux limites de la France soit rigoureusement déterminée par je ne sais quelle loi secrète et naturelle, comme la sécrétion corallifère. L'activité de l'architecte est comme inéluctable, sa vigilance indéfectible. Il n'est point parcelle de terre, à nos frontières, dont il ne doive prendre souci s'il apparaît qu'elle ait besoin de son revêtement de pierre. Et c'est ainsi qu'on voit Vauban toujours en course, pour apporter à tous confins de notre sol la protection durable contre l'envahisseur.

Voici un coin perdu des Alpes : le grand plissement de terrain mort ne reçoit la visite d'aucun être vivant. C'est le domaine du silence et de l'absence, celui où l'homme, semble-t-il, n'a que faire de bâtir. Et soudain apparaît, comme en songe, ce profil bas de pierre sculptée à même la terre. C'est le royaume de Monsieur de Vauban. Vous l'avez reconnu à cette sorte d'autorité largement établie sur des espaces libres. Un rocher égaré s'anime dans cette œuvre, où l'esprit règne en maître; une ligne de crénaux suit sa destination, que précise et guide la ligne pure du listel : signature de l'Artiste.

Voici maintenant un petit village fait de pierres invisibles sur une maigre échine de colline. Quelques maisons s'unissaient là dans la misère et les sentiers ne menaient plus à rien. Mais honneur à Monsieur de Vauban qui s'établit un jour dans ces parages, comme un seigneur du Moyen Age : il a pris charge d'âmes et il pare au danger.

Et maintenant, il faut courir au littoral. Sur toutes côtes de Bretagne, de la pointe de Plougastel aux marais du Pouldu, les pierres parlent au nom de Monsieur de Vauban. La même vigilance enserre, d'une seule étreinte, toute la France maritime. Chaque port a sa citadelle, car le bonhomme n'est pas un épargnant : il sème sa puissance à tous les vents. Là où s'abritent quelques cabanes de pêcheurs, la pierre illustre se

lève un jour. Un sentier perdu qui mène à la mer, un chemin tournant aux approches d'un village, la grande voie centrale d'une ville, une simple route charretière deviennent autant d'artères de Vauban... Traces vivantes, et qui témoigneront longtemps de cette forte empreinte d'une main d'homme au sol de son pays : la griffe amoureuse du grand Français dans toute cette chair de France qu'il a si fidèlement et si passionnément aimée.

A cette œuvre durable et qui lui tient le plus à cœur, le « Bâtisseur » ne peut même pas se consacrer entièrement. Pour répondre aux ordres du Roi, qui tient continuellement campagne, il lui faut bien souvent laisser là sa technique défensive, et transporter sur le terrain de l'offensive toute l'ingéniosité de son art. Il doit reprendre dans les camps le harnois d'Officier de Génie et d'Architecte, se faire artilleur et stratège pour concourir à l'investissement des places. Il imaginera des procédés nouveaux pour confondre l'adversaire. La technique même du tir lui devra des perfectionnements, comme l'invention du tir à ricochet. Ses moyens d'attaque deviennent aussi redoutables que ses moyens de défense. On craint Vauban, « preneur de villes ». Le siège de Lille, en 1667, va consacrer son génie sous ce nouvel aspect. Au seuil de l'Hôtel de Ville les assiégés ont placé une botte de foin devant un cheval de bois avec cette inscription : « Si le cheval mange la botte de foin, la ville capitulera. » La ville se rend au bout de six mois. Le Roi gratifie Vauban de son portrait enrichi de diamants. Louvois pense à combler son vœu, qui est d'avoir une gravure de « sa place de Lille, bien rectifiée, avec la description de tout son passage à la portée du canon à la ronde ».

Et la France continue d'avancer sur la route de ses victoires. Et l'Ingénieur du Roi doit s'accommoder de sa nouvelle tâche. Et l'émouvant dialogue se poursuit avec Louvois : « Ne vous étonnez pas, Monseigneur, si ma marche a été si lente. L'incommodité de mon rhume était tellement aggravée par la fatigue du cheval que j'ai failli crever par les chemins; et le mérite est que j'ai été obligé de mettre plus de cinquante fois pied à terre, à cause des éblouissements que le toussement me causait. »

Cependant les villes de Condé, Montmédy, Ypres, Oudenardes, Tournai, Douai tombent tour à tour entre nos mains. « A l'égard de mon congé, je ne vous en parle plus; je vois bien que je m'y suis pris trop tard. Mais, si le Roi fait la paix ou que la campagne finisse d'aussi bonne heure qu'elle a fait l'an passé, je vous supplierai très humblement d'obtenir de Sa Majesté que j'aille faire un tour chez moi. »

Avec la prise de Maëstricht, l'art offensif de Vauban achève de se dégager dans toute son originalité. Jusqu'à présent il s'était inspiré des travaux de ses devanciers, les Pagan et les Clerville. Maintenant il se laisse guider par son instinct et donne libre cours à sa fantaisie. Il n'a que faire des leçons d'autrui. Il domine son art. Il a élevé l'arme du Génie à un niveau qui laisse pressentir toute la conception de la guerre moderne. On a pris l'habitude, dans les camps, d'attendre l'arrivée du grand Artificier, et les armées empanachées s'effacent, comme au spectacle, devant l'entrée en scène de ce « deus ex machina ». Les « hommes de Vauban » demeurent encore les « parents pauvres » de l'armée, mais la conscience de leur rôle, sous une telle autorité, commence à éveiller en eux amour-propre et fierté en face de certains corps privilégiés, d'ancienne et noble tradition. Quand les mouvements de grand style ont épuisé, sur le terrain, les rites désuets de la guerre de parade et qu'il s'agit d'en arriver « au faire et au prendre » au pied de quelque place forte, avec quel entrain « la bande d'Archimède », comme l'appelle son chef, fait son apparition sur le théâtre des opérations pour se charger enfin « d'expédier plus promptement la besogne ». La mode même commence à s'emparer de la légende de Vauban et il devient de bon ton de s'initier au langage technique de la guerre de tranchées. La guerre en dentelles va-t-elle faire place à la guerre des « boueux »?

Le prestige du nom de Vauban s'exerce alors dans tout son rayonnement. « Vous trouverez, écrit Colbert à Colbert du Terron, le sieur de Vauban plus habile et plus entendu qu'aucun ingénieur qui ait jamais été en France. » C'est bien le « premier homme de son siècle dans l'art des fortifications et des sièges » (et Saint-Simon qui écrira ces mots n'oubliera point d'ajouter : « et dans celui de ménager les hommes »).

Mais cette science, si patiemment acquise, qu'il voudrait consacrer aux seuls travaux de défense et de sécurité nationale, il lui en faut encore distraire le meilleur au service des conquêtes du Roi. Et l'on sait, pour un tel homme, ce que signifie le mot servir. Jamais Monsieur de Vauban n'est apparu en plus complète maîtrise de son talent. Jamais la France n'a moissonné tant de gloire militaire. Le Roi, exalté par ses victoires, ne se contente plus d'ordonner la prise d'une seule ville, il exige quatre sièges à la fois : Mons, Namur, Ypres et Gand sont investis. Une telle précipitation affole l'ennemi. En six jours les quatre villes tombent entre nos mains. C'est la paix de Nimègue, c'est la paix de Vauban. La France enfin va connaître une ère de prospérité et de vraie grandeur. Après tant d'années de guerre, une détente se fait à l'intérieur du pays, où la sage et prudente administration de Colbert avait déjà apporté quelques bienfaits. Les finances sont en meilleur état et pour la première fois Vauban reçoit 25 000 écus du Roi, « sans l'avoir demandé ni prétendu ».

Pauvre Vauban! Il va enfin pouvoir satisfaire son rêve de terrien français : s'acheter une terre dans sa province natale. A-t-il pensé vraiment qu'il en puisse jouir? Le château de Bazoches, grande demeure « à la Vauban », solide, austère et vaste comme une fortification, avec toute la douceur secrète de ses grandes ombres et le charme inattendu de ses proportions intimes, ne sera qu'une simple halte pour ce nomade, qui doit bientôt reprendre la route.

On le mande à Dunkerque. Il y faut d'urgence entreprendre le grand port dont il a donné le projet quelques années auparavant. Et l'œuvre réalisée suscitera la stupeur et l'admiration de tous, tant au point de vue de la construction que de l'utilisation du terrain. Mais l'artiste ne peut prendre temps de méditer sur cette étape dans l'évolution créatrice de son art. Le service du Roi est trop exigeant. En une année Vauban doit ouvrir chantiers en Franche-Comté, à Antibes, à Marseille, à Mont-Louis; puis courir à Huningue, à Phalsbourg, à Longwy; en revenir en hâte pour assiéger Luxembourg, « qui se rend tout facilement malgré son caractère redoutable ». Et le repos pris est de cinq jours! Encore faut-il s'en expliquer avec Louvois. « Je commencerai ma réponse par prendre la

liberté de vous dire que je me trouvai si échauffé et si las à la fin du siège, que j'ai été contraint de me donner un demi-repos, quatre ou cinq jours durant, et même de prendre quelques remèdes pour me rafraîchir. »

Après quelques années consacrées de nouveau à la fortification, il faut encore laisser là les travaux défensifs pour courir à des sièges. M. de Vauban ne connaît plus la résistance. C'est coutume désormais que les villes se donnent à lui. « Ville assiégée par Vauban, ville prise. » Et ainsi tombent Phalsbourg, Mannhein, Franckentaël. « Vous avez du canon, une armée et Vauban », écrit un jour Louis XIV au Dauphin. Et l'on commence à s'inquiéter de voir un homme aussi précieux exposer, en toute action, trop aisément sa vie : « Sa Majesté, écrit Louvois au maréchal d'Humières, trouve bon que vous meniez M. de Vauban avec vous, mais Elle vous recommande fort sa conservation et de ne point souffrir qu'il se charge de la conduite de la tranchée. » Le Roi lui-même achève ainsi une de ses lettres à Vauban : « Je ne saurais finir sans vous commander absolument de vous conserver absolument pour le bien de mon service. »

Mais qui penserait à le soustraire à la fatigue? M. de Vauban n'est point parcimonieux de sa personne : il se dépense sans compter au service de l'État et, malgré toute la résistance de son magnifique tempérament, il souffre de misères nombreuses contractées dans ses déplacements. En 1689 sa santé est gravement compromise. « Sur la fin de la même année, et avant que la maladie l'eût tout à fait abattu, il fit la visite des frontières les plus prochaines et notamment de Dinant, Charlemont, Philippsbourg, Maubeuge, Valenciennes, Tournai, dont il revint fort malade à Lille. » Il est à bout de forces. Il lui faut interrompre ses travaux pour aller respirer « l'air des chênes du Morvan ».

***

La pure retraite de Bazoches est faite pour le repos et l'équilibre. De longtemps M. de Vauban n'avait goûté pareille douceur.

Cependant un tel homme n'est pas fait pour le loisir. Pen-

dant trop d'années il a été sur la brèche, payant toujours de sa personne et donnant le meilleur de lui-même. A l'heure présente encore, son repos est factice, car l'inquiétude le tourmente.

« ...La France est épuisée d'hommes et d'argent à un point qui la réduit dans un état de faiblesse à la mettre en danger de succomber, d'autant qu'elle renferme dans soy un nombre infini de gens ruinés et par conséquent mécontents, qui ne souhaitent que changement, un grand nombre de nouveaux convertis, qui ne le sont qu'en apparence et qui ne désirent rien tant que de voir le feu bien allumé aux quatre coins et au milieu du royaume. Ajoutons-y un nombre de fanatiques ou plutôt d'enragés qui n'attendent que le secours promis par les ennemis pour lever la tête et se révolter de nouveau... »

Oui, la France est malade. Cette pensée hante Vauban bien plus que le sentiment de ses propres misères. La France est malade et nul ne semble capable d'y remédier. Qui donc perçoit assez clairement, assez courageusement la cause des malheurs qui montent à l'horizon? C'est l'enchaînement depuis longtemps prévu par la sagesse réaliste du bonhomme. Il faut maintenant payer la politique de conquêtes et de prestige militaire, la politique personnelle du Roi. Et c'est le peuple de France qui paiera.

« ...Dans le dedans du royaume, le mal est si universellement répandu et dans un tel excès qu'on peut dire que, de trois ou quatre millions de familles dont tout le corps de son peuple est composé, on aurait bien de la peine d'en démêler un millier qui soit un peu à leur aise, encore ne sont-ce que ceux qui sont dans les affaires, et qui se gorgent du sang de leurs concitoyens. Et hors ceux que le Roy soutient par les charges, grosses pensions et gratifications continuelles qu'il leur donne, quelques gens de robe peu nombreux, très peu de Noblesse, et quelques marchands en très petit nombre, tout le reste, grands et petits (car aucune condition n'en est exceptée), sont misérables, qui plus qui moins, notamment le peuple de la campagne, qui est comme la bête de somme qui porte les plus gros fardeaux dont elle est accablée; aussi n'a-t-il plus que les os et la peau, et tout lui manque, jusques aux aliments les plus grossiers, de sorte qu'il est réduit à la faim, à la soif,

à la nudité, au chaud, au froid, à la prison et à la mendicité, et enfin à la mort... »

Ainsi le solitaire de Bazoches évoque les sombres pressentiments qu'il portait seul, en lui, dans cette longue course à la victoire à laquelle il a dû participer. Il retrace la courbe de cette grande montée vers la gloire. Louis XIV exalté au-dessus de toute condition humaine prend figure de héros de légende, « d'heureux génie des Gaules », ou « d'Apollon conduisant son quadrige sur la route marquée par les signes du zodiaque ». Et puis, un jour, à peine perceptibles et cependant irrécusables, ce sont les premiers signes de fléchissement, l'usure d'un destin porté au delà de sa mesure. « ... L'officier est dans une nonchalance extrême; on ne remarque plus en lui ces grands empressements qui le faisaient voler aux actions d'honneur; ce n'est plus cela, mais un certain abattement qui ne marque que de faibles désirs et peu de volonté; chacun attend que son devoir le vienne chercher; on ne voit plus aller au-devant, et rien de tout ce qu'on appelle envie de bien faire, ne paraît plus, ou paroît peu... » La France brille encore de toute l'apparence de la jeunesse et de la force, elle donne encore ses conseils au monde, mais voici que son rêve grandiose est visité de singuliers malaises. Les magiciens sont toujours là, mais ils ne suffisent plus à charmer le prince devenu insatiable. En vain se prodiguent-ils! Colbert met « toute son industrie » à découvrir des ressources nouvelles; il économise pour donner à son souverain les moyens de nourrir son illusion et son orgueil. Vauban, lui, ne peut rien faire de plus : il a égrené pour son Roi chaque jour de sa vie. Et malgré tous ces dons généreux la France est à bout de souffle. Elle est épuisée d'avoir trop servi les caprices du Maître.

Devant tant de défaillances entrevues, la grande âme de Vauban s'émeut. Certes il souhaitait, pour la France, l'indépendance d'une grande nation au travail, dont la force, la richesse et la dignité intérieures s'imposent au respect de tous, mais non point l'isolement subi comme une conséquence de sa dépréciation aux yeux de l'étranger. Et cet affaiblissement qu'il mesure n'est pas seulement physique, mais moral, car la révocation de l'Édit de Nantes, qui a déjà privé le pays d'une main-d'œuvre indispensable, a gravement compromis

l'unité nationale et les effets désastreux commencent à s'en faire sentir.

M. de Vauban, vous faudra-t-il, encore une fois, céder aux rudes injonctions de ce cœur d'honnête homme, qui ne vous laisse point répit dès lors qu'il s'agit du bien de la France? L'opportunisme n'est point votre fait, ni la prudence personnelle. Au risque d'apparaître intempestif, vous soulagerez votre conscience. Votre décision est prise, votre devoir est tout tracé : vous écrirez à Louvois pour lui faire part de vos craintes. A ce scrupule nous devrons votre *Mémoire pour le rappel des Huguenots.*

Pour la première fois, une grande voix pathétique s'élève en faveur de l'union des Français : « ... De tous les obstacles qui pourront faire le plus d'empêchement à la paix, l'affaire des conversions sera bien sûrement le plus considérable. » Il est temps d'y aviser. La mesure qui s'impose d'urgence, c'est « le rappel des Huguenots, à pur et à plain, c'est-à-dire la réhabilitation de l'Édit de Nantes en son entier, avec la permission de rebâtir les temples, la restitution des biens, etc... Et tout cela accompagné de bonnes paroles pour achever de remettre le calme dans les esprits... » Pour mesurer toute la portée de cette politique d'apaisement, il faut bien discerner las ource humaine où s'alimente son libéralisme : « ... J'ai vu des femmes prisonnières dans des caves pratiquées dans les piles du pont Saint-Esprit, parce qu'elles étaient huguenotes et qu'elles ne se voulaient convertir. » Horreur du fanatisme religieux et, d'une façon générale, de tout empiétement de l'ordre spirituel sur l'ordre temporel : « ... La France ne trouvera jamais son ancienne splendeur qu'en ruinant la moinerie et faisant divorce avec Rome, non en altérant la religion. »

Un homme d'ordre comme Louvois n'entendra-t-il pas ce cri d'alarme d'un Français longtemps mêlé à toutes les classes, comme à tous les peuples du royaume?

Hélas, c'est mal connaître les limites où s'enferme, par méthode ou par commodité, la discipline classique du Ministre. Louvois n'aime pas la confusion des genres. Vauban est son « Bâtisseur », comme Mansart et Perrault sont ses « architectes de luxe », Riquet son « constructeur de canaux », Le Nôtre son « dessinateur de jardins ». Eh quoi! Vauban se

mêlerait-il de morale publique? On n'a que faire de ses conseils:

« ... Quant au mémoire que je vous renvoie avec cette lettre, afin que vous puissiez le supprimer, aussi bien que la minute que vous en avez faite, je vous dirai que, si vous n'étiez pas plus habile en fortification que le contenu de votre mémoire donne lieu de croire que vous l'êtes sur les matières dont il traite, vous ne seriez pas digne de servir le roi de Narsingue, qui, de son vivant, eut un ingénieur qui ne savait ni lire, ni écrire, ni dessiner. S'il m'était permis d'écrire sur une pareille matière, je vous ferais honte d'avoir pensé tout ce que vous avez mis par écrit, et, comme je ne vous ai jamais vu vous tromper aussi lourdement qu'il paraît que vous l'avez fait par ce mémoire, j'ai jugé que l'air de Bazoches vous avait bouché l'esprit et qu'il était fort à propos de ne vous y guère laisser demeurer. »

Il faut donc se taire. Et que reste-t-il d'autre que de « servir »?... Servir aveuglément, passionnément, avec ou sans confiance. Servir au point de s'oublier soi-même jusque dans ses affections. L'abnégation de Vauban au service de l'État s'élève alors à la simplicité de la grandeur antique. Un jeune homme, son neveu, qu'il affectionnait profondément et dont il se plaisait à dire « qu'il irait bien plus loin que lui-même », s'étant noyé dans l'Escaut, le Maréchal s'enferme sous sa tente pour pleurer seulement « la perte que faisaient le Roi et l'État ».

M. de Vauban, à peine guéri par le lait d'ânesse de son pays, a voulu retourner à son métier avec une âme d'écolier : « le Bâtisseur » reprend son œuvre journalière. « ... Adieu, ma chère fille, rien de plus à vous mander, sinon que j'ai couché, cette nuit, dans une tente à ciel ouvert où, à mon lever, j'ai trouvé quelqu'un dans ma pantoufle : c'était un crapaud. »

Nous voici à Namur en 1692. C'est de nouveau l'apaisement pour le grand technicien, car il a lourde tâche : il doit réduire deux places et lutter contre le plus illustre ingénieur hollandais, Coëhorn. Il pleut à torrents. Malgré les circonstances défavorables, toute la Cour est là, comme au spectacle. Sous la tente royale à laquelle on n'accède que par une chaussée de fascines, Louis XIV attend les nouvelles. Non loin de lui Saint-Simon prend des notes. Il pleut de plus en plus. Les commentaires vont leur train, Vauban veille et se tait. Il a

rangé ses troupes en parallèles habiles. Aucune défaillance à craindre sous un tel chef : ses hommes sont habitués à la certitude du succès. La lutte est très âpre; elle devient de plus en plus étroite. Et puis une grande rumeur s'élève dans le camp : le « Preneur de villes », une fois de plus, a mérité son nom. Coehorn abandonne la place, laissant 5 000 morts; il n'y a que 800 morts français. Le soir même, la Cour joyeuse reprend ses fêtes au son des violons et des hautbois et l'on se remet gaiement à « jouer à la ferme », le divertissement à la mode. On connaît la lettre de Racine à Boileau : « Il n'a point fallu détourner le cours de la Meuse comme vous m'écriviez qu'on le disait à Paris, ce qui serait une étrange entreprise; on n'a pas même eu besoin d'appeler les mousquetaires, ni d'exposer beaucoup de braves gens. M. de Vauban, avec son canon et ses bombes, a fait lui seul toute l'expédition. »

M. de Vauban connaît alors l'apogée de sa gloire. Respecté de tous, il est comblé d'honneurs. Il a été fait Gouverneur de Douai en 1667, puis Gouverneur de Lille, Grand Croix de l'Ordre de Saint-André, Lieutenant général et, en janvier 1703, Maréchal de France.

« Le Roi, dit Saint-Simon, sous lequel en personne il avait fait tant de sièges éclatants, crut se faire Maréchal de France lui-même, et couronner ses propres lauriers par le bâton qu'il lui donna avec complaisance. » A la vérité, cette dignité dont on n'avait jamais encore honoré l'arme du génie, fut longuement marchandée à Vauban. A Catinat, plus jeune que lui, il disait déjà, dix ans plus tôt : « Vous serez Maréchal de France; je vois bien que je ne le serai point et que l'on pense autrement sur moi. » Sa dévotion même à son œuvre l'y asservissait plus étroitement dans la pensée égoïste du Roi et de ses ministres. « ... Sire, écrivait Vauban, comme je suis absolument dévoué à tout ce qu'il plaira à Votre Majesté faire de moi, si Elle juge qu'il convienne à son service que je me borne au caractère dont il lui a plu de l'honorer, je m'y soumets de tout mon cœur et je lui sacrifierai sans peine toute mon ambition; où même qu'il semble qu'une telle élévation doit être embarrassante pour un emploi ambulant comme le mien qui a tant de places à voir et à visiter et qui se trouve dans une obligation continuelle d'être si souvent mêlé

parmi les ouvriers. » Et de fait, lorsqu'il l'eut élevé à une distinction qu'il ne pouvait différer plus longtemps, le Roi dut écrire à Chamillart : « Présentement qu'il est Maréchal de France, il faut qu'il prenne l'ordre quelquefois et qu'il ne se mêle en rien du détail de l'armée. »

En cette année 1703 où il a conduit son dernier siège, celui de vieux Brisach, sous le duc de Bourgogne, le Roi lui a, en réalité, confié son petit-fils, qui s'est montré à ses côtés « fort affriandé à la tranchée ». Et M. de Vauban écrit en souriant : « De la manière qu'il s'y affectionne j'espère qu'il sera en état, à son retour, de soutenir de belles théories sur la tranchée... » Désormais Louis XIV traite en ami son illustre serviteur. Ne voit-on pas un jour le « bonhomme Vauban » traverser les longs couloirs de Versailles, prudent et gauche, à la façon de Jean Bart, pour aller déjeuner en tête à tête avec le Roi? Cette marque d'affection lui est bien plus précieuse que tous hommages officiels, car seule « la chose humaine » compte pour lui.

Mais, désormais, sa solitude va s'accroître, à mesure que les événements le restituent à lui-même. Libéré de sa tâche technique, il apparaît sous sa figure d'homme. Et cet homme n'est point fait pour la vie de société. Il hait trop l'injustice et la duplicité. Sa droiture même inspire la crainte et son cœur est méconnu. En rapport avec tous, il semble toujours n'être d'accord qu'avec lui-même. Son jugement demeure secret, car une nature aussi entière ne subit aucune influence, aucune mode. M. de Vauban a sa morale à lui, qui ne doit rien à la morale sociale, et qu'on ne lui pardonne pas. C'est la grandeur, à cette époque, d'un Le Prestre de Vauban, que son humanité l'ait fait plus proche du peuple français que de la Cour. Une telle liberté d'esprit le limite au commerce de quelques rares hommes : un Catinat, un Fénelon, un Louvois surtout, avec qui il a cheminé pendant toute sa carrière. Aussi les séparations lui seront-elles d'autant plus cruelles qu'il se sera moins dispersé dans ses attachements. Louvois meurt et M. de Vauban perd son plus fidèle allié, l'homme avec qui il a façonné la France. Il n'a plus d'associé, plus d'ami véritable. Il est seul et son siècle l'abandonne.

***

A l'aube d'un siècle subtil et raffiné, plus enclin aux choses de l'esprit qu'aux grandes actions, l'illustre vieillard n'était plus à même de fournir sa mesure. Cette pensée éclaire en lui, pour la première fois, le sentiment de la vieillesse. Les hommes de sa génération disparaissent, et bien qu'il ait toujours été en avance sur les idées sociales de son temps, il n'appartient pas moins à un ordre public qui désormais tend à l'exclure. Son accession même au maréchalat, si longtemps attendue et qui, quelques années plus tôt, eût exalté encore utilement son courage, intervient aujourd'hui comme une consécration finale. Bien plus, c'est, en fait, au déclin de sa carrière, une distinction honorifique propre à paralyser son action. Et aussi bien le Roi, en le comblant d'honneurs suprêmes, a-t-il pensé l'éloigner de la vie publique.

Par moments le grand vieillard retrouve en lui la force de secouer toute résignation. Il mendie fièrement sa part d'action : « Sire, ma destinée est de servir l'État, je laisserai là le bâton de Maréchal et j'aiderai peut-être La Feuillade à prendre Turin ». Mais « cette offre romaine », nous dit Saint-Simon, ne sera point acceptée. Il faut se rendre à l'évidence : la vie d'action est pour lui close, son grand labeur est terminé. « Il a fait 300 places anciennes, et 33 neuves, il a conduit 53 sièges, dont 30 ont été faits sous les ordres du Roi en personne, ou du duc de Bourgogne, et les 23 autres sous différents généraux, il s'est trouvé à 140 actions de vigueur. » Et maintenant il se sait condamné à lut'inilité, lui qui a toujours « mieux aimé servir que plaire ». L'atmosphère de Versailles lui est dès lors intolérable. Puisque le Roi n'a plus besoin de lui, il quittera la Cour pour aller prendre retraite définitive dans sa province. Après avoir tant donné de sa personne au service de la France, il consacrera ses derniers jours au service de sa terre du Morvan, comme un chef de communauté qui a pris charge d'âmes, ou comme un seigneur féodal entouré de ses gens, de ses amis et de ses familiers. Il est temps de tenir ses dernières assises dans ce lieu de granit, à l'ombre prophétique des vieux chênes de la Gaule.

Pour la première fois son domaine va lui être révélé, car,

dans ses passages trop rapides « au pays », il n'avait jamais eu le temps de goûter tout l'attrait de ce mystérieux Bazoches, si proche de son cœur de terrien.

Avec aisance, avec sagesse, M. de Vauban s'établit dans la vie d'un gentilhomme campagnard. Il veille au grenier et au cellier; à la toiture, au potager, aux écuries et à la ferme. Autour de lui l'austère poème de la terre reprend le chant de sa jeunesse. C'est la soumission aux lois sereines de la nature, le cours des heures sur la France, la province toute enclose et recueillie sur elle-même, calme et paisible, comme les grandes bêtes sacrées qui reposent au loin sur l'herbe des pâturages. A la lisière des prairies, il y a les chemins creux sous la fraîcheur toujours fidèle des églantines, émerveillement de la vieillesse, et, pour nous révéler l'étroite mesure d'une vie humaine, ces ronces où s'attachent des souvenirs d'enfance...

De sa chambre largement ouverte sur l'horizon, Vauban lit son passé. Tout au loin, là-bas, visible pour lui seul, l'humble maison natale, le clocher de Saint-Léger-en-Fourcheret, et puis la route, la grand'route pâle et comme irréelle qui sut un jour rompre pour lui l'incantation rurale et susciter au cœur de son enfance paysanne, avec l'espoir d'un autre monde, le goût des grandes entreprises. Et voici qu'au bout de cette route, au terme de sa course humaine, son passé rejoint son présent : il se retrouve au même lieu natal, et, dans la haute demeure qu'il s'est aménagée pour mourir librement, il se découvre aussi dépouillé. Trois canons, le portrait de son Maître orné de pierreries, et quelques grands fanions de satin blanc brodés des lettres d'or de la victoire : autant de figures de rhétorique qui semblent se disposer d'elles-mêmes pour une oraison funèbre de M. de Meaux...

Mais l'esprit concret du vieux Maréchal n'est point fait pour le rêve ni la philosophie. La vue et le toucher de ces présents du Roi, derniers témoins de sa vie d'action, suscitent en lui un sursaut de vitalité. Il s'adonnera, méthodiquement, à toute une œuvre d'organisation rurale. L' « Économique » de Xénophon sollicitera encore l'effort viril d'un vieux soldat.

Vaine espérance! le « Bâtisseur de France » ne peut distraire son cœur de la chose publique. Il étouffe sur ses terres. Sa pensée dépasse la tragique sérénité du Morvan; elle s'étend

à toute la France malheureuse et inquiète, appauvrie par les guerres, et par là même diminuée dans son autorité. « ... Patriote comme il l'était, dit Saint-Simon, il avait toute sa vie été touché des misères du peuple et de toutes les vexations qu'il souffrait. La connaissance que ses emplois lui donnaient de la nécessité et des dépenses et du peu d'espérance que le Roi fût pour retrancher celles de splendeur et d'amusement, le faisaient gémir de ne point voir de remède à un accablement qui augmentait son poids de jour en jour. » Le vieux serviteur public se tourmente. Il y a mieux à faire, dans sa retraite, que de gérer ses intérêts comme un gentilhomme de charrue. Sa pensée est vivante et sa longue expérience n'a pas toute été utilisée : il servira encore par la plume. Il est usé par l'âge, mais son ardeur ne s'éteindra qu'avec son souffle.

Alors, rassemblant ses dernières forces, il se met au travail. Et l'on sait ce que c'est, pour Vauban, que de se mettre au travail : « Vingt pièces de canon, avait-il écrit un jour à Louvois, ne me feraient pas sortir de ma chambre que cela ne soit fait. » Il écrit comme il bâtit, avec la même probité, avec la même application. « Quand je trace, je n'écris point, et quand j'écris, je ne saurais dessiner... » Il édifie un monument ayant la solidité de ses forts. Ce n'est plus aux ministres, ce n'est plus au Roi qu'il s'adresse, c'est à la nation elle-même. Et il lui parle librement, avec son rude cœur d'honnête homme, et il la supplie d'écouter, car il est vieux, ses forces sont près de le trahir et il veut, avant de mourir, trouver encore quelque crédit. Émouvant spectacle que celui du conflit qui s'engage entre cet homme et sa conscience : lui qui a toujours vécu sous sa loi propre comme un vieux chêne de France, attentif seulement à pousser ses racines en profondeur, c'est-à-dire à perfectionner ses qualités maîtresses, il se voit obligé, à soixante-dix ans, de faire violence à sa nature pour se renouveler. Ah! comme il est vrai de dire « que son zèle ne se peut contenir lorsqu'il y va du service de la France ». Sa passion le domine tout entier, elle le fait presque visionnaire. Interrogeant « ses quarante ans et plus de vie errante », il croit avoir trouvé, au fond de sa retraite, le moyen d'assurer un meilleur avenir à la France. Il ne peut emporter ce secret

dans la tombe. C'est avec une sorte de fièvre qu'il prépare en grand secret son testament de Français : ce mémoire qui condamnera les taxes honteuses, taille, gabelle, impôt sur le sel, au profit de la « Dîme royale », ou impôt sur le revenu.

Et ce projet, à lui seul, constituait bien une révolution, tant il devançait les idées de son temps.

« A la vérité, écrit Saint-Simon, le livre de Vauban donnait au Roi plus qu'il ne tirait par les voies jusqu'alors pratiquées; il sauvait aussi les peuples de ruines et de vexations, et les enrichissait en leur laissant tout ce qui n'entrait point dans les coffres du Roi, à peu de choses près; mais il ruinait une armée de financiers, de commis, d'employés de toute espèce. C'était déjà de quoi échouer. Le crime fut qu'avec cette nouvelle pratique tombait l'autorité du contrôleur général, sa faveur, sa fortune, sa toute-puissance, et, par proportion, celles des intendants des provinces, de leurs secrétaires, de leurs protégés... Il n'est donc pas surprenant que tant de gens si puissants en tout genre, à qui ce livre arrachait tout des mains, ne conspirassent contre ce système si utile à l'État, si heureux pour le roi, si avantageux aux peuples du royaume, mais si ruineux pour eux. La robe entière en rugit pour son intérêt... »

La pensée de Vauban est à peine connue qu'elle est aussitôt dénoncée comme une menace aux lois et à l'ordre établi, tendant à susciter une formule nouvelle de vie sociale. Sous l'Inquisition un tel homme eût été torturé physiquement; à l'aube du siècle le plus indulgent il sera torturé moralement, atteint dans son honneur.

Que l'on suive les péripéties de ce drame rapide. Vauban s'est transporté à Paris, la *Dîme royale* est prête, Geneviève Brunet, veuve de Jacques Fétil, maître relieur à Paris, en prépare des ballots enveloppés d'une serpillière et destinés à être livrés au domicile de l'auteur qui les distribuera à ses seuls amis. Aucun exemplaire n'est livré au commerce, mais bientôt la rumeur publique s'empare de l'affaire; il n'est question que du fameux mémoire secret et des maux qu'il dénonce, du mouvement d'opinion qui menace « tous ceux qui savent pêcher en eau trouble et s'accommoder aux dépens du public ».

Ainsi M. de Vauban devient un mal public. Avait-il pressenti le danger qu'il affrontait, quand il présentait ainsi son projet :

« Je n'ai plus qu'à prier Dieu de tout mon cœur que le tout soit pris en aussi bonne part que je le donne ingénument, et sans autre passion ni intérêt que celui du service du Roi, le bien et le repos de ses peuples. » C'est pourtant sa bonne foi elle-même qui est mise en cause. Bientôt tous se liguent contre lui. « Il n'y eut, dit Saint-Simon, que les impuissants et les désintéressés pour Vauban. » Le Chancelier, le ministre de la maison du Roi, le Lieutenant-général de la Police, le Procureur général du Parlement, cherchent le moyen de le faire condamner; mais, nul n'osant assumer personnellement une telle responsabilité, il faut imaginer un expédient de procédure. C'est alors que l'on songe à recourir à l'anonymat du Conseil privé. D'Argenson charge le magistrat Marc Antoine Turgot de Saint-Clair de régler le « cas Vauban », c'est-à-dire de prononcer l'arrêt contre « la Dîme royale ». En vain l'honnête Delamare, Commissaire de police, avait-il fait observer que l'ouvrage était rigoureusement réservé à la disposition privée de l'auteur et qu'aucun des colporteurs les plus fameux de livres défendus n'avait pu en obtenir un seul exemplaire du relieur; d'Argenson lui avait répondu sèchement : « Quand il s'agit de recevoir les ordres du Roi, ce n'est pas à nous à prévoir les conséquences. » Le 14 février 1707, M. de Vauban reçoit l'arrêt fatal, formulé en ces termes : « Sur ce qu'il a été représenté au Roi qu'il se débite à Paris un livre portant pour titre *Projet d'une Dîme Royale*, etc... imprimé en 1707, sans dire en quel endroit, et distribué sans permission ni privilège, dans lequel il se trouve plusieurs choses contraires à l'ordre et à l'usage du royaume... Le Roi, en son conseil, ordonne qu'il sera fait recherche dudit livre et que tous les exemplaires qui s'en trouveront seront saisis et confisqués et mis au pilon. Fait Sa Majesté défense à tous les libraires d'en garder ni vendre aucun, à peine d'interdiction et de 1 000 livres d'amende. » L'hypocrisie était poussée jusqu'à l'omission du nom de Vauban.

Et, du Roi lui-même, quelle est donc l'attitude personnelle à l'égard de son fidèle serviteur?... Il l'abandonne au verdict public, comme il l'a abandonné à l'action de ses ministres.

« De ce moment, dit Saint-Simon, les services de Vauban, sa capacité militaire, unique en son genre, ses vertus, l'affection

que le Roi y avait mise jusqu'à se croire couronné de lauriers en l'élevant, tout disparut à l'instant à ses yeux. Il ne vit plus en lui qu'un criminel qui attentait à l'autorité de ses ministres, par conséquent à la sienne. Il s'en expliqua de la sorte sans ménagement. »

Et c'est là que commence pour Vauban le vrai drame. Il a vu peu à peu le vide se faire autour de lui, et il ne s'en est pas trop étonné, car il connaît, par expérience, toutes les lâchetés humaines; mais lorsque son Maître, celui à qui il a dévoué toute sa vie et tout son être, s'éloigne ostensiblement de lui, c'en est trop... Insensible aux blessures physiques que lui a valu sa longue et rude carrière, il ne peut survivre à l'ingratitude du Roi : il tombe gravement malade.

« Toute l'après-midi du 24 mars », dira son valet de chambre, arrêté et interrogé par d'Argenson lui-même, le « Maréchal avait paru fort chagrin de la nouvelle qu'il avait apprise que M. le Chancelier faisait chercher son livre, et sur le soir la fièvre le prit. Il se mit au lit et fut fort mal le vendredi et le samedi suivants. »

Ah! comme son agonie est douloureuse et pure! N'avait-il pas écrit un jour : « Il est plus supportable à un homme d'honneur de mendier son pain que de savoir sa fidélité soupçonnée par son maître? » Toute la loyauté du vieil homme d'honneur s'élève dans ce grand cœur au point d'y susciter le doute envers soi-même. Il est déchiré, torturé moralement; il a besoin de témoignages pour se justifier devant sa propre conscience, il en appelle à la conscience d'autrui. « Le dimanche matin, la fièvre ayant diminué, il donna ordre au valet de chambre de prendre dans son cabinet deux de ses livres, de les porter au sieur abbé de Camps, rue de Grenelle, faubourg Saint-Germain, et de le prier de les examiner et de lui en dire son sentiment. » Mais l'Évêque de Pamiers est un abbé de cour qui a mieux à faire que de s'attacher à ce drame moral. « Il répondit qu'il parcourrait les volumes et rendrait compte de cet examen au Maréchal. »

Alors, dans son désespoir, le moribond s'adresse aux deux derniers compagnons de sa vie : son confesseur et son médecin. « Le valet de chambre donna par son ordre l'un de ses livres au sieur Chemineau, son chirurgien, et un autre à un

frère jacobin, son confesseur, qui prêchait au couvent de l'Ordre, rue Saint-Honoré; et en donnant ledit livre audit confesseur, le Maréchal lui dit qu'il le priait de le lire et de lui dire si, en le composant, il avait rien fait contre sa conscience. » Mais il a déjà trop souffert, trop lutté; il est trop épuisé pour attendre le réconfort de la réponse qu'il sollicite.

« ... Le mercredi 30e du mois de mars, sur les neuf heures trois quarts du matin, M. de Vauban mourait, entouré seulement de sa famille, de son confesseur et de son médecin. Paris, comme toujours, s'interposait entre la France et son meilleur représentant...

Il reçut, comme un pauvre, une simple absoute en l'église Saint-Roch. Il était sept heures du soir et personne n'assistait à cette cérémonie.

« La fortune m'a fait naître le plus pauvre gentilhomme de France, mais, en récompense, elle m'a honoré d'un cœur sincère... » M. de Vauban, vous aurez payé cher, au service du Roi votre Maître, l'honneur de mériter un jour la brève inscription consacrée à votre nom dans une église de village : *Patriam dilexit, veritatem coluit.*

***

En France, la mort de Vauban passa presque inaperçue. Seuls quelques solitaires s'émurent de cette disparition. A l'Académie des Sciences, Fontenelle parla de l'homme libéral et très humain, de ce « Romain qu'il semblait que notre siècle eût dérobé aux plus heureux temps de la République ». « Personne, dit-il, n'a été si souvent que lui, ni avec autant de courage, l'introducteur de la vérité; il avait pour elle une passion presque imprudente, et incapable de ménagements. » Et Saint-Simon évoqua « l'homme porté dans tous les cœurs français », « le plus honnête et le plus vertueux peut-être de son siècle », qui ne put survivre aux bonnes grâces d'un Roi « insensible jusqu'à ne pas faire semblant de s'apercevoir qu'il eût perdu un serviteur si utile et si illustre »...

A l'étranger, au contraire, il fut « célébré par toute l'Europe et par les ennemis mêmes ».

En France même, peu à peu, le recul du temps allait restituer toute sa taille à une si haute figure. Et bientôt le grand

homme allait entrer dans la légende, « regretté de tout ce qui n'était pas financier ou suppôt de financier ». On le comparait à Sully, dont il avait l'allure de grand prévôt économe, éclairé et prudent, sagement préoccupé du sort de la France comme un notable de la tenue de sa maison. A Riquet, l'ingénieur avisé et hardi dont les vues libérales étaient très en avance sur celles de son époque. Enfin et surtout à lui-même, car cet homme de terroir, profondément original par ce qu'il y avait en lui d'instinctif et de naturel, empruntait à sa province natale une sève qui lui était propre.

Au surplus, nul n'apparaissait, dans l'histoire, meilleur témoin de race française que ce cartésien d'allure matérialiste mais très humain, au jugement clair et solide, au cœur loyal et généreux, aussi net dans l'action que dans la conception, aussi prodigue de soi-même que libéral envers autrui, et par-dessus tout profondément épris du sort d'être Français.

Peu à peu sa figure grandissait à la mesure des événements qui lui rendaient justice, et, parce qu'il avait été, sur plus d'un point, un précurseur, la montée d'un autre âge lui restituait toute sa véracité. On dégageait mieux, dans leur ensemble, les grands traits dominants d'une si riche nature.

Et tout d'abord, son patriotisme. Lorsque Vauban parle de la France, ah! nous pouvons retenir notre souffle : l'ampleur même et l'allure initiale de sa phrase sont telles, l'élévation du ton et la puissance du débit sont ainsi naturellement réglées, qu'il semble, à notre oreille enfin comblée, dans un murmure souverain, que ce soit le cours même de la France, à pleins bords, qui nous est restitué... « Tel est le grand et très noble royaume de France, le mieux situé de l'univers eu égard à tout ce que l'on voudra. Il est rempli d'un peuple très nombreux uni sous un même Roi, naturellement belliqueux et capable de tous les arts et disciplines; très obéissant et aimant ses rois jusqu'à prodiguer libéralement sa vie et ses biens pour eux. Il est d'ailleurs très fertile et abondant en tout ce qui peut être nécessaire à la vie. C'est enfin le plus beau royaume du monde et rempli des meilleurs sujets. Il faut donc les considérer. »

Il y a, dans l'amour de Vauban pour la France et dans sa compréhension du peuple français, quelque chose de nouveau.

Sa façon de comprendre et d'aimer n'est pas celle du XVIIe siècle. Elle est moins abstraite et plus humaine. Sa compréhension est toujours intuitive et son amour toujours personnel. On ne trouverait pas sous tout le règne de Louis XIV, c'est-à-dire en pleine époque de rationalisme, un homme aussi véritablement guidé par le cœur. L'esprit, chez Vauban, vient au secours du cœur pour l'éclairer, mais il ne perçoit rien qu'à travers la sensibilité et sous la caution de l'instinct. Cette perception directe et comme sensuelle des choses fait la force d'un homme que son intégrité de nature et sa vitalité poussent toujours au delà des limites de sa technicité. C'est ainsi que l'expérience de sa vie professionnelle à travers toutes les provinces de France a tôt fait de transformer l'homme du Morvan en un Français de France, dans l'acception la plus moderne de ces mots. Et ce Français, appelé à méditer sur cette synthèse vivante qu'est la France, apparaîtra bien plus informé des besoins du royaume qu'un Louvois ou qu'un Colbert.

Il n'est rien d'étonnant à ce qu'aimant la France pour elle-même et non par égoïsme comme Louis XIV, un Vauban ait eu sur la guerre des conceptions très différentes de celles du Roi. « La guerre, disait-il, a pour père l'intérêt, pour mère l'ambition, pour proches parents toutes les passions qui induisent au mal. » Elle ne se justifie jamais à ses yeux qu'à titre défensif, par la nécessité de sauvegarder des intérêts nationaux. Même quand son amour pour Louis XIV le fait assez partial pour attribuer aux ennemis la responsabilité d'une guerre, encore ne la conçoit-il que pour le maintien de l'autorité de son prince et non pour la conquête. Bien qu'il possède une âme de guerrier pour la bravoure et le courage, il n'est porté, d'instinct, qu'aux entreprises civiles qui peuvent être utiles pour le bien de l'État et le repos des peuples de France. Il vit avec une telle hantise du péril extérieur auquel s'expose la France, qu'il veut du moins, avant de mourir, faire de son pays un vaste camp retranché, le ceindre d'une ceinture de pierre « qui le renferme entre les sommets des Alpes et les Pyrénées, les Suisses et les deux mers ». Pour le reste, on connaît le fond de sa pensée politique : « Quand le surplus de la chrétienté se viendrait donner à la France... »

***

Le gigantesque travail de Vauban aura été conduit suivant une technique et un art complètement différents de ceux de ses prédécesseurs. S'il avait suivi la routine habituelle des Pagan et des Clerville, les fortifications seraient restées un moyen de défense rudimentaire ne correspondant pas aux procédés de guerre moderne.

En matière de construction, tout d'abord, Vauban a grandement innové. Après s'être longuement instruit, il a voulu s'abstraire de toute lecture. Il s'est inspiré toujours des conditions immédiates et des particularités du terrain. Cette sage méditation lui a révélé l'inutilité des obstacles en hauteur, employés au Moyen Age quand les armes à feu n'existaient pas. Il leur a substitué les fortifications rasantes qui se modèlent sur les mouvements du terrain. Conception empirique, dont l'extrême plasticité sera toujours déconcertante pour l'ennemi. Lorsque, dans sa vieillesse, Vauban a voulu écrire un traité de la fortification, il s'est heurté à une sorte d'impossibilité du fait même de la part réservée, dans son art, à l'intuition. La science de Vauban, étant tout expérimentale, ne fait appel aux connaissances que lorsque l'intuition a décidé. « La maxime de la fortification se fait afin de soulager l'imagination en lui apportant en peu de mots ce qu'il y a de plus usuel dans la fortification. Mais celui qui voudrait la suivre rigoureusement comme des lois fixes et immuables se trouverait devant de grandes difficultés... » Cette maxime ne s'observe qu'à peu près... Enfin, « s'il arrivait un défaut contre cette maxime, il faudrait la corriger par une de ses manières ». Une fois sa conception arrêtée, avec quelle honnêteté, quel amour et quel scrupule le bon artiste doit-il suivre la réalisation de son œuvre. « L'homme de métier doit être passionnément épris de son métier et de sa place, qu'il doit considérer comme sa maîtresse à laquelle il doit tous les soins dont il est capable ; et que sa plus belle promenade soit toujours celle de sa fortification, dehors et dedans. »

Mais c'est sur un plan beaucoup plus vaste et plus élevé que Vauban a porté les grandes innovations de son art. Son

génie a su rattacher l'art de la fortification à celui de la stratégie. « C'est lui, dira Carnot, qui le premier vit les choses en grand et chercha le rapport des places de guerre entre elles et de la fortification aux autres branches de l'art militaire. » Pour Vauban, les forts ne sont que de grosses masses inanimées « qui n'ont de vertu que dans la disposition de leur figure ». Il s'agit de les « animer ». Pour cela il faut un ingénieur actif sur le terrain et dont l'aire de déplacement soit assez large pour comprendre, dans toutes ses articulations, un grand morceau de frontière française. Vauban méprise l' « ingénieur de cabinet » qui « brasse sans plaisir de la matière abstraite ». Pendant plus de vingt ans, il essaiera d'établir le rapport des places de guerre entre elles. Il n'était pas facile de doubler d'une frontière stratégique une frontière politique aussi compliquée que celle de nos traités après les guerres de Hollande. « Le Roi, disait Vauban, devrait un peu songer à faire ses prés carrés. Cette confusion de places amies et ennemies, pêle-mêlées les unes parmi les autres, ne me plaît pas. »

L'homme d'ordre qu'est Vauban se révèle encore par les ménagements qu'il prend envers le sol de France. Il y apporte un vrai souci de paysan. Ce grand prodigue de soi-même se fait d'abord parcimonieux dans l'utilisation des ressources locales. Il tire parti, chaque fois qu'il le peut, des vieilles enceintes transformées. Bien plus, il s'efforce toujours de modifier le moins possible l'aspect des lieux. Tant il est respectueux de la terre qu'il foule, il ne se peut résigner à lui changer ses formes. Ne rien abîmer, tel est le souci de cet architecte qui se fait sculpteur pour les besoins de la cause. Il dessine les traits d'une France toujours expressive, toujours changeante et qui se dérobe à la fixation : un fort de Vauban accentue la ligne d'un paysage, mais n'en rompt point le rythme. Il s'inscrit dans la pierre où la terre avec tant de simplicité qu'il en paraît la conclusion naturelle. Devant ce mystère, l'admiration des ingénieurs rejoint celle des artistes. De la frontière de Luxembourg à la pointe de Camaret, des plaines de la Flandre aux côtes de la Méditerranée, la France est illustrée de monuments qui portent la même signature : usés par les années ou par l'intempérie, ils sont pareillement conçus et leur rôle est constant; et cependant ils diffèrent tous.

***

Encore bien plus grands sont les ménagements de Vauban quand il pense à la vie des hommes qui doivent être utilisés pour la défense du sol français. En dépit de sa hâte, le grand remueur de terre, qui a si fort à faire pour répondre en tous lieux aux besoins immédiats de la sécurité nationale, trouve humainement le temps d'améliorer les conceptions en cours en vue d'épargner les forces physiques et morales d'une garnison. Les allées circulaires opposées à l'assaillant, les places d'armes assurées au repos de la troupe, autant de trouvailles pour soustraire le soldat au tourment de l'insécurité et à l'usure de l'alerte.

Sa sollicitude se manifeste dans bien d'autres domaines, et en toutes circonstances il prend d'abord souci de la psychologie de l'homme de troupe. Il a pour lui toutes les tendresses et toutes les attentions. Il sait même lui réserver l'hommage le plus noble, celui de son indulgence : « Le courage d'un homme qui a les pieds chauds et qui raisonne en chambre à son aise, quand il n'a pas tâté du péril, est fort différent de ce même homme-là quand il s'y trouve. « C'est que dans l'arme du génie, la moins brillante alors, la plus ingrate et la plus pauvre, il a dû vivre, à même la terre remuée, à hauteur d'homme avec tous ses ouvriers-soldats, terrassiers ou maçons, « tous gens de petite paie », dont le commerce quotidien fait éclore dans son robuste cœur, pour la première fois peut-être en France, une réelle compassion à l'égard du soldat. Ce corps du génie est bien sa vraie famille et elle lui sait gré d'avoir relevé sa condition subalterne par le prestige personnel qu'il lui prête. Pendant de longues heures de veille, sous la tente, il a senti toutes les misères de la troupe anonyme, confinée dans sa bravoure et son abnégation, et qui maçonnait généreusement de son sang le pays de France. Il y pensera encore dans sa retraite de Bazoches, et ce n'est pas sans émotion qu'il mettra un soir ses besicles pour recopier, de cette écriture appliquée et pourtant illisible que lui reprochait Louvois, la recette d'une « soupe au bled inventée par M. de Vauban en faveur de ses vieux amis du régiment de la Sarre » : « Prenez une livre de bon bled froment, lavez-le et en ôtez tout ce qui

nagera sur l'eau, après quoi faites chauffer d'autre eau jusqu'à bouillir, etc... » Ne se souvient-il pas de la joie malicieuse qu'il avait éprouvée un jour à faire sa réapparition à la Cour après sept ou huit mois de grave maladie dont il ne devait la guérison qu'à un remède de vieux soldat?

Là où Vauban se montre le plus compréhensif de la nature humaine, c'est dans la précision du détail, dans l'amélioration de tout bien-être matériel qui doit contribuer à l'entretien de la santé morale. « Les habits de cette infanterie doivent être de drap de Berry rouge... une camisole de buffle, qui descendra jusqu'à l'entrée des poches, etc... » Il est indispensable, d'assurer le repos une fois au moins la semaine, « car il n'est pas possible que des corps qui ont travaillé avec vigueur six jours durant n'aient pas besoin de repos le septième ». Il faut prévoir aussi les distractions « et les menues jouissances » : le tabac est nécessaire aux soldats, car « rien ne contribue plus à désennuyer leur oisiveté et à émousser le grand besoin qu'ils ont de manger ». Tout ce qui peut, en un mot, soutenir leur entrain, doit être recherché méthodiquement. « Vos générosités, dit-il à Louvois, nous procurent ce trémoussement qui fait avancer la besogne. »

Par ailleurs il n'a garde d'oublier la nature foncière du soldat, qui, par « ostentation, vanité ou paresse », s'expose à découvert. Bien qu'il voie là « un péché originel dont les Français ne se corrigeront jamais si Dieu qui est tout-puissant n'en réforme l'espèce », il ne s'efforce pas moins d'y remédier. Ah! comme il voudrait calmer l'enthousiasme de son petit monde! « Mes enfants, dit-il à Namur, on ne vous défend pas de poursuivre les ennemis quand ils s'enfuiront, mais je ne veux pas vous faire échiner mal à propos sur la contrescarpe de leurs autres ouvrages. Je retiens donc à mes côtés cinq tambours pour vous rappeler quand il sera temps. Dès que vous les entendrez, ne manquez pas de venir chacun à vos postes. » Ce qui ne l'empêche pas d'utiliser, quand il le faut, toutes les ressources de l'amour-propre : à Valenciennes, il veut qu'on livre l'assaut en plein jour « parce que la nuit produit la confusion et favorise la timidité, au lieu qu'au grand jour, l'œil du maître inspire la valeur ».

Enfin les armes elles-mêmes doivent être étudiées avec soin

en raison du sentiment personnel qu'elles éveillent chez le soldat. « Elles doivent être, premièrement, de bons fusils renforcés, façon de boucaniers, avec des ressorts liants et forts, etc..., etc... »

Cette connaissance et cette pratique de l'homme du peuple dans le rang ont certainement contribué à développer l'esprit démocratique chez Vauban. « ...Il faut, dit-il, donner moyen à la vertu de se pouvoir éclore en quelque sujet qu'elle se puisse rencontrer; étudier le caractère et l'esprit de chaque homme en vue de l'utiliser pour le bien de l'État; en un mot, faire un choix, car les gens qui se sentent du mérite se rebutent des langueurs qui les soutiennent longtemps en égalité avec les gens du commun. » Et Vauban dresse un programme qui s'étend « du soldat à tous les officiers et le sergent de même ».

L'admirable est que cette humanité de Vauban, militaire de carrière et que sa carrière a toujours étroitement asservi, s'étende ainsi à toutes classes de la Société. Elle s'attache particulièrement à ce menu peuple français, dont le sort l'émouvait au point d'éveiller en lui une sollicitude qui lui fut fatale. Et de ces hommes simples qu'il avait su comprendre, il pouvait partager l'apparente rudesse : « Sa bonté, son humanité, sa libéralité, dira Fontenelle, lui composait une autre politesse plus rare, qui était toute dans son cœur. »

***

Les hasards d'une vie de nomade avaient amené l'Ingénieur du Roi à constater lui-même la condition lamentable du paysan français. Parfois le pauvre Maréchal, rhumatisant et fort mal en point, était obligé de changer d'itinéraire, de faire quelque grand détour en pays perdu afin de trouver un relai. Il logeait alors chez un notable du lieu. Plus souvent il devait se contenter de mauvaises auberges. Des avaries, des accidents de route ou des intempéries l'arrêtaient quelquefois parmi les bonnes gens d'une pauvre bourgade. C'est ainsi qu'il était amené à interroger, à écouter parler librement des hommes qui ne connaissaient rien de la France au delà des frontières de leur province. Vauban s'instruisait de façon très humaine et rapportait aux dirigeants de la plus grande province,

la Cour de Versailles, le résultat de ses observations, de ses découvertes.

« La vie errante que je mène depuis quarante ans et plus, m'ayant donné occasion de voir et visiter plusieurs fois, et de plusieurs façons, la plus grande partie des provinces de ce royaume, tantôt avec mes domestiques et tantôt en compagnie de quelque ingénieur, j'ai souvent eu occasion de donner carrière à des réflexions et de remarquer le bon et le mauvais du pays; d'en examiner l'état et la situation, et celui des peuples, dont la pauvreté, ayant souvent excité ma compassion, m'a donné lieu d'en rechercher la cause... » Les ministres avaient beaucoup à apprendre, en matière économique; tout à apprendre en matière sociale. Ils oubliaient simplement le premier artisan de France, le paysan qui peine chaque jour comme une bête de somme, sous la hantise animale de la faim et sans aucun espoir de sort meilleur. Parfois, un Masillon évoquait hâtivement le désespoir de nos campagnes, « hantées de gens qui broutent l'herbe comme les animaux »; ou bien un écrivain plus singulier, un pur artiste comme La Bruyère, imaginait, en dilettante, d'en tirer quelque effet littéraire. Mais qui donc s'en préoccupait ayant souci ou charge « dans le siècle »? Pour la première fois, avec la « Dîme royale », la voix d'un grand serviteur public s'élève en faveur du menu peuple français : « ...Je me sens obligé, d'honneur et de conscience, de représenter à Sa Majesté qu'il m'a paru que de tout temps on n'avait pas eu assez d'égard en France pour le menu peuple, et qu'on en avait fait peu de cas; aussi c'est la partie la plus ruinée et la plus misérable du royaume; c'est elle, cependant, qui est la plus considérable par son nombre et par les services réels et effectifs qu'elle lui rend; car c'est elle qui porte toutes les charges, qui a toujours le plus souffert et qui souffre encore le plus; et c'est sur elle que tombe toute la diminution des hommes qui arrive dans le royaume. C'est encore la partie basse du peuple qui, par son travail et son commerce et par ce qu'elle paye au Roi, l'enrichit et tout son royaume; c'est elle qui fournit tous les soldats et matelots de ses armées de terre et de mer, et grand nombre d'officiers, tous les marchands et les petits officiers de judicature; c'est elle qui exerce et qui remplit tous les arts et

métiers; c'est elle qui fait tout le commerce et les manufactures de ce royaume, qui fournit tous les laboureurs, vignerons et manœuvriers de la campagne; qui garde et nourrit les bestiaux; qui sème les blés et les recueille; qui façonne les vignes et fait le vin; et, pour achever de le dire en peu de mots, c'est elle qui fait tous les gros et menus ouvrages de la campagne et des villes.

« Voilà en quoi consiste cette partie du peuple si utile et si méprisée, qui a tant souffert et qui souffre tant de l'heure que j'écris ceci. »

Pour cette France qu'il désirait si noble et saine, Vauban ne pouvait admettre une telle iniquité. Il avait vu, de ses yeux, « les grands chemins de la campagne et les rues des villes et des bourgs pleins de mendiants, que la faim et la nudité chassaient de chez eux ». Près de la moitié de la population mourait d'épuisement, et cependant c'était bien cette part de travailleurs qui formait la substance de l'État. Il fallait lui porter secours, l'atteindre dans son cœur, lui donner conscience d'elle-même et l'aider ainsi à comprendre son rôle dans la formation de la nation. Ah! comme ces conceptions étaient éloignées de l'esprit du temps. M. de Vauban, cartésien lucide et précis, libertin même à ses moments perdus, fait presque figure déjà de romantique quand on le compare à ses contemporains.

Et cependant, comme il garde bien le pied dans le siècle, dès qu'il s'agit d'étudier avec méthode quelque plan d'organisation intéressant l'économie nationale, le mécanisme de l'État ou l'administration civile. Aucun détail ne lui échappe. Aucune précision ne lui paraît négligeable. Avec le même soin qu'il apportait à la rédaction d'un rapport sur la prise de Maëstricht, avec la même application qu'il apportera à une étude « sur la cochonnerie ou calcul estimatif pour connaître jusqu'où peut aller la production d'une truie pendant dix ans de temps », il dressa, en précurseur, le programme complet de la vie publique française : liberté de conscience, égalité devant la loi, équitable répartition des impôts, réduction du service militaire, unité de poids et mesures, abolition des coutumes provinciales, rapport de la ligne des douanes à la frontière, abaissement de la taxe des lettres, aménagement

des canaux et rivières pour l'arrosage et la navigation, expansion coloniale, création d'un ordre de récompense honorifique pour les différents genres de mérite...

Rien ne peut donner idée de la fécondité de Vauban. A quelque objet qu'il s'attache, la même force de la nature semble l'animer. Et il y a en lui un grand civil, comme en Napoléon, qui l'admira. Il a composé notamment des mémoires sur l'histoire nationale et la géographie; sur le dénombrement des peuples, et l'accroissement des hommes avant et après le déluge; sur l'histoire ecclésiastique, sur l'histoire des États de l'Europe en général; sur la France et sa superficie, sur les provinces et les villes de France, sur le dénombrement des familles du royaume, sur le commerce de la France en particulier; sur les chemins, le ban, l'arrière-ban et les cours souveraines du royaume; sur l'Amérique, les colonies, les affaires du Canada et le commerce des Échelles du Levant; sur les haras, les bois, les eaux et forêts, la pêche, la tourbe, le desséchement des marais, l'arrosement des prés, les mines de charbon, les ardoises; sur les travaux de houille et autres minéraux; sur la médecine, etc...

Et quand il s'agissait de recueillir le fruit d'un tel labeur, il choisissait modestement ces titres : « Oisivetés de M. de Vauban » ou « Pensées d'un homme qui n'avait pas grand' chose à faire ».

Qui eût feuilleté ces dernières, sous leur titre inoffensif, se fût heurté pourtant à des phrases de ce genre : « Les enfants naturels des rois ne sont pas à beaucoup près si dangereux que les princes du sang... » « Il n'y a personne dans le monde qui ait plus besoin d'étude ou du moins d'une excellente lecture que les rois, car par là ils pourront apprendre tout ce qu'ils doivent savoir et qu'on n'ose leur dire... »

***

Les inquiétudes qu'inspirait à Vauban la situation intérieure de la France, et le peu d'espoir qu'il gardait d'y voir remédier à temps, ne pouvaient manquer d'influencer ses conceptions en politique étrangère. L'affaiblissement matériel et moral de la France ne devait-il pas, fatalement,

constituer une tentation pour les États chez qui la politique de Louis XIV avait suscité des griefs contre la France? Et la possibilité même de soutenir une telle politique, qui n'avait jamais répondu au vœu de Vauban, n'était-elle pas, désormais, limitée en fait par la perte de substance qu'il s'effrayait de constater dans l'économie nationale?

De quel cœur douloureux se penche-t-il dès lors sur la grande pitié du royaume de France? C'est déjà la pensée intégrale d'un Français de nos jours, à une époque où l'on est seulement Français de sa province ou de la Cour. Il mesure les progrès du mal sur toute l'étendue d'un même pays dont la guerre a appauvri les forces au point de le laisser haletant. Il note « la misère extrême dont les peuples sont accablés, la levée des soldats presque réduite à l'impossible, les troupes sans discipline, les bons officiers extrêmement rares, les provinces à demi désertes, la culture des terres fort altérée, le commerce ruiné, l'argent si rare qu'on est obligé de se servir de monnaie de papier, et enfin tous moyens d'en voir épuisés à tel point qu'on ne sait plus comment faire pour soutenir le courant ». Il sait l'État ruiné par le tarissement des impôts, « la gabelle anéantie par le faux saunage, la situation monétaire entravée par le défaut de commerce, par le faux monnayage, par le billonnage des étrangers, ou par de folles variations du cours des espèces qui achèvent d'entraîner au dehors du royaume plus de la moitié de son numéraire ».

Comment éviter, à l'extérieur aussi bien qu'à l'intérieur, l'explosion de tous les maux de la décadence, pour un pays dont plus du cinquième de la population est réduit à l'état de mendicité? La monarchie, avait prédit Vauban, ne remplirait sa mission qu'à condition de ménager les forces du royaume et de lui consacrer sa politique. Si elle s'attarde dans ses fautes déjà irréparables, des événements peuvent lui forcer la main où l'élément social ne sera pas tout étranger, car « les Rois sont maîtres des prés et des biens de leurs sujets, mais jamais de leurs opinions ». Pour protéger maintenant le peuple de France et lui assurer les garanties de sécurité indispensables à la réfection de ses forces, au développement de ses ressources matérielles et à la poursuite pacifique de ses destinées naturelles, il ne suffit plus, hélas! d'une ceinture

de pierre, et la grande muraille de Chine elle-même n'y pourvoirait point. Il faut trouver quelque chose de moins négatif, car la protection d'un peuple serait encore toute stérile et vaine si elle pouvait résulter d'un art purement défensif. C'est contre l'isolement qu'il faut lui assurer des garanties, à moins de méconnaître les lois inéluctables de la solidarité internationale, lois que le solide bon sens de Vauban lui révèle déjà dans l'économie de l'Europe.

Alors le grand vieillard, dont l'esprit réaliste s'est attaché déjà à la poursuite de tant d'objets concrets, conçoit, dans son patriotisme, la nécessité de s'élever à un plan de préoccupations supérieures : celui de la politique internationale. C'est là qu'il faut construire pour la paix. Et, rejoignant la sage clairvoyance d'un Sully en même temps qu'il devance le souci de notre siècle, après avoir posé en pratique que les peuples doivent tout au moins s'entendre, à titre immédiat, pour « se borner à l'étendue de leurs anciennes conquêtes », il cherche le repos de l'Europe dans une plus large entente constructive entre les États, conscients de la communauté d'intérêts qui les lient les uns aux autres. Car il faut, pense-t-il, une harmonie en tout, et principalement « en ce qui semble avoir été réglé par la nature dès le commencement du monde ».

Le sage Vergennes dira un jour au duc de Croy qui le félicitait de la paix de 1783 : « On me rendra justice dans cent ans, c'est le moins qu'il faut aux Français pour être justes envers eux-mêmes. » Il fallait plus de deux siècles pour que la sagesse du grand homme de paix que fut Vauban trouvât sa pleine justification.

***

Ainsi fait sa grande ombre sur la France un homme de simple et large carrure, dont l'originalité fut de conserver la libre allure de son pas au milieu des convenances de son siècle. Préservé par son rude revêtement d'homme du Morvan, par l'intégrité même de sa nature paysanne, le bonhomme Vauban fut à lui seul un monde et comme un fief d'un seul tenant, un de ces êtres inexplicables sinon par eux-mêmes, et dont La Bruyère disait qu' « ils composent seuls toute leur

race ». C'est son honneur, dira Voltaire, d'avoir réussi à « prouver par son maintien qu'il pouvait y avoir des citoyens sous un gouvernement absolu ».

Mais à quoi bon des témoignages? En hommage à Vauban, qu'une main pieuse recopie cette page qu'il écrivit lui-même sur la « vraie gloire » :

« La véritable gloire ne se vole point comme le papillon; elle ne s'acquiert que par des actions réelles et solides. Elle veut toujours remplir ses devoirs à la lettre. Son premier et véritable principe est la vérité, à laquelle elle est très particulièrement dévouée. Elle est toute généreuse, prudente, hardie dans ses entreprises, ferme dans ses résolutions, intrépide dans les actions périlleuses, charitable, désintéressée, et toujours prête à pardonner et à prendre la part de la justice. Toujours sensée en ce qu'elle fait, la raison seule la gouverne. Si je ne me trompe, ce portrait n'est pas mauvais, mais peu développé chez la plupart des hommes. »

***

...Et maintenant que mon étude est à sa fin et qu'il me faut en faire amende, vous empruntant vos paroles mêmes : « que le tout soit pris en aussi bonne part que je le donne ingénument », je vous prie, monsieur de Vauban, que vous me teniez quitte de mon audace et me laissiez encore considérer votre visage.

Je ne le fais point sans émotion, car il me semble considérer l'argile même de ma race.

Sous le grand front barré du double pli vertical, les traits puissants s'ordonnent et se disposent comme les membres d'une phrase classique : les yeux largement ouverts, le nez solide et volontaire, la bouche ferme aux lèvres sensuelles. A m'en tenir au masque, voilà bien l'homme du grand siècle. Mais sous ce masque d'une époque, un homme nouveau est là qui veille et nous propose le mystère de sa naissance propre. « C'était, dit Saint-Simon, un homme assez trapu, qui avait fort l'air de guerre, mais en même temps un extérieur rustre et grossier, pour ne pas dire brutal et féroce. Il n'était rien moins. Jamais homme ne fut plus doux, plus compatissant,

plus obligeant, et plus avare ménager de la vie des hommes... » Je pense à la douceur de ces mains courtes et massives qui éprouvaient de l'ongle l'honnêteté de la pierre comme on éprouve la droiture au fond d'un être humain... Je pense au magnifique bon sens de l'homme à la tête ronde... Je pense à cette grande bonté muette qui siège au cœur des êtres sains et forts... Et j'aime ce je ne sais quoi dans toute votre personne qui faisait dire, à première vue, « que vous saviez le latin » encore que vous en fussiez tout ignorant.

On vous disait fort matériel. Et n'était-ce pas la condition même du réalisme de votre esprit concret, où les fumées du songe n'avaient point droit d'asile dès lors qu'il s'agissait d'œuvrer au service de l'État?

On vous disait de pauvre culture, étranger aux raffinements de l'esprit et insoucieux de toute métaphysique. N'était-ce pas rendre hommage à votre génie d'autodidacte? Et pour votre âme, sa loyauté n'éclatait-elle point dans votre profond respect de la liberté de conscience individuelle, particulièrement en matière de religion, dont vous disiez qu'elle « se persuade et ne se commande point? »

On vous disait sensuel, on vous disait jouisseur et fastueux. Et n'était-ce point reconnaître en vous la source même de la vie, qui vous avait fait si pleine mesure de sa force?... Pauvre Vauban, enchaîné à votre œuvre de forçat, et dont le rude labeur n'épuisait point la sève primitive! Vous avez su conserver, parmi des hommes de vieille civilisation, une nature assez candide pour que la matière humaine en vous demeurât telle qu'un élément. Il me suffit que vous ayez un jour écrit cette phrase : « Que les choses sont belles en leur état d'innocence naturelle!... »

J'aime votre parler dru comme la courte rumeur des chênes du Morvan. J'ai lu vos lettres d'honnête homme. J'y ai cherché les mouvements intimes de votre être. Et sous la rude humanité dont elles sont empreintes, je n'ai trouvé qu'ingénuité.

« Loin de nous les héros sans humanité! » a dit M. de Meaux. Je n'évoquerai point l'histoire de votre tendre libertinage avec la belle Angélique, marquise de Ferriol, à qui vous faisiez tenir à Paris, rue des Fossés-Montmartre, de si galants

messages : « Adieu, ma belle Reine, je vous aime et honore de tout mon cœur et tout ce qui se peut imaginer au delà... Je suis encore courtisan pour mes péchés, dont je m'ennuie fort... Il n'y a d'heure dans la journée où vous ne soyez bien traitée chez moi... » Mais je veux relire tout bas ces lignes secrètes de votre testament où, « considérant que la mort est certaine et son moment incertain, et ne voulant en être surpris, recommandant votre âme à Dieu et le priant de vous pardonner vos fautes et vos offenses », après maintes dispositions en faveur des pauvres de votre paroisse, des bonnes gens de votre village, de votre entourage ou de votre domesticité, sans oublier « la petite Fanchon », fille aînée de votre secrétaire Friand, vous avez stipulé :

« ...Il y a à Berghe Saint-Vinox une jeune veuve, nommée mademoiselle Baltasar, avec qui j'ay eu très peu de commerce et qui cependant prettent avoir eu un enffant de moy, ce qu'elle m'a affirmé avec de grandz serment; bien que je n'en sois pas autrement persuadé, je ne laisse pas de m'en faire un scrupulle, d'autant plus grand qu'il n'est pas impossible que cella ne puisse estre; c'est pourquoy Friand luy fera connoistre secreto qu'il a connaissance de cet affaire, et luy offrira deux mil livre de ma part, pour l'entretien de cet enfant, soit qu'il soit mort ou vivant, car jamais je ne l'ay veu.

» Il y a une mademoiselle Poussin, à Paris, demeurant quand à présent..., avec qui j'ay eu commerce il y a seize ou dix-sept ans, bien que très rarement; elle prettent avoir eu un garçon de moy, qui est vivant et pour lequel elle m'importune souvent; bien que j'aye lieu de m'en deffier, comme de l'autre, le scrupul que je m'en fais m'oblige à desirer qu'on s'en accomode une fois pour toute avec elle, pour qu'elle s'en charge, et, pour cet effet, je prie monsieur Friand d'y mestre jusque à deux mil livre une foix payée.

» Il y a aussi une madame de La Motte, fille, à ce qu'elle dit, d'un comte de Burquoy, mort à Paris, il y a déjà quelque temps, et fame d'un monsieur de La Motte, capitaine d'infanterie, qui a sorty du royaume depuis peu; elle a encores sa mère vivante; le hasart a voulu que j'aye eu quelque commerce avec elle, dont elle prettent avoir eu un enffant, ce qu'elle m'a affirmé par tous les serments les plus fort; bien que je

doutte fort de la vérité, je ne laisse pas de penser que cella pourroit estre veritable; c'est pourquoy je prie Friand d'acomoder avec elle pour pareille somme que cy dessus, c'es-à-dire pour deux mil livre.

» Il y a actuellement une fille dans le voisinage, appelée mademoiselle Baussant, logeant dans la rue Saint-Vincent (mon portier la connoist), qui prettent estre grosse de mon fait; bien que cella ne soit peut estre pas vray, mais comme cella peut estre aussi, il faudra acommoder secreto avec elle, ou avec sa mère, affin qu'elle se charge de cet enfant, et pour cet effet, luy donner jusque à mil écuz, suposé que l'enfant vive, qu'il faudra, pour bien faire, mestre sur la Maison de Ville, au profit de cet enfant, et parce qu'elle est fille de quelque callité, il faudra faire cella avec secrest.

» Il y a de plus une pauvre dame irlandaise, nomée madame Districh, qui prestent aussi avoir eu un enfant de moy, ce qu'elle affirme par toute sorte de serment; bien que j'aye lieu d'en doubter, aussi bien que des autre, je ne veux pas hasarder le salut de mon ame pour cella; c'est pourquoy je prie Friant de luy donner encore deux mil livres... »

M. de Vauban, qui donc pouvait, au siècle d'artifice, louer « l'innocence » même de la vie au fond d'un cœur mal policé? Je songe au mouvement animal de ce robuste cœur paysan, si fortement attaché à toute votre personne; de cet organe dont vous aimiez rappeler « qu'il est en nous le premier vivant et le dernier mourant ». Et c'est l'histoire même de ce cœur que je veux dire ici.

Après qu'il eut été, par les soins du chirurgien, séparé de votre corps et enfermé dans une châsse distincte de plomb, il fut placé, au sortir de l'église Saint-Roch, dans ce carrosse de deuil qui, sous la conduite d'un prêtre modeste, M. Lemuet de Jully, allait cheminer, quinze jours durant, à travers la France en fleurs, pour vous conduire, comme vous l'aviez voulu, à votre sépulture de Bazoches, dans la chapelle Saint-Sébastien dédiée à votre patron et reconstruite sur vos dessins. Sous la Révolution, Fouché, commissaire de la Nièvre, se fit livrer les plombs des cercueils de Bazoches pour en faire des balles... Mais la boîte renfermant votre cœur échappa aux profanateurs. Retrouvée sous l'Empire, elle fut, sur l'ordre

de Napoléon, transportée à Paris, au Ministère de la Guerre, pour être déposée, quatre ans plus tard, aux Invalides. Le Sous-préfet d'arrondissement fit à cheval la route de Bazoches à Avallon pour la remise du précieux dépôt au délégué officiel du Ministère de la Guerre : il s'appelait La Ramée, comme s'appelèrent, sous vos ordres, tant de soldats français. Et Roubot, brigadier à cheval, qui avait charge de la boîte de plomb dans une des fontes de sa selle, s'aperçut, avant d'arriver, qu'il l'avait égarée. Et il fallut reprendre à pied le chemin de Bazoches pour explorer, pas à pas, la route parcourue. Et votre cœur, Vauban, fut retrouvé parmi d'humbles choses familières, dans une mangeoire des écuries de votre château... Ainsi celui dont la sollicitude s'était étendue à toutes bêtes domestiques, qui avait su parler de la brébiaille, des mouches à miel, de l'ânesse et du porc, et plus fraternellement encore du cheval, pour l'avoir associé à une longue vie de labeur en plein air, s'attachait encore, de tout son cœur, à sa terre natale...

Ce cœur repose, aujourd'hui, auprès de celui de Turenne. Pour moi, je ne saurais imaginer d'autre monument national à Vauban qu'au lieu géométrique de la France, rigoureusement déterminé par le corps du génie, et fût-ce en quelque champ, une dalle de bronze portant seulement les deux syllabes de ce grand nom.

M. de Vauban, aux heures de doute et de confusion nationale, je ne me lasserai point de prononcer tout bas ces deux syllabes de votre nom, car elles sont à l'oreille française, dans la rumeur vivante d'Occident, mêlées au pur alliage dont se fait la grandeur de la France; et comme la cloche aux fières devises de votre village natal que la Révolution fit fondre pour en faire des sous, vous avez été, à notre usage, largement monnayé...

J'ai suivi, pieusement, de Paris à Bazoches, la grande route qui fut votre dernier parcours de France. J'ai vu, sur les guérets, ce même peuple de France dont les arrière-parents avaient vu passer le grandiose convoi fait d'un vieux domestique et de M. l'abbé Lemuet de Jully. Un seul large mouvement, comme la montée d'un souffle, semble porter jusqu'à votre terre natale ce grand morceau de France où le silence va croissant. Et à Bazoches, au bout de cette longue route

ombragée d'arbres qui tendait vers vous, j'ai vu la pierre de votre choix, j'ai reconnu l'entrée du Protecteur de villes : entrée du domaine de M. de Vauban, cela vaut bien une porte!... Et par la porte somptueuse, j'ai découvert l'intimité inattendue de cette étrange cour coupée à pans irréguliers, où madame de Vauban, femme modeste et réservée, aimait vivre de plain-pied avec toute la vie ménagère de sa maison, tandis que vous aviez choisi de vivre dans les hautes pièces du premier étage, d'où vous aviez libre regard sur l'horizon de France.

A m'attarder dans votre chambre, j'ai mieux compris vos grands désirs de paix et d'ordre pour la France... Et puis j'ai pris les longs couloirs aux murs épais dont toutes les baies encadrent un quartier de votre terre natale. J'ai touché de mes doigts, comme des choses saintes, les fanions blancs et or où se recueille votre gloire. Au dehors, j'ai repris mon pieux pèlerinage jusqu'au village voisin de Saint-Léger où vous naquîtes. La route était bordée comme jadis d'églantiers sauvages, et la rivière faisait son même murmure d'enfant, qui semble s'élever avec la nuit, à l'heure où les grands attelages de bœufs inscrivent au bas du ciel toute l'histoire de cette province mystérieuse. L'humble maison qui fut « Le Prestre de Vauban » et que sa construction de pierre distingue seule encore des maisons de torchis du village, abritait, sous l'usure des siècles, la même sagesse pastorale de ses deux pièces séparées par une mince cloison : la salle familiale et l'étable. Et la longue veillée continuait au pays de Morvan...

J'ai repris les chemins qui si souvent vous conduisirent loin du berceau de votre race. J'ai suivi votre piste sur nos frontières et sur nos côtes. J'ai parcouru, en votre compagnie, ces grandes provinces de silence, où vous parlez encore de France. Et, passante anonyme sur la terre de France, j'ai mis mon pied de femme dans la solide empreinte de votre pas de Celte qui sut chausser pour nous la sandale romaine. Je chercherai encore sur nos grand'routes la trace de vos mules... Qu'avez-vous dit au laboureur, au vigneron, à l'herbager? Qu'avez-vous dit un soir à l'homme des marais, au berger, au bûcheron, au faux-saunier sous sa besace, au roulier qui fait halte au sommet de la côte?... La France alors

était la même. Dans la lumière sainte de midi, la terre illustre et patiente alliait ses vivants à ses morts. La France aux blés, la France aux vignes, la France aux bois était la même, où le manant taillable et corvéable voyait passer l'homme au grand cœur, le Bâtisseur en proie à son souci. L'épervier tirait son ombre sur la plaine, où « le Meunier, son fils et l'âne » cheminaient. L'abeille aux champs faisait son miel. Et vous, Le Prestre de Vauban, vous faisiez de la France comme un autre des fables...

De nos frontières à nos côtes, il n'est point lieu de France où vous n'ayez prévu. J'ai cueilli de mes mains de Française l'humble fleur des murailles, la giroflée sauvage ou la cinéraire maritime, qui enchante seule de sa ferveur la solitude des hauts lieux où vous avez bâti. Et jusqu'en cette île de granit, sur l'Océan, où votre pensée un soir me fait visite, j'entends monter la grande plainte de votre âme : « Vous me voulez faire mourir, parce que ma parole ne prend point en vous... »

Dormez en paix, Vauban, car votre parole a pris en nous.

MARTHE DE FELS

LES FORCES D'AMOUR[1]

Sur les autres dirigeants de son groupe d'affaires Isabelle exerçait nécessairement un moindre pouvoir. Néanmoins, comme tous étaient des hommes à femmes goulûment sensibles au charme féminin, pour qui les plaisirs galants sont la plus délicieuse récompense des victoires financières, cette créature fière et hardie les troublait par le mystère amoureux qu'ils devinaient en elle. Ils lui avaient tant soit peu fait la cour, mais vaguement et sans fougue opiniâtre. N'ayant rien demandé de précis à madame de Guivre, et, par conséquent, ne gardant au cœur le moindre souvenir de rebuffades humiliantes, ils n'étaient séparés d'elle par aucune déception ni amertume. Ils écoutaient avec plaisir sa belle voix. Ils admiraient son allure de conquérante. Elle était pour eux comme un poème d'amour, vivant.

Aussi, bien que cet assaut contre Renaison dérangeât leur opinion, ils finirent par reconnaître que, au cours de l'exercice, il avait manqué de flair et de doigté.

— Vous jugerez! — concluait habilement madame de Guivre. — C'est à vous qu'il appartient de prendre une décision. Je ne vous parle que dans l'intérêt commun...

Soudain, au cours de cette campagne, elle discerna un autre courant d'hostilité contre Renaison. Renfort inattendu! Elle eut tôt fait de repérer le méthodique travail de sape et de démolition entrepris par le vindicatif Daniel Galerne avec l'aide de son inséparable ami Bernard Frelampier, complice

1. Voir la *Revue de Paris* des 1er, 15 juin et 1er juillet.

habituel de ses mauvais coups, qui pourtant, à ce moment même, dans les usines métallurgiques dont on avait eu l'imprudence de le nommer administrateur-délégué, était aux prises avec une grève terriblement tendue, et envenimée chaque jour par sa rudesse hargneuse.

— Qu'est-ce qui les pousse? — se demanda-t-elle.

En causant avec Daniel Galerne, madame de Guivre eut bien vite le pressentiment d'un échec amoureux :

— Sans doute aura-t-il voulu respirer d'un peu trop près le frais bouquet des champs! — se dit-elle amusée.

Même flanqué de Bernard Frelampier, Daniel Galerne, dont tous les amis de son père connaissaient la médiocrité méchante, n'avait pas une grande autorité persuasive sur les membres des divers conseils d'administration de ce groupe.

Mais, par une fâcheuse coïncidence, la perte inattendue d'un très fort client vint ajouter, contre Renaison, cette déconvenue grave et soudaine aux malencontreuses saccades dans le prix des métaux.

Astucieux dans sa rancune, Daniel Galerne profita de l'Assemblée générale, qui suivit à quelques mois de distance, pour faire interpeller le Conseil, par un actionnaire à sa dévotion, sur le fléchissement des bénéfices et sur ses causes.

Le Président ne pouvait, sans découvrir certains procédés de corruption auxquels le Conseil recourait parfois, avouer que, si le gros client avait porté ailleurs ses achats, c'est parce que l'insatiable « démarcheur » Laurent Scalde avait réussi à détourner ces commandes vers une société analogue. Cela simplement parce qu'il y jouissait d'une remise plus large et de concours politiques qu'il avait intérêt à satisfaire pour l'ensemble de ses opérations. Après avoir rendu de multiples services au groupe Frelampier-Galerne-Guivre pour l'aider à grandir, il était mécontent de la désinvolture avec laquelle on le traitait depuis qu'on estimait pouvoir plus aisément se passer de son entregent. La puissance même qu'il avait contribué à leur donner les rendait plus indépendants de lui.

M. Auguste Frelampier, qui présidait l'assemblée, laissa donc lâchement, avec la sournoise approbation de ses collègues du Conseil, Renaison découvert.

Presque à l'unanimité on vota un ordre du jour adroitement présenté, qui blâmait la gestion du directeur, sans le nommer, et exigeait une politique de résultats.

— J'espère qu'il comprendra, — dit madame de Guivre lorsque lui fut annoncé le triomphe de ses intrigues.

— Ou tout au moins que les membres du Conseil lui feront comprendre son devoir! — insinua le tenace Daniel.

De fait, M. Édouard Galerne — qui, pour la première fois de sa vie, éprouvait à l'égard d'une femme un sentiment de respectueuse tendresse — défendit devant ses collègues le mari de Florine Renaison, pour lequel personnellement il avait, lui, le sceptique méprisant, beaucoup d'estime.

Devinant à l'avance cet effort désespéré de repêchage, Daniel Galerne avait eu soin de restreindre, sur cette question, l'autorité de son père en dénonçant « sa passion sénile » pour Florine.

Aussi, en l'écoutant, ses collègues ne réprimaient qu'à demi, et par simple politesse, un sourire narquois.

Prévoyant le coup, M. Renaison le para en faisant tenir au conseil sa lettre de démission juste au moment où l'on s'apprêtait à le destituer.

— Trois enfants et quatre orphelins à sa charge! — rappela simplement M. Édouard Galerne.

— Ici nous faisons des affaires! — répliqua le plus âpre et le plus cynique de tous... — Nous ne sommes pas un bureau de bienfaisance.

Puis, s'adressant à M. Édouard Galerne, il le pourfendit par le rappel de ses propres paroles en des circonstances analogues :

— C'est une phrase que, bien des fois, je vous ai entendu prononcer impitoyablement.

Néanmoins, comme ces juges sévères avaient quelque honte de leur brutalité, afin de mettre leur conscience en paix ils daignèrent accorder à Renaison le temps nécessaire pour liquider les comptes de sa gestion, c'est-à-dire un sursis de quatre ou cinq mois. Ils eurent aussi la grandeur d'âme de ne pas trop chipoter sur l'indemnité de congédiement prévu à son contrat.

XV

Ce soir-là, l'habituel cercle amical se tenait chez les Renaison. Leurs amis, que les mêmes idées et les mêmes goûts unissaient dans une intimité affectueuse, vinrent après dîner.

Au piano, pour son propre plaisir, le compositeur Grosrouvre joue. Cela fait comme une harmonieuse tapisserie de sons voilés sur laquelle se dessine, vive et enjouée, la conversation des hôtes familiers.

— Chaque fois que nous nous retrouvons, à l'un quelconque de nos foyers, on sent davantage l'agrément de ces réunions douces et gaies, — constate l'une des invitées.

— Hélas! Il n'y en aura plus guère dans cet appartement! — annonce soudain Hugues Renaison avec une mélancolie que son sourire ne réussit pas à dissimuler.

— Comment?... Pourquoi?... — demandent tous les amis.

Renaison leur conte la brutale exigence de Daniel Galerne, et leur révèle les causes de ce ressentiment que, sous le choc, mais à ce moment-là seulement, sa femme lui a apprises.

— Pour m'épargner une tristesse Florine ne m'avait rien dit...

— Naturellement! Lorsqu'elles sont sûres d'elles-mêmes, les femmes ne troublent pas le travail et le bonheur de leur mari par les impertinences dont il leur arrive d'être offensées.

— C'est pour m'expliquer cette brusque éviction, incompréhensible pour moi, qu'elle m'a fait connaître les prétentions saugrenues et les mauvaises manières de ce monsieur...

Ceux qui, sans être moins écœurés, ne disent rien, songent au moyen de trouver un gîte convenable pour leurs amis expulsés.

— Alors, vos pénates, — demande le socialiste Carcassonne, suffoqué par la colère, — où comptez-vous les transporter?

— Nous sommes à la recherche d'un toit! — dit simplement Renaison. — Je me suis mis au goût du jour, c'est-à-dire que je promets des commissions persuasives aux gérants et aux concierges.

— Dans son malaise, le jour où, piteux, il est venu

m'annoncer l'envoi de son congé, M. Édouard Galerne m'a bien offert de me trouver un logis, soit dans une autre de ses maisons...

— Merci bien! Son fils l'exigerait aussitôt pour lui-même...

— C'est ce que je lui ai répondu! Soit encore, — a-t-il ajouté, — dans une compagnie immobilière dont il est l'un des rois. Mais la simple dignité ne me permet pas non plus d'accepter...

Le cordial et pittoresque Dr Perréon, dont jusqu'alors la révolte et le dégoût ne se sont traduits que par l'acuité caustique de son honnête regard derrière son lorgnon, laisse éclater son indignation :

— Négligeons cette engeance! L'heure est venue de prouver que nous sommes moins désarmés qu'on ne croit. Un appartement? Nous vous en aurons un...

— Vous aurez fort à faire, — poursuit Hugues Renaison, en souriant avec un air de doute, — pour défendre vos amis contre les mufles. Car vous ne connaissez qu'une parcelle de l'avalanche qui subitement a dégringolé sur moi.

— Qu'est-ce donc encore? — demandèrent plusieurs voix anxieuses.

— Je n'avais pas voulu vous attrister de tout cela. J'espérais ne vous apprendre cette autre mésaventure — celle-là plus grave — qu'en vous annonçant ma situation nouvelle...

— Comment?... Débarqué?... Oh! ces ruffians...

— Mais votre amitié si gentille, si dévouée, incite aux confidences. Il fallait bien qu'un jour ou l'autre je vous avertisse. Et, comme aucune espérance ne luit à l'horizon, alors, mes bons amis, voici...

Et simplement, sans paroles de colère, il leur explique la rupture de son contrat et ses causes :

— Moi non plus, pour ne pas tourmenter Florine, je ne lui avais rien dit de la distinction, sans doute flatteuse, mais pour moi bien plus dangereuse encore, dont madame de Guivre daigna m'honorer. J'espérais qu'une suite de vent l'emporterait vers d'autres curiosités. Cette fois, par hasard, elle n'a pas changé d'idée fixe. Elle me fait l'honneur de sa haine. Nous sommes, ma femme et moi, des victimes tout à fait comiques, qui restent fidèles à leur amour!...

— Et nous, — réplique Cyprien Landard, — nous restons fidèles à nos amitiés. Bientôt vous en aurez des preuves.

— Pour les réparations nécessaires et pour le châtiment...

— Hélas! par quels moyens? — demande Renaison sceptique.

— Il faut croire en l'esprit! — affirme le Dr Perréon. — C'est lui qui mène le monde.

— On s'en sert, — continue tristement Renaison, — mais on le jugule et l'affame.

— Les forces d'amour sont puissantes aussi! — déclare Grosrouvre.

— A la condition qu'elles acquièrent un plus juste sentiment de leur pouvoir...

— Et qu'elles agissent...

— ... Même durement à certaines heures! — appuie le Dr Perréon.

— L'essentiel est, avant tout, de nous dire que, même dans l'âpre et brutale société d'aujourd'hui, si nous le voulons, les forces d'amour peuvent être victorieuses!

XVI

Levé avant le jour afin de poursuivre les recherches scientifiques qui le passionnent, et pour la libre continuation desquelles il se résigne à l'ingrat labeur de radouber les mâchoires de ses contemporains, le chimiste Cyprien Landard s'aperçoit que les coups de neuf heures viennent de sonner.

Redevenant soudain l'autre homme qu'il est dans la vie, il pense que ses trois assistants doivent déjà se trouver aux prises avec les premiers clients contractés sur les fauteuils de supplice et que, dans ses deux salons, les plus impatients de ses « rendez-vous » ultérieurs sont sans doute en train de piaffer en feuilletant les illustrés.

Ayant jeté un coup d'œil sur son carnet personnel, il se rappelle que l'un des nouveaux clients recourant, ce matin-là, à ses bons offices, lui a demandé, comme une faveur, d'être soigné par lui-même. Cyprien Landard, qui avait griffonné vite et illisiblement un nom mal entendu au téléphone et inscrit en hâte, ne réussit point à le déchiffrer.

— Bah! — fit-il, renonçant à se fatiguer les yeux davantage.

Après avoir donné un coup d'œil dans la salle de chacun de ses assistants, Cyprien Landard ouvre la porte de son cabinet pour appeler :

— Le rendez-vous de neuf heures et demie!

Déjà, avant qu'il n'eût prononcé cette phrase, un malade, qui ne daigna même pas l'écouter, s'était dressé pour bondir avant tous.

Cyprien Landard, qui avait l'habitude de ces impatiences hardies et désinvoltes, comprend qu'il a devant lui l'un de ces hommes à la suffisance arrogante qui estiment leur temps plus précieux que celui de tout autre, et qui, au surplus, comptent sur leur audace fougueuse pour passer invariablement avant leur tour.

Genre que Landard n'aimait guère et façons inciviles qu'il n'admettait pas chez lui.

— Pardon, — fit-il déjà indisposé, en lui barrant l'entrée de son cabinet. — C'est bien vous qui avez rendez-vous personnel avec moi à neuf heures et demie?

— Mais oui, — riposte l'intrus avec un peu d'agacement dissimulé par prudence. — Je suis M. Daniel Galerne.

Ce nom n'avait aucun rapport avec celui que Cyprien Landard avait cru entendre au téléphone et noté indistinctement.

Mais, souvent prononcé autour de lui, et particulièrement en ces dernières semaines, il éveillait en sa mémoire de bien fâcheux souvenirs.

— Galerne?... Quelle coïncidence! — se dit Landard laissant passage à ce nouveau venu qui, avec une allure de conquérant, se dirige vers le fauteuil et, impérieux, s'y installe. — Serait-il de cette race omnipotente? Nous allons bien voir!

Et comme l'air avantageux et brutal du personnage lui déplaît fort, il souhaite presque avoir entre ses mains quelqu'un de la tribu pour lui dire son fait.

Naturellement ce fut l'intempestif Daniel Galerne qui commença :

— Savez-vous pourquoi je suis venu ici? — demande-t-il.

— Sans doute, monsieur, parce que vous avez les dents endommagées! — répond sans cordialité Landard.

— Cela s'entend, — réplique l'autre. — Mais pour me faire

soigner, j'aurais pu m'adresser à l'un de vos confrères. Si je suis chez vous, c'est parce que vous passez pour le premier stomatologiste de France...

— N'exagérons rien! — proteste Landard.

— Vous êtes le stomatologiste à la mode... La coqueluche de ces dames... Elles chantent vos louanges... Sous vos doigts habiles passent les plus jolis museaux.

— Voyons le vôtre, monsieur! — ordonne Landard excédé.

Il s'empare de ce bavard — et le colle, bouche ouverte, contre le dossier du fauteuil.

Maîtrisé, réduit au silence, l'incontinent Daniel Galerne se laisse explorer les mâchoires.

Landard le percute, le sonde, explore les gencives et les caries.

— D'abord vous avez la bouche mal tenue...

— Pourtant!... — essaye de protester Daniel Galerne.

— En outre, comment avez-vous pu attendre si longtemps pour vous faire soigner?

— Lourdes occupations!... Surmenages!... Vie de fièvre!...

— Je commence! — fait Landard pour l'arrêter.

Et, mettant en action sa perforatrice, il fait tournoyer la roue d'acier dans les dures parois d'une des cavernes. Daniel Galerne, qui craint la souffrance, plisse son visage en une grimace affreuse et se cramponne aux bras du fauteuil.

Pour le laisser reprendre haleine, Landard s'arrête un instant. Et surtout il tient à ne pas se tromper sur l'identité du personnage qui se raidit sous sa poigne :

— Excusez-moi, — dit-il soudain en ajustant à sa mécanique une plus grosse mèche d'acier... — L'autre soir, quand vous m'avez demandé rendez-vous, j'ai mal compris et mal écrit votre nom. Et, tout à l'heure encore, je ne l'ai pas nettement entendu! Il faut que je le note, ainsi que votre adresse. Voulez-vous me le répéter?

— M. Galerne, — répond avec complaisance le patient, — M. Daniel Galerne... le fils de M. Édouard Galerne.

Sûr maintenant de ne pas commettre d'erreur, Cyprien Landard colle à nouveau contre le dossier du fauteuil la tête du vaniteux bavard et lui impose silence en introduisant dans sa bouche soudain immobilisée et béante les tournoiements électriques de la petite roue rongeuse.

Désormais, pour le patient, aucun moyen de parler et de remuer sans le risque de se faire estropier. C'est ce que voulait Landard, afin de lui dire jusqu'au bout, sans que Daniel Galerne pût fuir, tout ce que le « stomatologiste » avait à lui dire :

— C'est vous, monsieur!.. Rien qu'à votre ton, j'aurais dû le deviner... C'est pourquoi, d'instinct, j'ai éprouvé pour vous une invincible antipathie.

Surpris, Daniel Galerne écarquille et roule des yeux effarés. Ses mains s'agitent, impuissantes, sur les bras du fauteuil.

— Ah! c'est vous M. Daniel Galerne, — poursuit Landard impitoyable tout en continuant à faire tourner sa petite meule... — C'est vous le déserteur rescapé et insolent qui, pour se venger d'une déception galante, dépossédez un ancien combattant, un ménage d'honnêtes gens, avec leurs trois petits, d'un logis que vous êtes bien résolu à n'habiter que pour la forme.

Du fond de la gorge parce que, ses dents et sa langue étant immobilisées, il ne peut articuler aucun mot, Daniel Galerne pousse des grognements. Sur sa chaise il a des soubresauts de fureur. Et la perforatrice qui continue à roder l'intérieur de ses dents, gronde dans tous ses os et les nerfs de sa tête.

— Voyons! — lui conseille imperturbablement Landard, — une fois dans votre vie et pour votre propre intérêt, soyez raisonnable! Vous allez vous faire déchirer les gencives et crever la langue!

Fou de rage, Daniel Galerne pousse un rugissement...

— Rien à faire, monsieur! Vous m'appartenez. Sans pouvoir m'interrompre vous écouterez tout ce que je veux vous faire entendre. Vous êtes un goujat parce que vous vous êtes grossièrement jeté sur une femme irréprochable et réservée.

— Hung!... — grogne profondément et longuement Daniel Galerne, furieux de son impuissance.

— Et vous êtes un misérable parce que, repoussé, vous vous êtes bassement vengé de sa tendre fidélité à son mari, en le privant de son gagne-pain.

La roue tourne toujours contre les parois des dents creuses. Et, dans son exaspération, Daniel Galerne piétine rageusement le plateau du fauteuil.

— Dites de ma part à votre père que, pour sa faiblesse complice de cette infamie, il est non moins répugnant que vous!... Tous les deux vous expierez vos méfaits. Car, sachez-le bien, toutes les fautes s'expient...

Daniel Galerne est dans un tel état que sa respiration n'est plus qu'un hurlement.

— Vos dents sont pourries, monsieur, — conclut Landard imperturbable. — Mais votre âme est bien plus pourrie encore. Vos dents, je pourrais vous les soigner. Mais, aussi bien que moi, cent autres de mes confrères vous mettront des crocs en or qui vous permettront de mordre, de dévorer, de ronger... C'est l'intérieur que, chez vous, il faudrait soigner.

— C'est un guet-apens! — s'écrie Daniel Galerne libéré.

— Est-ce moi qui vous y ai attiré?

— Vous aurez bientôt de mes nouvelles...

— A quoi bon ces fanfaronnades? Vous avez prouvé que vous êtes un lâche!

— Je me vengerai!

— Ça, c'est dans vos cordes! Mais vous ne pouvez rien contre moi...

— J'ai assez de relations pour faire le vide dans votre cabinet.

— Chiche! — nargue Landard éclatant de rire. — D'ailleurs, le vide, c'est moi qui le fais quand je le veux. Vous voyez bien puisque je vous chasse... Allons, oust!

Et il montre la porte d'un air si résolu que Daniel Galerne se hâte de la gagner en maugréant des injures.

XVII

Délicate et timide, madame Antoinette Chalaronne est fort troublée de se voir, surtout pour une préoccupation toute personnelle, en visite chez madame Renaison victime d'un groupe d'hommes à qui elle est liée par l'habitude et par ses intérêts de famille.

Belle-sœur de M. Auguste Frelampier, amie de M. Édouard Galerne, elle conserve encore, à cause du rôle que son défunt mari avait eu dans leurs affaires, une part importante de sa fortune en des sociétés où ils sont prépondérants.

Madame Chalaronne n'ignorait rien des persécutions habiles et sournoises qui venaient d'aboutir à la double éviction de Hugues Renaison. C'est en vain que, pour la direction de l'usine, elle était intervenue auprès de son beau-frère Frelampier.

A cause de son effacement et de sa bonne grâce timide, on l'avait toujours tenue pour négligeable. Aussi, une fois de plus, lui avait-on gentiment fait comprendre, avec des sourires d'affable dédain, que son opinion ne comptait pas.

Doucement révoltée par tant d'injustice à l'égard des Renaison, madame Chalaronne s'était sentie gênée, durant cette période de tension, pour les aller voir aussi souvent que d'habitude, et pour prendre part aux réunions où, sans la moindre rancune contre elle, quelques fidèles de leur groupe amical continuaient à l'inviter.

Elle se bornait à d'affectueuses visites solitaires, au cours desquelles, discrètement, elle laissait voir sa tristesse et son blâme. Du moins multipliait-elle ses envois de fleurs à madame Renaison et les gâteries à ses enfants pour leur donner davantage encore le sentiment d'une affection vigilante.

Les Renaison y trouvaient du réconfort. Sans deviner tout ce que madame Chalaronne avait tenté pour faire maintenir l'ingénieur à son poste, ils comprenaient qu'elle réprouvait ces procédés et en ressentait de la peine.

D'ailleurs, sans rien dire, madame Chalaronne agissait, et très heureusement.

En attendant une décision, qui lui coûtait beaucoup, et une démarche pénible pour la douce femme qu'elle était, du moins venait-elle d'obtenir un premier résultat.

Aussi, cette fois, eût-elle été complètement à l'aise chez madame Renaison, à qui elle s'était de plus en plus attachée, si elle n'y était venue en même temps lui demander conseil et appui pour la réalisation d'un vœu tout personnel, et cela dans l'instant qu'elle la savait attristée de soucis.

C'est pourquoi lorsque, fraîche et charmante jusqu'en son inquiétude, Florine entra au salon où elle l'attendait depuis une minute, madame Chalaronne commença par soulager sa conscience en annonçant à la jeune femme :

— Vous savez combien m'a peinée l'attitude de ceux par la faute desquels vous avez du tourment. J'en ai souffert — jusqu'à en rougir — plus que je ne vous l'ai dit, car il m'est pénible d'avoir à parler ainsi de parents et de vieux amis au milieu desquels mon existence s'est écoulée...

— Nous l'avons deviné, — assure Florine, — et nous en sommes bien émus.

— Du moins ai-je silencieusement agi. Et, ce soir, j'ai le soulagement de pouvoir vous dire que j'ai un appartement pour vous.

— Quel bonheur! — s'écrie Florine enchantée... — Ni par relations, ni par les agences, nous n'en trouvions aucun qui fût à notre convenance et dans nos prix. C'était désespérant.

— Celui-là, je puis vous en donner la certitude, sera selon vos besoins et vos ressources.

Ce que madame Chalaronne ne disait pas, c'est que le loyer de cet appartement était à peu près le double de celui d'où les Renaison étaient expulsés et qu'elle avait dû consentir d'assez lourds sacrifices pour décider au départ le locataire actuel.

— Et j'ai d'autres idées en tête, — poursuit madame Chalaronne, — qui, si elles se réalisent, compenseront les brutalités capricieuses dont vous avez à souffrir. Depuis que je ne vous ai vue, chère amie, M. Renaison a-t-il quelque espoir d'une situation digne de lui?

— Pas encore! — avoue tristement Florine.

— Que votre mari cherche en paix. Surtout, ne vous tourmentez ni l'un ni l'autre. C'est toujours une diminution de forces et de chances. Écoutez-moi, et retenez bien ce que je vous dis après longues réflexions : j'ai la certitude que M. Renaison trouvera un intéressant emploi de son activité, de son intelligence. J'ai mon plan. Mais j'espère encore qu'il y réussira par lui-même.

— Que vous êtes bonne de nous apporter ainsi la quiétude!

— Et vous êtes si gentille, — continue madame Chalaronne, — que, maintenant je n'hésite pas à vous parler — je m'excuse de cet égoïsme à travers vos soucis — de moi et de ma fille.

— Je vous en prie! — l'encourage Florine.

— Vous avez vu combien, très vite, nous nous sommes senties attirées vers votre ménage. Vous avez eu la bonne grâce de me donner accès dans votre milieu qui est charmant. Nous y trouvons ce que nous aimons : la douceur, l'affable simplicité...

— Tout de suite vous et votre fille y avez été adoptées. Et nous avons l'agréable impression que vous vous y sentez bien...

— Si bien que Pierrette, pour qui Robert Vendenesse a tant de prévenances, m'a confessé, pas plus tard qu'hier, le goût qu'elle a pour lui.

— Mais ne dit-on pas que mademoiselle Pierrette est depuis longtemps fiancée à M. Daniel Galerne?

— Depuis si longtemps en effet, que cet enfantillage ne correspond plus à aucune réalité! J'ajoute que le caractère de Daniel suffirait pour nous faire rompre ce lien, s'il existait...

— Voilà une confidence qui me soulage!... Ce projet était la seule ombre à notre amitié!

— Quel regret pour moi de ne pas vous avoir renseignée!

— Dites plutôt « rassurée », car je tremblais pour Pierrette!

— Elle a de Daniel une horreur croissante, que les heures passées chez vous et vos amis n'ont fait que préciser...

— Alors, — s'empresse d'avouer Florine, — me voici bien à l'aise pour répondre à votre confidence par une confidence qui vous fera plaisir et enchantera Pierrette. Robert Vendenesse, qui, tout enfant, perdit sa mère et qui n'a pas de sœur, me parle un peu comme il le ferait à l'une ou à l'autre. Il sait que je l'aime beaucoup et il a confiance en moi. Aussi, il y a quelques semaines, m'a-t-il dit son goût et ses sentiments pour votre fille. Il m'a demandé si je croyais que ceux de Pierrette s'accorderaient avec les siens...

— Vous ne l'avez pas découragé, j'espère? — questionne vivement madame Chalaronne.

— Tout au contraire, je lui ai dit que, visiblement, Pierrette semblait heureuse d'être près de lui.

— Il y a déjà longtemps que je m'en aperçois, et l'aveu de ma fille ne m'a rien appris.

— Mais je dois ajouter que Robert, qui est la délicatesse et l'honneur mêmes, a des scrupules. Sans doute, m'a-t-il dit avec une inquiétude fière, mon père, aujourd'hui en plein

succès, gagne de l'argent. Et il se peut que, dans dix ans, je sois moi-même un chirurgien très occupé. Mais madame Chalaronne est immensément riche.

— Cet enthousiaste garçon exagère!

— Et je crains, a-t-il conclu, que cette disproportion ne puisse faire croire à un calcul de ma part.

— Eh bien, je vous en prie, rassurez-le. Plus je vis, moins je crois — du moins pour le bonheur intime — à la prédominance de l'argent.

— Alors que lui dire exactement?

— Qu'il peut sans crainte parler à Pierrette... et, — ajoute-t-elle en souriant, — à sa mère!

XVIII

Introduits dans l'atelier du peintre Vendenesse, monsieur et madame Auguste Frelampier jettent des regards anxieux aux toiles en cours d'exécution sur les chevalets et vers celles qui, attendant d'être reprises, sèchent au pied des murs.

Depuis plusieurs mois, bien avant les injustes mésaventures de Renaison, Vendenesse travaillait aux portraits de ce redoutable spéculateur et de sa femme, vaniteuse et méchante personne dont pourtant Frelampier avait su faire une victime de sa froide cruauté. Néanmoins aux yeux du monde ces deux époux, qui s'empoisonnaient mutuellement par leur fiel mais, en un commun souci de leur rang social, cachaient cet infernal duel de trente ans, passaient pour un ménage uni.

Pour fortifier la légende et par hypocrisie réciproque, ils avaient fait faire en même temps leur portrait par Vendenesse.

Non qu'ils aimassent son talent et son œuvre. Mais, depuis au moins trois ans, Vendenesse était devenu, sans qu'on sût pourquoi, le peintre en vogue. C'était une élégance d'avoir son portrait par lui.

Vendenesse avait eu beaucoup de mal à obtenir de ses deux modèles les séances indispensables. Petit macaque toujours en mouvement et prenant plaisir à se montrer partout, madame Frelampier trouvait difficilement deux heures d'immobilité.

Quant à M. Frelampier, lourd, lent, solennel, ayant toujours l'air de s'être arraché à son lit, par excès de conscience, pour venir apporter ses calmes lumières aux innombrables conseils d'administration qu'il présidait, il était comme ralenti par son omnipotente majesté.

Aussi Vendenesse ne l'avait eu que trois fois sous ses regards, juste le temps d'assez bien connaître sa laideur sournoise pour pouvoir, par pitié et par pudeur, la déguiser. Tout amoureux qu'il fût de la vérité, Vendenesse, charitable, pensait qu'il faut être poli.

C'est en raison de ces séances trop espacées et rares, que, commencés trois mois avant le renvoi de Renaison, plusieurs semaines après ils étaient toujours en cours d'exécution.

Tout semblait bien marcher, même aux dernières séances, durant lesquelles pourtant monsieur et madame Frelampier remarquèrent, dans l'attitude de Vendenesse, une froideur sévère à leur égard et, quant aux portraits, un enlaidissement progressif de leur effigie.

Lors de sa dernière pose, madame Frelampier avait été déconcertée et terrifiée de se voir devenue peu à peu agressivement horrible. Seule, elle n'osa rien dire.

Aussitôt que son mari fut rentré dans leur somptueux hôtel Renaissance — qu'ils s'étaient fait bâtir en 1896 avec chauffage électrique et ascenseurs, etc. — elle l'avait alerté.

Inquiet, mais avec la prudente sourdine qui lui était habituelle, Frelampier avait aussitôt téléphoné à Vendenesse pour lui proposer une nouvelle comparution. Ce n'est pas sans peine qu'il l'avait obtenue, et encore avec un long délai, car, pour faire un portrait vraiment fidèle, Vendenesse n'avait plus rien à apprendre de lui.

Joyeusement scrupuleux, comme il l'était toujours, et jamais satisfait de lui-même, il y retravailla, pour en mieux accentuer le réel caractère, jusqu'au jour de la confrontation.

Lorsque, d'un salon voisin où il peignait une nature morte, il vint rejoindre monsieur et madame Auguste Frelampier, il les trouva inquiets et nerveux, l'un aussi bien que l'autre, en dépit de la domination que le mari s'appliquait à garder sous son air habituel de malade désenchanté.

— Il m'a semblé, — proposa-t-il, sur son doucereux ton

d'hypocrisie, — que vous regrettiez de ne pas avoir de moi une dernière pose. Et, comme je tiens à ce que vous soyez tout à fait content de mon portrait, auquel j'attache une grande importance parce qu'il est de vous, j'ai profité d'une brève accalmie pour vous l'offrir.

— Mille grâces! — répond Vendenesse en s'inclinant avec une politesse un peu narquoise. — Mais au point où j'ai pu les mettre en y travaillant hors de votre présence, ces deux portraits — d'une vérité saisissante — satisfont pleinement ma conscience d'artiste.

— Voulez-vous nous les montrer?

Selon le désir de M. Frelampier, Vendenesse va prendre les deux toiles retournées contre le mur, et les dissimule autant que possible pendant qu'il les installe en des cadres sur deux chevalets au milieu de l'atelier.

Quand tout est bien prêt, il s'écarte avec jubilation pour mieux jouir de l'effet produit.

— Oh! — ne peut retenir, en son épouvante, madame Frelampier qui, très adroitement, achève ce cri dans une déchirante crise de toux.

La dernière fois, elle n'avait regardé que son propre portrait pour lequel elle faisait appel à l'autoritaire rouerie de son époux. Mais depuis cette suprême séance le caractère dont elle s'alarmait s'était encore fâcheusement accentué.

Et voici que lui apparaît un effrayant portrait de son mari, avec son expression la plus secrète d'ambition et de cupidité méchantes, qu'il ne laisse voir que durant les détentes de l'intimité et qu'à l'ordinaire il dissimule sous une apparence de résignation dolente.

M. Frelampier, retrouvant un portrait très différent de celui qu'il avait laissé après la dernière pose, se sent offensé et frémit de colère.

Il refoule son grondement intérieur, s'assied en face des toiles. Puis, après un long silence méditatif, d'une voix très calme, il suggère :

— Maître, vous venez de nous dire que, par scrupule et courtoisie d'artiste qui hésite à déranger ses modèles, vous avez travaillé ces deux portraits hors de notre présence. Ne craignez-vous pas que, votre imagination se substituant à

l'impression toute fraîche, vous n'en ayez tant soit peu transformé le caractère?

— Non! Non! Je suis sûr qu'il est juste et fidèle.

— Ni ma femme ni moi, ne nous reconnaissons.

— C'est sans doute que vous vous connaissez mal!

— Oh! oh! — se dit M. Frelampier, — c'est la guerre!

Et il sent que, avec un homme tel que Vendenesse, résolu et jouant avec rigueur une partie délibérément conduite, il doit, lui aussi, jouer serré.

— Jusqu'à ces derniers temps, — insinue-t-il doucereux, — sans altérer la vérité, ce dont un artiste de votre conscience est incapable, vous aviez plutôt ennobli nos traits...

— Je les avais interprétés dans le sens du caractère que mon idéalisme prête aux grands hommes d'affaires, imaginanatifs et créateurs, d'esprit trop vigoureux pour être mesquins et durs.

— Alors, monsieur? — interroge Frelampier rajustant sa fameuse couverture sur ses jambes qui n'ont jamais connu le froid.

— Alors, à force de regarder, de réfléchir et aussi de me renseigner sur vous...

— Voilà, il me semble, des procédés bien policiers! — grince Frelampier avec un sourire amer.

— Non, simplement psychologiques! — rétablit Vendenesse.

— Et auprès de quelles lumières, cette psychologie, s'il vous plaît?

— Auprès de Renaison et de ses amis qui sont les miens. Pas de meilleure source!

— J'ai compris, monsieur... Pourquoi ne pas vous expliquer plus tôt? Ces caricatures, qui ne sont pas à votre honneur...

— Encore moins au vôtre, je m'en flatte...

— ... ne sont pas nos portraits... et je les refuse!

— Je n'ai jamais eu l'illusion de les voir appendus dans le plus somptueux salon de votre hôtel!

— Je ne vous les paierai pas.

— Vous en ai-je demandé le prix? Je me tiens payé très largement par la joie de vous faire apparaître tel que vous êtes.

— Et je vous défends d'exposer ces fantaisies injurieuses à n'importe quelle exposition!

— Seriez-vous donc encore plus exigeant et tyrannique que je ne supposais? Raisonnons! Parce qu'ils ne correspondent pas à l'idée fausse que vous voulez donner de vous-même, vous refusez arbitrairement deux portraits bien dessinés et bien peints, dont, à vos yeux, le seul défaut est de trop vous ressembler. Je pourrais vous envoyer du papier timbré, et — après un procès retentissant, qui, plaidé par un avocat sarcastique, mettrait les rieurs de mon côté — vous contraindre à les prendre et les payer... Je renonce à cet avantage et me prive de ce malicieux plaisir, qui tournerait à votre confusion. Ils restent donc indiscutablement ma propriété. Et voilà que vous prétendez m'interdire de faire voir ce double laissé-pour-compte qui représente deux de mes meilleures toiles? Cette fois je me rebiffe! Par souci de ma réputation, dont je suis seul juge, je les enverrai au prochain Salon, où j'ai droit à l'une des cimaises les plus en vue.

— Je m'y opposerai!

— Ces morceaux de peinture sont à moi, j'en ferai, où je voudrai, quand je voudrai, ce qui me plaira...

— Nous verrons!

— Tout ce que je puis pour vous, parce que je suis un bon bougre, c'est de ne pas inscrire votre nom au catalogue.

— Quelle générosité!... Vos caricatures offensantes, je les ferai enlever par la police!

— Je vous répète que mes tableaux iront au Salon à moins que...

— A moins que?

— ... d'ici là vous ne fassiez rendre à mon ami Renaison la situation dont vous avez contribué à le frustrer!

Grommelant, traînant derrière lui sa couverture légendaire, M. Frelampier se lève et, précédé de sa femme livide au visage tremblotant d'un frémissement convulsif, sort, avec un air de menace.

XIX

Après son déjeuner, hâtivement pris au sortir de l'hôpital dont il était l'un des médecins et où il appliquait victorieuse-

ment ses méthodes, le Dr Perréon s'accordait quelques instants de repos et de poésie au milieu des fleurs.

Elles lui étaient un enchantement. Leur fraîcheur et leur éclat lui faisaient oublier, pour quelques minutes, les misères quotidiennement offertes à sa bonté savante et secourable. Ses malades, connaissant son adoration pour la pure splendeur des corolles et des thyrses qui perpétuent dans l'âme le printemps et la jeunesse, se faisaient une joie de lui marquer ainsi leur gratitude affectueuse.

Insensible à l'argent, — il n'en réclamait qu'à ceux pouvant payer sans gêne ses soins et ses bienfaits, — le Dr Perréon ne s'opposait pas à ces jolies floraisons de gratitude, car ce qu'il aimait le plus à voir, à sentir, à respirer, c'était l'élan des cœurs.

En ce début d'après-midi le Dr Perréon goûtait une satisfaction d'autant plus vive que, penché chaque matin, à son hôpital, sur les souffrances et les tristesses des pauvres gens, il avait pu constater chez trois d'entre eux l'excellence de ses méthodes.

Il s'attardait à y songer au milieu des fleurs, lorsqu'il se rappela soudain les clients plus fastueux — et aussi les malades de plus humble rang — qui l'attendaient.

Dès qu'il ouvre la porte, l'un d'eux s'élance.

Après avoir écouté le récit de ses afflictions, il l'invite à se dévêtir pour lui permettre une exploration aisée et complète de son anatomie.

Tout en l'interrogeant il le regarde, le palpe, l'ausculte... Bref, en toute conscience, il s'évertue au jeu minutieux qu'exige le premier examen, honnêtement fait, d'un malade jusqu'alors inconnu.

— Rien de grave, — lui dit-il bientôt pour le rassurer... — Un système nerveux forcé et usé prématurément... Un sang appauvri... Quelques troubles ou menaces aux organes les moins solides... Aucun péril... On peut vous améliorer en augmentant votre force de résistance et même vous guérir.

— Oh! docteur, quelle reconnaissance je vous aurai! Et quel bien vous me faites en me rendant l'espoir! Jusqu'à présent les plus illustres médecins ne m'ont pas soulagé...

— Vous m'étonnez. Votre cas est assez simple.

— Vos cures merveilleuses...

— Tout en vous rhabillant, répondez à mes questions pour que je puisse établir votre fiche selon ma méthode d'investigation... D'abord, votre nom? Car je vous avoue que je n'ai pas eu le temps de jeter un coup d'œil sur l'agenda des rendez-vous d'aujourd'hui.

— Ah! vous ne saviez pas qui j'étais!

Le nouveau client du Dr Perréon est froissé et dépité. Si discrètement que ce soit, il le laisse voir. Il croyait que, en raison de son nom, il avait été l'objet d'un examen privilégié.

Affectant un air de dignité froide en essayant de rajuster les boutons de sa chemise, le vaniteux malade se résigne avec mauvaise grâce à dire son nom, et même, feignant par dérision, la modestie, il l'épèle :

— Édouard Galerne... G...a...l...e...r...n...e...

Son orgueil se révolte contre ce qu'il croit être une humiliation. Blessé, l'opulent malade ne résiste pas à mettre sous ses pieds le socle de ses millions.

— Vous savez bien : les grands Établissements de Métallurgie et d'Électricité... La Compagnie des Majestic, Impérial, Royal Palace... La Société des...

— Je vous en prie! — ordonne ironiquement Perréon, — vous savez bien que vous avez le souffle court. Ne vous fatiguez pas inutilement. Je vous connais beaucoup mieux que vous ne pensez.

— Cela me flatte! — concède, en s'adoucissant, M. Galerne dont la vanité est satisfaite...

— Sauf erreur dont je m'excuse, c'est bien vous qui êtes — au moins par votre rôle en d'innombrables et puissants conseils d'administration — l'un des rois des moteurs électriques, l'un des princes des aciéries...

— Votre générosité me comble de trônes et de couronnes, c'est excessif! — proteste Édouard Galerne.

— Eh bien! monsieur, — déclare sur un ton tranquille le Dr Perréon, qui, rejetant sa plume, se redresse contre le dossier de son fauteuil. — Vous êtes un personnage trop couronné pour moi!

M. Édouard Galerne, en train de renouer sa cravate, s'arrête, surpris et déconcerté. Perréon s'explique :

— Où plutôt je viens de découvrir en vous une maladie

dont vous ne vous étiez pas plaint et que l'auscultation ne m'avait pas révélée. Elle est malheureusement trop grave pour que je la puisse guérir : une maladie de cœur... Maladie invétérée... Déficience vraiment considérable et menaçante!...

— Je ne comprends pas, — balbutie M. Galerne atterré. — Il n'y a qu'un instant, vous me rassuriez...

— Ainsi c'est vous, monsieur, — poursuit sévèrement le docteur, — qui avez chassé de son appartement mon ami Hugues Renaison, un héros de la guerre, pour installer à sa place votre fils qui fut... tout le contraire.

— Je n'ai pas de comptes à vous rendre. Je tiens pourtant à vous répondre que vous ignorez les fautes professionnelles commises par M. Renaison et qui furent lourdement préjudiciables aux intérêts dont il avait la gestion...

— Ce sont des décisions que, tous ensemble, vous avez prises avec lui...

— Sur ses conseils!

— Si la spéculation — dont vous êtes aussi l'un des animateurs les plus astucieux — n'avait pas momentanément donné tort à ses sages prévisions, c'est vous et vos compères qui en auriez eu tous les bénéfices...

— Vous avez une singulière idée de la conduite de nos grandes affaires!...

— En tout cas je la tiens pour bonne et je me refuse à vous soigner. Votre cœur est trop misérable! Pourtant il ne me fait pas pitié. D'ailleurs la guérison ne dépend que de vous-même. Quant à vos autres misères, je consentirais à les soigner malgré ma répulsion pour vous... Mais, comme je vous l'ai dit lorsque je ne vous savais pas le complice de toutes ces bassesses, à Paris plus de cent médecins y peuvent très convenablement remédier. Donc aucun scrupule de conscience professionnelle et d'humanité ne m'empêche de vous mettre à la porte de chez moi...

— Monsieur! — proteste M. Édouard Galerne relaçant ses bottines...

— Prenez vos nippes et disparaissez dans la pièce voisine! Je n'ai pas une minute de plus à perdre avec vous...

— Monsieur, je n'ai pas l'habitude de m'entendre parler ainsi...

— Tenez-vous essentiellement à ce que je vous fasse jeter sur l'escalier dans l'état où vous êtes?

Il y avait trente ans que, riche et puissant, c'est-à-dire considéré, ménagé, flagorné, M. Édouard Galerne ne s'était vu mettre à la porte de nulle part. Bien qu'elle lui rappelât sa jeunesse, cette mésaventure le désobligeait fort.

En ramassant ses bretelles, son gilet et son veston, il se promit de se venger. Et, chargé de sa garde-robe, il passa avec un regard de haine et de défi devant le Dr Perréon sardonique.

XX

— Ma parole, ma chère Antoinette, vous perdez la raison! — gronde M. Auguste Frelampier.

Il est surpris et furieux de la fermeté tranquille avec laquelle sa belle-sœur, madame Antoinette Chalaronne, jusqu'alors si soumise à ses directions qu'il la jugeait insignifiante, vient de lui annoncer son intention de vendre ses actions dans les diverses affaires de son groupe.

— Pour la meilleure part votre fortune est en nos affaires excellentes et de tout repos où votre mari, associant ses efforts aux nôtres, l'a gagnée. Ces affaires, c'est lui qui, avec nous, les fonda. Après sa mort nous n'avons pu que les développer selon les méthodes établies par lui comme par nous. Vous touchez sans aucun risque de gros dividendes. En même temps votre portefeuille s'accroît. Et vous vous retirerez? C'est de la démence!

— Je vous ai donné mes raisons.

— Aucune d'elles n'est valable.

— Et j'ai eu le souci — auquel vous devez rendre hommage — de ne pas vendre mes actions à des étrangers.

— C'eût été le comble!

— J'ai préféré d'abord vous les offrir...

— Vous pensez bien qu'il nous est facile de vous les acheter.

— Je n'en veux d'ailleurs vendre que pour 5 ou 6 millions.

— Notre groupe est aujourd'hui trop puissant pour avoir besoin de vos fonds. En parlant ainsi c'est vous seule que je défends... Vous êtes mal conseillée.

— Personne ne me conseille.

— Alors je le regrette pour vous. Car vous êtes en train, permettez-moi de vous le dire affectueusement, de commettre une sottise. Vous vous séparez d'un faisceau de forces qui depuis plus de trente ans sont victorieusement unies. Quelle faute! Sans compter qu'on peut l'interpréter comme un reniement!

M. Auguste Frelampier, feignant d'être terrassé par une crise de toux, avait dit cette dernière phrase d'une voix si indistincte que madame Chalaronne put faire semblant de ne l'avoir point entendue, afin de s'épargner d'y répondre. M. Frelampier en fut donc pour sa vaine comédie d'exténuement et de suffocation.

Longtemps madame Chalaronne avait hésité devant cette démarche qui, malgré son désir de sauver les apparences et de maintenir le lien familial, équivalait à une rupture.

La double injustice dont les Renaison, désormais ses amis les plus intimes, venaient d'être brutalement victimes, l'avait chagrinée et révoltée.

Quelle humiliation de se dire que cette vengeance sournoise s'était accomplie par la volonté des dirigeants d'un groupe où elle avait tant d'intérêts, et, par conséquent, presque en son nom!

Après plusieurs semaines de méditations et de luttes, sa conscience lui dicta le devoir de rompre toute solidarité avec les fauteurs de ces vilenies dont elle savait les causes secrètes.

En outre, sûre des mérites industriels de Renaison, c'est à son effort qu'elle entendait s'associer désormais, s'il ne trouvait pas, dans une affaire déjà existante, l'emploi de son activité et de sa clairvoyance.

Confiante en lui, elle avait une assez grosse fortune pour en mettre une part à sa disposition et risquer une diminution de ses revenus. Pierrette, sa seule héritière, l'approuvait.

Voilà pourquoi, ce matin-là, elle était venue affronter chez lui le haletant et geignard M. Auguste Frelampier.

Quelle émotion lorsque, d'une voix craintive, elle commença de s'expliquer! M. Frelampier, qui l'avait toujours tenue pour une personne négligeable, crut que, en trois coups de boutoir, il allait la faire rentrer humblement dans l'ombre.

Mais, à sa grande stupeur, madame Chalaronne, calme et résolue, tint bon.

— Votre retraite a tout l'air d'un reniement. Parlons net! Qu'est-ce qui vous pousse?

Et des plis de sa couverture M. Frelampier, à tête de vieux poisson demi-mort, se redresse soudain comme une vipère sifflante.

Madame Chalaronne en est terrifiée. Mais elle ne lâche pas. Et, puisqu'on la contraint, la tendre femme avoue, d'un air douloureux, son écœurement et sa réprobation.

— Ah! Ah! — ricane Frelampier... — J'aurais dû m'en douter. Ce sont les Renaison qui vous poussent. Ce prétentieux incapable et cette rouée qui joue l'innocente!

— Leur désintéressement égale leur délicatesse.

— Comme ils vous ont fascinée! Ah! vous êtes entre bonnes mains. Alors c'est pour eux que vous faites argent de vos titres? Mes compliments et mes vœux. A la bonne heure! Voilà une amitié solide! Elle a une fière dose de confiance et même d'illusions! Enfin, ce sera comme vous voudrez. Je ne puis vous empêcher de vous ruiner. Je n'en ai pas le pouvoir. Du moins vous ai-je crié « gare! »

Désireuse d'écourter cet entretien pénible, madame Chalaronne se borne à préciser :

— Alors, je puis compter que vous et votre groupe acquerrez les deux tiers de mes actions? Il est inutile que je les fasse vendre à la Bourse?

— Vous pensez bien que nous entendons rester les maîtres de nos affaires! Elles sont si bonnes et si sûres que nous ne pouvons que vous remercier de nous abandonner votre paquet. Convenu! D'ici huit jours les fonds seront à votre disposition. Maintenant, puisque vous quittez notre port pour la haute mer battue par les vents, il ne me reste qu'à vous souhaiter bonne chance dans vos aventures.

XXI

Avec quelle joie madame Chalaronne vint, une quinzaine plus tard, annoncer à Florine Renaison le désir d'aider son mari à fonder une usine de moteurs à moyenne puissance pour

l'aviation et les autos, et de légers accumulateurs transportables qu'il pourra exploiter en utilisant des brevets naguère pris par lui.

Hugues Renaison s'était décidé à cette création après avoir vainement cherché, en diverses sociétés existantes, un poste de directeur analogue à celui dont il venait d'être frustré.

Cette éviction, dont ses ennemis avaient ébruité les prétextes, l'alourdissait d'un fort handicap pour un nouveau départ. Et, malgré l'indemnité de congédiement prévue à son contrat, qui lui assurait quelques mois de vie, il commençait à s'alarmer du discrédit industriel qu'une malveillance rancunière jetait sur lui.

C'est pourquoi, clairvoyant et résolu, il avait entrevu le moyen de faire prospérer une telle usine, fonctionnant selon ses méthodes.

Le Dr Perréon, à qui tout naturellement il s'était ouvert de ses angoisses, puis de ses projets et de ses espoirs, lui avait offert une commandite. Il se targuait même de la faire compléter par certains de ses riches malades. Et il s'y employait avec des chances de réussite.

De son côté le peintre Vendenesse, qui n'avait plus sous ses pinceaux que des figures de fastueux personnages payant le prix fort, mettait, avec une égale confiance, à la disposition de Renaison, la même somme que Perréon.

Mais ces précieux témoignages d'amitié ne représentaient que quelques centaines de mille francs, en attendant la réalisation encore incertaine des espoirs de l'optimiste et cordial Perréon.

On imagine donc l'émotion et l'allégresse des Renaison lorsque madame Chalaronne leur annonça qu'elle apportait les sommes nécessaires pour outiller son usine dans les bâtiments sur lesquels Hugues avait jeté son dévolu.

La foi qu'ainsi on témoignait en ses mérites d'ingénieur et d'administrateur augmentait sa confiance en lui-même et, partant, sa force d'action.

Maintenant voici la résurrection! Avec quelle flamme, tout de suite, se met-il à réaliser pratiquement, par la brique, le métal et le verre, la bâtisse qu'il a conçue pour l'installation des machines et des tours.

XXII

Un matin qui suivit cette journée d'espérance, le Dr Perréon reçut cet appel, de l'abbé Sermages, paternel missionnaire de la banlieue rouge, où il faisait aimer l'*Évangile* par sa manière humaine, cordiale et simple de le pratiquer :

Mon cher Docteur miracle,

Je vous appelle ainsi à cause de toutes les prodigieuses guérisons que fait votre science divinatrice. Si mécréant que vous soyez — et vous pensez bien que je le déplore en priant pour vous — vous ne m'empêcherez pas de vous dire que c'est sous l'inspiration de Dieu. Vous vous rappelez le mot magnifique d'humilité chrétienne de votre illustre aîné Ambroise Paré : « Je le pansai. Dieu le guérit. »

Je connais votre bonté pour tout le monde, surtout pour les petites gens et les pauvres. Vous m'en avez donné maintes preuves, sans même permettre qu'on eût l'air de s'en apercevoir et qu'on vous remerciât. Ah! Quel bourru bienfaisant vous êtes!

Récemment encore vous m'avez répété : « Ma vie est splendide, mais infernale. Allant sans répit de mon hôpital et de mes consultations à mes recherches personnelles, je guéris, et je travaille pour guérir davantage. Ma seule détente c'est, de loin en loin, une heure d'amitié chez Vendenesse, les Renaison ou tout autre de notre bande. Ma porte est assaillie jusqu'à onze heures du soir. J'en crève. Mais, que voulez-vous, c'est ma vie.

» N'empêche, avez-vous ajouté, que si, parmi vos guenilles et vos réfractaires, vous voyez quelques pauvres bougres abandonnés de tous, faites-moi signe. J'accourrai. » Voilà ce que vous m'avez dit.

Ainsi encouragé, je fais appel à votre cœur. Dans ma paroisse — ou plutôt dans les maisonnettes éparses dans la boue autour de mon église en bois — il y a beaucoup de souffrances. La grève dont je vous ai parlé, et que des maladresses ont enfiévrée, se prolonge et s'envenime. La misère qui en résulte engendre des maladies. En raison de la pauvreté grandissante on les soigne mal. Et les services d'assistance sont si défectueux! Les médecins de par ici sont surmenés. Puis il y a des cas mystérieux et graves qui les dépassent. Dans cette détresse et cette incurie on meurt trop. Les angoisses, les deuils avivent l'exaspération.

Mes secours moraux ne peuvent rien contre elle. Je sens que l'on m'en veut plutôt de mon impuissance à conjurer la souffrance et à fléchir ce jeune Bernard Frelampier, l'inflexible et cassant administrateur délégué de la Société Métallurgique. On le tient pour responsable de cette interminable grève et on l'exècre de plus en plus. Agacé par mes démarches de conciliation, il refuse désormais de me recevoir.

Hier, au sortir d'une réunion publique où les agitateurs ont parlé

plus violemment encore que d'habitude, les grévistes se sont promenés autour des maisons en criant : « A mort, Frelampier ! »

Hélas ! ici, en ce moment, ce n'est pas l'humanité, la charité, l'amour qui triomphent ! Mais je ne me reconnais pas vaincu. Je continue à me battre pour faire apparaître leur force et leur noblesse. Je suis médecin, potard, infirmier, dame de charité, collecteur et distributeur de vivres, moine mendiant et prêcheur de paix.

Il y a des malades aux maux indéfinis, des enfants qui dépérissent. Ni les médecins de nos parages, ni moi, ne pouvons rien pour les soulager. Alors, dans cette atmosphère de tempête où j'ai confusément peur de je ne sais quelle catastrophe, je vous appelle à mon secours.

Accourez, je vous en supplie. Penchée sur le mal, votre clairvoyance discernera les causes profondes et secrètes qui échappent à la plupart des autres. Il y a des femmes, des enfants, de pauvres gens à sauver. Venez soulager la souffrance. Venez guérir le mal. Venez combattre la mort. Dans ce heurt des intérêts matériels qui durement s'opposent, faites apparaître les bienfaits de l'esprit et du cœur.

Mon grand ami charitable et désintéressé, je vous attends.

Quarante-huit heures après, s'étant libéré pour tout un après-midi de ses consultations, le Dr Perréon partait pour le boueux chaos de la banlieue écarlate — où l'abbé Sermages, en parfait accord même avec ses amis socialistes et mécréants, comme lui fraternels, pratiquait la charité chrétienne beaucoup plus que, pour l'instant, il ne réussissait à l'enseigner. Son exemple tenait lieu de prédication.

Ayant installé son quartier général dans la « cure » de l'abbé Sermages, simple rez-de-chaussée en briques, il se hâta de courir au chevet des plus malades, incapables de se traîner jusqu'à lui, pour essayer de découvrir, à travers leurs plaintes et leurs explications confuses, la vraie nature de leurs misères.

— Tenez, l'abbé, — dit-il en sortant de la première cahute, où il a douloureusement senti la détresse et le découragement, — voilà quinze cents francs pour acheter des remèdes à vos éclopés et leur donner un peu de douceur et d'espérance... Drôles de paroissiens que vous avez là !

Conduit par l'abbé Sermages qui, dans la boue liquide des chemins et sous une pluie fine rendant plus glissante cette glaise, marchait avec prestesse comme sur une route empierrée, Perréon traînait de maison en maison ses chaussures lourdement chargées de terre.

Au sortir d'une baraque, où il a entrevu le moyen de guérir un véritable déchet humain, il aperçoit des gens qui s'interpellent avec des gestes de colère. L'abbé s'en inquiéterait s'il en avait le loisir. Mais il ne songe qu'à profiter de la présence du docteur pour lui montrer ses autres affligés, stropiats et cachexiques. Le temps presse. Encore deux grabataires à voir. Et les autres malades qui, encore capables de se mouvoir, ont été convoqués par lui au presbytère, doivent déjà y attendre le thérapeute au grand cœur, qui sait guérir.

Lorsque le médecin et le prêtre sortent de la dernière maison où geignait de la souffrance, ils constatent que, en un quart d'heure, l'agitation s'est beaucoup accrue. Regards furieux, propos violents, gestes de menace...

L'abbé Sermages s'alarme. Avisant une femme solitaire pour qui sa bonté fut naguère secourable, il l'interroge discrètement, à mi-voix :

— Qu'y a-t-il?

— Il y a que le loup-cervier a eu le toupet de reparaître, — répond-elle, — ... et encore dans sa voiture éclaboussante... avec un air de bravade...

Se hâtant vers la cure, l'abbé Sermages explique au Dr Perréon que c'est le nom donné par les grévistes au dur et provoquant Bernard Frelampier, lorsqu'ils ne l'appellent pas l'hyène ou le requin.

— Quelle imprudence! — murmure-t-il à voix basse, pour Perréon... — Dans une pareille atmosphère de bataille!... Les têtes sont si montées!

Comme il aperçoit un peu à l'écart, en route vers un rassemblement, des ouvriers chez lesquels il a eu l'occasion de faire récemment un peu de bien, il leur demande :

— A-t-il annoncé une communication?... Convoqué vos délégués?

— Rien! Il nous nargue, voilà tout!

Perréon s'étonne :

— En tout cas ce jeune homme a du cran! — remarque-t-il. — Ou c'est de l'inconscience, car une telle promenade n'est pas de tout repos...

Et voici le médecin à la cure. Pendant une heure il percute des thorax et des dos, écoute des cœurs battre et souffler des

poumons, palpe des viscères et fait tressauter le réflexe des nerfs, revigore des âmes en panne et des corps dolents.

Avec son attention divinatrice et jamais lasse il venait de lire, dans les organes du dernier malade, le secret de sa douleur, lorsque, soudain, les groupes jusqu'alors épars s'amassent sur la route que les automobiles, venant de l'usine, doivent nécessairement suivre pour regagner Paris.

La trique au point, ces hommes se sentent plus forts de leur cohésion et de leur nombre accru. En outre la marche résolue qu'ils viennent de faire côte à côte pour se masser à ce tournant les a surexcités. Ils vocifèrent, ricanent, s'entraînent aux cris par des gestes de colère.

Sûrs que la limousine du jeune Frelampier s'élancera inévitablement sur cette chaussée, ils sont venus là pour le saluer à leur façon. Sans doute cette façon sera-t-elle peu amène, car ils lui reprochent sa dureté et sa hauteur. Ils l'accusent de leurs souffrances. Puis, quel besoin avait-il de les provoquer par son inutile apparition, s'il n'a rien à dire, s'il n'est pas venu pour un nouvel entretien avec leurs délégués?

Même parmi les plus échauffés, personne ne songe à des violences, à un acte de vengeance.

Mais sait-on jamais quelles brutalités la soudaine fureur d'une foule peut inspirer?

L'abbé Sermages a le pressentiment de la ruée possible. Il s'élance pour l'éviter en courant à la rencontre de l'automobile. S'il la trouve à temps, il l'arrêtera en se mettant devant elle pour supplier le sportif, le crâneur Bernard Frelampier de rétrograder jusqu'à l'usine d'où, la nuit venue, il pourra sans risques s'échapper par des chemins de traverse.

Trop tard, hélas! Tandis qu'il adjure les grévistes de se disperser, l'auto débouche, à pleins gaz, du tournant. A la vue de cette masse d'hommes hurlant et gesticulant, Frelampier ordonne à son chauffeur de donner toute la vitesse, comme il l'eût fait pour passer à travers des flammes obstruant la route. Cette accélération même, qu'ils jugent insolente, exaspère les ouvriers. L'instinct de la conservation les fait s'écarter. Mais les insultes pleuvent et les gourdins sont brandis en l'air.

Soudain, assourdi par les clameurs, affolé, tremblant pour sa vie, le chauffeur n'est plus maître de ses nerfs. Il fait une embardée qui, à cette vitesse de course, sur un sol glissant, est terrible.

La limousine s'écrase contre un mur et capote.

De ses débris on retire le chauffeur avec un bras cassé et gémissant de douleurs internes. Néanmoins, après un premier pansement sommaire, on le juge en état d'être transporté jusqu'au plus proche hôpital de Paris.

Bernard Frelampier, lui, perd son sang par vingt blessures. Ce n'est plus qu'un corps inanimé. Cependant il respire. Peut-être la lutte pour le sauver n'est-elle pas vaine? Le Dr Perréon s'y emploie de toute son énergie. Avec les drogues, l'ouate et les quelques instruments très usuels qu'il a mis dans sa voiture pour cette exceptionnelle randonnée médicale, il arrête l'hémorragie, panse les plaies, essaie de ranimer le malade qui soupire, mais reste inconscient; il explore les membres et les côtes pour découvrir les fractures, ligotte et immobilise entre des planchettes les deux fémurs brisés.

Malgré frictions et breuvages pour lui rendre le sentiment de la vie, Bernard Frelampier ne reprend toujours pas connaissance. Pour l'extraire de la carrosserie éventrée, sous le poids du châssis, il a fallu de longs efforts pendant lesquels, par de profondes déchirures, trop de sang a coulé.

Au bout de quelques heures, le Dr Perréon estime que, désormais, le seul espoir de salut est la rapide transfusion d'un sang vigoureux dans ce corps inerte et déchiqueté.

L'abbé Sermages est le plus jeune des hommes présents. Il s'offre. Perréon accepte le don qu'il fait de lui-même. Le merveilleux sauvetage s'accomplit.

Lorsque, tard dans la nuit, arrivent les parents de Bernard, avertis dès qu'on y put penser, le jeune homme les accueille d'un léger sourire et, entre ses bandeaux, murmure à leur intention quelques paroles qu'il veut rassurantes.

Jusqu'au matin, vigilant, attentif au pouls, à la respiration, à la température du blessé, prompt aux initiatives qui vivifient et soulagent, le Dr Perréon se tint au chevet de Bernard. Il ne le quitte qu'après l'arrivée du médecin habituel de la

famille Frelampier en compagnie d'un chirurgien mobilisé par lui, et d'une infirmière.

Dans le rapide conseil de sauvetage qu'ensemble ils tiennent après un nouvel examen du malade, les arrivants reconnaissent que, comme l'a jugé Perréon, le malade est trop faible et trop meurtri pour qu'on risque le transport chez ses parents ou à une clinique.

Si gênant que cela soit pour la visite quotidienne des médecins, on est contraint de laisser provisoirement Bernard sous la garde de l'infirmière, dans la chambre de l'abbé Sermages. Le prêtre se réfugie dans son cabinet de travail où il se fait dresser un lit de camp.

Le blessé y est d'ailleurs fort bien, dans le calme, une extrême propreté et une sereine lumière. Il est entouré des soins les plus délicats. Et la discrète, l'affable compagnie du prêtre, à l'âme jeune et gaie, avive en son cœnr une confiance qui contribue à lui rendre des forces.

Bientôt il en a assez pour qu'on puisse entrevoir son prochain retour à Paris. Mais Bernard s'accommode si parfaitement de cette halte dans une atmosphère enjouée et paisible, où il est délicieux de renaître à la vie, qu'il exprime le vœu d'y attendre encore un peu sa vraie convalescence.

Sa mère qui, tous les jours, vient passer plusieurs heures près de lui, s'émerveille de ce rafraîchissement, de cette détente. Elle ne peut qu'approuver ce vœu, auquel les médecins ne s'opposent pas. Désormais, ils n'ont plus d'inquiétude pour la vie et la santé de Bernard.

Fidèle à son habitude de ne pas être importun, l'abbé Sermages se garde bien de lui parler religion. Mais dès que Bernard eut la force d'écouter son hôte, le prêtre l'entretint de tout ce qui pouvait le mieux l'acheminer vers la douceur.

Mieux encore que les paroles du missionnaire de la banlieue rouge, tout ce qu'il gardait de sérénité, de fraîcheur joviale agissait sur Bernard.

Dans sa souffrance, un monde nouveau, dont il ne soupçonnait même pas l'enchantement, vient de s'ouvrir à celui-ci.

Sur une des âmes les plus rebelles, les forces d'amour exercent leur attraction.

Lorsque après ce bain de douceur, notre forcené de naguère regagna Paris, à tous ceux qui le virent il parut transfiguré.

XXIII

A la nouvelle que, pour permettre à Hugues Renaison de créer une fabrique, madame Chalaronne vendait les deux tiers des actions possédées par elle dans les affaires de ses parents et de ses amis, l'émotion avait été vive dans leur groupe.

Le rachat de ses titres, pour lesquelles elle leur offrait la préemption, ne les gênait certes pas. En cinq minutes ils les répartirent entre eux. Mais ce retrait leur était désagréable, car, joueurs heureux, ils avaient comme une superstition de l'unanime fidélité à leur équipe toujours victorieuse.

Ils se montrèrent tout à fait blessés et furieux lorsqu'ils apprirent par le faux valétudinaire Frelampier, le grand homme de leur bande, l'intention de blâme et de réprobation qui, par surcroît, s'attachait à ce départ.

Et bien autrement vive fut la colère lorsqu'on sut que madame Chalaronne avait écrit à M. Édouard Galerne que, interprète des goûts et des sentiments de sa fille Pierrette, on devait renoncer à lui voir épouser Daniel, son fils.

C'était, disait-elle, une prévision puérile qu'on avait trop longtemps répétée par aimable jeu, depuis leur enfance, mais qui pouvait nuire à Pierrette puisque, évidemment, elle ne correspondait, chez les deux jeunes gens, à aucune réalité d'amour ni d'intention nuptiale. Depuis, poursuivait-elle, qu'ils sont en âge de penser à la réalisation de cette idée maintenue par habitude, entre eux aucun mot de tendresse. Et elle ajoutait : « Mon devoir de mère est de mettre un terme à ce vague et lointain projet, que beaucoup de gens croient plus précis et qui peut gêner l'avenir de ma fille. Je tiens donc à bien établir qu'elle ne fut jamais sérieusement la fiancée de Daniel et qu'elle est entièrement libre. »

En lutteur avisé qui ne s'obstine pas inutilement devant les obstacles et qui, sous les mots, devine les secrètes raisons, M. Édouard Galerne conclut :

— Elle a changé de milieu. Une autre atmosphère... Des influences différentes... Des idées et des goûts nouveaux...

Il y a du Renaison dans cette rupture. Nous ne tarderons pas à entendre parler de fiançailles.

Au surplus il ne s'étonnait ni, au fond, n'était fâché de ce camouflet à son fils, du moins pour la part qui lui était personnelle. Même, s'il n'y avait pas eu l'offense à la firme, au groupe, l'improbation de ses actes et un reniement du passé, il se fût plutôt réjoui d'une déconvenue particulièrement blessante pour Daniel.

Jusqu'alors ce n'étaient encore que caprices et parti pris de femme influençable. Mais voici bientôt que des hommes d'affaires sérieux, solidement installés et réputés, passent du côté de Renaison.

MM. Frelampier, Galerne, de Guivre et autres rongeurs de ce groupe viennent d'acquérir la preuve que M. Prosper Neussargues, un véritable capitaine d'industrie celui-là, un organisateur qui a lui-même conçu, créé, dirigé de puissantes manufactures, devient aussi, avec des capitaux impressionnants, le commanditaire de Renaison.

Naguère, en des discussions d'intérêts où ils se sont trouvés face à face, M. Neussargues a pu apprécier l'intelligence, le bon sens, la volonté forte et calme de Renaison. Et il regrettait qu'il ne fût pas à la tête d'une de ses affaires.

Apprenant son désaccord avec le groupe Frelampier, — pour lequel ce créateur de richesses ne ressentait aucune estime, — et bien que ne pouvant offrir à l'ingénieur aucun poste digne de lui, il l'avait prié de le venir voir. Renaison lui exposa ses projets, les ressources dont il disposait pour les réaliser, en fit apparaître les développements possibles.

C'est alors que, intéressé, conquis, le clairvoyant industriel qu'était Neussargues, lui offrit sa commandite.

Très utile en raison de l'ampleur qu'elle permettait de donner à l'entreprise projetée, l'appui d'un tel homme était moralement tout à fait précieux. Il lavait Renaison des reproches d'incapacité que ses adversaires s'étaient mis à propager contre lui.

Aussi, dès qu'il en eut la nouvelle sûre, le fallacieux égrotant Auguste Frelampier se démena-t-il dans la couverture qui faisait partie de son attirail de guerre, pour réunir d'urgence les plus habituels compagnons de ses rafles.

Naturellement la jeune bande, celle des fils, neveux, cousins et continuateurs de tout acabit, avait été appelée à ce conseil de guerre. A défaut de lucidité, de sagesse, de compétence, Daniel Galerne y avait apporté sa hargne et ses rancunes.

Et s'appuyant encore sur des béquilles, son ami Bernard Frelampier — qui, depuis son retour, commençait à l'inquiéter par certaines billevesées généreuses— s'y était fait conduire.

— Il ne faut pas se le dissimuler, — expose M. Auguste Frelampier, — c'est une redoutable force qui se dresse contre nous.

— Incontestablement! — approuve M. Édouard Galerne, qui avait le goût des longs adverbes lourdement vertébrés.

— L'argent de madame Chalaronne!

— L'argent de M. Vendenesse!

— Que ce soit la guerre sans merci contre la transfuge madame Chalaronne, et contre sa fille qui se permettent de nous désapprouver, contre Renaison, leur mauvais génie, et sa séquelle!

Alors, entre ces paroles irritées et grondantes, une voix douce s'élève. C'est celle de Bernard Frelampier.

Comme son air et son ton sont changés!

Il a vu de près la mort. Et, pendant plusieurs semaines, il a vécu dans une atmosphère de quiétude et de bonté, propice aux méditations rédemptrices.

Sa sérénité, son effort de compréhension le rendent méconnaissable à ses proches.

— Laissez-moi vous dire, avec beaucoup d'amitié, — commence-t-il, — que je ne suis pas de votre avis. Il faut essayer de vaincre ses habitudes d'esprit pour comprendre les autres. Il faut respecter leurs idées et leurs sentiments. Il faut vivre généreusement et avec le souci de la justice.

— Bon! Voilà qu'ils ont encore mis le grappin sur celui-là! — murmure M. Édouard Galerne.

Malgré la surprise courroucée et le glacial accueil de l'auditoire, Bernard Frelampier poursuit :

— On ne commande pas à ses sentiments. Chacun aime et se marie selon les impulsions de son cœur. Nous n'y pouvons rien. Chacun a le droit de vivre et de travailler comme

il lui plaît. Laissons donc M. Renaison courir librement sa chance. D'ailleurs, à son sujet, vraiment, n'avons-nous rien à nous reprocher?

— Bernard! — interrompt M. Auguste Frelampier... — Tu vas trop loin.

— N'avez-vous pas votre part dans toute nos décisions? — rappelle un assistant.

— Et encore vous ne nous trouviez jamais assez durs! — insiste un autre.

— J'avais tort! — avoue fermement Bernard.

— Et c'est vous qui, par votre rudesse, nous avez valu cette longue grève dont, seule, l'émotion de votre mort possible nous a permis de sortir...

— Je ne voyais pas assez la peine des hommes. Maintenant j'ai réfléchi. C'est parce qu'elle m'apparaît que j'ai une autre conception de la vie et que je préconise la douceur.

Ordinairement impitoyables, les membres du Conseil feignent la pitié :

— Nous avons les plus grands égards pour vos souffrances! — assurent-ils sous des formes diverses, chacun selon son tempérament.

Ils se sentent unanimement d'accord pour se concerter, hors la présence d'un tel dément, sur les mesures de préservation à prendre.

Et, entre eux, à voix basse, ils échangent des propos où le mépris s'allie à la compassion :

— Il est complètement fou!

— Pauvre garçon! Moi qui le croyais rétabli.

— Son cerveau reste bien débile!

Plus indulgent mais non moins déconcerté, M. Auguste Frelampier, son père, pense :

— Une cure de quelques semaines à la fameuse maison de Rueil. Et il n'y paraîtra plus!

Pour tous, il était anormal qu'on pût de sang-froid, et dans le plein usage de sa raison, concevoir et prononcer d'aussi baroques propos.

Bien que guéri en apparence, jamais Bernard Frelampier ne leur a semblé plus malade.

Dès lors, par une entente tacite et unanime, — naturelle-

ment à l'écart du vénérable père humilié, — il est rayé de la liste des gens sérieux.

XXIV

Avant de quitter l'appartement d'où ils étaient expulsés, Hugues et Florine Renaison voulurent se donner le plaisir d'organiser chez eux une dernière réunion pour fêter les fiançailles de Pierrette Chalaronne et de Robert Vendenesse. Elles symbolisaient gracieusement, dans l'espérance et l'allégresse, la victoire de l'esprit et du cœur sur les forces mauvaises.

Aussi, malgré la mélancolie de l'imminent départ loin de ce logis où Hugues et Florine ont été si tendrement heureux, quelle joie dans la maison, toute radieuse de fleurs, avant même l'arrivée des amis attendus!

Déjà leurs trois petits et les quatre neveux orphelins, que Renaison mêlait le plus possible à ses propres enfants, gambadaient autour des gerbes qu'on disposait dans les vases.

Profitant de ce tohu-bohu joyeux, qui n'allait pas sans quelque désordre dans le service, le flasque Laurent Scalde — qui finissait toujours par se glisser là où il voulait entrer — réussit à se faire entr'ouvrir la porte de cette maison en liesse.

Ce famélique intermédiaire avait l'habitude des démarches risquées. Lorsqu'il sonnait à certaines portes, il ne savait jamais s'il serait reçu. Aussi, même lorsqu'un valet ou une femme de chambre refusait de l'introduire, il pratiquait la rouerie de s'attarder en inutiles palabres dans l'antichambre, avec l'espoir de voir surgir d'une porte, brusquement ouverte par mégarde, la personne même qu'il voulait approcher.

C'est ce qui se produisit. Hugues Renaison avait bien entendu le timbre de l'antichambre retentir. Mais croyant l'intrus depuis longtemps refoulé, il était tombé sur Laurent Scalde. Courtois, il dut se résigner à le subir.

Dès qu'il l'eut fait entrer dans son cabinet, notre obséquieux visiteur, roulant ses yeux bovins dans son visage graisseux, balbutia ses offres de service en ponctuant ses bavardages de ses meuglements accoutumés.

— Meung! Meung!... — profère-t-il pour relier ses bouts

de phrase essoufflées. — J'ai eu vent de vos projets. Énorme affaire. Magnifique avenir.

Amusé, Hugues Renaison accepte ce prélude en fanfare comme un précieux signe de succès. Du moment que Laurent Scalde vient à lui, c'est que les prévisions sont en sa faveur et qu'il subodore des parfums d'argent.

— Meung! — enchaîne-t-il en hâte par crainte de se voir couper la parole... — Je ne suis pas un mauvais bougre. Si, à ma grande tristesse, je vous ai atteint par ricochet, ce n'est pas contre vous que mes lacets furent tendus. Mais je n'ai pas à me louer de Frelampier, Galerne et C°... Je les avais aidés... Plus que vous ne pouvez imaginer... Meung!... Dès qu'ils crurent pouvoir être assez forts pour se passer de moi, m'ont plaqué... Pas chic!... Alors... Meung!... J'ai voulu leur montrer ma force. Ils ont écopé, et je m'en flatte. Maintenant je vous apporte mon influence et la mets à votre service. Je vous dois une revanche...

— Très touché! — remercie Renaison avec politesse et prudence.

— Vous paraissez sceptique, — poursuit Laurent Scalde s'essoufflant davantage afin d'être persuasif. — Je ne prétends pas à une reconnaissance éperdue avant d'avoir agi. Mes moyens d'action?... Vingt ans de négociations et d'expériences... le Palais...

Il n'avait fait qu'y paraître, afin de se donner une contenance. Et vite, comme il n'y pouvait jouer aucun rôle, il s'en était évadé afin de n'avoir aucune gêne dans ses manigances suspectes. Mais de ce rapide passage il se servait adroitement. Et avec quelle lourde emphase il parlait du Palais! C'est sur le même ton solennel qu'il exagérait l'importance du périodique où il amorçait de discrets et profitables chantages...

— La Presse!... Mes amis politiques!... Tout un faisceau de leviers que je mets à votre disposition.

— Merci!... Bien obligé!... — répond évasivement Renaison. — Pour aujourd'hui, excusez-moi. Petite réunion de famille. Nos parents doivent m'attendre.

Vite debout, M. Laurent Scalde, qui connaît à merveille les diverses formes de l'ambition humaine, contemple d'un

regard aigu et comme halluciné la boutonnière d'Hugues Renaison.

Pris d'une indignation subite, il s'écrie en haussant les épaules :

— Quand on pense qu'un homme de votre mérite n'est que chevalier!

Du coup une nouvelle perspective vient de s'ouvrir devant lui. Il entrevoit un long et fructueux avenir, s'échelonnant sur plusieurs années de promesses, d'espérances, d'alertes, de déceptions, de rebondissements, de démarches.

Mais, à sa grande surprise, il se heurte à un refus très net et presque cinglant. Laurent Scalde sent qu'il vient de froisser Renaison. Comme il est trop adroit pour s'obstiner vainement, il ne pense plus qu'à faire une sortie lui permettant de rentrer...

XXV

En disant, pour éconduire M. Laurent Scalde, que les membres de sa famille étaient déjà réunis, Hugues Renaison ne faisait qu'imaginer le réel. Durant le colloque avec ce volumineux maquignon, tous étaient arrivés. Ceux de sa famille naturelle et ceux de sa famille spirituelle.

Ils firent fête à Hugues, dès qu'il apparut, libéré.

— Quel est ce raseur?

— Un homme qui vient de m'apporter une chose précieuse.

— Quoi donc?

— Le sentiment de ma force.

— Nous n'en avions besoin, ni toi ni nous!

— Et la certitude de la réussite dans mon effort nouveau.

— Alors, puisqu'il est parti, qu'il soit rétrospectivement le bienvenu! — raille gaiement l'un des amis.

Dans l'appartement en fête se groupent les habitués de ces heures charmantes : tous, camarades de lycée, de l'École Normale ou de la guerre, croyants ou libres penseurs, catholiques, protestants, israélites, l'un socialiste, d'autres républicains plus ou moins teintés, ou conservateurs, mais tous ayant le goût et la volonté de vivre noblement par l'esprit et avec l'élan de leur cœur. Ensemble ils se réjouissent des victoires remportées sur l'égoïsme et la rudesse.

Avec quelle animation, ravis de se retrouver pour un événement agréable, ils devisent et rient entre eux, tous ces compagnons fidèles à leur idéal et à leur amitié!

Le peintre Vendenesse, qui peignait vraiment comme il respirait et ne pouvait rester immobile sans faire de croquis, avait ouvert sa « boîte à pouce » pour esquisser, en souvenir de ce jour, une scène qui à l'avance l'enchantait et le faisait sourire.

Près de lui, frémissant et silencieux, son fils Robert attendait avec impatience.

Tout à coup, sur le seuil du salon, Pierrette Chalaronne apparaît avec sa mère.

Avec un sourire de bonheur candide et doux, elle semble comme resplendissante d'une blonde et pure lumière qui rayonne autour d'elle.

Dès qu'après avoir salué madame Chalaronne, les maîtres de la maison eurent accueilli la jeune fille, Robert Vendenesse s'avance vers elle.

D'un geste tendre et gracieux, elle lui offre sa main que, noble aussi en ses attitudes, le jeune médecin garde avec ferveur dans la sienne.

Près de Pierrette, dès la porte, les enfants des Renaison et tous leurs petits camarades sont venus se placer avec des fleurs. Joliment, avec des figures radieuses, ils marchent autour de l'arrivante.

Isolé dans une lumière favorable, tout à l'émotion de cette scène, le peintre Vendenesse multiplie en hâte les croquis.

Au piano, le compositeur Grosrouvre participe à la joie unanime, et exprime sa personnelle satisfaction, en jouant pour les fiancés l'une des maîtresses pages de Mozart : *la Marche de la Flûte enchantée.*

Tout d'abord dans le brouhaha des paroles de bon accueil la plupart des assistants n'en perçoivent que d'une manière assez confuse les premières phrases. Mais il s'en dégage une telle expression de grandeur que leur beauté, vite et profondément ressentie, impose le silence. Bientôt, sous le charme, tout le monde s'assied pour en mieux goûter la merveilleuse sérénité, profondément émouvante par l'esprit d'amour qui la pénètre.

Les cœurs sont si troublés que, pendant une minute, les maîtres et les familiers de la maison, leurs regards s'attardant en plein rêve, demeurent silencieux. Ils ne sortent de ce recueillement que pour remercier d'un grave sourire le sensible interprète de cette musique poignante.

Hommes et femmes de goût, passionnés des féeries de l'art, vibrant à ses coups d'ailes, sensibles à l'humanité qu'il évoque ou transpose, ils rivalisent d'inspirations heureuses.

Avec la simplicité, la douceur, l'émotion contenue qu'il faut pour la lecture de beaux poèmes dans une réunion intime, l'un des amis présents dit à mi-voix les vers fameux des *Contemplations*, où Victor Hugo chanta les fiançailles de sa fille.

Aime celui qui t'aime et sois heureuse en lui...

Bientôt, Grosrouvre joue, avec un art pénétrant, les chants d'amour que sont certains lieds de Schumann, de Schubert, de Gabriel Fauré. Même, entraîné par sa ferveur, il chantonne — d'une voix frêle mais d'une manière beaucoup plus prenante que ne le pourrait faire un virtuose éblouissant — la musique inspirée de Gounod par *le Soir* de Lamartine.

Et encore, s'amusant à cette anticipation, il se donne le plaisir de préluder à la cérémonie religieuse du mariage en jouant avec ampleur et solennité, comme si déjà le cortège nuptial s'avançait dans la nef de l'église, la très classique *Marche d'Athalie*, de Mendelssohn, si souvent exécutée en ces fêtes matrimoniales.

Les amis comprennent l'intention cordiale et plaisante, dont les fiancés sont les premiers à sourire.

Émue, ravie, madame Chalaronne s'émerveille des ressources que possèdent ses nouveaux amis pour créer délicatement du bonheur.

Plus que jamais elle se réjouit à la pensée que le sort de sa chère Pierrette s'est fixé dans ce milieu où, d'instinct, elle-même était venue chercher un refuge.

Dans le groupe d'amis, auxquels madame Chalaronne exprime ce bien-être moral, l'un d'eux lui répond :

— C'est si bon de sentir la poésie du monde!

Content du travail qu'il a pu faire en regardant la jeunesse

enivrée des fiancés dans ce décor de joie, le peintre Vendenesse s'écrie soudain :

— Ça y est!... Deux bonnes esquisses... Une quantité de croquis... J'ai la couleur, la lumière et le mouvement... De quoi leur offrir un tableau qui, dans leur âge mûr, pourra leur rappeler l'enchantement de cette journée heureuse.

— Quelle richesse, — constate madame Chalaronne, — de trouver dans son esprit et son cœur d'aussi charmantes inspirations, et de pouvoir les réaliser!

Fermant sa boîte à pouce, Vendenesse lui répond :

— N'est-ce pas naturel que nous sachions découvrir en nous-mêmes ce que nous fêtons aujourd'hui, c'est-à-dire, en la personne de nos enfants comme en la quiétude reconquise de notre cher Renaison, la victoire des forces d'amour.

— Ce sont elles en effet qui triomphent ici! — approuve Vézery.

— Malgré leurs trop fréquentes éclipses, elles sont éternelles, — dit le Dr Perréon.

— C'est sur elles seulement qu'on peut fonder le bonheur des hommes et des peuples, — ajoute l'abbé Sermages.

— Ainsi que la paix! — constate gravement une mère pensive.

GEORGES LECOMTE,
de l'Académie française.

LE VATICAN ET LE FASCISME

Le Vatican et le gouvernement italien se sont récemment heurtés, on le sait, à quelques difficultés dans l'interprétation du Concordat. L'intéressante étude que l'on va lire expose dans son ensemble la genèse et le développement de ces incidents. M. Francesco Luigi Ferrari, qui a bien voulu écrire pour nous cet article, est un des chefs du parti populaire (démocrate chrétien).

« Le jour où le Saint-Siège s'est trouvé en face d'un gouvernement capable de décider que l'Italie redeviendrait une grande nation catholique, il a vu se poser le plus grave dilemme. Contre l'ardeur d'un tel embrassement, la claustration du Vatican n'était plus une défense suffisante. Il fallait dénoncer carrément le joug ou accepter les risques de la collaboration[1]. » Si, au lieu de parler d'un « gouvernement capable de décider que l'Italie redeviendrait une grande nation catholique », l'auteur avait parlé d'un gouvernement qui prétendait renouveler les institutions des régimes confessionnels de jadis, il nous aurait présenté la synthèse la plus parfaite des causes politiques de la *Conciliazione* du 11 février 1929.

En effet, vis-à-vis du gouvernement fasciste s'affirmant comme le paladin d'une nouvelle contre-réforme catholique[2] et appliquant de la manière la plus rigide son *dogme totalitaire*[3], l'Église ne pouvait plus trouver les garanties politiques

1. Saint-Brice, *La Question romaine. Revue Universelle*, 1er mars 1929, p. 618.

2. Sur cette mystique réactionnaire du fascisme, arbitrairement identifiée avec l'esprit catholique, voir : Curzio Malaparte, *L'Italie contre l'Europe*, Paris, Alcan, 1927.

3. Il faut entendre par là que la doctrine fasciste n'admet aucune limite aux droits et aux pouvoirs de l'État.

de son indépendance spirituelle dans la non-acceptation officielle de l'état de choses créé par l'unification italienne. Dans une telle situation, le régime semi-concordataire sans concordat et semi-séparatiste sans séparation, qui après 1870 s'était établi presque automatiquement en Italie, ne pouvait pas se perpétuer. Forcé par le caractère du régime fasciste à choisir entre la lutte ouverte et la collaboration, le Saint-Siège opta pour celle-ci. Ce choix fut définitif aussitôt que commencèrent les négociations officieuses entre les deux parties (octobre 1926), car, dès lors, il n'était plus possible au Saint-Siège de se dérober, sans s'exposer aux représailles du fascisme.

Mais le Saint-Siège, tout en optant pour la collaboration, ne pouvait modifier la nature des choses; il ne pouvait éliminer le contraste existant entre les conceptions du fascisme et la doctrine traditionnelle de l'Église, entre la morale fasciste et la morale catholique. Ce contraste, relevé déjà par nombre d'écrivains catholiques antifascistes[1], avait été précisé dans un document officiel du Saint-Siège : la condamnation de l'Action Française, dont les principes fondamentaux sont acceptés par le fascisme italien. Il s'ensuit que l'accord devait se réaliser sur le terrain strictement politique, sans comporter aucune déclaration de principe.

Le secret des négociations, de même que le régime de contrainte imposé par le fascisme à la presse italienne, permirent aux négociateurs d'arriver à la conclusion et à la signature du traité et du Concordat, sans avoir même posé les questions au sujet desquelles ils savaient d'avance que toute entente était impossible. Ce n'était pas là une situation tout à fait originale. En effet, tous les concordats entre l'Église et les États comportent la réserve implicite des droits imprescriptibles de l'Église d'une part et des droits souverains de l'État de l'autre, et cette réserve rendrait difficile l'exécution de pareilles conventions, si le sens de la mesure et la souplesse des diplomates ne s'employaient à éliminer

1. Voir : Sturzo, *Pensiero antifascista*, Turin, Gobetti, 1925; *L'Italie et le fascisme*, Paris, Alcan, 1928. Galati, *Religione e politica*. Turin, Gobetti, 1925. Giordani, *Rivolta cattolica*, Turin, Gobetti, 1925.

ou à amoindrir dans la pratique un conflit doctrinal autrement insoluble. Ce qu'il y eut d'original dans le cas du traité et du Concordat du Latran, ce fut qu'au lendemain de l'accord, les deux parties furent obligées de transformer leurs réserves implicites en réserves explicites et formelles, de rehausser après la signature des accords la signification de ce contraste doctrinal qu'elles semblaient avoir oublié au cours des négociations. Et c'est pourquoi le conflit rebondit, au moment même où l'on estimait qu'il était définitivement réglé.

Pour ménager les catholiques et les gouvernements étrangers préoccupés d'une hypothétique italianisation de la Papauté, de même que pour dissiper les craintes des catholiques italiens antifascistes, le Pape dut insister sur le « contenu spirituel » des accords et les présenter comme le résultat d'une sorte de reconquête catholique de l'Italie. « C'est donc avec une profonde satisfaction, — s'écria-t-il le 15 février 1929, à l'occasion de la réception des étudiants de l'Université catholique de Milan, — que Nous croyons avoir, grâce au Concordat, redonné Dieu à l'Italie et l'Italie à Dieu[1]. » De leur côté les catholiques conservateurs, en saisissant l'occasion favorable pour justifier leur attitude philofasciste, voulurent marquer davantage le prétendu « contenu spirituel » du traité et du Concordat, jusqu'à proclamer qu'à la suite des accords du Latran, l'État fasciste avait pris la nature et les attributs d'un vrai *État catholique*. « L'État italien a une religion, — remarqua M. Martire, un des chefs des catholiques philofascistes, — cette religion est la religion catholique; *l'État est catholique*[2]. »

Préoccupé de garder le caractère *totalitaire* du régime, seule garantie efficace de la stabilité de sa domination, le fascisme ne voulut pas admettre cette « hypothèque catholique » sur ses institutions. Dans un message publié à la veille du plébiscite du 24 mars 1929, le chef du gouvernement fixa de la manière suivante les positions respectives des fascistes et des catholiques. « Personne ne se flatte, — proclama-t-il, — en mettant par tas les bulletins, de prendre d'éventuelles

1. E. Devoghel, *La question romaine sous Pie XI et Mussolini*, Paris, Bloud et Gay, 1929, p. 232.
2. *Corriere d'Italia*, Rome, 7 mai 1929.

et éphémères hypothèques sur le développement futur du régime, qui sera demain plus totalitaire qu'hier. On vote pour l'idée et pour l'État fasciste tel que dix ans de luttes et de responsabilités l'ont formé[1]. » Dans le discours prononcé le 13 mai à la Chambre des Députés, il précisa davantage la position doctrinale de son parti. « L'État fasciste revendique pleinement son caractère éthique; il est catholique; mais il est surtout fasciste : exclusivement, essentiellement fasciste[2]. » Un écrivain du régime, M. Missiroli, dans un ouvrage d'inspiration officielle, résolut l'antinomie qui ressortait encore des déclarations du chef du gouvernement et proclama ouvertement la prééminence du caractère fasciste de l'État, « qui est catholique, en tant qu'il est fasciste[3] ». Le livre de M. Missiroli fut condamné et mis à l'index comme étant « contraire aux droits divins de l'Église[4] », et cette condamnation, en dissipant les illusions de ceux qui, sincèrement ou par intérêt, croyaient possible une sorte de synthèse catholico-fasciste, fixa les positions respectives de l'Église et du fascisme au sujet de la conception de l'État.

***

L'histoire de l'Église nous montre que très souvent les débats philosophiques et théologiques se greffent sur des questions d'ordre politique, notamment sur celles ayant trait aux rapports entre l'Église et l'État, et par ce fait seul les uns et les autres s'enveniment et se perpétuent.

C'est ce qui se vérifia dans l'Italie fasciste. La discussion au sujet de la nature de l'État, de son confessionnalisme ou de sa catholicité, loin d'être un débat purement théorique, a un contenu et une signification essentiellement politiques, car, sous prétexte d'une controverse philosophique, c'est tout le système fasciste qu'on attaque au nom des droits

1. *Temps*, Paris, 24 mars 1929.
2. *Corriere della Sera*, Milan, 15 mai 1929.
3. M. Missiroli, *Date a Cesare*, Rome, Libreria del littorio, 1929, p. 238.
4. Décret du 25 janvier 1930 de la Congrégation du Saint-Office.

surnaturels de l'Église et qu'on défend au nom des droits inviolables de l'État.

Lors de l'ouverture des premières négociations en vue de la solution juridique de la question romaine et de la conclusion d'un Concordat, les points de vue du Saint-Siège et du gouvernement fasciste différaient sur deux questions : le rôle de l'Église et de l'État dans l'éducation des nouvelles générations, le statut juridique des œuvres et des associations d'action catholique. Quant à l'éducation de la jeunesse, le gouvernement fasciste réclamait la reconnaissance du monopole d'État graduellement établi depuis 1922, tandis que le Saint-Siège exigeait le respect des droits des pères de famille catholiques. Quant aux œuvres et aux associations d'action catholique, il s'agissait de garantir leur indépendance dans le domaine religieux, tout en respectant le régime de police organisé par le gouvernement fasciste afin d'empêcher toute manifestation contraire à la politique du parti dominant.

Ne vous effrayez pas du monopole de l'éducation de la jeunesse, déclarèrent en substance les négociateurs fascistes. Comme le fascisme est et se proclame catholique, — ajoutèrent-ils, — il s'agira d'un monopole catholique, destiné à rehausser le prestige et à étendre l'influence de l'Église. Et le monopole de l'éducation de la jeunesse fut implicitement consacré par le Concordat du 11 février 1929. L'article 35 stipula que « l'Italie considère comme fondement et couronnement de l'instruction publique l'enseignement de la doctrine chrétienne selon la forme reçue de la tradition catholique », ce fut le pavillon qui assura la franchise de la contrebande fasciste. Pour ce qui a trait aux œuvres et aux associations d'action catholique, les négociateurs du Saint-Siège se contentèrent de l'octroi de la part de l'État italien de certains privilèges aux « organisations dépendant de l'action catholique italienne, en tant... qu'elles développent leur activité en dehors de tout parti politique et sous la dépendance immédiate de la hiérarchie de l'Église pour la diffusion et la réalisation des principes catholiques[1] ».

On estima avoir ainsi résolu définitivement par les for-

1. Art. 43 du Concordat du Latran.

mules juridiques vagues et ambiguës du Concordat les deux problèmes, essentiels pour l'établissement des rapports cordiaux entre le Saint-Siège et le gouvernement fasciste. En réalité, on n'avait rien résolu. On avait porté sur le terrain juridique de l'interprétation et de l'application des clauses concordataires des problèmes qui jusqu'alors n'avaient qu'un caractère purement politique. A qui appartiendrait-il de juger si l'école publique et les œuvres d'éducation remplissaient leurs devoirs pour la formation religieuse de la jeunesse? A l'État, ou à l'Église? A qui appartiendrait-il de juger si les associations catholiques se bornaient à cette activité purement religieuse, en vue de laquelle le Concordat leur avait garanti une situation de privilège? A l'État, ou à l'Église? Autant de problèmes dont le Concordat ne soufflait mot. Et il s'agissait de questions qu'en raison des traditionnelles revendications de l'Église et des nécessités de la défense du régime fasciste, on était autorisé à considérer comme devant être la source certaine d'innombrables contestations.

En effet, les contestations ne tardèrent pas à surgir, de sorte qu'au moment de l'échange des ratifications (7 juin 1929), les rapports entre le Saint-Siège et le gouvernement fasciste, tout en étant formellement corrects, n'étaient plus cordiaux. Cette lutte à coups d'épingle menée dans une atmosphère d'hostilité ouatée, caractère distinctif des deux premières années de l'expérience concordataire, commença au moment même du rétablissement des rapports diplomatiques. M. de Vecchi, milicien fasciste (*squadrista*) dont tout le monde rappelait la déclaration de solidarité avec les auteurs des massacres de Turin (décembre 1922) et la proposition de détruire les forces de l'opposition « par trois minutes de feu » (juin 1924), fut choisi pour représenter l'Italie près du Saint-Siège. Le Vatican ne put pas refuser son agrément au premier ambassadeur nommé par l' « Italie réconciliée »; mais il comprit la signification réelle de l'acte du gouvernement fasciste. Le conflit entrait ainsi dans sa nouvelle phase.

***

L'expérience de quelques mois de régime concordataire suffit pour montrer au Saint-Siège quelle était la valeur

réelle de garanties juridiques offertes par un gouvernement s'inspirant d'une doctrine suivant laquelle le droit n'est que la manifestation de la volonté toute-puissante de l'oligarchie dominante. On dut constater aussi que les accords du Latran avaient considérablement affaibli la situation politique de la Papauté, à l'intérieur de même qu'à l'étranger. A l'occasion des premières contestations avec le gouvernement fasciste, ce furent les organes officiels du Saint-Siège, ce fut le Pape lui-même, qui durent intervenir directement dans le débat et polémiquer avec le dictateur et ses partisans[1]. Pour résister aux assauts renouvelés du fascisme, il était donc nécessaire que le Saint-Siège pût compter sur une organisation de laïcs, directement contrôlée par ses hommes de confiance et suffisamment forte pour soutenir le choc des formations politico-militaires du fascisme. On estima que l'Action catholique pouvait se charger de ce qu'un tacticien appellerait la « défense manœuvrée » des positions du Saint-Siège en Italie.

L'Action catholique peut être définie comme l'organisation de la collaboration laïque à la mission de formation religieuse assignée à la hiérarchie ecclésiastique. Sous le pontificat de Benoît XV, à la suite de la reconnaissance de l'autonomie des syndicats ouvriers chrétiens, de l'abolition du *non expedit* et de la formation du parti populaire, — parti aconfessionnel, mais s'inspirant des principes de l'école sociale chrétienne, — l'Action catholique italienne n'eut plus à s'occuper de questions politiques et sociales et put s'adonner entièrement à sa mission de propagande religieuse et morale. Après la conquête fasciste, pour marquer davantage le caractère religieux de l'Action catholique et pour en soustraire les organisations aux représailles fascistes, on éloigna des postes de commandement tous les hommes qui, en leur qualité de dirigeants du parti populaire, avaient joué un rôle de premier plan dans la lutte contre le fascisme. Cette « épuration politique » énerva les associations catholiques, sans arriver à les mettre à l'abri des violences fascistes. Il fallait redonner à l'Action catholique sa vigueur, en renforcer les cadres, en élargir l'influence et l'action, sans sortir des limites fixées par le Concordat. C'est ce que fit le Saint-Siège dans les mois

1. Voir la lettre du Pape au Cardinal secrétaire d'État, 30 mai 1929.

qui suivirent les premières contestations avec le gouvernement fasciste au sujet de l'interprétation des accords du Latran.

Le succès le plus complet couronna les efforts du Saint-Siège. Le fait seul que, dans un pays où n'existe plus de liberté politique, les associations catholiques jouissaient d'une situation de quasi-autonomie vis-à-vis du gouvernement engageait tous les croyants à y adhérer en masse. On a dit qu'à l'Action catholique avaient adhéré aussi « tout un lot de forces secondaires qui ne se préoccupaient nullement des fins spirituelles de l'Église, mais tentaient, sous couleur de défense religieuse, de transformer l'Action catholique en une machine de guerre politique antifasciste[1] ». Il n'est pas nécessaire d'avoir recours à cette circonstance — démentie, d'ailleurs, par le Saint-Siège — pour comprendre les événements successifs. Le seul fait que les masses catholiques italiennes, fidèles à la tradition démocratique et chrétienne du parti populaire, ont résisté jusqu'à présent à toute tentative de « fascistisation », suffit pour expliquer les réactions provoquées dans les milieux fascistes par l'accroissement rapide des forces de l'Action catholique[2].

Les premiers actes d'hostilité du fascisme contre l'Action catholique datent du mois de septembre 1929. La presse du régime commença une campagne violente contre les prétendues « manœuvres politiques » des catholiques. Sous prétexte de manifestations politiques accomplies par les chefs de la jeunesse de Come, la fédération diocésaine de cette ville fut dissoute[3]. Les préfets intimèrent aux associations catholiques de se soumettre à la surveillance de la police. Comme elles résistaient et invoquaient la disposition de l'article 218 de la loi de sûreté publique, en vertu de laquelle les organisations de caractère religieux étaient exemptes du contrôle de la police, le Conseil des ministres (23 septembre 1929) décida de proposer au Parlement l'abrogation de

1. *Temps*, Paris, 31 mai 1931.

2. Les catholiques n'avaient jamais pris ouvertement une attitude antifasciste, mais ils n'avaient pas manifesté au régime l'adhésion totale que le gouvernement eût souhaité.

3. Décret du préfet de la province de Come, 24 septembre 1929.

l'article en question[1]. Les chefs de l'Action catholique crurent apaiser l'hostilité croissante des fascistes par le vote d'ordres du jour, où l'on renouvelait l'offre de collaborer avec le gouvernement « pour l'application pleine et intégrale du Concordat[2] ». Les organes du parti dominant ripostèrent en déclarant que les autorités responsables n'avaient besoin de la collaboration de personne pour appliquer une des lois fondamentales de l'État.

Les difficultés soulevées par le Vatican à ce que M. Mussolini accompagnât le roi à l'occasion de sa visite au Pontife (5 décembre 1929), la sortie quasi-clandestine du Pape (20 décembre 1929) et la publication de l'encyclique sur l'éducation chrétienne (janvier 1930) envenimèrent le conflit. A l'encyclique du Pape on répondit par des instructions de M. Augusto Turati, secrétaire général du parti, qui proclamaient une fois de plus le caractère *totalitaire* de l'éducation fasciste[3]. Il semble même qu'on voulût donner à cet acte la signification d'un ultimatum au Saint-Siège. Mais il n'y eut ni drame, ni tragédie. Les choses s'arrangèrent plus vite qu'on ne l'eût cru, et, à l'occasion de la visite de de M. Augusto Turati au Pape (7 février 1930), on précisa les bases d'un nouvel arrangement entre le Saint-Siège et l'État italien. En vertu de ce « deuxième concordat »[4], le gouvernement italien s'engagea à favoriser l'action des aumôniers des œuvres fascistes de jeunesse, reconnut que la propagande religieuse et morale de l'Action catholique n'était pas en opposition avec les directives politiques du régime, déclara qu'il n'y avait pas d'incompatibilité entre l'adhésion aux œuvres catholiques et l'adhésion au parti fasciste et aux autres organisations contrôlées par le parti[5].

La « pacification » de 1930 eut le même sort que la « paci-

1. La loi d'abrogation fut promulguée le 31 mars 1930.

2. Résolution votée par l'Assemblée nationale de la Fédération des hommes catholiques, Rome, 22 septembre 1929.

3. *Foglio d'ordini del partito fascista*, Rome, 20 janvier 1930.

4. Au moment où nous écrivons, le texte officiel des conventions passées en février 1930 entre le Saint-Siège et le gouvernement fasciste n'a pas été publié.

5. Les ouvriers et les employés pouvaient ainsi s'inscrire aux associations catholiques, sans risquer d'être exclus des syndicats fascistes et de perdre par cela même leurs places.

fication » de 1929 : la trêve ne dura que quelques mois. L'Action catholique en profita pour renforcer ses cadres et pour réunir ses membres en « groupes professionnels », qui devaient s'occuper de toutes les questions d'ordre moral et social intéressant les différentes professions[1]. Cette nouvelle orientation de l'Action catholique suffit pour alarmer les fascistes qui y virent un danger imminent pour leurs organisations syndicales. Lorsque la Fédération de la jeunesse catholique de Rome invita les cercles adhérents à organiser des bureaux d'assistance pour les ouvriers, la presse fasciste fut mobilisée pour dénoncer l'initiative comme étant contraire aux lois fondamentales du régime[2]. M. Giuriati, secrétaire général du parti fasciste, intervint personnellement dans le débat pour rappeler, sur un ton menaçant, au Saint-Siège les devoirs qui lui incombaient en vertu du Concordat « conclu avec le régime totalitaire fasciste[3] ».

Du côté des chefs de l'Action catholique, tout fut tenté pour éviter la lutte ouverte : déclarations de fidélité au gouvernement, manifestations de loyalisme, renonciations explicites aux projets de constitution des bureaux d'assistance pour les ouvriers. Tout cela ne servit à rien. Dominés par la crainte de voir renaître une opposition politique sous le couvert d'une action purement religieuse, les chefs fascistes ne se préoccupèrent que de frapper vite et fort. Aux mesures édictées contre certaines organisations regardées comme étant les plus dangereuses pour la sécurité du régime[4], succédèrent bientôt des dispositions de caractère général. Précédée par une offensive de grand style des escouades fascistes, le 30 mai 1931 la fermeture des cercles de jeunesse catholique fut ordonnée dans toutes les provinces du royaume. Le lendemain, le Saint-Siège, après avoir protesté contre les mesures illégales du gouvernement italien, confia aux évêques la direction immédiate et la tutelle du mouvement catholique

1. Résolution votée par les conseils de direction des fédérations adhérentes à l'Action catholique, *Osservatore Romano*, Rome, 2 juillet 1930.
2. *Lavoro fascista*, Rome, 30 mars 1931. *La Stampa*, Turin, 31 mars 1931, etc.
3. Discours prononcé à Milan le 19 avril 1931.
4. Ce fut la Fédération des étudiants universitaires catholiques qui subit la première le choc de l'offensive fasciste.

et prescrivit au clergé de suspendre toute cérémonie religieuse en dehors des églises[1]. De ce moment-là, la situation de fait des deux parties demeura substantiellement inchangée, et le conflit politique se transforma en controverse diplomatique.

***

Les principes dont s'inspire le Saint-Siège et que le Pape a maintes fois précisés sont les suivants. L'État italien a reconnu que l'enseignement religieux catholique doit être « le fondement et le couronnement » de l'éducation nationale. Comme l'Église est seule dépositaire de la vérité, il lui appartient de diriger l'enseignement religieux et de contrôler les écoles et les œuvres d'éducation pour que rien n'y soit enseigné contre les principes et la morale catholiques. L'État italien a, en outre, reconnu la légitimité de l'action religieuse des organisations laïques dirigées par la hiérarchie ecclésiastique. Comme l'Église seule peut connaître les nécessités religieuses des fidèles, elle est seule compétente à fixer les limites de l'activité des organisations laïques de l'Action catholique.

Le régime fasciste, *totalitaire* par sa nature, — répondent les gouvernants italiens, — ne peut pas admettre l'intervention de l'Église dans les domaines réservés aux pouvoirs de l'État. Il ne tolère la liberté de l'enseignement, ni sous la forme de « liberté scolaire », ni sous la forme de liberté de manifestation au sein de l'école officielle. Il s'ensuit qu'il appartient à l'État de veiller à ce que la jeunesse soit éduquée suivant les principes chrétiens, aussi bien que de fixer les limites entre lesquelles doit se contenir l'activité religieuse de l'Action catholique. Les prétentions de l'Église contrastent avec la doctrine fasciste, suivant laquelle l'État est le maître absolu de sa destinée et le juge souverain de son action. Si l'Église veut collaborer avec le régime fasciste, elle doit accepter la doctrine synthétisée dans la formule « tout pour l'État, rien contre l'État, rien en dehors de l'État ».

1. *Osservatore Romano*, Rome, 31 mai 1931.

Ce contraste existait déjà en 1929, et il ne fallait pas être prophète pour prévoir qu'il provoquerait de nouveaux conflits. Malgré cela, en 1929, le Saint-Siège et le gouvernement fasciste arrivèrent à la conclusion du Concordat du Latran. L'expérience du passé montre donc que ce contraste doctrinal, bien que profond, ne rend pas impossible tout arrangement politique. C'est la raison pour laquelle on peut prévoir qu'un nouveau *modus vivendi* sera trouvé et que les parties arriveront quand même à la conclusion d'une « troisième pacification ». Mais les concessions que l'Église pourra faire sur le terrain politique ne pourront jamais satisfaire les aspirations *totalitaires* du gouvernement fasciste, et celui-ci ne les acceptera que pour en réclamer ensuite d'autres plus importantes et plus substantielles. Ce sont les nécessités de la défense du régime qui l'empêchent de permettre qu'une partie, ne fût-ce que minime, de l'activité spirituelle de la nation échappe au contrôle de ses fonctionnaires. Il est donc à prévoir que la « troisième pacification », si elle a lieu, ne sera elle aussi qu'une trêve et que le conflit, tantôt latent, tantôt ouvert, se perpétuera. En effet, c'est le régime concordataire lui-même que l'expérience a démontré incompatible avec la nature, les nécessités et les buts d'une organisation de l'État telle que celle que le fascisme a réalisée en Italie.

Les régimes concordataires de jadis étaient fondés sur le fait que l'État était ou, pour mieux dire, se professait catholique, ou bien sur le fait que l'État reconnaissait qu'il ne pouvait régler les droits particuliers de ses sujets catholiques, sans se mettre d'accord avec le chef suprême de leur organisation religieuse. Dans le cas des concordats conclus avec les États se proclamant catholiques, les facultés que l'Église reconnaissait au pouvoir civil dans le domaine spirituel, l'État les exerçait en sa qualité de gardien de l'unité religieuse de la nation et de dépositaire de la force mise au service d'une loi morale, dont l'Église seule pouvait fixer les principes. Dans le cas des concordats conclus avec les États non-catholiques, c'était le prince qui, tout en étant le chef de la religion de l'État, acceptait de régler d'accord avec le Saint-Siège la situation de la minorité catholique de

la nation et reconnaissait par cela même l'existence de droits individuels supérieurs à sa volonté souveraine. Enfin, en ce qui concerne les États modernes, reconnaissant tous, plus ou moins ouvertement, leur incompétence en matière religieuse, la fonction des concordats est de préciser les limites entre le domaine de l'État et celui de l'Église et de fixer une sorte de procédure transactionnelle pour la tractation des matières mixtes. De l'étude des concordats de tous les temps et de tous les lieux, on peut donc conclure que ces conventions entre l'Église et l'État ne peuvent subsister qu'à la condition que le pouvoir civil reconnaisse l'existence de droits soustraits à l'empire de ses lois et renonce à réglementer les manifestations individuelles et collectives du « fait religieux ». Or c'est cette renonciation que n'admet pas le *totalitarisme* fasciste : pour lui, il n'y a pas de droits antérieurs à l'État, et toutes les facultés de l'individu et toutes les forces de la nation doivent se tenir à la disposition de l'exécutif, seul interprète autorisé de la loi suprême de l'intérêt national.

L'erreur commise en 1929 par la diplomatie du Vatican fut de croire que le régime fasciste pourrait se résoudre à accomplir cet acte d'auto-limitation, que comportait la conclusion d'un concordat. Lié par les engagements pris en 1929 et que malgré tout il veut observer, le Saint-Siège est maintenant contraint à se défendre sur le terrain concordataire. Il a protesté, il proteste, il protestera contre les violations du Concordat de la part du gouvernement italien; mais la résistance qu'il opposera aux assauts du totalitarisme fasciste ne pourra être qu'une résistance passive.

En particulier, l'existence du Concordat, que le gouvernement fasciste continuera à violer sans jamais le dénoncer, interdit au Saint-Siège de se placer sur le terrain de la liberté. Pour faire cela, il lui faudrait attaquer ouvertement le régime fasciste, dont le caractère distinctif est la négation absolue de la liberté sous toutes les formes et dans tous les domaines. Cette attitude comporterait une violation du Concordat, que le Saint-Siège ne voudra et ne pourra pas accomplir.

L'intransigeance du Saint-Siège et du gouvernement

fasciste sur les questions de principe n'a pas permis à l'Église d'utiliser le Concordat comme un moyen pour « christianiser » le fascisme, de même qu'elle a empêché les gouvernants italiens de s'en servir pour « fascistiser » l'Église. Les nécessités *totalitaires* du régime dictatorial ont empêché les deux parties de délimiter sur la base du Concordat les domaines de leurs pouvoirs respectifs. Après deux ans d'expériences, on constate que le seul avantage que le Saint-Siège ait pu tirer du Concordat est d'éviter que l'offensive anticatholique du fascisme dégénère en persécution. Quant à l'État fasciste, le Concordat n'est pour lui qu'une garantie que l'Église ne se rangera pas ouvertement parmi ses adversaires déclarés. Des conséquences purement négatives, une situation éminemment statique : voilà quel est le résultat politique de la *Conciliazione* de 1929. Et il n'en pouvait pas être autrement, car ce ne sera pas sur les bases fixées en 1929 qu'on pourra arriver à la solution du problème des rapports entre l'Église et l'État italien.

***

Les rapports entre l'Église et l'État, dans une nation moderne, ne peuvent être réglés d'une manière stable que par la séparation des pouvoirs[1] réalisée suivant les méthodes de liberté. Cela est particulièrement vrai en Italie où, pendant soixante ans, l'action des catholiques n'a eu d'autre but que d'affranchir l'Église des restes du juridictionnalisme régalien de jadis et de revendiquer, au nom de la liberté et sur la base des lois de droit commun, l'autonomie complète

1. En cette matière, le mot séparation se prête aux interprétations les plus différentes. A ce propos, je me permets de reproduire ici et de faire mienne la partie essentielle d'une note que je trouve à la page 198 de l'ouvrage de M. Le Fur, *Le Saint-Siège et le droit des gens*, Paris, Sirey, 1930. « J'emploie, écrit M. Le Fur, indifféremment les expressions de séparation et de distinction des pouvoirs. La seconde est seule admise par les théologiens; ils rejettent la première parce qu'ils considèrent une séparation absolue comme contraire à la nature des choses; il ne peut y avoir une scission complète entre deux pouvoirs qui ont en somme un but commun, aider l'homme à atteindre sa fin. La chose ainsi entendue n'est pas douteuse, mais c'est une pure question de définition. »

de la hiérarchie ecclésiastique dans le domaine religieux.

Le fascisme, entraîné par sa doctrine de même que par la logique de son action, a tenté de résoudre sur d'autres bases le problème des rapports entre l'Église et l'État, et il a échoué. Son échec a une signification politique de premier ordre, car cette expérience a montré une fois de plus qu'il ne peut pas y avoir de liberté pour l'Église, là où la liberté politique a été abolie. « L'Église libre dans un pays esclave! cela peut se rêver, — s'écriait Lacordaire; — mais cela ne se voit nulle part, cela ne s'est jamais vu, et j'ajoute avec bonheur, pour l'honneur de l'Église, cela ne se verra jamais. »

Il faut donc en revenir à la méthode de la liberté et au système de la séparation des pouvoirs. Mais, comme cette nouvelle orientation de la politique religieuse italienne est incompatible avec la nature et les nécessités du régime fasciste, il faut en conclure que le règlement définitif des rapports entre l'Église et l'État ne sera possible qu'après la disparition de la dictature fasciste.

Ce sera là une des tâches les plus difficiles qui incomberont au gouvernement qui succédera au fascisme. Pour arriver à une « solution de liberté » des rapports entre l'Église et l'État, il lui faudra avoir raison de la réaction anticléricale provoquée par la concession de privilèges — plus apparents que réels — à la hiérarchie ecclésiastique, et des passions déchaînées par la dictature fasciste dans sa lutte contre l'Église. Il lui faudra aussi vaincre l'hostilité de certains milieux catholiques qui, redoutant l'égalité de droit des régimes d'opinion, préfèrent voir l'Église victime protégée du despotisme.

Ce sera au moment où se résoudra la crise politique italienne que se décidera la situation de l'Église dans la péninsule. Et la décision dépendra surtout de l'attitude des catholiques et des formations politiques qu'exprimeront les masses fidèles à la tradition de l'école sociale chrétienne.

« Une parfaite liberté avec toutes ses conséquences, tel est l'unique objet des vœux des catholiques, tel est l'avantage qu'ils veulent partager avec leurs concitoyens. » Ainsi s'exprimait, en 1830, le prince de Méan, archevêque de Malines,

en s'adressant au Congrès chargé de rédiger la nouvelle constitution belge. Si les catholiques italiens savent, avec autant de courage et de fierté, revendiquer « la parfaite liberté avec toutes ses conséquences », le problème des rapports entre l'Église et l'État trouvera sa solution naturelle, et les épisodes du conflit actuel entre le Saint-Siège et le gouvernement fasciste ne seront plus que des tristes souvenirs d'une situation définitivement dépassée.

FRANCESCO LUIGI FERRARI

UN PRINCE AMI DE L'ALGÉRIE

LE DUC D'ORLÉANS

FILS DE LOUIS-PHILIPPE[1]

APRÈS LA PAIX DE LA TAFNA ET LA PRISE DE CONSTANTINE

Quatre ans auront passé depuis cette première prise de contact du Prince Royal avec l'armée d'Afrique, quand il reviendra, en 1839, faire, avec le maréchal Valée, la randonnée restée fameuse qui, commencée à Philippeville, se continua par Constantine, Sétif, pour aboutir à Alger, par la voie de terre, en passant par les Portes de Fer.

Ces quatre années avaient vu l'œuvre française se poursuivre lentement, avec des alternatives de revers et de victoires. En 1837, deux événements considérables s'étaient accomplis, la paix de la Tafna, conclue avec Abd-el-Kader par le général Bugeaud, et la prise de Constantine par le général Valée. Une ère de paix relative avait commencé, et déjà de colonisation effective. Paix timide, assurément, et des plus précaires. De part et d'autre on observait et l'on comptait qu'un jour l'occasion s'offrirait de reprendre la guerre. Les territoires, laissés indéterminés, à l'Est d'Alger et de la Chiffa, au Sud de la crête de l'Atlas, devaient être l'objet de prétentions

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er juillet.

auxquelles il faudrait répondre, d'incursions qu'il faudrait réprimer. Quand les hostilités reprendraient-elles? On l'ignorait, mais il paraissait de l'intérêt de la colonie que ce ne fût pas trop tôt.

Dans cette période d'attente et de préparation, le duc d'Orléans fit preuve à la fois de persévérance et de sagesse. A ses yeux, l'Algérie devait être un jour tout entière française. Mais, les erreurs et les tergiversations antérieures n'ayant pas permis d'exploiter à fond les premiers succès, il fallait maintenant préparer l'avenir en s'établissant solidement sur les territoires conquis.

« Vous comprendrez, mon cher Maréchal, écrivait-il au maréchal Valée le 12 novembre 1837, qu'encouragé par ce qui m'a été dit, après votre triomphe de Constantine, *ma pensée aille loin dans l'avenir* de l'armée d'Afrique. La question d'Algérie sera la grande affaire de la session qui va s'ouvrir... Mais j'espère que, cette fois, cette question cessera d'être un moyen de se disputer mutuellement le pouvoir et un champ de bataille pour les diverses coteries. J'espère que les querelles personnelles disparaîtront devant la grandeur du pays, devant l'importance qu'y attachent toutes les opinions et *devant la nécessité de constituer l'Afrique française aussi fortement que l'on a constitué l'Afrique arabe.* »

C'était assez marquer les regrets qu'il avait éprouvés de la convention de la Tafna. Mais ce prince sait se garder des exagérations, des impatiences auxquelles d'autres eussent peut-être cédé. La paix est faite, il n'y a pour le moment qu'à l'utiliser. C'est la politique du maréchal Valée, et le duc d'Orléans soutient ce dernier de toute son influence. On fera des établissements permanents, on ouvrira des routes, on achèvera la pacification de la province de Constantine, et, comme il faut s'attendre à ce qu'Abd-el-Kader viole un jour ouvertement la traité, on se préparera à la guerre.

C'est l'opinion qu'il exprime au Conseil des Ministres. Le roi Louis-Philippe pense comme lui et fait réunir dans le midi les moyens de transport, vivres et subsistances nécessaires à une nouvelle campagne. L'armée d'Afrique va être complétée à quarante-huit mille hommes.

Cette campagne, que sera-t-elle? Il faut d'ores et déjà en

établir le plan. Et voici celui que le Prince Royal expose aux ministres, en janvier 1838. Il fait deux hypothèses. Ou bien l'on se proposera seulement d'amener l'émir à accepter une convention nouvelle sur d'autres bases, ou l'on voudra en finir avec lui. « Dans la première hypothèse, disait le prince, il me semblait qu'il fallait avoir plusieurs colonnes, rendues aussi mobiles que possible, qui parcourussent le pays en tous sens, détruisant toutes les maisons de ceux qui ne voudraient pas se soumettre, et tâchant, autant que possible, d'amener Abd-el-Kader au combat, et par suite à la paix. Pour la seconde hypothèse, je croyais qu'il fallait prendre un grand parti et placer dans toutes les principales villes de l'intérieur, non pas des détachements de prisonniers, comme à Tlemcen, mais des garnisons assez nombreuses pour pouvoir communiquer avec nos établissements de la côte et pour pouvoir parcourir et soumettre un rayon de dix lieues autour de chaque place. »

C'était comme une ébauche de la méthode que le génie de Bugeaud mettrait un jour en application.

Pour le moment, il faut savoir attendre. Le duc d'Orléans soutient le maréchal Valée dans sa politique temporisatrice. Malgré son grand désir de reparaître en Afrique, — et ce ne peut-être, écrit-il le 7 février, que pour marcher au combat, — « il ne fera rien pour en hâter le moment ». Il faut essayer d'obtenir par les voies pacifiques le redressement de nos griefs contre l'émir, et ce sera l'objet de la convention qu'on obtiendra le 4 juillet 1838 du représentant de l'émir, Ben-Aratch.

La route d'Alger à Constantine, par Hamza, devait servir de ligne de partage aux pays contestés, dont la partie Sud, jusqu'aux limites du Titteri, restait abandonnée à l'Émir, tandis que les territoires situés au Nord de cette route restaient à la France. Ce sera pour affirmer nos droits sur ces territoires que l'année suivante Valée entraînera le Prince Royal vers les Portes de Fer.

En attendant, c'est un grand succès que le maintien de notre occupation et que l'empreinte de plus en plus marquée, par des ouvrages durables, de notre conquête. « Les succès ne peuvent être complets en Afrique que lorsqu'on reste sur le

champ de bataille après la victoire et qu'on y reste fort et agissant. » C'est ce qu'a fait Valée. Aussi l'opinion française, et même l'opinion parlementaire, acceptent de plus en plus la conquête algérienne. Le prince écrit au maréchal, le 7 mars : « Depuis que vous gouvernez la colonie, l'idée *antinationale* de l'abandon n'a plus osé se produire. » Bien plus, au mois de juin, pour la première fois depuis huit ans, la Chambre des Députés a consenti à voter un véritable budget pour l'Algérie. Dans sa correspondance avec le maréchal, le Prince Royal ne cache pas sa joie. Tous les espoirs lui paraissent permis. Avec des effectifs en nombre suffisant, avec les crédits votés par les Chambres, on pourra, le moment venu, entreprendre « cette grande et belle opération » dont l'a entretenu la lettre du gouverneur à laquelle il répond le 9 décembre. Le roi, « qui a toujours été contraire à la diminution de nos forces en Algérie », approuve pleinement les projets du maréchal. Il fait sienne la formule que ce dernier a livrée au Prince Royal : « La colonisation restreinte, le domination universelle. »

Mais les beaux projets sont, pour un temps, anéantis par une crise ministérielle. Le 8 mars 1839, le ministère Molé est démissionnaire. Il ne sera remplacé que le 12 mai par celui du maréchal Soult. Patiemment, le duc d'Orléans recommence à se faire l'avocat de l'Algérie. A travers les vicissitudes de la politique intérieure, il s'attache à la continuité de cette œuvre de très longue haleine qu'est la constitution d'une nouvelle France en Afrique. Puis, les choses remises d'aplomb à Paris, il estime le moment venu de donner à l'armée qui travaille à cette œuvre une nouvelle preuve d'attachement,en revenant prendre place au milieu d'elle.

Témoignage d'autant plus sincère et méritoire qu'il ne peut s'agir d'aucune expédition guerrière et d'aucune gloire à cueillir. Il considérerait comme un crime de constituer, par sa présence, un prétexte à la rupture de la paix. Il résistera au maréchal Valée quand ce dernier voudra l'entraîner dans un raid, dont il repoussera comme une tentation la séduisante perspective. N'ayant pas obtenu d'aller prendre part à l'expédition de Constantine, en 1837, où son frère Nemours l'a remplacé, il se contentera d'un rôle plus modeste, mais non moins utile. Il a raison des résistances du Roi, de la reine et du

Conseil des ministres. A ses instances, on sent avec quelle ardeur il pense à l'Algérie. Et puisque, cette fois, rien ni personne ne s'oppose plus à ce voyage, il l'accomplira avec cette modestie charmante qui est l'un des traits de sa personnalité. A Alger, commande un chef de valeur, mais qui tantôt ne se soucie pas de voir le Prince Royal à côté de lui, tantôt voudrait se faire couvrir par lui pour une expédition qui ne va pas sans risque. Rien de tout cela n'échappe au Prince Royal. Il se mettra simplement « à la disposition du gouverneur, pour régler l'emploi de son temps ». Il s'ingéniera à ne rien faire qui puisse froisser le vainqueur de Constantine qui, certains jours pourtant, se montrera « a rare fellow », un singulier compagnon, mais il saura aussi lui résister, quand il le croira nécessaire. La gloire? Elle viendra à lui sans qu'il l'ait cherchée et sera, à la lettre, la récompense du devoir le plus consciencieusement accompli.

UN VOYAGE PACIFIQUE ET BIENFAISANT

En cette fin d'année 1839, l'armée d'Afrique souffrait. Atteinte dans son moral par la prolongation de la paix et par des séjours déprimants dans des camps où les jours s'écoulaient monotones et ternes, elle l'était encore physiquement par des travaux épuisants. Dans la province de Constantine, notamment, les hôpitaux, ou du moins ce qui portait ce nom, regorgeaient de malades. Certes, l'œuvre accomplie était sérieuse et belle, mais se rendait-on compte en France de ce qu'elle avait coûté d'efforts?

Le voyage du duc d'Orléans allait projeter sur cette situation une vive lumière, y apporter même, toutes les fois qu'il serait possible, des remèdes immédiats.

L'œuvre accomplie, résumons-la à grands traits.

A l'Ouest, la belle route, taillée en corniche le long de la mer, d'Oran à Mers-el-Kébir. Dans la province d'Alger, les villes de Blida et de Coléa, le fondouck de Khamis, reliés à Alger par des routes directes, rattachés entre eux par un chemin de ceinture passant par les camps fortifiés de l'Arba, de l'Arrach et de l'Oued-el-Alleg, et mis en communication avec Bouffarik. Dans la province de Constantine, la route de

Stora à Constantine, la création de Philippeville, des camps intermédiaires, la ligne Constantine-Sétif. Fortifications, blockhaus, construction de casernes, desséchement de marais, sans parler des garnisons à tenir dans des postes trop éparpillés, des escortes à fournir, des convois, des équipes pour la récolte du fourrage, l'armée avait suffi à tout avec des effectifs qui ne pouvaient guère fournir plus de sept mille hommes valides pour ces travaux immenses, exécutés en deux campagnes, pendant les mois de belle saison de 1838 et 1839.

Ce qu'avaient coûté ces travaux? Au dire du duc d'Orléans, les desséchements de Bouffarik avaient anéanti tout un régiment. Les garnisons de l'Arrach et de l'Arba, sans en excepter un seul homme, étaient passées par l'hôpital. Au cours de ces deux campagnes, sur le chiffre de quarante à quarante-huit mille hommes, auquel avait été maintenu l'effectif total de l'armée d'Afrique, il y avait eu six mille morts. L'armée n'avait jamais manqué de courage ni d'endurance, mais elle se rappelait mélancoliquement « un temps où on se battait souvent, où on pillait quelquefois, et où on ne travaillait jamais ».

La venue du Prince fut, pour ces troupes dont la métropole ignorait presque les efforts, comme une éclaircie dans un ciel sombre.

Le duc d'Orléans avait débarqué à Oran le 23 septembre 1839. Il a retrouvé « avec délices cette terre si pittoresque et si attrayante »; il a repris possession de son ancien appartement mauresque aux murs de faïence, aux plafonds peints et aux jolies colonnes de marbre blanc. Et tout de suite il est tombé dans cette fantaisie africaine qui l'amuse toujours : sous la treille de la casba, le général Guéhéneuc est venu au-devant de lui « en robe de chambre à ramage, gilet jaune, col militaire, foulard autour de la tête, pantalon garance et bottes à éperons, suivi de deux gazelles et précédé d'une poule de Carthage ».

Par contre, le gouverneur général n'est pas là. Il avait pourtant été entendu qu'il viendrait recevoir le Prince Royal et inspecter avec lui la division d'Oran. On n'a de lui aucune nouvelle et l'on se perd en conjectures. Mais le duc d'Orléans fait contre fortune bon cœur. Il s'occupera de son mieux et, quoique paralysé par l'absence du maréchal, il n'hésitera pas à remédier énergiquement à certains abus que

lui révèle l'inspection des troupes et des hôpitaux. Avant de quitter Oran, il note sur le journal qu'il va tenir chaque soir pendant tout le temps que durera son séjour en Algérie :

« Les colonies vont lentement et les générations passent vite. Ce ne sera pas la mienne qui verra cette grande chose s'accomplir (la conquête de l'Algérie tout entière); j'en ai du moins la foi; mais je crois qu'il faut en préparer les moyens, sans rien faire avant le temps. »

Il a vu tout ce qu'il lui a été possible de voir, les hommes, le matériel, et aussi le moral. « J'espère, écrit-il encore, avoir fait quelque bien ici... Je désire que la Reine sache qu'à Oran il y a neuf mille cinq cents catholiques, avec la garnison de la place seulement (sans les postes extérieurs) et que l'unique chapelle ne contient pas cent personnes. C'est une des affaires que je traiterai à Alger avec le maréchal, si je le trouve en état. »

Le 27 septembre, il revoit Alger, « toujours charmant ».

L'amiral Bougainville le mène à terre, dans le canot royal, au milieu des hourras, des bâtiments pavoisés et des salves des forts. Le maréchal Valée est là, sous la voûte de la marine. Le Prince l'embrasse avant qu'il ait eu le temps d'ouvrir la bouche. Et dès qu'on est parvenu au gouvernement, après avoir traversé les flots d'une foule immense, le fils du roi des Français et le Gouverneur général de l'Algérie tiennent une première conférence. De part et d'autre, on s'observe. Une certaine réserve gêne l'entretien, surtout de la part du maréchal qui, visiblement, eût autant aimé ne pas être embarrassé de la présence du Prince. Mais c'est un soldat loyal et plein de valeur. Le duc d'Orléans s'ingénie à briser la glace. Il traite l'illustre chef avec respect, l'assure que les idées du roi concordent avec celles qui ont présidé à son administration : maintenir la paix avec Abd-el-Kader, mais se méfier de lui, l'observer, faire tout pour entraver et diminuer sa puissance. Au demeurant, il trouve le maréchal très valide, assez entraîné « toutes les fois qu'il n'est pas question de s'embarquer ». C'est cette appréhension de la mer qui l'a empêché de venir à Oran. Un peu atrabilaire, se plaignant un peu de tout le monde, il dira au Prince Royal, à un dîner « où il y avait quatre-vingts personnes et tous les gros bonnets de la ville :

« Eh bien : Monseigneur croit avoir du monde à dîner; il y a salle pleine et il n'y a personne; il n'y a pas un homme dans tout ça : ça ne sait que parler et manger; ça ne sait ni commander, ni obéir, ni comprendre. »

Le Prince sourit et laisse passer cette verve morose. Peu à peu, il conquiert son hôte par ses prévenances. « Je lui détache, écrit-il, le tableau d'Horace. » (C'est une toile d'Horace Vernet à la gloire du maréchal.) Et tout en l'écoutant, il l'amadoue dans la mesure du possible, qui est restreinte. « Le maréchal veut être à merveille, mais ne peut l'être; mais je me livre à lui; il me mènera et me conduira comme il l'entend, sauf à moi à faire mes réflexions et à beaucoup regarder et observer. »

Dès le 28, ont commencé les visites d'hôpitaux, les revues des troupes et les manœuvres. Une troisième église catholique est inaugurée. Le maréchal y a pensé « pour faire plaisir à la reine ».

Le duc d'Orléans ne se lasse pas de parcourir Alger dont les aspects si imprévus l'amusent et le ravissent. Mais ce qui l'émeut dans le grouillement de la ville, c'est le petit soldat de France. Ses yeux suivent avec tendresse ce « véritable roi d'Alger, le tourlourou français se promenant gaiement, le képi sur l'oreille, le briquet battant entre les jambes et regardant fièrement du haut de sa petite taille toutes les races diverses de l'Europe et de l'Afrique qui se pressent autour de lui ».

Cependant, le duc d'Orléans n'est pas venu à Alger en touriste. Il veut tout voir de ce qui intéresse l'avenir de la France dans la colonie. Le 29 septembre, après avoir passé la matinée à conférer avec le maréchal qui ne s'est pas montré d'humeur parfaite, *keep off, my good man, sauve-toi, mon bonhomme,* se dit-il intérieurement, et il s'échappe pour aller visiter les cultures qui avoisinent la ville. Quels progrès depuis quatre ans! Ces cultures sont belles, des routes carossables, des chemins vicinaux, une population hétérogène, mais laborieuse. « Du massif d'Alger de toutes races, écrit-il avec un sens aigu de l'avenir, sortira un véritable peuple algérien. » A soixante ans de là, la prédiction sera réalisée et un Louis Bertrand, dans ses beaux romans algériens, la *Cinna,* le *Sang des Races,* en notera le plein épanouissement.

Les jours suivants sont pris par des excursions poussées plus loin, à Dely-Ibrahim, Coléa, le long de la Mitidja, à Oued-Laleg, Blida et jusqu'aux camps de l'Est.

Le prince a pu juger de l'importance et de la valeur du travail de ce grand constructeur qu'est Valée. On a vraiment accompli « la première partie d'une occupation réelle ». Ces marques de notre puissance civilisatrice sont « les meilleures proclamations aux Arabes. Il faut maintenant qu'il n'y ait pas le vide derrière cela ». Le moment de la colonisation est venu. Mais l'action du gouvernement est indispensable pour la promouvoir et la diriger. Il faut se méfier des fripons et des compagnies qui spéculent sans moyens réels.

Après une visite au village de Ben-Nouar-Lang, habité par des colons picards, puis aux fermes de MM. de Saint-Guilhem, de Montaigu, Tobeler et de Vialar, le duc d'Orléans ne cache pas son enthousiasme. La récolte de l'année a été superbe. C'est bien une nouvelle France qu'il voit naître sous ses yeux. « En déjeunant avec cette avant-garde de la France, sous ces beaux bois d'orangers, entouré d'un mélange de gardes nationaux comme ceux de nos campagnes et d'Arabes frayant comme malgré eux à nos compatriotes le chemin de l'Atlas, en voyant sur notre table, depuis le vin jusqu'au sel, tous produits recueillis par des Français sur la terre d'Afrique, j'ai fait de tout mon cœur des vœux pour que cette colonie encore au berceau prospère et grandisse. »

Rentré à Alger, les conférences reprennent avec le maréchal Valée. Ce dernier a des projets qu'il ne livre que peu à peu. Il médite une expédition brusquée sur Aïn-Sultan, l'un des points occupés par Abd-el-Kader au mépris des conventions. Mais le prince résiste. A partir trop vite, on risquerait la guerre, et c'est prématuré. Le maréchal le sait bien, mais, au fond, n'en serait pas fâché, surtout si l'étincelle passait pour avoir été allumée par le fils du Roi. Aussi laisse-t-il son hôte dans l'incertitude sur ce qu'il va l'emmener faire dans la province de Constantine. Voyage de pacification? de constructions de routes? ou campagne militaire qui tendrait à revenir sur Alger en bravant et en bousculant au besoin les postes d'Abd-el-Kader? Le duc d'Orléans, qui, pour les motifs que nous avons dits, a complètement accepté l'idée d'un voyage paci-

fique, n'est pas sans inquiétude. Le maréchal lui laissera-t-il même la possibilité de tout examiner, de tout étudier à sa guise, comme il se le proposait? Mais il secoue ces inquiétudes : « N'y pensons plus! en avant! » il trouvera toujours le moyen de bien faire et de faire le bien.

Le séjour du Prince Royal à Alger prit fin le 6 octobre. A cette date, il s'embarqua sur *Le Phare* et le maréchal Valée sur le *Cocyte*. Les deux navires entraient le 7 octobre dans la baie de Bougie. Au travers de la grande arcade, coupée dans le cap Corbon et « qui semble construite en briques, tant la couleur du rocher est rouge et ardente, la ville de Bougie... apparaît bâtie en amphithéâtre, mêlée de verdure, de constructions romaines, sarrasines, vandales, espagnoles, génoises et françaises, et surmontée par le fort de la Gouraya, élevé de plus de deux mille deux cents pieds au-dessus de la mer ». La beauté du décor n'atténue pas, chez le gouverneur général, l'humeur massacrante que lui a causée le voyage en mer. Il a été horriblement malade. Le prince ne l'emmène pas moins dans la ville que commande le lieutenant-colonel Bedeau, pour inspecter les troupes, notamment la Légion étrangère, et visiter l'Hôpital. Mais le jour même, on rembarque et l'on est avant le soir à Djidjelli.

Djidjelli, « amas de masures kabyles et mauresques, bâties sur un rocher de couleur grise, comme les maisons qu'on ne distingue que de très près. Une grande porte sarrasine, avec quelques palmiers, est la seule entrée du côté de la terre sur l'étroite presqu'île qui s'avance dans la mer ».

Le maréchal n'a pas manqué d'être malade. Mais, cette fois, il est rayonnant, c'est l'esprit de famille qui en est cause. L'occupation de Djidjelli a été l'œuvre de son gendre, officier d'ailleurs remarquable, le commandant de Salles.

A Stora, le prince est reçu par le général de Galbois et tous les grands chefs arabes de la province de Constantine. C'est le début d'une série de manifestations qui vont montrer quel retentissement a eu chez les Arabes la nouvelle de l'arrivée du fils aîné du roi des Français. Ben-Aïssa, chef du Sahel celui-là même qui défendit deux fois Constantine contre les troupes françaises, est là, avec trois autres grands caïds qui ont tous une belle allure, sous leurs haïks d'une finesse extrême,

leurs burnous de différentes couleurs et leurs vestes de velours brodées d'or et d'argent. Ils ont une suite superbe : deux cents beaux cavaliers, des chameaux, des tentes élégantes, des drapeaux... Le prince saisit toute l'importance que peut avoir sa venue parmi ces vaincus d'hier, pleins d'orgueil, mais sensibles au prestige qui sait s'affirmer. Il leur parle avec noblesse et courtoisie.

« Je vais, note-t-il le soir du 8 octobre, m'occuper d'agir le plus possible sur la population indigène, et je m'ingénie pour donner, sous ce rapport, du développement à mon voyage. Je crois que je pourrai faire du bien, car les indigènes, étant beaucoup plus doux et surtout ayant été bien conduits dès le commencement de notre occupation, nous sont fort soumis et même assez attachés. »

C'est une impression plus agréable encore qui l'attend, en visitant Philippeville. « En voyant, écrit-il, une ville européenne de mille sept cents âmes, sans compter la garnison, les marins, les employés, s'élever sur un point où, depuis un an seulement, jour pour jour, flotte le drapeau français, j'ai peine à croire à cette espèce de miracle. »

Mais, tout de suite, une ombre à ce tableau. Le prince, en débarquant, se rend aux hôpitaux. « Ils font mal à voir, c'est hideux. » Les soldats sont entassés dans des baraques étroites, sans lits, sans eau, sans vin, sans médicaments, sans baignoires et presque sans médecins.

Il a fait cette visite sans le maréchal Valée, qui a le tort de ne jamais aller inspecter les hôpitaux, mais il l'y mène le lendemain; il les lui fait voir en détail et, sur-le-champ, il obtient l'évacuation sur Alger, où il y a de la place, du tiers des malades, qui seront emmenés par tous les bâtiments de commerce, et l'envoi d'urgence d'Alger, par des bateaux à vapeur, de médicaments, de baignoires et de médecins.

Ces deux jours seront d'ailleurs bien employés; l'inspection des troupes, la visite de la ville et des postes militaires, la réception des Arabes... Mais le prince revient encore aux hôpitaux. « Je suis bien aise, note son journal, d'être venu ici dans un moment où l'armée souffre. » Et il obtient encore d'autres bonnes mesures. Il fait déloger les bureaucrates qui ont pris les belles constructions pour laisser les mauvaises

aux malades. Il obtient la diminution des corvées, la suppression des postes inutiles, fait interdire les marchés sur le vin et le bois qui ont donné lieu à des abus criants, nettoyer et réglementer les abattoirs, « véritables charniers où les oiseaux de proie viennent disputer la viande aux soldats et qui sont tenus avec une négligence dangereuse pour la santé des hommes ». Enfin, pour encourager les colons qui ont admirablement travaillé, il leur fait concéder définitivement les terrains sur lesquels ils ont bâti et qui n'étaient pas encore leur propriété.

Journées de prince, s'il en fût, et que lui-même qualifie de « bonnes journées », mais qui ne furent pas remplies que du plaisir de faire le bien. Les discussions avec le maréchal avaient repris et, de plus en plus nettement, se posait devant le duc d'Orléans le cas de conscience d'une expédition militaire sur Hamza, à laquelle le maréchal Valée revenait toujours.

« Je suis prêt, dit-il au maréchal, à entreprendre toute opération qui sera réellement utile à la colonie et qui ne fera courir aucune chance de guerre avec Abd-el-Kader, mais, pour ce point, je ne consentirai à rien risquer qui puisse paraître rompre la paix, que je regarde comme la seule base actuelle du développement de notre colonie. »

La discussion dure deux heures, et, pour prouver à Valée la sincérité de son attitude, le duc s'offre « à servir sous ses ordres pour tout ce qu'il jugera à propos de faire dans l'intérêt du système pacifique et de la bonne organisation de la colonie ». La discussion resta sans conclusion.

Le 10 octobre, on se mit en marche vers Constantine. Le long de la route, la caravane s'augmente de nombreux chefs qui viennent faire leur soumission. Au soir du premier jour, au bivouac de l'Oued-el-Hadjar, la tente du duc d'Orléans est entourée de celles de tous les grands de la province, depuis Djemila jusqu'à Guelma. Les populations se portent sur sa route, lui offrant des moutons, des poules, du couscouss, du miel... Le prince répond à chaque fois par des libéralités qui feront, écrit-il plaisamment, « de Sainte-Pélagie la dernière étape de ce voyage ». Mais l'effet est immense. A la différence des anciennes tournées que le dey ou les beys faisaient dans le pays et qui n'étaient que des occasions de vexations nou-

velles, le voyage du prince chrétien répand les bienfaits, les actes de justice, les grâces. « J'enlève autant que possible le maréchal qui, du reste, est bien maintenant. Il paraît disposé à faire ce qu'il pourra pour utiliser mon passage ici et j'espère que nous nous entendrons. »

Mais le Prince se montre sévère au sujet des épreuves trop lourdes imposées aux soldats parqués dans de tristes camps, comme celui de Smendou. Les travaux ont été poussés trop fort dans les grandes chaleurs, sans ombre. Les maladies sont venues, et maintenant les bras manquent.

L'entrée à Constantine fut un triomphe. Elle eut lieu, le 12 octobre, par un soleil lumineux. A mi-côte, en montant vers la ville par la vallée du Rummel, le cortège rencontra la grande députation de toutes les tribus de la province, depuis Guelma jusqu'à Sétif et au désert. Puis, « des deux côtés de la route, tous les accidents de terrain et toutes les rues jusqu'au palais du bey étaient couverts d'une foule compacte ». Vingt mille Arabes sont là, — il n'y a pas deux cents Européens dans la ville. Les hommes saluent de la main et de la tête, les femmes font entendre leur gloussement de bienvenue. Le canon tonne, les fanfares et les musiques militaires françaises, celle du bey qui marche devant le prince, sont aussi de la fête. C'est un mélange de civilisation et de sauvagerie qui donne à la scène un aspect imprévu, surprenant, inoubliable. Quand on lit, dans le journal que le duc d'Orléans continue de rédiger tous les soirs, le récit de ces fêtes, des réceptions, des démonstrations de toutes sortes qui se succèdent, des audiences données aux chefs arabes, de la visite de tous les quartiers de la ville, on est émerveillé comme lui, qu'en si peu de temps, dans cette ville dont la conquête avait coûté si cher et qui s'était défendue avec un tel acharnement, les rapports avec les vaincus aient pu prendre un caractère si familier, affectueux même. A l'actif de quelle autre grande puissance moderne pourrait-on mettre un résultat si rapide? « La conquête est réellement faite, écrit le duc d'Orléans, et ici, nous n'avons pas pris seulement le pays, comme à Alger, mais bien aussi la population avec. »

La journée du 12 octobre, qui n'a été qu'une suite de réceptions enthousiastes, a mis le maréchal Valée de belle

humeur. Il s'attendrit même avec le Prince Royal et, revenant sur les discussions des jours précédents, il l'assure qu'il n'était guidé que par son désir de lui procurer l'occasion d'une belle action militaire. Puisqu'il n'en peut être ainsi, le prince sera associé aux travaux de l'armée.

L'entretien finit sur cette belle page :

« Je lui dis (au maréchal) à cet égard tout ce que je pense; je lui répète que je me regarde comme honoré de faire tout ce que fait le soldat; que, lorsque c'est la guerre, je veux faire la guerre avec lui; que, lorsque ce sont des routes, je veux faire des routes avec lui. Partager son sort et servir la France par tous les moyens, voilà mon ambition et je ne sacrifierai jamais les intérêts de mon pays à ma position personnelle; je ne me regarde que comme un instrument destiné à servir mon pays et je ne m'élèverai jamais un piédestal aux dépens du dernier des intérêts publics. Dans la paix, l'armée d'Afrique ne faisant que de grands travaux d'utilité publique, je ne prétends pas, voulant maintenir la paix, entreprendre autre chose avec elle, mais je tiens à participer à des entreprises qui laisseront des résultats permanents et plus solides, quoique moins glorieux, que les expéditions à main armée, etc... Après nous être embrassés de bon cœur, il reste convenu qu'il fera les opérations qu'il eût faites sans moi, et qui consistent à relier la ligne maritime avec la ligne intérieure et à continuer ce qu'il a déjà commencé en créant Philippeville et Constantine. »

L'entente ainsi définitivement faite entre le Prince Royal et le Gouverneur fut encore scellée, le lendemain, jour de l'anniversaire de la prise de Constantine. Comme le duc d'Orléans entrait chez lui pour le féliciter, le maréchal lui a sauté au cou. Sa rudesse était définitivement conquise et les deux hommes ne devaient plus revenir sur ce projet de l'expédition d'Hamza jusqu'au jour où, les événements semblant apporter une conjoncture plus favorable, le vieil homme de guerre recommencera de tenter son prince et cette fois le poussera, non sans un nouveau et long débat, vers une aventure glorieuse.

Ce séjour à Constantine fut occupé en grande partie par les fêtes de la commémoration de la prise de la ville. Il y eut messe solennelle « avec grand *Te Deum* » à Notre-Dame de

Constantine, revue, distributions de récompenses, décoration des chefs arabes Ben-Aïssa, Ben-Gana, Ben-Hamelaoui, défilé, fantasia, dîner offert par les chefs arabes. Mais le lendemain, fidèle à la coutume dont il ne se départit nulle part au cours de ce voyage, ni dans une ville, ni dans un établissement militaire quelconque, le duc d'Orléans se rend aux hôpitaux et aux casernements qu'il visite en détail. Cette fois encore il trouve des installations déplorables, des malades « dans une situation horrible ». Il y amène Valée. Dans les hôpitaux, les deux tiers des malades n'ont pas de lit, et quant à la garnison, elle couche tout entière sur la terre avec les couvertures de campement.

Alors il prend « un grand parti ». « J'ai forcé, écrit-il, littéralement parlant, à faire transporter dans le vaste palais que nous occupons les malades qui étaient les plus mal établis et, malgré toutes les résistances que j'ai éprouvées, j'y suis parvenu. J'ai pu soulager ainsi des malheureux dont quelques-uns ne voyaient jamais le jour et dont d'autres n'avaient jamais un abri. Je rougissais de nous voir logés comme des rois, nous bien portants, tandis que des pauvres soldats étaient si mal et souffraient si patiemment. »

Que l'armée d'Afrique ait aimé ce prince, le fait a-t-il de quoi surprendre?

Il s'occupe aussi de l'hygiène des rues, comme à Philippeville; il fait admettre qu'on se mettra immédiatement à la construction des hôpitaux et des casernes, avant même de parfaire les fortifications qui sont suffisantes en leur état actuel.

Le 15 octobre, on se met à l'organisation des colonnes qui vont partir faire des routes et achever les constructions militaires de Sétif. Le prince n'hésite pas « à prendre un petit commandement ». Ce sera celui d'une division qui ne comprendra que six faibles bataillons des 2e et 17e légers, et 23e de ligne, quatre escadrons des 1er et 3e chasseurs et les spahis de Constantine. Le général de Galbois conduira l'autre division, à peu près d'égale importance. Le plan général est de relier Sétif à Bougie; Djidjelli à Constantine par Mila; Bône au camp de l'Arrouch et à Constantine. On aura ainsi des lignes venant des points d'appui du littoral à la ligne Constantine-Sétif, en attendant que cette ligne soit poursuivie

jusqu'à Alger. Ce plan, calqué sur celui de la conquête romaine, ne pourra pas être terminé avant la venue de l'hiver, mais les tronçons les plus importants seront amorcés.

Le Prince trouve ce programme « moins brillant que les Portes de Fer, Hamza et la route par terre de Constantine à Alger », mais il sera heureux qu'on s'y tienne, puisque « c'est le devoir ».

Les événements allaient déjouer cette sagesse réfléchie. En quittant Constantine, le 16 octobre, à la tête de sa division de travailleurs, le duc d'Orléans ne se doutait pas qu'il marchait sur Alger.

DERNIER DÉBAT

La première partie de programme s'effectua comme elle avait été conçue. Le colonne avança jusqu'à Sétif, au milieu des réceptions triomphales des populations arabes. Mila, Mahala, Djemila, l'Oued-Dahala, l'ancienne Mons, il faut lire dans le journal du duc d'Orléans le récit de ces étapes où tout est attachant, pittoresque, où les difficultés de la marche sont compensées par le grand intérêt des magnifiques ruines romaines rencontrées sur la route.

A Djemila, nouvelles constatations pénibles sur l'état d'abandon dans lequel sont laissés « cent vingt malades entassés sous des tentes, sans matelas, avec un seul sous-aide pour tout personnel de santé et cinq bidons pour tous ustensiles ». Le duc d'Orléans fait ordonner les évacuations nécessaires, distribuer des ustensiles, aménager une maison qui pourra faire un hôpital passable, — et relever toute la garnison.

Le mauvais temps éprouve durement la troupe, mais le prince est émerveillé de la résistance et de la bonne humeur de ses soldats. « La pluie ne mouille, lui dit d'un d'eux, que lorsqu'on bat en retraite. »

A Sétif, les travaux sont menés avec un entrain et une rapidité admirables. On complète les défenses du fort, on aménage des maisons pour loger les soldats du bataillon turc et leurs familles.

Mais voici que la question des Portes de Fer se pose à nouveau.

Le programme établi d'accord entre le duc d'Orléans et le maréchal Valée comportait la construction d'une route devant relier Sétif à Bougie. Or, des renseignements venus de cette dernière ville font craindre au maréchal que, si l'on entreprend ce travail, les Kabyles ne prennent les armes. Comme leur soumission était en bonne voie, mieux vaudrait repousser à plus tard l'exécution d'un projet qui les alarme. Aussi revient-il à son idée favorite, qui est d'aller par terre de Constantine à Alger, à travers cent lieues de pays. « Il dit avoir reçu des nouvelles d'Abd-el-Kader, qui est retourné vers Oran et qui a retiré son monde d'Hamza, après la défaite de son bey du Sebaou par les Kabyles; il prétend que son lieutenant Omar a fait une excursion dans la Medjana, pour masquer ce mouvement, et que le moment est favorable pour passer les Bibans, détruire Hamza et établir ainsi notre droite sur les terrains à l'est d'Alger de manière à nous conserver la contiguïté avec la province de Constantine. »

Le duc d'Orléans reste d'abord très opposé à l'exécution de ce projet. La discussion qui s'engage est « des plus pénibles » et dure plus de deux heures. Le point de vue du prince est le suivant. La reconnaissance de la route, par terre, d'Alger à Constantine serait fort utile, et « plus encore le maintien du droit de la France sur les terrains contestés et l'éloignement d'Abd-el-Kader de la province de Constantine ». Mais entreprendre cette belle expédition ne risquera-t-il pas de passer pour une provocation? S'il en est ainsi, sa conscience, ses devoirs envers le pays lui interdisent d'y participer. Que le maréchal lui donne l'assurance que de telles craintes sont sans fondement, et il sera prêt à le suivre. Mais, tandis que sur ce point il voudrait des garanties certaines, le maréchal se borne à des affirmations, sans rien lui communiquer des renseignements qu'il dit avoir reçus.

Interrompue le 23 octobre, la discussion reprend le lendemain et le duc d'Orléans la résume ainsi, dans son journal :

« Il (le maréchal) garantit que la guerre avec Adb-el-Kader ne suivra pas le passage des Bibans et la reconnaissance de toute la route de Constantine à Alger par terre. Il voit de grands avantages et une grande opportunité à entreprendre cette expédition et à constater ainsi les droits de la France sur

la partie de la province d'Alger qui touche à celle de Constantine. — Je crois qu'il exagère l'importance du résultat. — « L'émir, me dit-il, est loin, son lieutenant est battu, sa garnison retirée; mais, d'autre part, il nous provoque par l'envoi de son khalifa dans la Medjana et par ses tentatives pour soulever contre nous la province d'Oran. Il faut lui répondre par un garde-à-vous sévère. Non seulement il ne s'ensuivra pas la guerre, ajoute-t-il, mais c'est, selon moi, un moyen de la prévenir et de l'éloigner. Quand on tend une main à Abd-el-Kader, il avance; quand on lui donne une saccade, il file doux. »

Le maréchal se fait plus pressant encore et emploie des arguments plus tentateurs : « Aller par terre de Constantine à Alger, en passant par ces Portes de Fer dont les Romains, les Turcs et les voyageurs ne parlaient qu'avec effroi, c'est une grande chose; c'est un grand pas fait pour l'avenir de la colonie; c'est une opération difficile et qui sera appréciée un jour si, dans le premier moment, elle n'est pas jugée à toute sa valeur. »

Le maréchal continue. Visiblement il exagère. « Après cela tout sera petit; tout sera mesquin; l'occupation du Titteri, à dix ou quinze lieues de Blida, si nous avons la guerre avec Abd-el-Kader, ne vaudra pas la peine que vous bougiez et, quoi qu'il arrive, vous en aurez fini avec l'Afrique... »

Le prince l'écoute, et comme le gouverneur va entrer dans les détails d'exécution, il l'arrête. Une seule chose importe à ses yeux : l'opportunité de l'expédition. Un argument finit par le convaincre. La colonne est venue jusqu'à Sétif. Le projet de route de ce point à Bougie doit être remis à plus tard, en raison des rapports avec les Kabyles. Que faire? retourner faire la route de Djidjelli? Ce serait reculer aux yeux des Arabes.

« Eh bien! répond le duc d'Orléans, en avant et à fond! Puisque nous nous lançons, je regrette la route de Bougie, parce qu'il me semble qu'elle devrait être faite avant la course de Constantine à Alger par terre; mais vous me garantissez la paix; ma conscience est satisfaite, et je suis votre homme. »

Ainsi fut décidée l'expédition française dont le maréchal Valée avait à coup sûr exagéré l'importance et dont le Prince

Royal avait mieux mesuré les risques. Avec prudence, le duc d'Orléans fit adopter le plan suivant.

On garderait le secret le plus absolu sur la décision prise, et, laissant croire qu'on marchait sur Bougie, on se porterait d'abord sur Zamoura d'où l'on peut indifféremment se diriger soit vers Bougie, soit sur les Bibans. De là la colonne entrerait dans la Medjana, sous prétexte de soutenir notre khalifa contre les incursions du lieutenant d'Abd-el-Kader. Arrivés au pied des Bibans, on aurait le choix, soit de tourner à gauche et de revenir en arrière, l'expédition ayant eu pour but avoué de visiter toute la province de Constantine, soit, si les circonstances n'avaient pas changé, de franchir le passage et de se porter à Kara-Mustapha sans que les troupes d'Alger aient franchi l'Oued-Kaddara.

Ce plan permettait de ne rien dévoiler à Abd-el-Kader du but réel de l'expédition jusqu'à ce qu'elle fût presque accomplie.

Le maréchal Valée l'adopta, non sans opposer encore quelque résistance. Le vieux chef se montrait plus « casse-cou » que le jeune prince.

Ce dernier prend alors toute la responsabilité de l'expédition. Il passe en revue les ressources dont disposera la colonne, en vivres et en munitions; il suppute le temps qui sera nécessaire pour atteindre les Bibans et Kara-Mustapha, avec ou sans résistance. Il réduit la colonne expéditionnaire au minimum : deux mille neuf cents hommes, dont tout au plus deux mille baïonnettes. Mais il faudra la mener, avec un convoi de sept à huit cents bêtes, à travers un pays que l'on ne connaît que par des descriptions qu'en a laissées le *Voyage* de Peyronnel, au XVIIIe siècle, et qui sont effrayantes. Il y aura cinq rivières à passer, qui grossissent bien vite, et sans équipages de pont ni passerelles. S'il faut attaquer le fort d'Hamza, on ne disposera que de quatre obusiers de montagne, avec soixante coups par pièce. Les cacolets permettront au juste de transporter quatre-vingt malades ou blessés. Tout concourt à rendre l'opération, quoi qu'en dise Valée, « hardie et scabreuse ». Mais le meilleur élément de succès est dans la valeur des troupes que le prince va commander, « troupes excellentes, obéissantes, braves, dévouées, endurcies à la

fatigue et aux privations ». « Cent mille cartouches, des jambes et des baïonnettes! *We'll pull through! Nous passerons!...* à moins que la pluie ne nous arrête. »

LES PORTES DE FER

On passa et le succès de l'expédition fut dû à un ensemble de circonstances heureuses, au temps qui se maintint beau et dont on sut profiter en coupant au plus court, à la témérité même de l'entreprise qui la rendait invraisemblable, au secret qui avait été gardé, aux dispositions rapides et habiles qu'on sut adopter.

La colonne française avait quitté Sétif le 25 octobre. Le lendemain, malgré l'opposition que fit d'abord à ce projet le maréchal Valée, le Prince Royal lui fit faire une étape de dix lieues à vol d'oiseau, à la boussole, en évitant Zamoura. On gagnait ainsi un jour et neuf lieues de chemin.

Mais la direction prise avait alerté les esprits. « On ne trompe pas longtemps des hommes aussi malins que les soldats d'Afrique. » Bientôt le doute n'est plus possible. Les troupiers crient : « Nous allons à Alger », et le 2e léger demande que la musique joue sa marche, sorte de Marseillaise de l'armée d'Afrique. Cet enthousiasme se maintiendra jusqu'au bout et sera, lui aussi, l'un des facteurs de la réussite. On marchait sans pouvoir s'éclairer par des reconnaissances, sans cartes, en se guidant d'abord sur l'itinéraire d'Antonin, puis sur les souvenirs d'un vieux Turc, doué d'une admirable mémoire des lieux, enfin et surtout sur la boussole. En deux jours, l'armée avait accompli vingt-quatre lieues, ayant chassé devant elle Ben-Omar, le lieutenant d'Abd-el-Kader dont le camp avait été signalé à une lieue de la colonne. Le 27 octobre, à la nuit, on bivouaque à deux heures de marche des Portes de Fer. Le terrain est sans eau. Mais les bidons sont pleins. Bientôt s'allument des feux brillants de genévriers, dont l'odeur aromatique parfume l'air. Les troupiers font la cuisine et oublient leur fatigue. « La joie d'aller par terre à Alger domine tout. » L'arrière-garde, qui arrive à dix heures et demie, guidée dans les mauvais pas par ces grandes lueurs,

prend gaiement sa place « dans l'un des plus jolis bivouacs » que le prince ait jamais vus.

Ce fut le lendemain, 28 octobre, que le fameux passage fut franchi.

Il y avait à choisir entre deux cheminements. L'un, Bab-el-Kébir, les Grandes Portes, suit le cours de l'Oued Chabba; l'autre, Bab-es-Srir, les Petites Portes, est à deux kilomètres au Nord-Est, du côté de l'Oued Bou-Kton. Ce fut par ce dernier passage que les guides conduisirent l'armée, bien que l'autre, par où passa depuis la route d'Alger à Constantine, fût d'un accès plus facile et plus sûr.

A sept heures, la pluie tombait. Si elle se prolongeait et grossissait, le défilé pouvait être changé en torrent. La division du général de Galbois fit demi-tour. Elle retournait à Constantine, car la province ne pouvait rester démunie de troupes. Les deux colonnes se séparèrent, ayant chacune une lourde tâche à accomplir. Les soldats de la division d'Orléans, soutenus par l'enthousiasme, étaient les plus heureux.

En avant! L'avant-garde s'ébranle à dix heures et demie, sous les ordres du lieutenant-colonel Drolenvaux. Les cheiks des Beni-Abbas, tribus qui de tout temps gardaient les Portes de Fer et qui étaient venues faire leur soumission, marchent en tête, à pied, en burnous bleus et jaunes, servant de guides. On traverse un bois qui longe la rivière, et où l'on se montre des traces toutes fraîches de bêtes fauves.

Au bout de deux heures de marche, on était « dans une sorte de cuvette humide, au fond de laquelle s'aperçoivent des parois extraordinaires de rochers rouges dentelés et ressemblant à un gâteau feuilleté ».

C'était l'entrée des Portes de Fer.

Le duc d'Orléans a laissé de l'étrange paysage cette description précise, crayonnée au soir même de ce jour :

« On monte un petit raidillon, à gauche du torrent, dans des rochers que les sapeurs sont obligés de travailler pour que les mulets, chargés à la française, puissent passer à travers; puis on redescend en serpentant dans des roches mêlées d'arbres et de débris de toute espèce. On est dominé de partout par des crêtes que des murailles naturelles séparent les unes des autres. Ces murailles, par une incroyable bizar-

rerie, sont percées de fenêtres qui peuvent servir de meurtrières. Les stratifications, qui vont en deux sens dans cette première partie du défilé, se flanquent mutuellement, et rendent à peu près impossible le couronnement régulier de ces hauteurs séparées les unes des autres par des ravins presque infranchissables.

» En descendant à peu près à pic par un sentier qui se présente à gauche du ruisseau, l'aspect du lieu devient plus sauvage. Les cimes s'élèvent au-dessus de la tête, les arêtes deviennent plus vives, et les arbres abattus par la tempête, que les sapeurs déblayent, complètent cette scène frappante. A mesure que l'on avance, les strafications du rocher prennent des formes gigantesques; ce sont des murailles perpendiculaires, distantes les unes des autres tantôt de quarante pieds, tantôt de cinquante, tantôt de cent, et dont l'élévation varie depuis huit cents ou neuf cents pieds au-dessus du fond de la vallée jusqu'à trois cents ou quatre cents qu'ont les moins élevées... Ils courent tous de l'Est 10° Nord à l'Ouest 10° Sud... »

La colonne suit ce corridor de rochers, puis elle tourne à angle droit dans le lit du torrent. Si le défilé avait des défenseurs, ils pourraient voir et fusiller de toutes parts cette troupe téméraire sans qu'elle puisse répondre.

« Là, continue le prince, se trouve la première porte. C'est une ouverture de huit pieds de large entre deux de ces couches de rochers parallèles qui, rouges dans le haut, sont gris de fer dans le bas. La terre végétale ayant été enlevée par la pluie, il y a des ruelles latérales jusqu'à la seconde porte, qui est juste assez large pour qu'un mulet chargé puisse y passer. La troisième est à quinze pas plus loin, en tournant à droite, de manière que nulle part on ne soit défilé des crêtes d'où une seule pierre tuerait infailliblement. La quatrième porte, qui est plus large que les autres, est à cinquante pas plus loin, puis le défilé, toujours étroit, s'élargit un peu et ne se prolonge guère que de trois cents pas. C'est une combinaison de rochers, de montagnes et de phénomènes géologiques impossibles à dessiner comme à décrire. »

C'est par ces défilés de légende qu'aucune armée n'avait jamais franchis que passèrent, ce 28 octobre 1839, deux mille cinq cent cinquante et un fantassins, deux cent qua-

rante-huit cavaliers, cent cinquante-six artilleurs avec quatre obusiers de montagne, quatre-vingt-sept hommes du génie, un troupeau de huit cents animaux et des mulets de bât.

Si l'on avait observé les précautions d'usage, la colonne n'eût pu s'écouler entre le lever et le coucher du soleil. Dès qu'il arriva sur la position, le duc d'Orléans proposa au maréchal Valée « de ne pas couronner une seule hauteur, mais de lancer l'avant-garde tout au travers du défilé, de faire occuper les crêtes de sortie à droite et à gauche, d'en faire autant à droite et à gauche de l'entrée, d'y laisser l'avant-garde en position et de ne permettre aux cheiks de repartir que lorsque le dernier soldat français serait sorti ».

C'est ce qui fut fait. Deux maraudeurs tirèrent, hors de portée, six coups de fusil qu'on entendit à peine, et ce fut tout. L'armée française était passée sans coup férir.

La troupe exécuta l'opération avec un enthousiasme extraordinaire. Les musiques jouaient les marches des régiments. Les soldats poussaient des cris de joie. Entre la première et la seconde porte, le duc d'Orléans fit graver sur le roc par les sapeurs cette inscription : Armée française, 1839[1]. Il ne consentit pas à ce qu'on y ajoutât son nom, « n'ayant rien fait de plus, dit-il, que le dernier des soldats qui y a passé ». Avant l'entrée de la première porte, à droite, il grava seulement un grand F, avec la pointe d'une baïonnette, assez profondément, écrit-il, pour que cette lettre « survive malheureusement au souvenir d'une vie encore vide de sens pour la postérité ».

On peut imaginer la joie de la troupe lorsque la grand'halte fut ordonnée. « Tout le monde est en train; les officiers demandent un peu vaniteusement qu'on frappe une médaille; les soldats font mille plaisanteries sur les Portes d'Enfer, où l'on veut être portier-consigne; d'autres se plaignent qu'on ne se batte plus en Afrique et demandent que la décision ministérielle qui a supprimé les coups de fusil supprime aussi les bivouacs et la pluie. »

Au delà du passage, la colonne se trouvait aux prises avec

1. C'est la scène que représente la grande toile du peintre Dauzats, qui accompagnait l'expédition. Cette toile figurait à l'exposition du Centenaire au Petit-Palais.

de nouvelles difficultés. Pendant cinquante-deux heures, elle fut privée d'eau potable, côtoyant les eaux chargées de magnésie de l'Oued Bou-Kton. Puis il fallut marcher sur le fort d'Hamza, situé dans une admirable position, commandant les trois vallées qui mènent à Alger, à Bougie et aux Portes de Fer. Ben-Salem, bey du Sabaou pour Abd-el-Kader, ne le défendit pas, mais quand les Français furent engagés dans les montagnes qui séparent Hamza de Fondouck, il y eut un dur travail à accomplir, au cours duquel on dut faire parler la poudre.

Un premier combat d'arrière-garde eut lieu le 31 octobre. L'affaire fut menée vigoureusement. On passa l'Isser à gué, à la nuit tombante.

Le lendemain, jour de la Toussaint, la division se trouvait en présence d'un passage extrêmement difficile, précédant le col d'Aïn-Sultan. C'était « un escalier de rochers roulants ou pointus comme des épées, entremêlés de débris de pavés, de broussailles épineuses; tantôt tellement encaissé qu'il faut courber la tête sous les broussailles, tantôt en chaussée au-dessus des précipices ».

Le duc d'Orléans avait fait occuper les deux extrémités du défilé afin que le convoi pût y passer sans encombre. Mais à peine avait-il placé son monde à Aïn-Sultan, qu'il apprenait que son arrière-garde était attaquée. Il veut s'y rendre, mais le chemin est barré sur plus d'une lieue de long par le convoi et le troupeau. Plus loin c'est une caravane à laquelle la fusillade a fait rebrousser chemin et qui occupe une autre partie de la route. Pressé d'arriver, le prince couvre deux lieues et demie dans des terrains impossibles. « Il n'y a, écrit-il, que l'odeur de la poudre, qui puisse faire faire un steeple-chase comme celui-là. » Il y abîme son meilleur cheval, mais il arrive. L'arrière-garde était séparée du convoi de plus d'une lieue et demie. La petite troupe française, composée des six cent cinquante hommes du 17e léger, très étendue afin de ne pas se laisser déborder, se trouvait dans une position critique et ne pouvait ni avancer, ni reculer, sans une réserve pour écarter l'ennemi.

Immédiatement, le prince prend des dispositions qui témoignent de son coup d'œil. Il raccourcit la ligne des

tirailleurs, les restreignant aux positions qui commandent le terrain, ramasse la cavalerie, rassemble la colonne, et après une poussée énergique donnée à l'ennemi, il remet sa troupe en marche à travers le terrain tourmenté qu'il vient de franchir dans les deux sens. Les Arabes, tenus en respect, voyant toutes les crêtes occupées, avec des feux croisés constamment ménagés sur toute la route, se tinrent à distance. Encore quelques efforts, et l'on apercevait Alger, la Mitidja et la mer. On salua cet horizon par un air de musique. La colonne était déjà, avec le maréchal Valée, sur les bords de l'Oued Kaddara.

Là, elle faisait sa jonction avec la division que le général de Rullières avait amenée d'Alger. L'expédition des Portes de Fer était terminée.

La preuve était faite que ce n'était pas par ce chemin impossible qu'il fallait chercher la communication par terre de Constantine à Alger. Cette route devrait passer par les terrains cédés à Abd-el-Kader et qu'il faudra conquérir. Mais l'expédition n'avait pas été inutile.

« Son côté romanesque, écrit le duc d'Orléans, frappa l'imagination du public, souvent injuste pour la prudence, mais toujours séduit par la témérité heureuse. » Et l'attention se porta avec plus d'intérêt que jamais sur l'armée d'Afrique.

L'entrée à Alger fut triomphale. On vit tout de suite, à l'attitude de la population, quelle impression extraordinaire lui faisait l'arrivée de cette armée qui semblait revenir d'un pays fantastique. Les acclamations éclataient de toutes parts. On prenait les sacs des soldats. Les toits des maisons étaient couverts de spectateurs. Bientôt la foule fut si pressée qu'on avançait avec peine. Toutes les maisons étaient pavoisées. Le prince fredonnait intérieurement ces vers de Béranger :

De quel éclat brillaient...
Ces habits bleus par la victoire usés.

Au palais du gouvernement, toutes les autorités de la ville, l'évêque en tête, la chambre de Commerce, les colons de la plaine, entourent le prince. Des banquets s'organisent, des réjouissances officielles sont votées. De toutes ces fêtes, la plus mémorable fut le banquet offert par le duc d'Orléans à sa

division. Cette manifestation, l'une des plus touchantes, unique peut-être dans l'histoire militaire, prit un caractère d'émouvante et fraternelle grandeur.

Au moment où le maréchal Valée se leva pour porter la santé du Roi, « un hourra général de : Vive le Roi! avec tous les képis en l'air, rend tout discours impossible. Les tambours battent aux champs, la musique joue, le canon tire : adieu le speech du maréchal, si toutefois, il devait en faire un. Pendant plusieurs minutes, ces trois mille voix répètent encore ce cri de « Vive le Roi! » et l'on ne peut les arrêter. « Il faut, disent-ils, qu'il l'entende à Paris. »

Quand cette tempête se fut apaisée, le Prince Royal put porter son toast à l'armée d'Afrique. On vit sa belle taille se dresser, son fin et énergique visage promener ses yeux clairs sur toute l'assistance.

« Au nom du Roi, s'écria-t-il, je porte cette santé :

» A l'armée d'Afrique et à son général en chef, le maréchal Valée, sous les ordres duquel elle a accompli de si grandes choses :

» A cette armée qui a conquis à la France un vaste et bel empire, ouvert un champ à la civilisation dont elle est l'avant-garde!...

» A cette armée qui a su affronter, avec une résignation stoïque, la mort sans gloire de l'hôpital... A cette armée, compagne d'élite de la grande armée française... pépinière de chefs futurs... A cette armée qui, loin de la patrie, a le bonheur de ne pas connaître les discordes intestines...

» C'est au nom du Roi qui a voulu que quatre fois ses fils vinssent prendre leur rang de bataille dans l'armée d'Afrique,... c'est au nom de deux frères dont je suis justement fier, — l'un vous a commandés dans le plus beau fait d'armes que vous ayez accompli, et l'autre s'est vengé au Mexique d'être arrivé trop tard à Constantine — que je porte cette santé à la gloire de l'armée d'Afrique! »

Ces paroles furent accueillies par de nouveaux transports. Le prince dut faire le tour des tables, et quand il revint à sa place, le plus ancien des lieutenants des grenadiers du 23e vint lui offrir une palme cueillie sur les Bibans. Mais au milieu de la gloire, le duc d'Orléans, avec la simplicité et la grâce

exquise de ses vingt-neuf ans, se souvient du maréchal. « Je pensai, écrit-il aux siens, qu'avant tout il me convenait d'être modeste auprès du vieux maréchal. Je me retournai vers lui et je lui dis qu'ayant été mon chef dans la circonstance mémorable dont cette palme était destinée à me retracer le souvenir, le bonheur que j'éprouvais à la recevoir de ces braves gens serait incomplet s'il ne joignait son suffrage au leur et que je lui demandais la permission de l'accepter. Le maréchal qui pleurait réellement, ce qui vous paraîtra incroyable à tous, à Paris, balbutia quelques mots entrecoupés et me fit un signe d'assentiment. »

Cette scène est très belle. Le Prince Royal en rougissait presque, en écrivant sur son journal : « Tout cela vous paraîtra, à Paris, ridicule et exagéré. » Non, cela n'avait rien de ridicule. Il est bon qu'à certaines heures une grande nation comme la France, qui a le cœur chaud et qui aime la gloire, s'unisse et fasse éclater son enthousiasme et sa fierté pour les hauts faits de son histoire.

A distance, des manifestations comme les adieux du Prince Royal à sa division n'ont rien que de très noble et de proprement français. Cet enthousiasme, ces vivats, ces paroles vibrantes et les larmes du vieux maréchal sont bien de notre patrimoine.

L'ACCOMPLISSEMENT D'UNE PAROLE DONNÉE

Pour être complètes, ces pages consacrées à l'œuvre africaine du duc d'Orléans devraient relater encore les efforts accomplis par lui, à son retour d'Alger, pour faire donner à l'armée d'Afrique les moyens matériels qui lui manquent encore, pour faire envoyer le matériel sanitaire dont il a constaté lui-même la désastreuse insuffisance, pour faire attribuer aux chefs les récompenses qu'il a demandées pour eux, pour faire enfin aboutir maintes réformes dans un système d'administration et de colonisation qui n'en est encore qu'aux balbutiements. Certes, la tâche que se donne ce prince est belle. Il y déploie une persévérance admirable, voyant les ministres, leurs écrivant, secouant les administrations, entretenant avec le maréchal Valée une correspondance suivie, qui est pour le vieux gouverneur, un peu figé dans sa tâche, à la fois un soutien

moral et un excitant salutaire. « J'attacherai ma gloire, avait écrit le duc d'Orléans au roi, le 14 novembre 1839, en rentrant en France, à ce que l'amélioration du sort des soldats date du voyage du Prince Royal; je mettrai plus d'ambition à la conquête d'un matelas et d'un lit pour les malades qu'à la prise d'une place forte... » Comment il tint parole, il serait aisé de le montrer, mais sur ce point comme sur beaucoup d'autres les détails se répéteraient et leur accumulation n'ajouterait, en somme, que peu de chose au portrait que nous avons voulu tracer du Prince Royal dans la galerie de nos gloires africaines.

Cependant, en quittant Alger, le duc d'Orléans avait fait une autre promesse : celle de revenir dès que l'armée marcherait à de nouveaux combats.

L'exécution de cette parole ne fut pas aisée. Plus que jamais, le Prince Royal se heurtait aux résistances du Conseil des Ministres et du Roi lui-même. Cette année 1840 était celle d'une grande tension européenne. Les difficultés intérieures ne manquaient pas non plus. On hésitait à exposer encore la vie de l'héritier de la couronne. On avait besoin de sa présence à Paris et en France pour affermir le trône. Aussi, quand éclatèrent à nouveau les hostilités avec Abd-el-Kader, lui fallut-il faire valoir énergiquement son honneur pour obtenir d'aller rejoindre ses compagnons d'armes.

Ses frères, Nemours, Joinville et Aumale, luttaient d'émulation pour partir à sa place ou avec lui. Au commencement de l'année 1840, il écrivait au prince de Joinville :

« Il y a un tel encombrement de « fils du roi » qui veulent aller en Afrique que chacun ici ne s'occupe que d'assurer son départ. Le mien est sans doute probable, mais enfin tu connais notre devise et tu sais que, tant qu'on n'a pas passé Villejuif, on n'est encore sûr de rien. »

Et sur les raisons qui le poussent à partir :

« Je sais parfaitement qu'il n'y a rien à gagner pour moi à retourner en Afrique : j'y ai fait deux campagnes, j'y ai fait tout ce que l'on peut y faire dans des circonstances absolument semblables à celles qui vont se présenter; je n'y ai pas de gloire à acquérir... et j'aurai tous les jours une escarmouche avec la chance d'une balle sans gloire dans le ventre et, qui

pis est mille fois, d'une affaire malheureuse pour nos armes... Pendant mon absence, la France peut être agitée profondément... Je sais tout cela, je le sais parfaitement, et cependant je veux aller en Afrique; une voix d'honneur et de conscience qui ne m'a jamais trompé... me dit qu'après ce qui s'est passé en Afrique quand j'y étais, après l'accueil incroyable que m'a fait l'armée, que m'y ont fait toutes les classes de la population, je dois, lorsque la France fait un grand effort en faveur de l'Algérie, aller reprendre ma place dans une armée qui m'a adopté, dans une armée que j'aime, que j'estime et où j'ai des amis[1]. »

Tels furent les motifs qui amenèrent ce prince plein d'honneur à venir prendre le commandement d'une division, au mois de mars 1840, sous les ordres du maréchal Valée. Il amenait avec lui son frère, le duc d'Aumale, qui allait, à ses côtés, gagner ses éperons. L'objectif de la campagne était la prise de Médéa et Miliana, dans le massif montagneux du petit Atlas, dont la conquête devait protéger la Mitidja, ce premier champ de la colonisation algérienne qu'avait admiré, l'année précédente, le duc d'Orléans.

1. Cette lettre résume parfaitement quel était l'état d'esprit du duc d'Orléans à la veille de cette nouvelle campagne. Mais, s'il est vrai qu'il retournait en Afrique « sans beaucoup d'entrain », — c'est l'expression dont se sert le général Changarnier dans ses intéressants « Souvenirs d'Algérie », qu'a publiés la *Revue de Paris* du 15 novembre 1930, — il est permis de trouver excessif l'illustre africain dans le jugement plutôt défavorable qu'il porte sur le Prince Royal à l'occasion de cette campagne. Notamment il fait preuve d'une certaine injustice en diminuant l'action personnelle du duc d'Orléans, tandis qu'il ne dit mot des défaillances d'âge du maréchal Valée ni des défectuosités de sa méthode Quand il se plaint que le prince ait rappelé deux fois les chefs de corps à la veille du combat de l'Affroun, il oublie que Valée, malade, n'a pu donner ses ordres et que le duc d'Orléans a dû y suppléer (Cf. G. Macon, *Le duc d'Aumale en Algérie*, Chantilly, 1930). — Ces observations ne diminuent en rien l'intérêt que présentent les récits de Changarnier. Ce dernier, qui plus d'une fois rétablit par son courage et son ingéniosité des situations critiques, a une part trop belle dans nos gloires algériennes pour qu'elle lui soit enlevée. Mais on connaît ses démêlés avec Bugeaud, qui n'eut pas toujours le beau rôle avec lui. L'amertume qu'il en garda explique assez que le beau temps des campagnes d'Afrique fût resté pour lui celui des commandements du maréchal Valée. Le duc d'Orléans, très justement, croyons-nous, estimait que ce dernier avait épuisé sa mesure et que de nouvelles méthodes s'imposaient. Mais jamais, contrairement à l'imputation que porte Changarnier contre lui, il ne « devint le chef d'une cabale » contre Valée. On sait au contraire quelles preuves non suspectes de loyauté déférente il donna au vieux gouverneur.

Il serait superflu de raconter cette expédition[1]. Au surplus, pour y suivre les traces du Prince Royal, nous n'avons plus les notes qu'il rédigeait au cours de ses campagnes précédentes. Comme il l'avait écrit à son frère Joinville, il n'y avait pour lui plus rien de nouveau à voir, ni à consigner sur un journal de route. Le duc fut tout entier à sa tâche. Cette belle campagne de 1840 fut des plus brillantes. Le fameux passage du col de la Mouzaia, la défaite qui y fut infligée à Abd-el-Kader, la pride de Médéa, celle de Miliana, sont parmi les plus beaux épisodes de la guerre d'Afrique. Le duc d'Orléans attacha, comme toujours, moins d'importance à la part qu'il y prenait qu'à l'héroïsme des troupes et à la valeur que déployaient sous ses yeux des chefs admirables. Cette époque est celle où finissait un système, celui des expéditions isolées, des positions multipliées à l'excès, des blockhaus et des camps fortifiés. Une autre méthode allait naître qui allait achever de donner l'Algérie à la France.

Mais pour l'application de cette méthode, si le chef qui devait la mettre en œuvre, Bugeaud, n'était pas encore là, du moins d'admirables officiers croissaient en nombre et en valeur, qui allaient en être les réalisateurs. La Moricière commandait les zouaves, Changarnier le 2e léger, Bedeau le 17e, et l'on commençait à citer les noms de Pélissier, Mac-Mahon et Saint-Arnaud.

Le duc d'Orléans assistait à ces gloires militaires naissantes. Son rôle à lui était fini en Afrique. Il se sentait appelé à une mission plus vaste, celle d'utiliser un jour toutes les valeurs françaises et de refaire l'unité nationale sans cesse brisée par les partis. Au point de vue militaire, des travaux durables l'occupaient tout entier : la construction des fortifications de Paris et la constitution des bataillons de chasseurs à pied. Parfois une ombre voilait son regard. Avait-il le pressentiment que sa vie serait si tôt brisée? Déjà, en quittant la France pour cette dernière campagne d'Afrique, il se demandait « si le devoir sacré qu'il allait remplir » n'allait pas être « le dernier acte d'une carrière sans éclat, mais sans tache ». A certains passages de ses écrits, il semble qu'il ait eu le pressentiment d'une fin prochaine.

1. Elle est relatée, très en détails, par Changarnier dans ses *Souvenirs*.

Mais il continuait d'accomplir sa tâche, avec cette haute conscience qui dictait tous ses actes. Ce fut encore l'Algérie qui, jusqu'au bout, occupa sa pensée. Il écrivait l'histoire des campagnes de l'armée d'Afrique, qui s'arrête précisément à cette campagne de 1840 dont il n'eut pas le temps d'achever le récit. Cet ouvrage constitue, avec le journal de l'expédition de Mascara et celui des Portes de Fer, ce qui nous reste de meilleur d'un prince qui aima la France d'un si ardent amour.

La France, c'est elle qu'il voyait passer dans ses rêveries africaines, quand il écrivait, à la lueur des feux de lentisques, au soir d'une rude journée : « Les belles formes des montagnes se dessinent sur un ciel pur et étoilé. Cela élève l'âme. Que de fois, peut-être, dans ma vie, je regretterai, au milieu de l'agitation fébrile de ma difficile carrière, le calme de ces belles solitudes de l'Atlas où, aux prises avec les éléments et la barbarie, j'ai vécu content, entouré d'une poignée de Français dont le dévouement obscur et ignoré, mais infatigable et constant, mérite d'autant plus l'estime qu'il n'aboutit pour le soldat qu'à lui procurer des rhumatismes, et pour l'officier, qu'à lui faire avoir la croix! Vue de loin, la grande figure de la France paraît être ce que nous la rêvons tous... »

Avons-nous eu tort de penser que ces sentiments d'un prince généreux et brave, artisan d'une conquête féconde, méritaient d'être révélés aux Français de 1930?

TONY CATTA

LES ÉTAPES
DE LA CRISE ALLEMANDE

La crise politique, économique et financière que la République allemande connaît depuis plus d'un an est la cause essentielle du profond malaise qui pèse sur la situation internationale. De l'agitation scandaleuse qui suivit, au mois de juillet de l'année dernière, l'évacuation de la troisième zone rhénane à la poussée hitlérienne lors des élections du 14 septembre pour le Reichstag, à la campagne haineuse pour la réalisation des « buts » de la politique extérieure du Reich, au coup de théâtre du protocole du 19 mars relatif au projet d'union douanière austro-allemande, au « week-end » de Chequers et à l'intervention brusquée du président Hoover en faveur de l'ajournement, pour un an, de toutes les dettes de guerre de tous les gouvernements, — improvisation inquiétante avec son aspect de générosité intéressée, mais que personne ne pouvait songer sérieusement à écarter en raison des possibilités qu'elle crée pour une collaboration permanente des États-Unis et de l'Europe en vue de la reconstruction économique du monde, — tout se tient dans cette formidable succession d'événements. L'enchaînement des efforts et des faits est le plus impressionnant que l'on ait pu constater depuis la fin de la guerre. Où va l'Allemagne? Cette question qu'on s'est posée si souvent au cours de ces dernières années, le moment est venu d'y réfléchir sérieusement, car le sort de l'Europe et de la civilisation occidentale

dépend de la voie où le peuple allemand décidera de s'engager.

D'abord, y a-t-il deux Allemagnes, l'une réactionnaire et pangermaniste, l'autre démocratique et pacifiste, l'une se préparant fiévreusement à la revanche et à la vengeance, l'autre s'appliquant en conscience à l'organisation de la paix durable? On l'affirme volontiers, et il faut le croire si l'on veut ne pas désespérer de l'avenir. Le malheur est que ces deux Allemagnes ont les mêmes préoccupations, tendent aux mêmes buts, se dépensent en des efforts qui, pour ne pas se traduire par les mêmes moyens, n'en procèdent pas moins des mêmes sentiments. Les méthodes sont distinctes; les fins sont identiques. Soustraire l'Allemagne vaincue à tout contrôle direct ou indirect, la rétablir dans la plénitude de sa souveraineté, comme si elle n'avait pas encouru de lourdes responsabilités dans la guerre qu'elle a préparée, provoquée et déclenchée à l'heure qu'elle supposait la plus favorable à ses desseins, obtenir la revision du traité de Versailles et la revision des frontières de l'Est, — les plus exaltés n'hésitent pas à ajouter : et aussi des frontières de l'Ouest, comme si le Reich n'avait pas volontairement confirmé celles-ci en signant les accords de Locarno, — se débarrasser du fardeau des réparations et assurer le rattachement de l'Autriche, tels sont les « buts » sur lesquels le peuple allemand, des partis d'extrême droite aux partis d'extrême gauche, est unanime. La seule différence — et il faut convenir qu'elle est importante dans la réalité des choses — réside dans les méthodes préconisées pour arriver aux solutions que veut tout Allemand : la méthode brutale d'un Hugenberg et d'un Hitler, ou la méthode plus souple et plus sûre d'un Stresemann.

Cette dernière a prévalu pendant cinq ans, non sans peine d'ailleurs, les circonstances ne permettant pas d'en employer une autre. Ce fut heureux, en somme, car cela permit de gagner du temps, de lier des intérêts, d'user dans une certaine mesure des rancunes et des rancœurs, d'examiner les possibilités de coopération qui peuvent exister pour les peuples de la vieille Europe. Si décevante qu'ait pu se révéler à certains moments l'expérience faite, elle n'en fut pas moins utile, et c'eût été une faute de ne la point tenter. Elle a déterminé de vastes remous de l'opinion, elle a familiarisé les peuples avec quel-

ques idées nouvelles et facilité un progrès moral qu'il serait injuste de ne pas apprécier à toute sa valeur. Mais on est bien obligé de constater que les Allemands n'ont pratiqué la politique de détente et d'entente qu'avec le dessein bien arrêté de l'exploiter à fond au mieux de leurs seuls intérêts, d'en tirer le plus large parti pour ces « buts » de leur action extérieure que Gustav Stresemann lui-même ne désavoua jamais franchement et que, ministre des Affaires étrangères du Reich, venu des rangs profonds de ce parti populiste qui a tant d'affinités avec le nationalisme intransigeant, il ne pouvait répudier.

Aussi, une fois acquis le résultat le plus important aux yeux du peuple allemand, — l'évacuation anticipée de la Rhénanie en contre-partie de l'exécution du plan Young, — l'ancien esprit a repris le dessus, le vieil instinct l'a emporté sur la plus élémentaire prudence. La vague nationaliste a déferlé sur le Reich du nord au sud, de l'ouest à l'est. La pire excitation démagogique fit perdre tout sang-froid à un peuple ulcéré par sa défaite, excédé par les difficultés de son effort de chaque jour et livré sans défense à des agitateurs sans scrupules. Le mouvement hitlérien n'eût jamais pris le développement qu'on lui connaît à cette heure s'il n'avait pas été dangereusement encouragé par la grande industrie et la haute finance, qui espéraient faire pression sur le monde européen par la menace que ce mouvement crée effectivement pour la consolidation de la paix. La propagande communiste ouvertement soutenue par Moscou n'eût jamais pu entamer les éléments avancés d'une social-démocratie solidement organisée si on n'avait pas délibérément ruiné le prestige du gouvernement de coalition orienté vers la gauche et si on n'avait pas systématiquement représenté l'effort des social-démocrates en faveur de la politique de paix comme la cause déterminante de la faillite de leur expérience à la direction des affaires. La politique intérieure réagissant sur les « buts » de la politique extérieure et commandant l'action diplomatique du Reich à Genève et ailleurs, tel fut le jeu complexe d'une Allemagne en proie aux luttes des partis, aux audacieuses spéculations des éléments les plus actifs d'un Reichstag où aucune véritable majorité ne pouvait se dégager et s'affirmer hautement.

***

Il faut rendre cette justice au chancelier Brüning qu'il a eu le courage aux heures les plus difficiles et avec les moyens les plus faibles d'essayer de remettre de l'ordre dans la maison allemande totalement bouleversée. Autre chose est de savoir s'il a toujours su adapter son action à ce qu'exigeaient les circonstances. Il a surgi brusquement des rangs du centre catholique alors qu'il n'avait joué jusque-là qu'un rôle assez effacé. Son propre parti ne lui faisait que médiocrement confiance. Impuissant à grouper autour de lui une majorité, il dut former un gouvernement dit de « personnalités », d'hommes exerçant une certaine influence dans des milieux déterminés, mais qui, en réalité, n'engageaient qu'eux-mêmes en entrant dans le cabinet d'empire. M. Brüning avait l'appui sans réserve du président Hindenburg et, par là même, l'assurance qu'on lui faciliterait, le cas échéant, la possibilité de gouverner sans le concours du Parlement si les circonstances l'obligeaient à avoir recours à cet expédient en invoquant le fameux article 48 de la Constitution. L'homme nouveau avait son idée, d'apparence ingénieuse mais en réalité assez simple : dégager le gouvernement du Reich de l'emprise socialiste et désagréger le parti nationaliste, complètement dominé par l'influence de M. Hugenberg, de manière à constituer un puissant bloc bourgeois allant des conservateurs aux démocrates, bloc dont le centre catholique devait être le principal animateur. La dissolution du Reichstag et de nouvelles élections furent envisagées dans cet esprit. On assista au spectacle pour le moins déconcertant d'une dissolution du Parlement provoquée par des questions financières et budgétaires et donnant lieu à une campagne électorale portant directement et exclusivement sur des revendications du domaine international : révision des traités, remaniement des frontières, faculté pour le Reich d'armer librement, comme les autres puissances.

Dans cette campagne passionnée pour les « buts » de la politique extérieure de l'Allemagne qui altéra sérieusement l'atmosphère européenne, le gouvernement de M. Brüning eut sa lourde part de responsabilités. On vit des collabora-

teurs du chancelier, qui se vantaient d'interpréter fidèlement sa pensée, se livrer aux pires excitations, répudier, face à la Pologne, le tracé de la frontière de l'Est; on les entendit tenir un langage de nature à entretenir l'espoir au cœur des partisans de la revanche. Le véritable tournant de l'évolution allemande, du détachement du Reich de la politique de détente et d'entente et de son orientation vers un nouvel effort de résistance date de là. Il s'agissait pour le chancelier Brüning de donner des gages aux nationalistes susceptibles d'être gagnés à son gouvernement et, en même temps, de ne pas décourager les démocrates dont l'appui lui était indispensable pour former une majorité sûre. En laissant pousser au premier plan des revendications répondant au sentiment de tous les Allemands, il comptait s'assurer les meilleures chances pour un triomphe sans précédent en réalisant l'union sacrée du peuple allemand en faveur d'une politique de redressement.

Le résultat fut la ruée hitlérienne de la journée du 14 septembre 1930 et la poussée communiste, celle-ci entamant les positions avancées de la social-démocratie, celle-là disloquant le parti nationaliste, comme le voulait le chancelier, mais ébranlant aussi dangereusement tout le bloc bourgeois. Défaite des démocrates et recul sensible des populistes, affaiblissement des socialistes et scission du groupe Hugenberg, formation d'une audacieuse opposition d'extrême droite et d'une farouche opposition d'extrême gauche, telle fut la conclusion brutale de cette malencontreuse expérience. Seul le centre catholique sortit intact de la lutte parce que, parti confessionnel, il puise sa force morale tout autant à la source romaine qu'à la source allemande. Ce fut le centre catholique demeuré solide sur ses bases qui permit au chancelier Brüning de tenir tête à la mauvaise fortune et de se consolider au pouvoir dans des conditions où nul autre homme d'État allemand n'eût pu s'y maintenir. Mais il fallut, pour cela, changer de tactique. Cette ruée hitlérienne qu'on avait tant contribué à provoquer sans prévoir sa vigueur et ses effets, il importait au plus vite de l'endiguer et de la briser. Elle risquait de tout emporter sur le terrain intérieur comme sur le terrain extérieur. Du point de vue national comme du point de vue international, du point de vue politique

comme du point de vue social, l'hitlérisme est une absurdité, mais c'est une mystique. Le mot de ce prince de Hohenzollern qui représenta Hitler comme un « envoyé de Dieu » au peuple allemand en détresse est caractéristique sous ce rapport. Tous les mécontents, les déçus, les aigris, ceux qui ont le cœur gonflé de rancune et ceux que la misère pousse à tous les abandons de soi sont une proie facile pour les apôtres de l'absolu et de l'impossible. Le malheur est que, lorsque de tels mouvements sont déclenchés aux heures de crise, il n'est pas aisé de les arrêter, d'en limiter les élans, car derrière les aventuriers que l'on voit au premier plan, en pleine lumière, il y a ceux qui les inspirent et qui ne renoncent pas volontiers à exploiter au profit de leurs ambitions particulières le désordre qu'ils ont créé le plus souvent au prix de gros sacrifices.

La tâche du chancelier était d'autant plus ingrate que M. Brüning en était arrivé à la conviction que, si l'on voulait obtenir pour l'Allemagne de nouveaux avantages devant lui permettre de préciser son redressement politique et économique, le peuple allemand devait consentir les sacrifices nécessaires à son salut. Ce que la France fit par ses propres moyens, lors de la crise de 1926, l'Allemagne devait le tenter en se pliant, elle aussi, aux conditions d'une dure pénitence. Pour assainir les finances du Reich, la première chose était de renoncer à compter toujours sur des crédits extérieurs pour pourvoir aux besoins d'une politique de dépenses somptuaires et de gaspillage systématique tout en n'exigeant du peuple allemand que le moindre effort fiscal. Couvrir toutes les dépenses par des recettes normales, ajuster les impôts aux besoins réels de l'État, ne se permettre aucune expérience coûteuse sans avoir la certitude de pouvoir la tenter en conscience, c'est une dure discipline pour un peuple habitué à vivre au-dessus de ses moyens. M. Brüning a quelque mérite d'avoir voulu essayer de l'imposer à ses compatriotes. Il fut le premier, en tout cas, à leur dire publiquement dans ce sens quelques vérités essentielles de nature à les faire revenir des erreurs par lesquelles, pendant des années, on les a abusés. L'Allemagne victime suprême de la guerre, l'Allemagne payant pour les fautes de tous et succombant sous le poids des réparations, sans espoir de se dégager un jour des charges

qui lui furent imposées par le traité de Versailles, c'est en répétant inlassablement ces plaintes qu'on avait fini par égarer le peuple allemand, par fausser son jugement, en dissimulant à ses yeux ses propres erreurs. Dans l'ensemble du budget allemand qui s'élève à environ 66 milliards de francs, la charge des réparations n'intervient en fait que pour 12 milliards de francs. Mais en voulant procéder aux compressions nécessaires, le chancelier se heurta naturellement à la résistance des partis — de tous les partis — surtout préoccupés de défendre les intérêts de leurs clientèles électorales particulières. Ainsi s'ancra dans l'esprit du peuple allemand la conviction puérile, que dément la seule lecture du budget du Reich, que la suppression des charges de réparations peut suffire, à elle seule, à le sauver.

Ce fut pendant des mois une lutte de chaque jour, de chaque heure. Il y eut d'âpres discussions avec les chefs des groupes, des marchandages cyniques, sous la menace permanente d'une crise qu'il eût été impossible de résoudre par des moyens parlementaires normaux. Lorsque le chancelier, avec l'assentiment du maréchal-président, se décida à envoyer le Reichstag en vacances jusqu'aux mois d'automne et à imposer par un décret-loi les mesures qu'il jugeait indispensables pour combler le déficit du budget et parer au plus pressé, ce fut la complaisance des social-démocrates qui lui permit de franchir heureusement ce pas difficile. Les socialistes n'adoptèrent pas cette attitude par conviction, mais par nécessité d'éviter le pire, qui eût été la chute du cabinet et son remplacement par un gouvernement d'extrême droite ouvrant la porte à toutes les aventures. Le sacrifice n'en parut pas moins dur à tous les groupes disposés à laisser M. Brüning poursuivre jusqu'au bout son expérience. L'argument était que l'Allemagne, avec plus de 4 millions de chômeurs, les énormes difficultés de son activité économique, l'obligation de maintenir et de perfectionner son outillage, ne pouvait pousser plus loin l'esprit de sacrifice et était arrivée au bout de son effort possible. L'immense misère de la nation allemande devenait le thème de toutes les controverses nationales et internationales. Pas un instant on ne voulut s'arrêter à la constatation, pourtant si troublante,

de ce peuple en détresse sacrifiant des centaines de millions pour l'armement d'une Reichswehr de 100 000 hommes autorisée par le traité de Versailles, pour la construction de croiseurs de 10 000 tonnes que les besoins de sa défense ne peuvent justifier, pour fournir des crédits à long terme à l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, pour soutenir la propagande pangermaniste dans le monde entier. La misère du peuple allemand, c'est la politique allemande de ces dernières années qui en est seule responsable, et c'est à des fins politiques que tous les partis allemands s'efforcent de l'exploiter.

***

Il y a un fait qu'on n'a pas le droit d'écarter et qui rend difficile toute coopération en vue de l'aide à fournir à l'Allemagne en détresse : à mesure que la situation financière, économique et sociale empirait de l'autre côté du Rhin, le nationalisme allemand s'est fait plus agressif et la politique allemande est devenue plus insolente et plus menaçante. La contradiction est évidente. L'idée était que, l'effondrement intérieur du Reich devant, par la force des choses, constituer une catastrophe pour l'Europe entière, par le risque qu'il comporterait d'une guerre de revanche délibérément provoquée par le racisme triomphant ou d'une révolution communiste préparée de longue main grâce à la collusion germano-russe, on pouvait exploiter impunément la crainte d'une telle éventualité avec l'espoir d'imposer aux autres nations les revendications du peuple allemand tout en obtenant leur aide financière et économique. Ce double jeu s'est développé avec une audace inouïe au cours de ces derniers mois. On a vu l'Allemagne essayer de fausser au profit de ses intérêts particuliers le projet d'Union économique européenne; on l'a vue s'appliquer à faire obstacle aux travaux de la commission préparatoire du désarmement; on l'a vue, enfin, gagner le cabinet de Vienne, complètement désemparé, au coup d'audace du projet d'Union douanière austro-allemande, préface à l' « Anschluss » politique, préface aussi à la réalisation de cette conception du « Mitteleuropa » que la victoire des alliés l'empêcha de

faire aboutir en 1918 et qui, dans l'idée de Berlin, permettrait d'entraîner, par suite des nécessités impérieuses de leur développement économique, toutes les nations de l'Europe centrale et orientale dans le sillage allemand. Le protocole austro-allemand du 19 mars constituait au premier chef une manœuvre politique, car une union douanière de l'Autriche et de l'Allemagne serait contraire aux intérêts les plus certains des deux pays et ne permettrait en rien de remédier à la crise qu'ils subissent l'un et l'autre. Mais cette union répondrait aux aspirations générales du pangermanisme intégral et, dans l'ordre des possibilités immédiates, elle ouvrirait la voie à la reprise du « Drang nach Osten » qui fut un des buts principaux de l'ancien impérialisme prussien.

Le coup ayant échoué, grâce à l'action immédiate du gouvernement français qui alerta toutes les puissances intéressées, il fallut trouver aux sacrifices que M. Brüning se proposait de demander au peuple allemand une autre contre-partie, de nature à satisfaire le sentiment nationaliste et à faire accepter comme une épreuve nécessaire au rétablissement de la puissance allemande dans le monde la sévère pénitence de la compression des dépenses et de l'augmentation des impôts. Un éclatant succès sur le terrain de la politique extérieure devenait absolument nécessaire au gouvernement. Le « week-end » de Chequers fournit au chancelier tout au moins l'occasion de rechercher ce succès. Dans la pensée de M. Ramsay Mac Donald et de M. Arthur Henderson, l'invitation avait uniquement pour but de faciliter une prise de contact entre ministres britanniques et allemands en vue d'une utile préparation de la Conférence du désarmement de 1932, dont M. Henderson s'occupait déjà d'obtenir la présidence. Un tel sujet de conversation pouvait être gênant pour le gouvernement de Berlin, mais la chance qui s'offrait de sortir définitivement de l'isolement diplomatique était trop belle pour que le cabinet Brüning la laissât échapper. Il songea aussitôt à exploiter l'initiative courtoise du premier ministre britannique au mieux des intérêts immédiats du Reich. L'ajournement de la visite au début du mois de juin, c'est-à-dire après l'examen du projet d'union douanière austro-allemande par le Conseil de la Société des Nations régulièrement saisi

de la question par le ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, valut aux Allemands une première déception : il ne leur était plus possible de tirer parti de l'entrevue projetée en faveur de la combinaison austro-allemande qui avait un caractère essentiellement politique sous une étiquette économique et qui avait été négociée en grand secret entre M. Curtius et M. Schober. Le malaise fut grand à Berlin, où l'on n'était pas loin de considérer que la démarche devenait, dès lors, sans objet. Pourtant, on n'y tarda pas à se ressaisir et, malgré les informations assez catégoriques de ton publiées à Londres pour affirmer qu'il s'agissait d'une simple visite de courtoisie, sans programme concerté et arrêté d'avance pour les conversations entre ministres responsables, on vit s'engager aussitôt la grande campagne allemande en faveur de la revision du plan Young.

Sans doute, le gouvernement du Reich n'y paraissait pas à visage découvert et certains de ses membres n'hésitaient pas à déclarer que l'Allemagne continuerait à remplir ses obligations et ne formulerait aucune demande de moratoire, mais la presse allemande, celle de gauche comme celle de droite, avec un ensemble remarquable, reprenait inlassablement tous les arguments ressassés depuis des mois sur l'impossibilité pour l'Allemagne de continuer à supporter des charges de réparation ne correspondant plus, par suite des effets de la crise générale et du changement survenu dans la puissance d'achat de l'or, à sa véritable capacité de paiement. L'opinion allemande et une partie de l'opinion internationale furent systématiquement égarées, en quelque sorte empoisonnées, par les plus audacieuses affirmations répétées chaque jour et qu'on se gardait bien — pour cause — d'appuyer d'une démonstration quelconque. C'est ainsi que fut créée une atmosphère de panique qui eut pour effet de porter gravement atteinte au crédit allemand et d'accroître, par là même, les difficultés trop réelles avec lesquelles l'Allemagne se trouvait aux prises. Le chancelier Brüning et le ministre des Affaires étrangères, M. Curtius, ne dissimulèrent pas, d'ailleurs, dès qu'ils eurent mis le pied sur le sol britannique et avant même d'avoir pris officiellement contact avec M. Ramsay Mac Donald et M. Arthur Henderson, leur ferme intention

d'exposer la situation critique dans laquelle se trouvait alors déjà leur pays. Ils se défendaient pourtant de vouloir poser la question d'un moratoire ou de la révision du plan Young. On a pu croire qu'il s'agissait d'une manœuvre concertée entre Berlin et Londres pour forcer la main à la France et exercer une pression sur les États-Unis. En réalité, il semble bien que les ministres britanniques aient été surpris et se soient trouvés assez embarrassés par le caractère singulier que le chancelier allemand, obligé de rapporter cette satisfaction à son opinion publique, voulut donner à sa démarche. Le gouvernement de Londres ne pouvait prendre aucune initiative dans cet ordre d'idées, mais M. Mac Donald et M. Henderson n'en furent pas moins très impressionnés par le tableau que leur firent M. Brüning et M. Curtius de la situation en Allemagne et des craintes qu'ils exprimèrent au sujet d'une catastrophe qu'ils disaient devoir être imminente.

Les effets de la manœuvre allemande à Chequers ne se firent sentir qu'au bout d'une quinzaine de jours, quand le président Hoover prit soudain l'initiative de proposer l'ajournement pour un an de toutes les dettes de guerre de tous les gouvernements. Il n'est nullement établi, et cela malgré la coïncidence de la visite à Londres de M. Mellon, secrétaire pour le Trésor des États-Unis, que ce soit le gouvernement britannique qui ait alerté le cabinet de Washington et exercé une pression indirecte en faveur d'un intervention efficace des Américains. Tout porte à croire que l'opération fut préparée, en réalité, par les milieux financiers allemands qui avaient déjà réussi à créer l'atmosphère particulière dans laquelle venaient de se dérouler les entretiens de Chequers et qui étaient assurés dans cette deuxième phase de l'entreprise du concours actif des financiers germano-américains, hautement intéressés, on le conçoit, à sauver d'une catastrophe irrémédiable les milliards imprudemment engagés en Allemagne sous forme de crédits à long terme et à court terme. Ce qu'on est en droit de penser, c'est que, si le président Hoover a agi avec tant de soudaineté, n'hésitant pas à user d'un procédé pour le moins choquant dans une affaire où plusieurs puissances avaient des droits et des intérêts égaux, ce ne fut pas dans l'intention de faire échec à la politique

française, mais parce que lui-même s'était laissé surprendre par les événements.

On sait aujourd'hui de la manière la plus certaine que l'on était très inquiet depuis plusieurs semaines déjà à Washington de la situation de la Reichsbank, inquiétudes que la finance germano-américaine ne manquait pas d'entretenir et d'accentuer. La question de savoir si le moment n'était pas venu pour M. Hoover de faire une déclaration de caractère politique de nature à raffermir la confiance en de meilleures perspectives avait déjà été examinée, paraît-il; mais le président était parti pour son voyage dans l'Ouest sans rien décider. En réalité, toute intervention immédiate contrariait ses projets. L'hôte de la Maison Blanche envisageait une importante évolution de la politique des États-Unis en ce qui concerne les dettes de guerre, évolution qu'il se réservait de préciser au début de l'automne, après une étude attentive des conclusions que M. Mellon d'abord, M. Stimson ensuite rapporteraient de leurs visites dans les principales capitales européennes. Mais lorsque, le 18 juin, M. Hoover rentra à Washington, des nouvelles très alarmantes l'attendaient. On réussit à le convaincre qu'on était à la veille de la catastrophe en Allemagne, qu'il n'y avait plus de temps à perdre pour essayer d'y parer dans la mesure du possible. M. Stimson, secrétaire d'État, en entretint aussitôt l'ambassadeur de France, M. Claudel, qui, le jour même, — le vendredi, — en informait Paris. L'idée était alors qu'une initiative concertée franco-américaine, ou du moins une intervention américaine préalablement discutée avec la France et à laquelle celle-ci serait associée, pouvait encore tout sauver. Telles étaient les dispositions du président Hoover lorsque M. Stimson revit pour la deuxième fois l'ambassadeur de France ce même jour. Le lendemain survenait à Berlin la panique qui ramena brutalement la couverture or de la Reichsbank à 40,6 pour cent. C'était la menace de l'effondrement immédiat, lequel était même prévu pour le lundi suivant. Aussi M. Hoover se décida-t-il à agir sans retard.

***

Le péril était-il réellement aussi grand et imminent qu'on réussit à le faire croire au chef responsable du gouvernement américain? Le président des États-Unis pouvait-il user d'un autre procédé que celui qui, au premier moment, a si vivement choqué l'opinion française? Il n'y a plus guère intérêt à en discuter maintenant qu'on se trouve devant le fait accompli d'une intervention qui, quels que soient les mobiles qui l'ont déterminée et les conditions dans lesquelles elle a pu s'organiser après de laborieuses négociations entre Paris et Washington, n'en constitue pas moins un des événements les plus importants de l'après-guerre. Que l'hôte de la Maison Blanche en soit venu à se résoudre, sous l'empire des circonstances, à modifier la doctrine américaine en ce qui concerne la liaison des dettes contractées envers les États-Unis et des réparations dues par l'Allemagne, — car tout le monde comprend bien que l'ajournement pendant un an des dettes est un point de départ pour un règlement beaucoup plus vaste, qui ne pourra être utilement envisagé qu'après les élections présidentielles de l'année prochaine, — c'est un fait nouveau d'une portée considérable. Que les États-Unis se considèrent comme obligés d'intervenir, même de prendre l'initiative d'une action collective en vue de remettre de l'ordre dans les affaires de l'Europe, reconnaissant par là l'étroite solidarité des intérêts de deux Continents que l'on avait toujours niée de l'autre côté de l'Atlantique, c'est un autre fait nouveau, non moins considérable par sa portée générale.

On pouvait concevoir une telle action sous un autre aspect, par une initiative concertée et mieux adaptée aux circonstances, tenant sincèrement compte des droits de chacun tels qu'ils résultent des conventions que personne ne peut ignorer et des légitimes intérêts de toutes les nations obligées de consentir de nouveaux sacrifices pour le salut de l'Europe, mais l'opinion universelle n'eût pas compris qu'on laissât échapper la chance — peut-être la dernière — qui s'offrait de faire de la coopération internationale, suprême garantie de la consolidation de la paix, une réalité que l'on commençait

à désespérer d'atteindre jamais. Quand on est une grande nation, quand on a pris en faveur de l'organisation de la paix les initiatives prises par la France, il y a des expériences auxquelles on ne peut refuser de s'associer, non pas parce qu'on craint l'isolement, mais parce qu'on a conscience que ces expériences ne peuvent réussir qu'avec le concours français et qu'il est toujours redoutable d'assumer devant l'Histoire la responsabilité d'une grande occasion manquée. On voit bien que les Américains jouent leur propre jeu, qu'ils sont préoccupés de sauver les énormes capitaux qu'ils engagèrent en Allemagne, qu'au point de vue de la politique intérieure, le geste de M. Hoover a la valeur d'une prise de position en vue des élections présidentielles de l'année prochaine, que la reconstruction économique de l'Europe aura des répercussions directes d'une importance capitale pour un renouveau de la prospérité américaine, mais il se trouve que ces intérêts particuliers servent cette fois l'intérêt général du monde civilisé, ou du moins ne contrarient plus celui-ci. Le fait que la seule nouvelle de la décision prise par M. Hoover suffit à faire renaître un certain sentiment de confiance est une indication à laquelle on doit s'arrêter. La France devait s'y associer. Elle l'a fait avec sang-froid et fermeté, sauvegardant la continuité du plan Young. En défendant ses droits, elle a défendu les droits de toutes les nations liées par les accords de la Haye — et, si on la laissa prendre seule cette attitude courageuse, c'est qu'elle était seule en situation, sans doute, de tenter utilement un tel effort pour le bien de tous.

Personne ne peut supposer raisonnablement que l'ajournement pendant un an des dettes de guerre de tous les gouvernements suffit à assurer l'assainissement des finances et de l'économie allemandes. Il faudra bien d'autres efforts, une coopération bien plus large des gouvernements et des peuples pour remédier non seulement à la crise allemande, mais à la crise générale qui est le lourd héritage de la guerre. Tout ceci ne peut encore être qu'un commencement, et l'on n'en est pour l'instant qu'à une première impression de détente. Il dépendra de la sagesse des gouvernements que la suite réponde à l'espoir qu'a éveillé, malgré son caractère particulier, l'initiative de M. Hoover. Le devoir est de travailler en

conscience au progrès moral et politique de la société des États civilisés, mais il serait dangereux de se faire trop d'illusions sur les résultats qui peuvent être obtenus. Il faut compter avec les passions des hommes; il faut compter avec cette mentalité allemande qui nous valut déjà de si dures surprises. Qu'il y ait de l'autre côté du Rhin des esprits avertis qui considèrent une loyale collaboration de la France et de l'Allemagne comme une nécessité absolue pour le salut de l'Europe par la consolidation de la paix, c'est certain. Le désir exprimé par le chancelier Brüning d'un « Chequers franco-allemand », d'une prise de contact entre ministres français et ministres allemands, est un symptôme heureux et l'on ne doute point que par de tels entretiens bien des malentendus peuvent être dissipés. La question est de savoir si les Allemands disposés à un sincère rapprochement sont maîtres de la situation dans leur pays, s'ils ne sont pas débordés par les éléments encore imprégnés de l'esprit de l'ancien régime, par les agitateurs racistes et communistes, par toute cette jeunesse qu'on a commis la faute d'éduquer en vue de la revanche et de la vengeance.

Le chancelier Brüning est incontestablement un homme d'État ayant une conception élevée des choses et une large compréhension des nécessités de l'heure. Pourtant, on demeure troublé en constatant les concessions qu'il a dû faire jusqu'ici à l'esprit nationaliste pour se maintenir à la direction des affaires. Leader du centre-catholique, il a certainement la volonté de travailler dans le sens de la consolidation de la paix, comme le veut le Saint-Siège, mais il est contraint d'orienter son action vers la paix allemande — celle qu'on ne saurait réaliser dans le cadre des traités, sur les bases solides du droit. Il y a les cinq millions d'électeurs de Hilter, il y a les « Casques d'acier », les discours belliqueux du général von Seeckt, les manœuvres obliques des dirigeants de la grande industrie, le génie haineux de M. Schacht, l'orgueil des Hohenzollern qui ne se résignent pas à la perte définitive de leur puissance...

Ce sont de terribles conditions pour un chef de gouvernement qui sait bien dans quelle voie il doit s'engager pour bien servir son pays et sa race, mais qui est tenu par tous

ceux qui veulent que le passé continue à commander le présent et l'avenir. La surprise est que le chancelier Brüning ait pu tenir au milieu des énormes difficultés de l'heure. L'aide qu'on se dispose à apporter à l'Allemagne consolide sérieusement sa position et lui donne une autorité que n'eut avant lui aucun autre chancelier de la République allemande. M. Brüning est maintenant en situation de s'affranchir, dans une certaine mesure, des influences néfastes avec lesquelles il a dû compter jusqu'à cette heure. Il peut, s'il le veut, s'ouvrir désormais son propre chemin. Il dépend de son courage moral que l'Allemagne prenne enfin conscience de son devoir envers elle-même et envers les autres ou qu'elle se risque au terrible saut dans l'inconnu que serait, pour elle et pour l'Europe entière, une guerre sans espoir ou une révolution sans idéal.

ROLAND DE MARÈS

LA COUR DU TIGRE BLEU[1]

Le lendemain, Dave, contrefaisant sa voix, téléphona à Rube et lui dit qu'il était Inspecteur des mœurs et qu'il faisait une enquête sur une scène scandaleuse qui s'était déroulée la nuit précédente dans la Cour du Tigre bleu.

La riposte de Rube fut trop verte pour être reproduite ici, mais il avait hâte de parler à Dave et, par inadvertance, il laissa échapper le secret de l'origine de Graner. Dave en fut scandalisé.

— Le fils de ce vieux Graner! Eh bien! le diable m'emporte, vous avez de jolis amis! Les miens, au moins, habitent la banlieue.

— Mais il ne demeure pas à Shoreditch, il habite Hampstead, — objecta Rube. — Et puis, après, quand il serait le fils du vieux Graner? Sa boutique existe depuis cinquante ans, et le bonhomme est un des plus estimés dans son métier. Quantité de gens de la Cité sont ses clients.

— Malgré tout un tailleur n'est qu'un tailleur. Ah! Bessie va en avoir long à dire là-dessus.

Sa conversation avec Dave finie, il appela Bessie à l'appareil, et, ne pouvant lui parler d'Esther, il se dédommagea en lui parlant de Graner. La fureur de Bessie ne connut pas de bornes. Comment! Un individu comme ça était venu chez elle et avait eu l'aplomb de faire le fier avec les Lakarin! Elle et Dave ne tarissaient pas en imprécations. Il était intolérable

1. Voir la *Revue de Paris* des 15 mai, 1er, 15 juin et 1er juillet.

qu'un petit employé, fils d'un méchant tailleur de l'East End fit parade de la culture et du raffinement que les Lakarin ne pouvaient acquérir avec tout leur argent. Bessie commanda son auto et se fit conduire en toute hâte à la Cour du Tigre bleu. Elle allait parler à Rube, elle! Sa mère était en Amérique, c'était son devoir de la remplacer. Elle ne permettrait pas qu'il s'acoquinât avec des gens de cet acabit.

Moulée dans son élégant tailleur de Whitechapel, et coiffée d'un chapeau de chez Bourne et Hollingsworth, elle fit son entrée dans la boutique comme une furie vengeresse. Elle avait à peine franchi le seuil qu'elle lança son attaque.

— Ah! c'est du joli, c'est du propre! Il offre des réunions de célibataires ici, et à qui! Au rebut de la terre, à la lie...

— Mais où donc les ai-je rencontrés? — dit Rube, bien décidé à ne pas laisser sa sœur se laver les mains à ce propos.

— Tu peux te mordre les doigts. Je sais où le bât te blesse : c'est parce qu'ils sont venus chez moi au lieu d'aller chez toi.

— Est-ce que tu crois que je voudrais encore d'eux? Tu t'imagines que je leur ouvrirais ma porte maintenant?

Et ils continuèrent à se disputer comme chien et chat. Pour la première fois dans l'histoire de la famille un Lakarin combattait ouvertement un Lakarin, chacun prétendant à être le centre de l'univers.

— Qu'est-ce que je dirai, moi, de tes réunions de vieilles filles? — tonnait Rube. — Comment va Diana?

— Diana est charmante, Diana est délicieuse. Voilà une fille que tu devrais épouser au lieu de perdre ton temps à des soirées de célibataires.

— Quoi! moi, épouser Diana, pour briser le cœur de ce pauvre Dave?

— Bah! Dave est trop jeune pour se marier. Et tu ne trouveras pas mieux que Diana.

— Je sais où tu veux en venir. Tu penses que tu aurais toujours la haute main sur elle. Tu te figures que, si je l'épousais, tu pourrais régenter ma maison comme la tienne. Mais je vais te dire une chose : tu n'as jamais commis plus grande erreur de ta vie. Elle te lèche les pieds en ce moment, elle te passe la main dans le dos, parce qu'elle a envie de quelque chose. Mais qu'elle épouse un Lakarin, et tu verras. Son premier soin

serait de te flanquer à la porte, et d'ailleurs je ne l'en blâmerais pas.

— En tous cas ses parents ont de l'argent, elle vaut dix fois mieux que ces gueux qui te courent après. Ils osent se dire acteurs. Dieu du ciel, ça, des acteurs! Attends que tu aies vu jouer Dave et tu sauras ce que c'est qu'un acteur. Pourquoi te font-ils tellement la cour? Tu crois qu'ils ont une passion pour toi? Ils t'auront emprunté jusqu'à ton dernier penny, avant que tu t'en doutes.

— Oui, je me laisse faire facilement.

Bessie allait en dire bien davantage quand on introduisit Anderstein. Il était las d'aller voir des clients qui, ou n'avaient besoin de rien, ou semblaient pouvoir se procurer des marchandises pour moitié moins qu'il ne les payait lui. Il s'était donc dit qu'il ferait aussi bien d'aller passer une heure avec Rube. Il salua Bessie en lui faisant une révérence.

La vue de cet homme avait beau lui être odieuse, elle ne put se défendre d'un sentiment de satisfaction à le voir dans la boutique, à penser que l'aimant des Lakarin avait toujours son action sur la limaille. Elle répondit donc à son salut avec un sourire mi-figue mi-raisin et sortit pour remonter dans sa voiture.

— Votre sœur se remet peu à peu, — dit Anderstein dont la faculté d'observation était pour une fois en défaut.

Pendant les six semaines qui suivirent, la Cour contempla avec horreur le spectacle extraordinaire de Rube jetant sa gourme. Qu'était-il donc arrivé à ce jeune homme modèle? Il n'y avait plus de réunions, parce que Dave et ses deux satellites, influencés par Bessie, refusaient d'y participer. Mais, toutes les nuits, la lumière qui annonçait à la police que la boutique était vide, brûlait jusqu'à deux ou trois heures du matin. Anderstein et Graner faisaient sortir Rube. Ils l'emmenaient au théâtre, à des pièces sérieuses auxquelles il n'aurait jamais imaginé pouvoir s'intéresser. Pour lui l'idéal d'un spectacle c'était le Coliseum ou la Gaiety.

Quelquefois, après le spectacle, ils allaient à la « Maison du coin », où, bien entendu, des centaines de gens reconnaissaient Rube et regardaient avec curiosité ceux qu'ils se figuraient être la dernière conquête des Lakarin. Un soir, ils y virent

Bertha Quattor avec son mari. Elle le salua, à travers la salle, d'un sourire éblouissant, tandis que son mari se contentait de lui faire un signe de tête avec l'air solennel et condescendant d'un grand d'Espagne. Il y avait dans son attitude quelque chose qui fit penser à Rube : « Il est, ma foi, jaloux de moi », idée qui le flatta énormément.

Graner et Anderstein avaient dans le monde des artistes une foule d'amis, dont quelques-uns venaient à la « Maison du Coin » après la fermeture des petits restaurants du Soho. Ceux-ci, à leur tour, regardaient curieusement le compagnon à l'air si bourgeois que Graner et Anderstein s'étaient annexés. Mais, sitôt les présentations faites, il leur plaisait. Il y avait chez Rube quelque chose de si sincère, quelque chose de si sympathique dans son désir évident de sortir de sa coquille.

Graner devint peu à peu très fier de sa dernière trouvaille, encore que, par moments, il se moquât de lui sans pitié.

— Rube n'est pas un homme, — disait-il, — c'est un Lakarin. Il a peur de s'écarter d'un pouce du cercle de sa famille. Pourtant nous finirons par faire de lui un être humain.

Rube avait pour Graner une profonde admiration. Il le considérait surtout parce que ce fils d'un tailleur de Shoreditch n'avait pas pour la Cour du Tigre bleu cette vénération obséquieuse dont sont pénétrés la plupart des Juifs de l'East End. Le magasin des Lakarin, leur compte en banque, les immeubles des Lakarin répandus tout le long de l'avenue de Whitechapel, le cinéma qu'ils venaient juste d'acheter à Richmond pour trente mille livres, leurs plantations d'orangers en Palestine, tout cela n'empêchait pas Graner de dire énergiquement à Rube son opinion exacte sur le fils aîné et héritier des Lakarin.

Esther pendant tout ce temps se faisait remarquer par son absence. Quand Rube s'informait d'elle, on lui disait qu'elle était très prise par des répétitions pour une représentation d'amateurs. « Nous la verrons bientôt quand nous reprendrons notre pièce. » Et il devait se contenter de cela. Mais il était tranquille. Autant valait attendre le moment favorable.

Anderstein venait maintenant presque chaque jour au magasin. Se contentant de ce qu'il lui fallait juste pour vivre, il perdait des heures entières avec Rube. Celui-ci était devenu pour lui une habitude, une nécessité, comme une

drogue. La finesse et la perspicacité de Rube lui étaient d'un grand secours pour son travail littéraire. Ils s'entretenaient des heures entières sur les gens qu'ils avaient rencontrés. Rube les analysait à sa façon, qui était incomparable, et Anderstein, par les yeux de Rube, pénétrait maint caractère qui lui avait échappé. Le talent d'Anderstein avait besoin du contact avec une autre personnalité. Il ne savait pas construire par lui-même. Grâce aux machinations d'Esther il avait été privé de la société de la seule femme qui eût compris son besoin. Il ne pouvait plus compter sur Mabel Glibberson mais, Dieu merci, Rube était là. Celui-là était pour lui une révélation. Anderstein était plongé dans un manuscrit. Il projetait une pièce merveilleuse sur la vie de l'East End avec Rube comme personnage central. Il se représentait déjà le second acte : l'arrière-boutique... Rube et une femme, Esther... sur la table des sandwiches au bœuf salé et aux cornichons... des cartes de solo sur le parquet... Rube et Esther pris au piège... un mari furieux — Baldman peut-être? — tambourinant à la porte et les invectivant en yiddish... désordre... lutte... épouvante... rideau!

Les dimanches après-midi, Graner et Anderstein se retrouvaient à la Cour et restaient dans la boutique à railler Rube et ses clients. Toutes les femmes du voisinage y entraient sous un prétexte ou un autre. Les affaires de Rube en menus colifichets en étaient presque doublées. Des invitations s'en suivaient. Mais là Rube se récusait.

Un jour où Sally Belman était entrée dans la boutique, on blagua Graner sur sa faculté d'absorber du whisky. Et Sally lui en promit aussitôt un verre s'il voulait venir chez elle.

— Aussitôt dit, aussitôt fait, — s'écria Anderstein, sans tenir compte des signaux furieux de Rube.

Et les deux amis s'en allèrent avec elle.

Rube fut très mécontent. Il avait connu Sally bébé, mais il n'était jamais entré chez elle, bien que, quand ils se rencontraient, ils fussent dans les meilleurs termes. Il était l'homme d'une seule femme. Pour lui l'intimité avec Sally Belman eût été une sorte de trahison à l'égard d'Esther.

Pourtant quand, à huit heures et demie, il eut fermé la boutique sans avoir revu trace de ses amis, il examina soigneu-

sement la situation et, finalement, prenant son courage à deux mains, il alla frapper à la porte des Belman. Il eut beau dire qu'il venait simplement chercher les autres, on insista pour le faire entrer. On faisait marcher le gramophone, on dansait, Graner chanta une demi-douzaine de chansons et Rube leur raconta comment Graner l'avait mis dedans. Rube se flattait d'être à son aise n'importe où, et, en effet, avec ses plaisanteries, son ironie, il se rendit si agréable que Sally, pour la première fois, et à son grand étonnement, le trouva tout à fait sympathique. La soirée passa rapidement et, avant qu'ils aient pu s'en apercevoir, il était une heure du matin.

La glace ainsi rompue, Rube, sous la protection de ses deux amis, se mit à accepter toutes les invitations que depuis dix ans il refusait. Le trio allait partout, Graner faisait la cour aux femmes, Anderstein observait et Rube se livrait à son divertissement favori et « analysait ». Et la Cour, divisée en deux groupes, — ceux aux filles desquels Rube avait présenté ses amis, et ceux qui espéraient qu'ils leur seraient présentés, — commença à modifier son opinion.

Quand Bessie apprit la conduite de son frère — et, bien entendu, elle recevait de diverses sources des renseignements tous les jours, — elle vint à la Cour et fit de violents reproches à Rube.

— Tu es en train de gâter ton *Schiddach*, tu te rabaisses. Pas une fille de bonne famille ne fera attention à toi. Attends seulement que papa et maman soient de retour, attends-les!

Mais Rube se moquait de ces remontrances. En examinant la situation il réfléchissait que les garçons de son âge, qui se mariaient et s'établissaient maintenant, s'étaient tous amusés à vingt ans, et aucun d'eux ne l'avait mérité comme lui. Il se donnait du bon temps maintenant, mieux valait tard que jamais.

Mais s'il ne se tourmentait pas des blâmes de Bessie, il s'inquiétait d'Esther. Son silence prolongé commençait à le préoccuper. Il se mit à harceler Anderstein au sujet de sa pièce. Quand allait-on la donner de nouveau?

— Je n'en sais pas plus que vous, — dit Philippe, car ils avaient maintenant renoncé entre eux à l'usage des noms de famille.

Les amis et protecteurs d'Anderstein, de Findbar à Baldman, avaient en effet tenu parole, et la pièce avait actuellement des chances d'être reprise. Le grand Isaacson commençait à envisager l'affaire comme possible. De cinq ou six côtés différents on lui avait dit le grand effet qu'elle avait produit à la représentation de bienfaisance, et il avait promis de la lire.

— Mais il en est incapable, — s'écria Rube, — il ne sait lire que le yiddish.

Isaacson! Oh! Rube connaissait le personnage. Après avoir été dans le commerce des fourrures pendant une douzaine d'années, il s'était acoquiné avec une étoile de music-hall et avait pris, pour lui plaire, la direction d'un méchant petit établissement dans le Sud de Londres. Et puis, grâce au boom de l'armistice, à son entregent de Juif, à une heureuse spéculation sur les fourrures, à une chose et à une autre, il était arrivé à être propriétaire d'une demi-douzaine de théâtres du West End. Mais alors il s'était naturellement arrangé pour lâcher la femme qui lui avait mis le pied à l'étrier dans la carrière théâtrale.

— Il lui est impossible de lire votre pièce lui-même, — insista Rube, — il se moque de vous tout simplement.

Le temps passait cependant, et, malgré six ou sept entrevues avec Philippe, le grand homme paraissait toujours incapable de prendre une décision, aussi l'impatience de Rube croissait-elle de jour en jour. Pour lui cette pièce se confondait avec Esther, il sentait confusément que ce n'était que grâce à elle qu'il reverrait la jeune femme.

— Vous n'y entendez rien, — finit-il par dire à son ami. — Il faut un homme pour parler à Isaacson. Prenez un rendez-vous pour le jour où je ferme de bonne heure, jeudi, et j'irai le voir avec vous. Je lui parlerai, moi.

Il n'eut pas plutôt pris cette résolution que l'instinct familial, l'amour de la propriété, reparut en lui. Cette pièce lui appartiendrait, les Lakarin mettraient encore une fois dans le mille.

Le jeudi suivant, dans l'après-midi, Rube et son ami montaient au bureau d'Isaacson, au troisième étage dans Regent street. Il les reçut d'un air ennuyé : encore cet

Anderstein! Ce garçon lui portait sur les nerfs. Pourquoi ces écrivains n'entendaient-ils rien aux affaires? Mais, quand le dramaturge présenta « monsieur Lakarin », il releva les sourcils.

— Monsieur Lakarin, de la Cour du Tigre bleu?

— C'est moi-même, — dit Rube.

— Bien, — dit Isaacson, dont l'attitude changea immédiatement. — Alors nous pouvons causer.

C'était bien ce qu'avait dit Rube. Isaacson n'avait pas lu la pièce. Il s'en rapportait aux critiques d'autres personnes, aux éloges de Finbar, à l'appréciation de son lecteur.

— Qu'est-ce que c'est que ça? — lança-t-il inpétueusement, en prenant le manuscrit. — Ce n'est pas une pièce, ce n'est qu'un paquet de feuilles écrites. Comment voulez-vous que je vous dise ce que j'en pense? Dites-moi où on la joue, où je peux la voir, et j'aurai vite fait de vous dire si c'est une pièce où non.

— Bon, — dit Rube. — Vous voulez la voir? Donnez-moi le téléphone.

Et sur-le-champ il demanda les bureaux de la Société des Réfugiés et parla au secrétaire.

— Ici Rube Lakarin. Est-ce qu'il ne serait pas temps de donner une représentation de bienfaisance pour alimenter votre caisse?

— Mon Dieu, — lui répondit l'autre avec toute la déférence due à un Lakarin, — nous songions à donner à la place, cette année, un grand bal, à deux guinées la carte d'entrée.

— Combien vous faut-il de temps pour organiser une représentation et placer les billets?

— Environ cinq semaines.

— Bien. De dimanche prochain en cinq semaines vous aurez une représentation dans le West End. M. Isaacson nous prête un théâtre...

— Mais, dites donc... — fit celui-ci, saisi.

— M. Isaacson a eu la bonté de nous promettre un de ses théâtres, et je me charge du programme. Convoquez une réunion du Comité d'administration dès que vous voudrez. Dites que c'est moi qui vous en ai prié. Ne perdez pas une minute.

Et il raccrocha. — Et voilà, — dit-il.

— Eh bien! le diable m'emporte, — s'écria Isaacson avec admiration, — vous devriez vous mettre dans le métier, monsieur. Lakarin, vous y feriez fortune.

Rube eut conscience que pour une fois Isaacson disait la vérité. Il entrevit cet avenir : lui-même grand entrepreneur de spectacle, avec, à ses côtés, Esther trônant dans un salon où s'empressaient tous les écrivains, tous les artistes et tout le monde littéraire de l'époque. Tous les grands personnages viendraient y rendre hommage au pouvoir des Lakarin, à leur fortune et à leur habileté, toutes choses dont Esther serait la personnification vivante. La coupe du bonheur était pour lui remplie jusqu'au bord. La seule chose nécessaire à présent était de faire commencer les répétitions sans tarder.

Mais, en attendant, un nuage, pas plus gros, pour le moment, qu'une main d'homme, montait à l'horizon : Dave voulait jouer. Il avait eu la tête tournée par les compliments enthousiastes de Diana sur la façon dont il avait lu le rôle de Jacobs dans le salon de Bessie. Il comptait sur Rube et ses amis pour lui fournir l'occasion dont son talent avait besoin pour se révéler.

VIII

Finalement, et malgré toutes les machinations de Rube, ce fut un pur hasard qui le remit en face d'Esther.

Dans l'après-midi du samedi qui suivit leur visite à Isaacson, les trois amis étaient chez Lyons, près de Finsbury Park, quand Rube s'écria tout d'un coup.

— Voilà miss Maranno.

Anderstein leva les yeux puis les rebaissa immédiatement sur sa tasse.

— Qui est avec elle? — demanda Graner.

— Oh! je peux vous dire son origine, — grommela Philippe. — C'est Mabel Glibberson.

Graner déclara qu'il connaissait cette figure.

— Oui, c'est la sœur aînée de Frank Jacobs, et ils se ressemblent énormément.

— En ce cas, — dit Graner, — nous devrions la féliciter du succès de son frère.

— Parfaitement, — dit Rube. — Sam veut prouver qu'il n'est pas jaloux du succès de Jacobs se faisant engager par le « Vieux Vic ».

Mais les deux jeunes femmes leur épargnèrent cette peine en s'approchant d'elles-mêmes de leur table. Les présentations faites, ils se rassirent tous ensemble.

Mais il n'échappa pas à Rube, tandis qu'il serrait la main à Esther et à son amie, que madame Glibberson et Anderstein se contentaient d'échanger un bref salut et une formule banale.

— Comment allez-vous, Philippe?

— Et vous, Mabel?

Quant à Rube il ne dit rien, mais son sourire témoignait du plaisir qu'il éprouvait à cette rencontre, et Esther lui répondit en souriant également. Elle était sincèrement contente de le revoir, et presque surprise de constater qu'elle avait religieusement respecté la résolution qu'elle avait prise à la Cour du Tigre bleu. Non qu'elle se fût vraiment appliquée à l'éviter. Elle s'était simplement abstenue de chercher Graner ou Anderstein dans les endroits qu'ils fréquentaient d'habitude. Mais elle n'en comptait pas moins prendre légèrement les choses.

— Comment va le grand monsieur Lakarin? — dit-elle sur un ton de plaisanterie. — A propos, Mabel, tu ne sembles pas te douter que tu as devant toi le grand Lakarin de la Cour du Tigre bleu. Tu aurais dû lui faire la révérence, pour le moins.

Le vague sourire de Mabel montra qu'elle ne savait que dire et Rube, très gêné, s'agitait sur son siège.

— Vous êtes bien sarcastique, miss Maranno.

— Pas le moins du monde. Demandez à M. Anderstein s'il ne vous considère pas comme le modèle de toutes les vertus! Ce qui signifie, à mon sens, que vous êtes un auditeur complaisant et que vous l'appréciez à sa juste valeur. Mais vous l'aurez bientôt percé à jour, je pense. C'est ce que font la plupart des gens, — ajouta-t-elle, avec un clin d'œil de côté à son amie.

« Voilà un fameux coup double », pensa Rube, mais à haute voix :

— Croyez-moi, miss Maranno, je le connais à fond, mieux

qu'il ne se connaît lui-même. Je l'ai étudié; vous aussi, d'ailleurs. Vous êtes une des rares femmes qui osent me dire en face ce qu'elles pensent.

Le regard qu'elle lui jeta disait clairement le plaisir que lui faisait ce compliment. Il en tressaillit de joie. Mais la conversation fut interrompue : Mabel se levait et s'excusait d'avoir à partir; Anderstein en fit autant et sortit avec elle du restaurant. Les autres les suivirent curieusement des yeux sans rien dire.

— Eh bien! miss Maranno, — dit Graner, rompant enfin le silence, — comment vont les affaires? Vous êtes, m'a-t-on dit, du prochain spectacle des « Orphiques », *Cher Brutus*.

— Oui, — fit-elle d'un air boudeur, — je joue la vieille fille, Caroline.

— Et vous trouvez, j'imagine, que vous devriez faire la petite jeune fille, « l'Enfant du rêve »?

— Naturellement. Personne ne veut me fournir une occasion de montrer ce que je peux faire.

— C'est ce dont je me plains comme vous.

— Eh bien! — fit-elle, ironique, — pourquoi ne retournez-vous pas chez les Orphiques? Ils vous donneront tout de go la vedette.

— Nous avons mieux que cela en vue, — dit Rube. — Dites-lui, pour la pièce de Philippe.

Esther fut absolument enthousiasmée. Elle avait beau parfois asticoter Anderstein, ce n'était que pour son bien, se disait-elle. Elle était vraiment ravie que la chance lui sourît enfin.

— Et c'est uniquement l'œuvre du Monsieur que voici, — conclut Graner, avec un geste vers Rube.

— Vivent les Lakarin! — cria Esther. Et Rube se demanda, comme il l'avait déjà fait, si elle se moquait de lui.

L'entretien revint naturellement à la distribution des rôles. Tous les créateurs pouvaient reprendre les leurs, excepté Jacobs qui devenait professionnel et allait faire ses débuts chez le vieux Vic.

— Il faut trouver quelqu'un de vraiment bon, — déclara Esther. — Toute la pièce dépend de ce personnage. Qui y a-t-il?

Le moment parut venu à Rube de lancer sa flèche.

— Sam, — dit-il, avec un profond sérieux, — laissez mon jeune frère Dave s'essayer. Il est gentil garçon et il n'a pas mal lu le rôle, ce fameux soir.

Ils le regardèrent avec stupeur.

— Vous ne parlez pas sérieusement? — demanda Graner.

— Mais si, bien entendu.

— Pas de bêtise. Voyons, ça flanquerait tout par terre.

— Dave est un Lakarin, — cria Rube furieux; — il ne flanquerait rien du tout par terre.

Il était très froissé. Quand il s'agissait de Dave, il ne voyait plus clair. Dave était joli garçon, il avait le sang vif et, après tout, il avait facilement coupé l'herbe sous le pied à Jacobs auprès de Diana. Il jouerait donc certainement le rôle de Jacobs au moins aussi bien que lui. Pourquoi Dave tenait-il tant à jouer, c'était plus que Rube n'en pouvait comprendre, mais il y tenait dur comme fer. Et dans cette dernière semaine Bessie était allée voir Rube trois fois déjà et lui avait fait promettre de faire tout son possible pour qu'on confiât le rôle à son frère.

Esther comprit ce qui se passait dans l'esprit de Rube.

— Voyez-vous, monsieur Lakarin, — dit-elle avec une extrême douceur, comme on fait pour expliquer à un enfant quelque chose de difficile, — pour faire bonne impression sur Isaacson ou sur tout autre directeur à qui nous pourrions persuader de marcher, il nous faut un garçon ayant le plus de talent possible. Jacobs était un professionnel, ou, en tout cas, en valait bien un. Sans un jeune premier de métier, la pièce perdrait beaucoup. Et puis encore autre chose : vous ne pouvez pas demander à M. Graner de risquer sa réputation de metteur en scène.

Rube haussa les épaules. Il ne comprenait pas cela. Dave était un Lakarin et un Lakarin réussissait dans tout ce qu'il lui plaisait d'entreprendre. Mais il n'allait tout de même pas se faire un mauvais sang inutile à cause des objections de Graner. Il y avait aussi Anderstein qui était une cire molle entre ses mains. Mais il gardait son expression chagrine, et Esther ne pouvait s'empêcher d'avoir du regret pour lui.

— Ça ne fait rien, monsieur Lakarin, — dit-elle. — Après

tout, vous savez, nous autres qui nous croyons bons acteurs, nous sommes tous un peu piqués. Pourquoi voudriez-vous rabaisser votre frère au même niveau que nous?

Mais Rube n'allait pas discuter cette question avec elle. Il déclara simplement qu'ils ne comprenaient pas sa façon de voir.

— Mais si, je la comprends, — insista-t-elle; — je crois que vous vous trompez, mais je vous comprends.

Et c'était vrai. Elle avait pu lutter fiévreusement pendant six ans pour s'affranchir des liens de famille, elle avait trop conscience des inconvénients de sa situation pour ne pas apprécier, et même envier, cette preuve de solidarité familiale. Mais c'était un sujet trop dangereux. Elle détourna la conversation en demandant des détails sur les deux derniers mois, et elle en écouta le récit d'un air légèrement soucieux. Elle éprouvait surtout une sorte de compassion pour ce pauvre diable, comparable à un poisson que l'on retire de sa rivière natale. Elle prit bientôt congé d'eux et laissa Rube et Graner en tête à tête.

Rube aussitôt se répandit en louanges sur elle.

— Voilà une femme qui force l'estime. Vous a-t-elle jamais dit ce qu'elle pense de moi?

— Non, — répondit Graner avec brusquerie. — Je ne pense pas que le sujet lui ait paru assez important.

Graner était de très mauvaise humeur. Tout son sens artistique était offensé de voir Rube l'importuner en faveur de Dave. On faisait pour ce Rube tout ce qu'on pouvait, on se figurait qu'on arriverait à le former, mais au fond ce n'était jamais qu'un Lakarin.

En quittant Graner, Rube se rendit chez Bessie. Après tout il avait eu tort de négliger la famille comme il l'avait fait. Ils échangèrent les saluts habituels.

— Tiens, un revenant, — ricana Bessie. — Où sont tes deux parasites?

— Pas chez toi, comme tu aimerais les y voir.

Quelle différence entre Bessie et Esther! La nuit et le jour. Mais elles se ressemblaient du moins sur un point : toutes deux allaient droit au but.

— Est-ce arrangé pour Dave? — demanda Bessie. — Il

faut qu'il ait ce rôle. Si ces deux individus sont vraiment tes amis et non pas uniquement des écornifleurs cherchant à te taper tant qu'ils pourront, ils doivent sauter sur cette idée. Diana affirme qu'il sera tout simplement épatant.

— C'est elle, je suppose, qui t'a dit que c'étaient des tapeurs. Elle doit s'y connaître. Pourquoi feraient-ils quelque chose pour toi? Tu n'as jamais remué le petit doigt pour leur être agréable. Mais écoute, Bessie, — poursuivit-il, brusquement frappé d'une idée merveilleuse, — pourquoi ne pas les inviter ici un soir? Montre-toi aimable avec eux, amicale, et parle-leur de la chose. Et invite également cette miss Maranno. Elle fait partie du groupe et c'est une charmante fille, pleine de bon sens.

Il s'applaudissait de ce coup de maître. Cela résoudrait le problème qu'il se posait : comment revoir Esther? s'il pouvait réussir à l'amener chez sa sœur. Quoi que Bessie pût leur dire, à elle ou à lui, c'était en somme une Lakarin. Et il aspirait non seulement à voir Esther, mais à la voir plongée dans l'atmosphère des Lakarin.

Bessie le regardait d'un air soupçonneux. Quel nouveau plan pouvait bien combiner Rube? Mais la tentation de recevoir chez elle, d'être encore une fois le centre de quelque chose, était trop forte pour elle.

— Très bien, — dit-elle; — alors fixons ça à mardi soir, préviens tes deux amis, moi je vais écrire à miss Maranno.

Et, s'adoucissant à l'égard de son frère, elle l'engagea à rester pour faire une partie de solo. Mais Rube refusa : il fallait qu'il se dépêchât d'aller rouvrir la boutique dès la tombée de la nuit, sitôt le sabbat fini.

Rube comptait aborder le lendemain avec Anderstein la question de l'invitation de Bessie, mais il vit immédiatement que son ami n'était pas d'humeur favorable à une négociation si délicate. En cherchant un autre sujet de conversation il n'arrangea guère les choses.

— Êtes-vous allé loin hier avec madame Glibberson? — demanda-t-il.

— Jusqu'à l'autobus seulement, — dit sèchement Philippe et, sans poser d'autre question, Rube et Graner virent bien l'un et l'autre qu'il avait les nerfs à fleur de peau.

En réalité le souvenir de ce bref entretien était très désagréable à Anderstein. La résolution froide de Mabel de s'en tenir à des propos superficiels l'avait exaspéré. Quand elle l'avait prié de venir dîner et d'amener Graner et Rube Lakarin, il s'était surpris à dire : « Non, merci, Mabel. Ces amitiés platoniques ne me disent rien. » — « Comme si vous auriez pu écrire votre dernière pièce sans mon aide! Mais je vois, avait-elle continué après un silence. Tant que vous aurez ces deux compagnons, vous n'aurez pas besoin de moi et je ne vous verrai pas. » Elle n'avait rien ajouté, lui non plus...

Une fichue affaire, sans rien de dramatique ni de concluant. Faisant effort pour la chasser de son esprit il se vengea en demandant à Graner ce qui s'était passé après son départ.

— Un événement qui fera époque, — répondit celui-ci, — Rube est tombé amoureux.

Rube devint pourpre.

— Pas d'idioties, Sam.

— Oh! mais c'est très sérieux. Appelle-la au téléphone et annonce-lui cela sur-le-champ.

— Parfaitement, — dit Graner en se précipitant sur l'appareil.

— Je vais vous casser la figure, — cria Rube. Mais au même moment un client entrait et il dut laisser ses amis à leurs plaisanteries.

A l'autre bout du fil Esther Maranno fit une légère grimace quand elle reconnut la voix de Graner et apprit d'où il lui téléphonait. Ainsi Rube était vraiment pincé : elle l'avait craint. Rien de bien nouveau dans cette situation. Le difficile était pour elle.

— Que faites-vous ce soir, Esther? — Rube entendit Graner poser cette question, puis : — Parce que Rube Lakarin voudrait venir dîner avec nous.

La malheureuse fiancée dont s'occupait Rube sentit soudain tout un plateau d'anneaux de mariage lui tomber sur les pieds, parce que le marchand bondissait jusqu'à son téléphone et arrachait l'instrument des mains de Graner.

— Ne le croyez pas, miss Maranno, — bredouilla-t-il, — c'est un...

— Oh! — lui répondit une voix amusée, — ce n'est pas

sérieux? Vous n'allez tout de même pas me donner un espoir uniquement pour me désappointer....

Pourquoi n'aurait-elle pas ces trois garçons à dîner? Cela lui éviterait une soirée morne.

— Je vous attends tous les trois, — continua-t-elle. — C'est un nombre qui écarte tout danger, vous savez, monsieur Lakarin!

— Je n'ai pas peur... — Il ne trouva rien de mieux à répondre.

— Je le pense bien! Où est le Lakarin dont le danger ne stimule pas l'audace?

Rube, battu, retourna à sa cliente et rendit le téléphone à Graner et à Anderstein qui, tour à tour, débitèrent mille folies, pendant un quart d'heure avant de raccrocher.

Comme Rube avait encore à faire, quand ils eurent fini, ils traversèrent la rue pour entrer au café Tivoli où Graner, en buvant une tasse de thé, raconta à Anderstein la tentative faite pour introduire Dave dans la distribution de sa pièce.

— Naturellement je me suis aussitôt mis en travers. Mais tu sais ce que sont ces Lakarin. S'ils ne peuvent tenir partout le haut du pavé, c'est pour eux une offense personnelle. Et Rube, malgré ses bons côtés, ne vaut pas mieux que les autres. Si nous ne permettons pas à Dave de jouer le rôle, ce sera un affront terrible pour toute la famille. C'est très embarrassant, parce que je n'ai aucune envie de me brouiller avec Rube.

— Moi non plus, — dit Anderstein, — mais je ne laisserai pas gâcher ma pièce quand il s'agirait de dix mille Lakarin.

Et Graner fut absolument de son avis.

Il était huit heures quand ils retournèrent au magasin et Rube était juste en train de s'habiller. Il les accueillit par un :

— Eh bien! mes enfants, qu'est-ce que nous faisons ce soir?

— Mais, — répondit Graner, — c'est entendu : nous allons dîner chez Esther Maranno.

— Ne dites donc pas de bêtises, — fit Rube, tout en enlevant de la montre un plateau rempli de diamants. — Je n'irais pas pour tout l'or du monde.

— Comment, — cria Philippe, — après avoir autant dire promis d'y aller?

— Je n'ai jamais dit cela, je n'ai jamais songé à y aller. Je ne voudrais pas aller m'amuser aux dépens d'une personne comme elle. Ce ne serait pas bien. C'est une femme du monde.

Rube était au supplice. Toutes leurs parties, leurs beuveries, bon, plaisirs permis. Mais aller chez Esther, ce serait la démarche la plus grave de sa vie.

— Parfaitement, — dit Graner avec sérieux, — c'est une femme du monde. On ne peut pas se permettre de plaisanter avec elle. Vous lui avez laissé entendre que vous iriez, il faut y aller.

— Je n'y consentirais pas pour un empire : allez-y vous deux.

— Lakarin, — conclut Graner, — si vous ne fermez pas ici et ne venez pas immédiatement avec nous, nous allons sortir de cette boutique, Anderstein et moi, et nous n'y remettrons pas les pieds.

— Mais ce n'est pas correct... c'est une femme du monde. Je... voyons... Écoutez, je sais ce que je vais faire. Je vais lui téléphoner pour lui dire que vous êtes partis tous les deux, que j'avais l'intention de vous accompagner, mais que j'ai été retenu.

— Vous ne ferez pas ça. Rangez-moi tout ici et venez.

Et Rube, contre son gré, dut céder devant l'obstination de ses amis. Mais, tout en serrant les plateaux chargés de bijoux, il continuait à grommeler : « Ce n'est pas bien, ce n'est pas correct... » Et il en était bien persuadé. Suivant les principes de la Cour du Tigre bleu, on n'allait pas chez une femme à moins d'avoir des intentions sérieuses. Il avait violé cette règle morale une douzaine de fois depuis deux mois, mais alors ça n'avait pas d'importance. Il se fichait pas mal de ces femmes-là. Aujourd'hui c'était différent. Il respectait miss Maranno... Esther. C'était une femme comme il faut. Que représentait-elle de plus pour lui, que pourrait-elle devenir un jour pour lui? Il n'en savait rien.

Pendant tout le trajet dans l'autobus il fut taciturne et agité. Sur le palier de l'appartement il s'arrêta et dit :

— Écoutez, mes enfants, je proteste. J'entre parce que je vous ai promis de le faire, mais ce n'est pas correct. Je m'en irai aussi tôt que possible.

— Ne faites donc pas la bête, mon garçon, — dit Graner, en le tirant par le bras.

Esther, ouvrant la porte elle-même, les surprit dans cette position.

— Alors, monsieur Graner, — dit-elle en riant, — vous m'amenez votre prisonnier. Quel triomphe pour nous tous! — Puis, serrant la main à Rube avec un air tragique, elle ajouta : — Je n'espérais pas vous voir jamais franchir mon seuil.

Rube balbutia une vague réponse et Esther les précéda dans son salon. C'était une petite pièce délicieuse, en parfaite harmonie avec la personnalité de sa propriétaire, une pièce comme Rube n'en avait encore jamais vu. Sa sensibilité si prompte l'embrassa toute d'un coup d'œil. C'était bien ce qu'il fallait à Esther, c'était son véritable domaine.

Le dîner était préparé sur une table juste de la taille voulue, servie d'une telle façon que la pièce restait un salon.

— Je regrette d'avoir été prévenue si tard, — dit Esther, — il faudra vous contenter de la fortune du pot. Vous avez du saumon, des olives et des sardines, avec du pain et du beurre et quelques gâteaux, et je vous ferai du café.

Rube était assis sur le bord de sa chaise tandis qu'elle préparait son réchaud électrique. Il se sentait très mal à l'aise. Cette pièce si agréable, si féminine, avivait le sentiment qu'il avait de mal agir, tout en achevant de le subjuguer. Oui, il admirait Esther, il admirait la délicatesse de ses manières, sa maîtrise d'elle-même, la grâce de tous ses mouvements. Elle avait de la personnalité, et un Lakarin, qui lui-même adorait dominer, savait apprécier l'esprit de domination chez les autres. Esther, qui se rendait compte de sa gêne, faisait tout son possible pour le mettre à son aise. Elle s'assit à côté de lui et l'amena à parler de lui et de la Cour du Tigre bleu. Ravi de pouvoir discourir sur le seul sujet qu'il comprît à fond, Rube ne tarda pas à devenir éloquent. Il l'entretenait de son magasin, des singuliers clients auxquels il avait affaire quelquefois, et de tous les tours qu'ils essayaient de lui jouer.

— Mais ils ne réussissent pas, — dit-il fièrement, — on ne me prend pas sans vert. Je suis né, j'ai été élevé dans la Cour.

Et il continuait en lui expliquant quel homme merveilleux

était son père, comment il avait débuté, trente ans plus tôt, en étranger novice, réellement sans un penny, en travaillant très dur. — Pas de manigances louches chez les Lakarin, miss Maranno, — lui assura-t-il, et elle le crut. — En travaillant honnêtement, durement, il avait monté l'affaire que son fils avait reprise, et fait fortune par-dessus le marché. Et avec orgueil il énuméra les propriétés de son père.

— Mais nous ne sommes que des gens tout simples, tout ordinaires, miss Maranno, et nous ne prétendons pas être rien d'autre.

Esther, en écoutant cette liste prodigieuse, se représenta pour la première fois ce qu'était la fortune des Lakarin. N'était-ce pas de sa part sottise et manque de sens pratique d'apprécier si peu sa valeur? Comme sa mère — dont la formule favorite était : « Cette petite est folle, folle à lier » — aurait sauté de joie en apprenant que sa fille recevait chez elle un jeune homme si riche! Elle s'appliqua à considérer Rube pour une fois d'un point de vue purement terre à terre et positif.

Non que son positivisme, à elle, fut de même nature que celui de Rube. Les diamants et les soieries ne lui disaient que peu ou rien du tout. Mais il y avait d'autres choses, des perspectives de désirs longuement caressés et auxquels elle avait dû renoncer, et qu'il serait si facile de réaliser avec l'argent des Lakarin. L'Orient, l'Égypte, avec ses temples et ses pyramides, le Nil et le désert, l'Inde, avec ses mosquées et ses minarets, ses bazars et ce mystérieux courant de vie indigène vers lequel elle sentait un appel si puissant dans son propre sang, et le Japon, le pays de son auteur favori, Lafcadio Hearn. Tout un monde à explorer, les livres, la peinture, la musique. Elle songeait à ses deux jeunes neveux que son imbécile de frère voulait faire entrer de force dans le commerce. Elle pourrait leur ouvrir l'accès des carrières libérales. Après tout, pourquoi pas? Pourquoi laisser passer pareille occasion? Pendant quelques instants elle construisit dans sa tête — exactement comme avait fait Diana — un tableau éblouissant de l'emploi qu'elle pourrait faire de cette fortune que ceux qui l'avaient acquise ne savaient pas dépenser.

Mais malheureusement, à mesure que Rube reprenait confiance en lui, il devenait un peu présomptueux. Par un

souci de dignité elle se mit sur la défensive. Elle n'allait pas lui permettre de la considérer comme une femme d'argent qui cherche à faire un beau « chopin ». Peut-être aussi avait-elle peur d'elle-même, de l'attraction qu'il avait certainement commencé à exercer sur elle. Et par une brusque saute de sentiment, elle se mit à le railler impitoyablement.

— Quel désirable célibataire vous faites, monsieur Lakarin! Il faudra, je pense, que j'informe ma mère de votre visite chez moi. J'imagine très bien ce qu'elle dira à ses amies.

Et elle eut un rire un peu bizarre.

Graner essaya d'écarter Esther de ce terrain dangereux. Il savait à quel point Rube était sensible sur ces questions-là. Mais l'air de confiance en lui qu'avait pris Rube avait exaspéré l'estime en laquelle la jeune femme se tenait elle-même. Toute sa féminité, son ressentiment contre la soumission rampante que le mâle triomphant exigeait de la gent femelle, était pour le moment en elle à son paroxysme et refusait de se laisser dominer.

— Vous vous rendez compte, je suppose, que vous vous êtes compromis de façon définitive, monsieur Lakarin... je devrais dire Rube. Venir me voir comme ça... c'est, en fait, vous engager envers moi, n'est-ce pas? Mais, vous savez, c'est réellement un peu accablant. Je ne pourrai pas rester dans ce misérable petit appartement. Il serait suffisant pour une personne ordinaire, mais, moi... je vais devenir une Lakarin!

Tout cela était du plus mauvais goût, et elle le savait. Mais son art de comédienne le faisait passer. L'inflexion moqueuse de la voix, la vanité caricaturale du geste dont elle accompagna ces derniers mots transportaient ses auditeurs en dépit qu'ils en eussent. « Quel jeu merveilleux! » telle était l'unique pensée de Graner et d'Anderstein. Quant à Rube, sa dignité était froissée, mais il n'en pensait pas moins.

« Qu'elle est étonnante! Elle ne devrait pas me parler sur ce ton, mais elle est tout de même magnifique. »

Néanmoins il en avait eu son compte. Il se leva et prit congé, sous prétexte qu'il avait à passer chez sa sœur. Et avant qu'on pût l'arrêter il avait refermé la porte.

— Ma foi, — dit Esther, un peu saisie, — il n'a pas attendu l'ananas. Il faut que j'ouvre la boîte.

— Sam, — cria Esther, en les servant, — lâchez Rube Lakarin. Vous n'agissez pas bien avec lui. Il ne sait plus où il en est. Quelle idée de l'avoir amené ici! Nous trois, ça ne fait rien. Nous sommes des artistes, ou nous avons l'illusion d'en être. Mais pour lui, c'est terrible. Laissez-le tranquille.

— Mais nous faisons son éducation, — protesta Graner.

— Non. Vous vous abaissez tous. Regardez de quelle façon je viens de me conduire avec lui. Ça été ignoble de ma part, dégoûtant.

Et Graner lui-même ne trouva rien à redire à cela.

IX

De son pas le plus rapide Rube se dirigea vers la maison de sa sœur, distante de deux milles environ. La vitesse de sa course apaisait un peu le trouble de son esprit. Mais le tumulte de ses pensées était trop grand pour qu'il pût envisager et analyser la situation à sa manière habituelle. Tout ce qu'il savait, c'est qu'il avait la tête brûlante, que jamais femme ne lui avait paru si désirable qu'Esther Maranno, et cela dans le moment même où elle se moquait de lui. Sa déclaration solennelle : « Je vais être une Lakarin » lui retentit dans la tête tout le long du chemin.

Chez Bessie il eut une violente surprise : ses parents, qui avaient pris un bateau plus rapide, étaient arrivés deux jours plus tôt qu'on ne les attendait.

— Hallo, papa! — s'écria-t-il avec enthousiasme. Et en embrassant son père il se disait qu'il n'y avait que cela qui comptait : la famille. Ses parents lui apportaient un baume qui guérissait toutes les blessures.

— Tu sais, Rube, — lui dit sa mère en yiddish, tout en l'embrassant, — leur Amérique, crois-moi, ils peuvent la garder. Je suis bien contente d'être de retour. Je ne donnerais pas la Cour du Tigre bleu pour toute l'Amérique.

— Mais où étais-tu? — demanda Bessie à son frère. — Nous t'avons téléphoné à huit heures et quart, et tu étais parti.

— Oui, — dit Rube, — j'ai quitté de bonne heure.

— Et où as-tu été tout ce temps-là? — demanda son père.

— Ah! vous ne reconnaîtrez pas notre Rube, — intervint Bessie. — Les amis qu'il a ... des aristocrates, ce ne serait pas assez dire.

Lewis s'éclaircissait la voix et préparait une diversion.

— Toi, tais-toi, — cria Rube à sa sœur.

— Qu'est-ce qu'il y a? Qu'est-ce qu'il y a? — dit Aaron.

Lewis sauva la situation, pour le moment, en s'informant de la traversée du couple. Un dicton yiddish affirme : « Qui a voyagé a quelque chose à raconter. » Il était près d'une heure du matin quand les parents Lakarin jugèrent qu'ils en avaient assez dit pour le premier soir.

— Mais qu'est-ce qu'on nous disait à propos de Rube? — demanda Fanny. — Bessie m'a écrit je ne sais quoi... qu'il fait la cour à Sally Belman et veut devenir acteur.

— Non, non, — cria Bessie, — c'est Dave qui va être acteur. Il est épatant, merveilleux. Attends que tu l'aies vu, maman, tu seras fière de lui. Seulement les deux amis de Rube sont jaloux et ne veulent pas le laisser jouer.

— Qu'est-ce que ça veut dire, Rube? — dit le père. — Tu courtises Sally Belman?

— Et pourquoi pas? — dit la mère. — C'est une charmante fille. Bien entendu elle a ses idées... elle n'est pas facile à marier. Ce n'est pas comme ma Bessie, qui ne faisait pas la maligne, Dieu merci. Ce Belman, il a d'excellents magasins de chaussures... je lui en ai acheté une paire, elles m'ont duré plus d'un an.

— Tu sors avec elle? — demanda Aaron.

— Je ne sors avec personne, — protesta son fils, agacé.

Et, se levant, il souhaita le bonsoir à ses parents.

— Tu peux coucher ici, Rube, — lui dit Bessie d'un ton conciliant.

— Merci beaucoup, je ne veux pas te gêner. Si je reste ici, tu ne pourras pas parler de moi à notre père et à notre mère. Bonsoir.

Et il claqua la porte de la maison et prit un taxi pour regagner l'East End.

— Qu'est-ce qu'il y a? — demandèrent en même temps Aaron et Fanny.

Bessie déversa sur eux un long récit de tous ses griefs :

Rube avait été dévoyé, ce qui compromettait son *Schiddach*, et Dave allait devenir acteur. Rube donnait des réunions de célibataires et avait adopté deux amis qui étaient des ivrognes et qui l'emmenaient partout mendier du whisky. C'était une histoire très confuse qui revenait sans cesse à Dave et à ses dons merveilleux, et au fait que l'honneur de la famille exigeait qu'on lui permît de jouer la comédie, et que ce serait un affront pour tous les Lakarin si Graner et Anderstein s'y opposaient. Tout ce que la pauvre madame Lakarin put y comprendre, ce fut qu'elle venait de passer deux mois en Amérique, et un de ses fils s'était mis à boire, l'autre, chose pire encore, voulait monter sur les planches.

Le père, lui, écoutait gravement.

— Il faut le marier, — dit-il, dès que Bessie s'arrêta à bout de souffle.

Bessie repartit instantanément.

— Il faut le marier au plus vite. Il est devenu coureur. Pire que n'a jamais été Dave. Ces deux amis sont ce qu'il y a de pire. Vous les verrez : ils viennent dîner ici mardi. Mariez-le à Sally Belman. Il a été chez elle trois fois. Il devrait déjà lui être fiancé. Mais ces deux garçons n'ont aucun scrupule. Ils vont n'importe où.

Puis elle revint à Dave et raconta tout à sa mère au sujet de la fameuse représentation, jusqu'à ce que madame Lakarin changeât complètement d'avis et en vint à considérer le fait de jouer cette comédie comme un grand honneur.

Le lendemain le vieux couple vint à la Cour et leurs visites de porte en porte prirent l'allure d'une procession triomphale. Partout les voisins demandaient des nouvelles de leurs parents de Chicago et de San Francisco, de Los Angeles et de Montréal, de Buenos-Aires et même de Melbourne et de Sydney, et étaient vivement désappointés d'apprendre que les Lakarin n'avaient pas été plus loin que New-York. Et chaque boutiquier, avec plus ou moins de malice, concluait en demandant :

— Et que dites-vous de Rube?

Le vieux Belman se tenait sur sa porte et faillit arracher la main d'Aaron tant il la lui serra. Madame Belman arriva en courant et embrassa Fanny aussi chaleureusement que

si c'eût été une sœur depuis longtemps disparue. Ils les invitèrent tous deux à entrer dans leur salon, mais, bien entendu, les parents de Rube ne consentirent pas à aller plus loin que la boutique. Les Lakarin n'entraient pas comme ça dans les maisons, sans discernement. Mais ils s'assirent dans le magasin et parlèrent pendant une demi-heure sur l'Amérique et sur New-York, sur les chaussures et les diamants, sur le voyage et l'éclairage de Broadway, sur East-Side et les gratte-ciel. Et, du commencement à la fin, Rube et Sally étaient mêlés à leurs propos. Fanny n'oublia pas non plus, quand madame Belman loua Sally, de leur parler de Dave et de son merveilleux talent d'acteur. Elle invita même les Belman à assister à la représentation. Quand elle sortit de là, elle était très contente d'elle et des Belman, et se mit à discuter l'organisation du mariage. Le père Lakarin, lui, était très pensif et dit à sa femme :

— Va donc voir ton frère, moi, j'ai à parler à Rube.

CHARLES LANDSTONE

(Traduction de MAURICE RÉMON.)

(*La fin dans le prochain numéro.*)

LES LIVRES D'HISTOIRE

Les Communes flamandes à la fin du Moyen Age.
L'Histoire coloniale. — La France nord-africaine.

L'histoire générale dirigée par MM. Halphen et Sagnac se poursuit avec méthode et rapidité. Le dernier volume paru, la *Fin du Moyen Age* (Alcan), est l'inventaire des ruines d'où va surgir un monde nouveau. Il n'était pas simple à faire, ce qui explique qu'il ait fallu une équipe pour le mener à bien. Il est l'œuvre de cinq collaborateurs également qualifiés dans leur spécialité. Le plan de cette histoire générale, qui embrasse le monde entier et accorde plus d'importance à Tamerlan qu'à Jean sans Peur, exige la division du travail. N'en disons pas de mal. Il est fort agréable de trouver dans le même volume tant de faits, qui ne sont pas seulement simultanés mais souvent complémentaires, et dont le lien ne nous apparaît pas assez dans les ouvrages traditionnels.

Parmi les meilleurs collaborateurs de ce volume figure un des maîtres de l'histoire belge, M. Henri Pirenne, l'éminent professeur de l'Université de Gand, honoraire depuis la flamandisation intransigeante de la chaire qu'il a si longtemps illustrée. Profitons-en pour montrer sa manière. Chacun a le souvenir plus ou moins vague de ces villes flamandes, riches de leur industrie, jalouses de leurs privilèges, grouillantes d'une foule ouvrière modérément respectueuse des grands de ce monde, constamment en révolte contre leur comte, ou en guerre contre leurs voisines, ou en luttes intestines entre

leurs diverses classes sociales. De loin, toute cette tragique histoire paraît inextricable et il est de fait que les monuments élevés de toutes parts en Belgique aux héros ou aux martyrs de ces drames de famille paraissent contradictoires. M. Pirenne, en quelques pages d'une robuste synthèse, nous met en main le fil conducteur. Si la Flandre est souvent dans de mauvais draps, c'est, qu'on nous passe le jeu de mots, c'est la faute des drapiers. Entre la Flandre et l'Angleterre, il y a perpétuel tirage parce que les Flamands ont un perpétuel besoin des laines anglaises et les Anglais une perpétuelle tentation de tisser eux-mêmes leur drap.

D'autre part, les grands centres de l'industrie drapière, Gand, Bruges, Ypres, ne plaisantent pas avec les villes secondaires comme Termonde et Poperinghe qui cherchent à marcher sur leurs brisées. Elles leur permettent à la rigueur de fabriquer des étoffes grossières pour la consommation locale, elles se réservent la draperie fine pour l'exportation. Elles n'ont aucun droit à ce monopole, sauf celui du plus fort dont elles abusent. Quant aux paysans, on n'admet même pas qu'ils travaillent pour eux-mêmes. Quand ils s'y essayent, les perquisitions s'organisent : leurs métiers à tisser, leurs cuves à fouler sont saisis, brûlés, détruits sans miséricorde. L'industrie est l'apanage des villes.

Que fait, que peut faire le puissant comte de Flandre entre ces intérêts contradictoires? Il a besoin des villes; seules elles peuvent lui fournir de l'argent, des milices. Il ne peut se passer d'elles et de nombreux exemples lui montrent à quoi il s'expose quand il entre en conflit avec elles. Sa tactique classique est de sacrifier les campagnes et de soutenir dans les villes l'élément populaire ou petit bourgeois contre la haute bourgeoisie, l'aristocratie patronale. C'est grâce à cette complaisance secrète ou avouée du suzerain que, dans beaucoup de villes, on voit les corporations ouvrières dépouiller de leur hégémonie les grandes dynasties industrielles et commerciales. D'oligarchique, le « magistrat » devient démocratique à la suite de convulsions et de massacres.

Alors, grande surprise! Les affaires publiques ne sont plus entre les mains de la haute bourgeoisie : elle n'est plus à la tête de la cité, mais elle reste à la tête des affaires et les affaires

vont mal. Il y a du chômage parce que l'exportation est en baisse. Les draps de Flandre ne peuvent concurrencer en Angleterre ceux d'Angleterre et ils sont trop chers même ailleurs. Les corporations ouvrières maîtresses des Hôtels de ville n'y comprennent rien. On recourt pour conjurer la mévente à toutes les panacées illusoires. On multiplie les règlements, les entraves au travail, croyant par là empêcher la surproduction. Il n'en résulte qu'un nouveau renchérissement et un surcroît de mévente. Il faudrait baisser les prix et pour cela baisser les salaires. Les corporations ouvrières le sentent plus ou moins confusément, mais chacune est pour la baisse des salaires d'autrui. Entre tisserands, foulons, teinturiers, ce sont des querelles sans fin. Des arrangements momentanés interviennent, mais si l'on peut à la rigueur réglementer entre producteurs les conditions du travail, on ne peut forcer les consommateurs étrangers à acheter.

En réalité, on avait changé de classe dirigeante, on avait substitué la petite bourgeoisie à la grande, ce qui n'avait amélioré en rien le sort des petites gens et des petits métiers. Cette révolution purement politique ne remédiait pas à la crise économique. La draperie restait une grande industrie capitaliste. Les gros industriels ne gouvernent plus, ils ne peuvent plus mettre l'autorité de l'État au service de leurs intérêts personnels. C'est quelque chose, ce n'est pas tout ce qu'on avait cru. Ils ne sont plus échevins, ils restent maîtres chez eux, parce qu'on ne peut pas se passer d'eux. Ce n'est pas qu'on ait besoin de techniciens, car il n'y a ni secret ni progrès dans la fabrication, emprisonnée dans une réglementation minutieuse et inquisitoriale. Mais on a besoin de capitaux et de débouchés. Les vieilles familles ont les capitaux et connaissent les débouchés. Comme les affaires continuent à ne pas aller, que la baisse des salaires et le chômage n'ont rien moins que disparu, on les en rend naturellement responsables, le mécontentement populaire doublé par l'incompréhension des causes engendre la guerre de classes. Les communiers tournent au communisme. On voit les Gantois lutter pendant dix ans contre toutes les autorités et Philippe Artevelde leur prêter le prestige de son nom populaire. Gand devient un moment la Mecque de tous les insurgés. On a les

yeux sur elle aussi bien à Rouen qu'à Paris. C'est parce que les Maillotins s'en réclament que le jeune Charles VI et ses oncles, après en avoir triomphé à Paris, vont battre Artevelde à Roosebeke.

Les souverains, en France comme en Flandre, favorisent le peuple contre l'aristocratie volontiers indocile et orgueilleuse; ils favorisent les communes contre les seigneurs et la grande bourgeoisie, mais ils tombent sur les communiers quand ils deviennent communistes.

***

Ils sont trop pour qu'on puisse en bien parler et ont trop de valeur pour qu'on puisse n'en pas parler. Ces ouvrages sur la colonisation française et particulièrement sur l'Afrique du Nord ont été provoqués, tout au moins suggérés, par le centenaire de l'Algérie, le cinquantenaire de la Tunisie et enfin par l'exposition de Vincennes. Ce sont des livres d'actualité qui n'ont rien pourtant de livres de circonstance, car plusieurs supposent des années de recherches et aucun ne manque de mérite.

Le plus considérable est évidemment l'*Histoire des Colonies françaises et de l'expansion de la France dans le monde* (Plon) publiée sous la direction de M. Gabriel Hanotaux et de M. Alfred Martineau. Dans le troisième volume, qui vient de paraître, M. Georges Hardy, directeur de l'École coloniale, traite du Maroc et de la Tunisie; M. Robert de Caix, le spécialiste le plus qualifié pour en exposer le régime, traite de la Syrie; enfin, M. Henri Dehérain, conservateur de la Bibliothèque de l'Institut, parle de « l'œuvre scientifique française en Syrie et en Perse ». Ce volume a le format et la présentation de ceux qui composent l'*Histoire de la nation française;* il est comme eux abondamment illustré. Il complète très heureusement les deux premiers consacrés aux colonies d'Amérique et à l'Algérie. En donner une idée n'est guère possible. Le sujet, surtout pour le Maroc, est immense quoique circonscrit. Il est immense puisqu'il embrasse l'histoire des relations de la France avec le Maroc depuis les temps les plus reculés, — en l'espèce depuis la bataille de Poitiers, premier

contact entre les deux pays, on pourrait dire entre les deux mondes. Il est circonscrit, car ce n'est pas une histoire du Maroc en soi, mais seulement du Maroc en fonction de la France. Les relations ont été fréquentes et plus anciennes qu'on ne serait tenté de le croire; elles deviennent de plus en plus suivies à partir de François Ier, qui envoie notre première mission officielle au Maroc. Sous Henri III, nous avons un consul en permanence et les échanges commerciaux, avec Rouen notamment, deviennent actifs. Le Maroc nous vend surtout du sucre. Ce que représente de travail et de recherches cette histoire pour qui en défriche le premier bien des coins obscurs est à peine concevable.

Pour la période contemporaine, la difficulté est tout opposée. Ce ne sont pas les documents qui manquent, c'est la perspective, c'est le recul. Le récit que nous en fait M. Hardy est précieux : il est puisé aux bonnes sources et fait justice de bien des légendes, car il y a des légendes même tout près de nous. L'œuvre de Lyautey est en belle lumière sans que soit sacrifiée la part de ses collaborateurs, prédécesseurs ou successeurs. Le tableau du Maroc présent, si vite évolué, si méthodiquement pacifié, si vite mis en valeur avec une pleine connaissance de ses besoins comme de ses possibilités, est une page qui fait honneur au peuple conquérant comme à la population conquise.

La Tunisie fait aujourd'hui moins d'effet. C'est pourtant le type le plus réussi, le plus classique, du protectorat, système de gouvernement qui a pour but et à la longue pour effet l'association de deux civilisations, de deux races, avec un respect mutuel des mœurs, des libertés locales, de la langue, de la religion. Plus élastique encore est le cadre du mandat comme en Syrie. Il en résulte des difficultés, car la souplesse d'un régime n'est pas, au moins pour commencer, une force, et a au contraire des inconvénients. Mais les choses se tassent avec du doigté, de la pratique, de l'esprit de suite. Et il convient de noter que l'administration est plus stable aux colonies que dans la métropole. Un Lyautey est resté quatorze ans au Maroc. Il a eu le temps d'exécuter ce qu'il avait conçu et de creuser si avant le sillon que ses successeurs n'ont pas été tentés de s'en écarter.

***

Le tableau tracé par M. André Julien de l'*Histoire de l'Afrique du Nord* (Payot) forme un bel ensemble. Il englobe les trois régions qui composent notre domaine nord-africain, et depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours. Malgré son épaisseur, ce volume de 882 pages est rapide. Il est d'une commodité inappréciable puisqu'il représente à lui seul toute une bibliothèque et une bibliothèque tenue à jour. Et d'autre part ce n'est pas une compilation, l'auteur ne parle pas que de ce qu'il a lu, mais beaucoup de ce qu'il a vu. Avant d'être professeur dans un lycée de Paris, M. Julien a passé seize ans de sa vie en Algérie; il a appartenu à l'administration préfectorale, il a été conseiller général d'Oran, il a fait de la politique militante, sa science historique s'éclaire de son expérience directe. Son ouvrage y gagne en animation. M. Julien a des idées qui ne sont pas très favorables en principe à la colonisation, mais qui reposent sur des observations personnelles. M. Gsell, qui l'a préfacé, observe que M. Julien réserve sa sympathie « aux gens qui reçoivent les coups », ce qui est assurément louable. M. Gsell ajoute malicieusement que ces « gens qui reçoivent les coups ont souvent fait ce qu'il fallait pour les recevoir ». M. Julien l'ignore volontiers. Il n'est pas bénisseur, ni optimiste, il a le sens critique très éveillé. Il a quitté le parti communiste pour avoir vu en Russie plus qu'on ne voulait lui montrer. « Il n'aime pas les impérialismes et les nationalismes, les manières trop fortes et les opérations coloniales trop fructueuses », ce qui est cause qu'on peut l'en croire quand il dit du bien de ce qui a été fait. Son style n'a rien de professoral, il a la familiarité, mais aussi la vivacité du journalisme, il n'a pas de prétention à l'académisme, il vise à se faire lire et il y réussit.

La bibliographie, très méthodique, a les dimensions d'une forte brochure et chaque ouvrage cité es présenté en quelques mots; l'index alphabétique de 2 400 noms permet la recherche du détail sans perte de temps. Les gravures, fort nombreuses, — il y en a 357, — sont en rapport étroit avec le texte sans banalité ni remplissage. Ne sont-elles jamais tendancieuses? Comme instrument de travail, on ne peut mieux souhaiter.

Il est piquant d'y trouver aussi bien ce qu'on a besoin de savoir sur Masinissa que sur Abd-el-Krim, ou d'y pouvoir comparer la tentative de Caïus Gracchus pour installer à Carthage les prolétaires romains sans travail à celle de la République de 48 pour installer en Algérie les insurgés des journées de Juin.

Nous avons dit que M. Julien n'admire pas les yeux fermés tout ce que nous avons fait. Il ne dissimule rien de ce qui reste à faire et il ne croit pas que les choses iront toutes seules dans l'avenir pas plus que dans le passé. Malgré tout, il conclut que la France a accompli une œuvre grandiose et sans exemple. Elle est en train de « reconstituer à son profit l'unité de la Berbérie qu'aucun conquérant ne réalisa avant elle ». Actuellement l'empire africain dont l'esquisse se profile à l'horizon est divisé en une colonie dépendant du ministère de l'Intérieur et deux protectorats dépendants des Affaires étrangères. Mais un lien économique, ethnographique et moral les rattache et on s'en rend si bien compte que les résidents des deux protectorats et le Gouverneur de l'Algérie tiennent des conférences officielles pour l'étude des intérêts communs. La septième vient d'avoir lieu à Tunis. Jusqu'où ira le sentiment de la solidarité entre les trois pays? La concentration et la décentralisation sont deux courants contraires et coexistants en tout endroit. Le premier ne l'a jamais emporté dans l'Afrique du Nord. Ni Carthage, ni Rome, ni les Arabes n'ont jamais unifié politiquement cette région naturelle. Ajoutons que la pénétration des précédents empires n'a jamais été si loin que la nôtre. M. Julien qualifie prudemment de « rêve » le projet d'un grand empire africain, dont Alger serait la capitale. Tandis que l'Afrique du Nord française est bel et bien une réalité.

***

Dans le même ordre d'idées, voici encore deux volumes moins importants mais d'une rare utilité pour des gens pressés, car ils sont très maniables. L'*Histoire des Colonies françaises* de M. Maurice Besson (Boivin) est un guide distingué pour qui veut visiter notre empire colonial avec fruit, sans se fati-

guer pour tout comprendre. Le miracle colonial français, comme tous les miracles d'ordre naturel, a son explication, mais on risque de ne pas la trouver, de perdre en tout cas beaucoup de temps à la trouver, si un introducteur ne nous tend pas la main. Le voilà. Exposer en quatre cents pages quatre siècles d'efforts aux quatre coins du monde, ce n'est pas rien. Y avoir réussi, c'est beaucoup. Nous avons une tradition coloniale puisque, depuis les grandes découvertes, nos marins ont semé partout des germes de colonisation. D'autre part, notre domaine colonial était surtout formé de souvenirs et de regrets au lendemain de la Révolution et de l'Empire. Il est redevenu un empire depuis un siècle, depuis que la France, repliée et longtemps mutilée en Europe, a reporté inconsciemment son besoin d'expansion sur un autre terrain.

Inconsciemment est bien le mot. La Restauration a repris péniblement possession des épaves coloniales de l'ancien régime qui nous étaient restituées par le traité de Paris de 1814. L'Angleterre n'avait pas mis beaucoup d'empressement à nous en faciliter la réoccupation. Nous n'étions pas d'autre part en état de nous livrer à des expéditions lointaines. Nous renonçons même à reprendre Saint-Domingue et, en 1825, nous accordons aux noirs, indépendants de fait depuis l'échec du général Leclerc sous le Consulat, l'indépendance de droit, moyennant une indemnité aux anciens colons et quelques avantages douaniers. Une proposition d'établissement en Nouvelle-Zélande n'est pas accueillie à la suite d'un rapport défavorable de Dumont d'Urville, frappé du caractère indomptable des indigènes et de leur réputation d'anthropophagie, confirmée par l'affreux festin dont deux capitaines français et leurs équipages avaient fait naguère les frais.

Même l'expédition d'Alger, qui est aujourd'hui le plus beau titre de gloire de Charles X, ne fut faite qu'après de longues hésitations, et le gouvernement de Louis-Philippe hésita encore davantage à y rester. Le Second Empire a dû également aux circonstances plus qu'à sa volonté une réussite analogue en Cochinchine et du côté du Haut-Niger. Est-il besoin de rappeler l'opposition qui assaillit et renversa Jules Ferry, le grand artisan de la colonisation sous la Troisième

République, qu'on croyait flétrir des surnoms de Tunisien, de Tonkinois, pourtant bien gagnés? La foi coloniale a toujours été en France le lot d'un petit nombre et, même après le fait accompli, il s'en faut encore de beaucoup que l'opinion de la masse soit conquise ou simplement intéressée autant qu'il conviendrait à cet ordre de préoccupations.

***

Le volume de M. Pierre Lyautey a un objet plus restreint au moins dans la durée. Il s'agit encore de l'*Empire colonial français*, mais seulement depuis 1870 (Les Éditions de France). L'ouvrage de M. Pierre Lyautey paraît dans une collection consacrée à la Troisième République. L'auteur porte un nom qui est à lui seul un symbole et un programme en histoire coloniale. Il a lui-même mis la main à la pâte. On l'a vu lieutenant de spahis dans l'Atlas marocain, officier des affaires indigènes en tribu berbère, directeur du cabinet civil du Haut Commissaire en Syrie. Il n'ignore pas, lui non plus, que « chez nous l'œuvre coloniale s'est faite le plus souvent contre l'opinion ou contre le Parlement ». Quand on nous reproche des lenteurs, des indécisions, des à-coups, on oublie trop souvent qu'ils sont la faute non des coloniaux, mais des anti-coloniaux. Des hommes comme Clemenceau, Camille Pelletan, ont été à cet égard un fléau, le fléau de gauche, mais il y a eu aussi des adversaires de droite, qui craignaient de nous voir disperser, sur des théâtres trop lointains et secondaires à leurs yeux, des forces nécessaires à la protection de notre frontière de l'Est démantelée. Nous avions en 1871 un million de kilomètres carrés et cinq millions d'hommes comme domaine colonial. Qui aurait souhaité, qui même aurait cru raisonnable alors de nous voir à la tête d'un empire d'outre-mer de soixante millions d'habitants?

Nous n'avions, sauf l'Algérie, qu'une poussière coloniale, en bien des points, un chapelet de comptoirs plutôt qu'une ligne de possessions. Qui prenait au sérieux la boutade de Talleyrand revenant des États-Unis après la Terreur et soutenant l'hypothèse qu'un jour l'Amérique regarderait comme à elle le nouveau continent? « De quels avantages ne serait-il

pas alors pour la France d'avoir porté ses vues sur l'Ancien, Monde. » Ces lignes prophétiques sont de 1797. Elles sont adressées à Bonaparte qui venait d'occuper Zante et Céphalonie, escales vers l'Égypte et l'Inde.

Aujourd'hui, tous nos coloniaux se flattent d'être imprégnés de l'esprit romain, respectueux des administrations locales, des préjugés, des croyances, des mœurs, des langues indigènes, nullement pressés de passer le niveau de l'uniformité sur les pays protégés. « Le respect des coloniaux, dit M. Pierre Lyautey, s'oppose à tout gabarit centralisateur. » Rome a mis trois siècles à faire de ses sujets ou protégés des citoyens romains. C'est pourquoi son empreinte ne s'est pas effacée, même en des régions éloignées presque isolées et évacuées de bonne heure comme la Roumanie, à plus forte raison dans tout le bassin occidental de la Méditerranée, voire jusqu'aux confins de la mer du Nord. Rome en n'allant pas vite allait sûrement. Tout s'écroula au contraire lorsque, dans la désorganisation finale et en présence de la dépopulation installée à demeure, l'Empire voulut brûler les étapes, faire de barbares trop sommairement dégrossis et trop massivement incorporés des citoyens et des défenseurs du monde civilisé, en leur prodiguant sans stage ni sérieux états de service les titres et les dignités.

Ce n'est pas par simple curiosité archéologique que nos chefs civils et militaires favorisent les fouilles qui remettent en lumière la trace deux fois millénaire où nous marchons dans les pas des légions. Partout le *limes* romain est retrouvé et ce n'est pas une mince fierté que de le voir partout dépassé. Quel travail d'éducation populaire il a fallu pour dissiper le préjugé contradictoire qui nous refusait d'une part la vocation colonisatrice et nous reprochait de l'autre de trop y céder!

A. ALBERT-PETIT

TABLEAUX DE PARIS

Image. — La comtesse d'Harcourt, née Beauvau-Craon, ne représentait en rien son temps, mais elle était, en toutes choses physiques ou morales, l'image radieuse, fidèle, complète, d'une classe, — la sienne. On pouvait l'imaginer devant le roi Louis XIV, en grands atours; elle semblait descendre d'un cadre de Largillière ou de Mignard, le lourd collier de perles au cou, l'œil bleu assez à fleur des paupières, la main élégante. Elle n'eût fait un geste qui ne fût gracieux. Elle possédait avec un art incomparable la manière de s'envelopper les épaules d'une écharpe de tulle et d'entrer dans un salon à l'heure du dîner comme si elle eût avancé sur un nuage. Elle évoquait les dames de Van Dyck au temps des dames de Boldini. Et sans la préoccupation du moindre de ces efforts des personnes qui visent à un effet, qui attendent la récompense de la peine qu'elles se donnent et viennent la chercher dans les yeux de ceux qui attendent et regardent. Ni la robe du couturier ne comptait sur elle, ni les parures. Les plus remarquables étaient dans cette manière qui s'était transmise si naturellement et dans l'amour intense de la vie que révélait ce ravissant sourire qui allait à tous avec spontanéité. Cette santé rayonnante, cette aristocratie qui se respirait autour d'elle, cette race, cette classe, elle les symbolisait dès la jeunesse. Au front de certains chefs-d'œuvre d'architecture du passé nous voyons les fleurs de lys demeurées témoigner pour l'observateur de ce qui est durable, de ce qui se poursuit, en dépit des bouleversements, et qui mérite de nous arrêter.

Nous l'avions vue, — à travers les Mémoires du XVIIIe siècle et sur les gravures du temps, dans l'entourage immédiat de la reine Marie-Antoinette, coiffée comme elle, aux heures de joie, — et je n'imagine pas que, sur les charrettes qui partaient de la Force pour l'exécution, les fronts se fussent tenus levés avec plus d'éclat. Soyons assurés que les qualités profondes du cœur permettent avant tout de maintenir si naturellement ces belles et nobles apparences, qu'à vrai dire nous ne rencontrons plus guère. C'est pourquoi, sans doute, il nous semble qu'il était bon de noter que, dans un temps qu'on supposera quelque jour si nivelé déjà, quelques figures si parfaitement conformes aux images que nous nous faisons des manières et de la vie d'une dame eussent si étrangement persisté et maintenu, à travers le temps, des souvenirs à peu près partout effacés.

Trois semaines avant de disparaître jeune encore, madame d'Harcourt entra parée des mêmes grâces. Du même sourire, la tête haute, parmi les tulles que la main droite retenait à la saignée du bras gauche, — souffrant atrocement et se sentant perdue peut-être, — elle souriait, promenant sur ceux qu'elle allait quitter, elle qui aimait passionnément la vie, cet œil bleu légèrement humide pareil au ciel de France, un matin radieux voisin de l'automne.

***

Acacias. — Le dimanche matin du Grand Prix, le long de l'ancienne avenue du Bois-de-Boulogne, près de la place de l'Étoile, à cet endroit coupé par la rue de Presbourg et que l'on appelait la *Potinière*, au temps des équipages. Le pas et même le trot des chevaux permettait aux gens assis sur les chaises de fer d'apercevoir les promeneurs dans les voitures, de jeter un regard sur les toilettes et de donner parfois un nom, même inexact, mais qui, dans l'entourage, faisait plaisir à entendre.

Les chaises de la *Potinière* sont vides à midi et le trottoir qui va jusqu'à la porte Dauphine presque désert. Dans le Bois de Boulogne, même solitude. Sur le *Sentier de la vertu*, qui suit l'allée cavalière des Acacias, quelques vagues et

modestes piétons. Les promeneuses qui déjeunaient à Armenonville avant le Grand Prix et dont certaines rentraient changer de robe avant le déjeuner, tout l'étalage d'élégance encore si voisin de nous a cessé d'exister. Les femmes ne sont pas moins élégantes, mais elles n'en font plus la même exhibition. Elles seraient mêlées à trop de curieux. C'était avant le métro, tout un voyage et qui permettait un certain choix. Les journaux élégants citaient les toilettes. Les femmes se sont libérées. Quelques-unes seulement se soucient encore des vains succès remportés sur la foule.

Cependant, matinée fut rarement plus « Bois de Boulogne » que celle-ci. L'ombre des arbres de juin est toujours pareille, quels que soient le pavé, la route, le sol, l'asphalte, sur lesquels elle se pose, en ouvrant ses ailes de ramier bleu.

Le soleil bouge entre les feuilles légères, à travers les taillis. Des cavaliers passent chamarrés de ces médailles de lumière glissant sur eux, fluides et aveuglantes. Une jeune dame à la jupe d'amazone noire monte un cheval blanc. Elle fait penser à une contemporaine d'Alfred De Dreux. Mais voici une demoiselle à califourchon dans une culotte beige, une blouse de soie rose se gonflant sur ses épaules, les cheveux demi-courts sous un feutre brun. Un groupe de cavaliers et d'amazones au pas est environné du bleuâtre nuage de leurs cigarettes. Et puis un monsieur à petits favoris blancs qui ravirait Marcel Boulenger pour son style. Il a le visage d'un seigneur anglais par Sir Thomas Lawrence. Quelques traditions se maintiennent; pourtant, je ressens dans ma solitude ensoleillée, verdoyante et tout de même si peu champêtre, une impression assez analogue à celle que j'éprouvais le long du Bosphore au mois d'octobre dernier, me promenant aux Eaux Douces d'Asie avec M. Charles de Chambrun, notre ambassadeur. Le ruisseau que couvrait naguère de brillants caïques s'ensable chaque saison davantage, les prairies cessent de verdoyer, les dames de Loti et de Farrère n'y viennent plus faire la dînette en grands cercles bruyants. La main du temps est passée là, balayant les vivants et le souvenir des morts. L'oubli s'installe.

Nous, Occidentaux, qui possédons l'asphalte et le génie de la construction des trottoirs, le besoin d'aligner des pierres

rectangulaires au long des routes et des champs, pour marquer ce qui est la voie commune, — nous maintenons. Mais les figurants ont changé. Ceux qui venaient là vingt ans plus tôt ne retrouvent, sinon les arbres, rien de la vingt-cinquième année. C'est une raison de ne plus s'y arrêter. Mais ce n'en est pas une pour les nouveaux venus. Ils vont autre part. Plus loin? Plus près? ils ne savent jamais à l'avance. Ils ont des clubs de tennis, des golfs où ils sont entre eux, voire des piscines.

Le Grand Steeple, le Grand Prix, ce sont des réjouissances populaires, d'autres 14 juillet, on ne s'y *montre* pas, même lorsqu'on y va.

L'auto me ramène le long de l'avenue Foch bordée de sa massive verdure de juin qui s'entr'ouvre à l'extrémité pour laisser paraître le faîte de l'Arc de triomphe et la courbe de sa voûte ombrée... Depuis de bien longues années, le mois de juin, ce fils aîné de l'été, ne s'était montré si constamment ensoleillé, si chaud, si frais, avec ses paulownias couverts de fleurs.

Aussi, les femmes, qui ont des sensibilités si promptes, ont transformé les modes en quinze jours. Elles recommencent à porter des chapeaux de paille, immenses ou pareils à une coquille de noix, les deux bords retroussés, plantée sur le front et sur laquelle un brin de duvet d'oreiller s'est posé ou quelque petit bouquet de fleurettes de la taille d'une ancienne montre. Ces chapeaux redeviennent insolents, abracadabrants. Les Parisiennes vont cesser, enfin, de jouer au gigolo. Nous reverrons, sur des toquets posés au sommet du front, des colibris empaillés verts et bleus, des oiseaux jaunes et bruns.

Les jupes s'évasent, se gonflent, elles prennent des ris comme les voiles, se couvrent de petits volants. Nous reconnaîtrons mille accessoires gentiment ridicules. Vénus renaît des ondes. Les bons peintres vont pouvoir recommencer à faire des portraits et du sublime avec du ridicule, du laid, de l'inutile, comme l'ont fait, avant eux, Vélasquez, Reynolds, Goya et Manet.

***

Lévriers. — Un ciel de midi pour la première fois menaçant depuis plusieurs semaines. Les horizons vers les confins de la forêt de Marly, vers Saint-Cyr, sous les nuées grises que pousse un vent que nous ne reconnaissons plus et que nous retrouvons comme un voyageur depuis longtemps parti. Nous sommes dans un décor, c'est bien le mot, qui fait souvenir de l'Angleterre. Petites pelouses rectangulaires, jeunes arbres régulièrement plantés, chenils, tribune de course encore modeste, mais tribune. Maison principale crépie, rosiers, — en fleurs. Et, sur l'allée centrale, des tables sur lesquelles le couvert est mis pour le déjeuner. Quelques parasols rayés au-dessus des tables. On attend, la pluie ou le soleil. On attend, ... on attend madame la comtesse Greffulhe, qui est, puis-je dire, l'*âme* de cette société... La voici, svelte, vêtue de noir, sous les bords souples d'un grand chapeau que le souffle de l'ouest drape sur son front. Les très jeunes personnes qui ne connaissent point madame Greffulhe ignoreront peut-être toujours, quelles que soient les nouvelles venues dans la société, ce que les mots d'élégance et de charme peuvent exprimer. Et, bien davantage, une autorité incomparable pour régner, promener au-dessus d'un col flexible un visage petit, de grands yeux noirs et le sourire que des dents admirables rendent lumineux. L'audace dans la toilette, ces audaces qui n'ont pas été mûries au fond des ateliers du faiseur de modes, mais improvisées ou presque sur le corps même, dans les cheveux de celle qui ne fait que des apparitions dans le monde et ne l'a jamais considéré qu'à la manière d'un théâtre. J'en eus l'impression la première fois que je la vis, à l'ambassade de Russie, gravir l'escalier avec légèreté et cette facilité triomphante qui s'enveloppe moins dans le tulle qui l'environne, que dans une indifférence qui sourit à tous, et une parfaite sécurité dans le pouvoir de se savoir exceptionnelle. Un long rang de perles partait des cheveux épais et venait derrière la taille se rattacher à la ceinture. Un peintre seul, un Véronèse, un Tiepolo, pouvait avoir eu cette audace. Mes vingt ans évoquaient la Cléopâtre du Palais Labia. Penchés sur la galerie du premier étage, les invités

regardaient cette ascension radieuse et en attiraient d'autres. Bientôt, tout le monde sut que madame Greffulhe venait d'arriver et se portait dans les salons. Mais celle à qui Marcel Proust a pris quelques traits pour en parer la duchesse de Guermantes, traversant les pièces éclairées, redescendait bientôt par l'autre escalier. Les invités qui ne l'avaient pas aperçue ne poursuivaient plus qu'un sillage dont ils ne pouvaient atteindre celle qui l'avait creusé. Madame Greffulhe était déjà partie.

Depuis, j'ai vu recommencer ce prodige bien des fois, d'une entrée merveilleuse et d'un départ qui tenait de l'évanouissement. A quelque messe de mariage, un nuage de tulle traversait la cohue, un oiseau de paradis glissait, un profil ravissant se devinait un instant : — Madame Greffulhe!...

Mais, déjà, celle-ci remontait dans la voiture qui l'attendait et, pareils aux personnages surpris qui remplissaient la scène dans le ballet de Strawinsky, les figurants tournaient la tête vers l'oiseau de feu disparu.

Le prodige ne cesse point de se renouveler. Ni l'à-propos de monter aux lèvres de cette Caraman-Chimay qui a pour bisaïeule madame Tallien. Mais madame Tallien, qui aima la parure et fit des apparitions dont ses contemporains éblouis ont laissé dans l'Histoire une clarté autour de ce nom, madame Tallien n'avait point ces nuances, cet art incomparable qui donne tout le prix du triomphe non pas à son éclat ou dans ses excès, mais à la réserve dont on se plut à l'environner.

Des *grandes auditions musicales*, qui drainaient vers l'Opéra, devant que la guerre n'eût transformé si profondément la société, tout ce que Paris comptait d'élégances, madame Greffulhe, toujours évoluant, est passée aux plaisirs du sport, du grand air, aux performances des lévriers. Saint-Gemme est son royaume d'un jour par semaine, au printemps. Elle y a fait venir, pour le Grand Prix de ce premier samedi de juillet, des ministres, des milliardaires, des duchesses et tous ceux qui courent après eux. Le soleil finit par se montrer.

Madame Greffulhe sourit à des personnes empressées, futiles et loquaces, auxquelles elle répond en anglais, parce qu'elles sont américaines, avec ce sourire des yeux et des dents, ce visage incliné, qui semblent dire : — « Je ne sais pas.

je ne saurai jamais votre nom, je ne veux pas savoir qui vous êtes, ... mais je vous souris, je vous souris, ... je vois que vous allez m'importuner, rendez-moi ma liberté!... »

Mais les importuns sont tenaces. Alors, pour l'amour du lévrier, madame Greffulhe s'arrête. Elle écoute. Mais le sourire s'est effacé.

Les spectateurs sont nombreux. Le « lièvre électrique » après lequel se lancent les lévriers pour la course, passe comme le vent, suivi par les longs chiens. Un lièvre empaillé, semblable à celui des courses en Angleterre où ce sport faisait fureur en 1928... Nous avons l'impression d'assister aux courses de chevaux, vers 1822... A leur début en France, peut-être aussi à des courses dans une province, une Touraine, un Anjou élégants... Et aussi l'Angleterre, à deux heures de Londres...

Le signal est donné pour le départ du Grand Prix.

— Prenez votre programme! — dit madame Greffulhe, dont le regard délivré monte vers les nuages.

***

A LA GALERIE GEORGES PETIT. — Par ces journées radieuses de juin, l'Exposition des toiles de M. Matisse est un bien rare enchantement. Elle ferait aimer la peinture à qui n'y a jamais rien goûté .Elle est pareille à un jardin par la fraîcheur de ses coloris, son abondance et sa diversité dans un ensemble d'une rare homogénéité. L'exemple ni la contagion ne percent de cet artiste qui est si continuellement lui-même, avec des variations progressives et légères. Peu de peintres offrent moins ce qu'on pourrait appeler les stigmates du *métier*. Il semble naître, chaque matin, à son art. Il ne tient à quelques prédécesseurs que par des fils tellement ténus et si bien dissimulés qu'il semble commencer une façon de peindre plus encore que s'incorporer dans une longue lignée. Il n'y prendra place que plus tard. Il est pour l'instant le plus isolé, parce que le plus personnel des peintres. Les imitateurs, cette génération spontanée qui environne le talent et le succès, ne sont pas encore parvenus à contrefaire cette manière, — ainsi qu'il

s'est produit pour le cubisme, qui ne sert plus guère qu'à l'affichage encore un petit peu, aujourd'hui.

La *manière* de Matisse demeure insaisissable par sa fragilité. On pourrait dire que son apparente inconsistance est sa plus sûre défense. Le don de cet impressionniste d'un *impressionnisme* nouveau, plus direct, plus immédiat, le don le plus rare, le plus personnel, le plus précieux de ce peintre, c'est de savoir s'arrêter devant ce qui semble n'être parfois que l'ébauche d'une esquisse, et de déclarer la toile terminée.

Un de ses vieux amis me racontait hier qu'à Séville, voilà plus de vingt ans, Matisse, dont les toiles ne se vendaient pas le prix qu'elles ont atteint aujourd'hui, avait reçu la commande de deux natures mortes, pour une somme importante. Pendant plusieurs jours, Matisse prépare ses tableaux, il fait des provisions pour un mois, il va s'enfermer, il ne verra personne, afin de réussir les tableaux dans des conditions exceptionnelles. Ainsi fut fait. Le surlendemain son ami voit arriver Matisse.

— Eh bien?

— Mon tableau m'a f... dehors! — s'écrie le peintre.

Les deux hommes vont à l'atelier. La toile était là, terminée, Matisse se déclarant incapable d'y ajouter une touche.

Le peintre dont les toiles garnissent les salles de la Galerie Georges Petit n'a sans doute point changé. Ses meilleurs ouvrages ne sont jamais qu'une ébauche, une sorte de gouache, à peine moins liquide et moins transparente que l'aquarelle. La toile se devine à maints endroits entre deux coups de pinceaux. On voudrait en préserver la surface d'un verre.

Une telle brièveté dans l'exécution exclut toute nonchalance de la vue. La vision est aiguë, instantanée. Ayant choisi, elle ne change rien. Mais avec quel emportement joyeux elle semble vouloir d'un regard tout saisir!

Les fleurs fournissent à M. Matisse un thème inépuisable, brillant, varié. Il peint aussi des chambres d'hôtels dont la fenêtre est ouverte sur un palmier rigide dressé dans l'asphalte de la *Promenade des Anglais* ou de *la Croisette*. Il a rendu l'atmosphère de ces lieux de passage avec une exactitude parée de la poésie qui s'y dérobe, sensible, intense, mais fuyante parce qu'elle craint de laisser voir la vulgarité ou la banalité de son visage.

***

CERCLE. — Place de la Concorde, à l'angle de la rue Boissy-d'Anglas, les démolitions de l'immeuble à un étage qui abrita, devancé par une large terrasse, le cercle de l'*Épatant*. Il portait le nom de Cercle de l'Union... Artistique, sans doute pour créer un parallèle avec l'Union, tout court, où fusionnaient, ce qui eut son heure d'importance, légitimistes, orléanistes et bonapartistes, et qui ouvrait ses portes aux diplomates étrangers accrédités en France. « Artistique » voulait faire entendre que l'on remplaçait les ambassadeurs par les académiciens et les membres de l'Institut rue Boissy-d'Anglas. La belle et bonne bourgeoisie s'y substituait au faubourg Saint-Germain tout sec.

J'ai vu là tout enfant, quotidiennement, vers le milieu et la fin de l'après-midi, des gentlemen que je traitais de vieux messieurs, et qui portaient des pantalons à carreaux, des guêtres blanches, des cravates à pois blancs, une jaquette ou un veston bordés, un haut de forme luisant, gris en été, et qui, enfoncés dans des fauteuils de jardin, regardaient s'écouler à travers la place de la Concorde par la rue Royale et la rue de Rivoli, vers les Champs-Élysées, le flot des équipages et des fiacres parfois funambulesques. Ces « vieux » messieurs maniaient avec une négligence souvent affectée une canne dont le jonc était orné d'une béquille d'or, d'écaille ou d'argent. La conversation entre eux ne semblait jamais très animée. Ils semblaient sortir des pages brillantes, endiablées et si fidèles de Gyp, ce mémorialiste à large vue, qui fit pour plusieurs générations de grandes personnes, avec l'aisance et la classe d'un grand écrivain et une verve impitoyable, ce que la comtesse de Ségur entreprit en se jouant pour les enfants.

Les bouches restaient souvent closes sur les visages de ces contemplateurs du soleil couchant et de ce flot de voitures qui entraînaient vers le Bois de Boulogne, ou qui en ramenaient, ces femmes et ces filles, qui laissaient pendre un bras négligemment sur le bord d'une victoria de louage. Dans la poussière dorée de juin, ils n'apercevaient qu'une traînée chatoyante, ne percevaient qu'une rumeur, et, s'ils se tai-

saient, je l'ai compris depuis, c'est qu'ils évoquaient leur passé.

Je ne sais quelles combinaisons d'immeubles ont contraint l'*Épatant* à déguerpir. Il a fait construire, coude à coude, un immeuble sur l'avenue Gabriel.

Les chariots des démolisseurs emportent chaque jour ce que la pioche des terrassiers accumule de gravats, de moellons et de poutres. Pendant quelques jours, ces « ruines » animées semblaient attendre leur Hubert-Robert. Il s'y serait plu. La salle de théâtre éventrée, à ciel ouvert, gardait encore son manteau d'Arlequin. Et je songeais aux récits de la *Vie Parisienne* d'autrefois, des représentations offertes là *aux membres du Cercle et à leurs familles*. On se disputait les fauteuils de la répétition générale, pendant laquelle les dames comptaient les rangs de perles de leurs colliers de chien ou ceux de leur sautoir... Les revues étaient le plus souvent écrites par le marquis. Aux revues du marquis de Massa, il y eut des couplets de M. Maurice Donnay et de quelques autres. Le Marquis de Massa souriait, tout blanc, tout droit, fûté, comme disent les commères — non pas celles des revues — et, après tout, pourquoi pas? Réjane parut dans l'une d'elles, au début de sa carrière. Elle y était vêtue d'un maillot noir, coiffée du feutre d'Arlequin. J'avais aperçu, bien longtemps après ces fêtes effacées, dans la boîte d'un bouquiniste du quai Malaquais, la couverture d'une revue d'alors qui représentait Réjane dans ce maillot. J'avais acheté la Revue, détaché la couverture, que j'avais fait nettoyer, emmarger, et que Réjane, souriant devant l'évocation, m'avait signée en y joignant quelques mots affectueux. Mademoiselle Cécile Sorel, elle aussi, vint plus tard chanter là quelques couplets d'une actualité qui passionnait les Parisiens. Elle porte ce large chapeau noir, un loup de velours posé sur la hanche : depuis une dizaine d'années les journaux d'échos, même allemands, ont reproduit cette photographie. Ils auraient dû mettre en pendant celle de Réjane dont les jambes évoquent aujourd'hui dans ce maillot noir celles de Marlène Dietrich.

Marguerite Deval était aussi l'une des étoiles de ce petit théâtre où paraissaient également Marcelle Lender ou Germaine Gallois; elle y détaillait avec finesse des strophes qui

ne paraîtraient peut-être plus aussi spirituelles aujourd'hui, à moins qu'elle ne consentît à les chanter encore.

Le petit théâtre est là béant, son manteau d'Arlequin encadrant des murs éventrés. Sur les murs de la salle, chaque année, vers le début de février, les peintres membres du Cercle exposaient leurs portraits de personnalités les plus connues. On ne trouvait là ni impressionnistes ni paysagistes audacieux. Ces pans de murs n'ont connu ni Monet ni Sisley, ni Pissarro ni Boudin, ni à peu près aucun de ceux qui demeurent aujourd'hui. Boldini ou Helleu même eussent semblés extravagants. Mais on regardait les toiles de J. J. Werts, de Gervex, de Saint-Pierre, de Machard, de Flameng, celles de Léon Bonnat, entre des paysages de Cazin, de Billotte et de Montenard. J'en oublie, qui doivent encore faire l'ornement de plus d'un salon.

Quel immeuble va remplacer l'*Épatant*? Des amis nous crient de dormir sur nos deux oreilles. Attendons.

***

Rétrospective. — Claude Monet est chez lui dans l'ancienne Orangerie des Tuileries où deux salles, d'ailleurs pareilles à des cryptes, sont occupées par les décorations auxquelles il travailla durant les dernières années de sa vie. Ces deux salles, sans doute conçues par Monet lui-même, se présentent aussi peu *décorativement* que possible, beaucoup trop basses de plafond, avec un éclairage, uniforme certes, mais diffus. J'ai tenté à plusieurs reprises déjà de *m'installer* dans ces salles pour y entendre les harmonies voulues par le vieux maître de Giverny. La migraine s'y empare de moi presque instantanément, ma vue se brouille. Je n'éprouve plus que le désir de m'évader. Il faut une architecture à une salle que l'on entend décorer. Par architecture, comprenons des vides et des parties pleines, des entrées, des fenêtres, tout un ensemble de modes de circulation de l'air et des gens, du jour, du soleil, qui permette d'apercevoir avec plus de facilité et de plaisir tantôt une partie, tantôt une autre de ces décorations. Ici, nous sommes bien plus en

présence d'une série d'agrandissements de toiles de Monet mises bout à bout, que d'une décoration proprement dite. La toile ne monte pas assez haut. Nous avons l'impression qu'un plateau pèse sur nos têtes. C'est encore une manière de panorama. Chacun de ces panneaux encastrés dans un ensemble architectural, ailleurs que dans ce hall courbe et sans contour à l'éclairage pesant et trouble, prendrait autrement d'importance. Il est presque sans exemple, Michel-Ange et bien peu d'autres exceptés, qu'un peintre puisse devenir l'architecte de ses compositions. La décoration de Monet semble avoir été commandée par une nomade qui la ferait dérouler le soir au campement sur les parois mobiles et passagères de la tente où elle dormirait. C'est un *batik* encore... Par un peintre d'un immense talent. Mais il est difficile d'admirer que, dans un si vaste rez-de-chaussée, l'on soit venu à nous donner l'impression d'un sous-sol, d'une cave aménagée par une américaine snob, — il en reste! — pour recevoir, au temps de la *bertha*.

Le véritable Monet ne se trouve point dans ces deux salles, hélas! inamovibles de l'Orangerie. Ces toiles sont celles d'un magnifique crépuscule, l'ouvrage d'un très grand vieillard, qui bravait la mort en travaillant à quelque chimérique chose que l'on pourrait appeler son tombeau. A l'Académie de Venise, nous voyons cette toile admirée et célèbre sur laquelle Titien presque centenaire laissa tomber son pinceau. Quelle fureur de vivre encore et quelle fureur de s'endormir enfin nous y voyons dans l'image de ces deux femmes dont l'une est pareille à une torche. Monet mettait sa dernière flamme au creux carminé d'un nénuphar et sur la courbe reflétée dans l'eau d'un nuage crépusculaire.

Allons l'admirer dans ses œuvres de la première manière, inconnu et pauvre, vers 1870. Il ne songe pas à l'immortalité, il n'a pas vécu environné des rayons de ce nimbe de zinc doré que certains « écrivains d'art » placent derrière ceux dont ils tirent le pain quotidien et qu'il faudrait environner de tout notre respect s'ils avaient jamais découvert quelqu'un. Mais ils ne viennent trop souvent qu'après qu'ils ont été conduits par leur flair à découvrir l'*homme dont on commence à parler*, bien plus qu'à démêler un talent neuf et original.

C'est Baudelaire, c'est Zola, qui *découvrent*, qui aident puissamment Manet, c'est le peintre Boudin, c'est Degas, c'est Frédéric Bazille qui encouragent et soutiennent Monet. Et tant d'autres exemples!

Vers 1870, Claude Monet peint à Trouville l'hôtel des Roches Noires (nº 12 du catalogue). Il y a là trois personnages au premier plan, dans le soleil et l'ombre, vêtus de gris et de blanc, indiqués, on voudrait écrire « supposés », car on les devine bien plus qu'on les voit. Et, pourtant, ils sont là, tout entiers, dans le compact et solide éclat de la chair au soleil, la transparence des étoffes... Et n'est-ce pas, au seuil des temps nouveaux, trente ans avant la première apparition du cinéma, un prodige merveilleusement situé que cet « impressionnisme » qui allait ouvrir si larges des fenêtres sur l'atmosphère, la neige et les blés, la mer, avant que l'homme s'enfermât dans les salles obscures des cinémas pour s'y enivrer d'exactitude et de tous les pastiches de la plus scrupuleuse et peut-être inutile vérité.

Monet, c'est cela, c'est, avec sa grande barbe folle, le Moïse d'un Sinaï de lumière. C'est la longue journée de campagne, les vacances de toute l'année avant la rentrée à l'usine. Après Monet, l'homme entre au cinéma. Combien de temps y restera-t-il?

Le grand portrait de madame Gaudibert, qui date de 1868, nous montre que ce paysagiste pouvait devenir un portraitiste de premier plan, nous laisser ces effigies transformées qui marquent le temps, l'aspect des modes et de la tenue, de l'allure des femmes... Certains retrouvent Manet et Courbet dans ce portrait, on peut même remonter beaucoup plus loin. Les modes surchargées, accablées d'ornements ridicules en soi, ont laissé de très grands peintres. Les infantes de Vélasquez meurent dans leurs ajustements qui ressemblent aux accessoires compliqués de l'embaumement chez les Égyptiens, ce sont des momies dont le regard seul est vivant sous les boucles tressées avec le métal et le ruban et au milieu des fards. Vélasquez est le premier portraitiste du monde, pour parler comme les Américains. Van Dyck ou Reynolds, qui ne vont pas si profondément chercher la vie au fond de l'orbite et entre les lèvres, dans le souffle, sont de grands messieurs encore,

dans un temps où les femmes se vêtissent avec extravagance. La fin de notre Second Empire et jusque vers 1880 n'est pas moins compliquée, surchargée... La femme au gant de Carolus Duran qui est maintenant au Louvre peut tenir à côté de madame Gaudibert de Monet et des Manets d'alors...

Madame Marthe de Fels dans son livre sur Monet a écrit toutes les vérités. C'est un précurseur, un homme qui marque un temps nouveau et qui le marque avec une hache au tranchant bien aiguisé.

Il a engendré des générations de peintres. Une réaction violente vint. Elle était nécessaire. Mais ce n'était qu'un moyen. Les bons peintres subsistent, — les morts — et les vivants.

ALBERT FLAMENT

PARMI LES LIVRES

La Macédoine, son évolution contemporaine,
par **Jacques Ancel** (*Delagrave*).

La Macédoine, terre de discorde qui sépare si âprement Serbes et Bulgares et qui empêche l'union balkanique, vient d'être décrite en son état actuel, dans ce beau volume, par M. Jacques Ancel, qui a déjà publié sur la géographie et l'histoire des Balkans des études remarquées. Cette enquête de géographie politique contemporaine a mis en valeur des conclusions ignorées du public français, et qui laissent espérer, peut-être avec excès d'optimisme, que, dans un avenir peut-être proche, l'apaisement régnera sur ces régions si souvent ensanglantées. La Grèce repeuple sa part de Macédoine à l'aide de ses réfugiés d'Anatolie, la Bulgarie fixe dans la plaine de Bourgas les émigrés qui ont fui le régime serbe. La Yougoslavie, enfin, peuple de colons serbes les bonnes terres maintenant assainies de Macédoine septentrionale.

Ces solutions, sur lesquelles bien des commentaires peuvent être faits, ces transplantations qui rappellent l'histoire d'Assyrie, ont le mérite d'être radicales, comme celles qui furent adoptées d'un commun accord par la Turquie et par la Grèce. Elles se complètent d'une remise en état, d'une exploitation et d'un repeuplement de régions autrefois marécageuses ou désertes.

Ce volume est abondamment illustré, et complété de nombreuses cartes.

Les principes de la caractérologie, par **L. Klages** (*Alcan*).

Voici une édition française, revue et complétée, d'après la 6e édition allemande, des *Prinzipien der Charakterologie* de L. Klages, parue en 1910. « Hors d'Allemagne, dit l'auteur dans la préface de l'édition française, la psychologie s'est surtout occupée de l'investigation expérimentale de la vie intérieure : elle a obtenu maint beau résultat. C'est, au contraire, une question totalement différente qui préoccupe de plus en plus la science allemande : celle de savoir jusqu'à quel

point toute manifestation de la vie doit être considérée du point de vue du caractère particulier indivisible de l'entité vivante, et de quels moyens nous disposons pour pénétrer par l'esprit l'individualité en tant que telle. » L'auteur, qui a ouvert dès 1905 la voie à ces recherches, se plaint d'avoir été par la suite imité ou copié mais non cité. — On lira avec intérêt cette étude concrète, pleine d'une verve souvent paradoxale, et qui conclut avec humour à sa propre vanité, puisque, par les progrès de la mécanisation, les caractères humains tendent à disparaître, et que déjà l'homme-machine est une réalité.

Les Tziganes, par C. J. Popp Serboianu (*Payot*).

Les Tziganes, cette mystérieuse population au langage et aux mœurs si originaux, sont évalués à deux millions pour toute la terre; ils se trouvent surtout groupés en Roumanie (250 000) et en Hongrie (150 000). M. Serboianu, professeur au séminaire de Blaj en Transylvanie, s'est spécialisé dans leur étude, et publie à leur sujet une monographie très complète, où il s'efforce de dégager d'un fatras de légendes les linéaments de leur histoire, où il décrit, d'après ses propres observations, leurs coutumes et leur vie sociale; où il analyse leur langue : la grammaire et le dictionnaire qui terminent son étude apportent une contribution importante à l'un des chapitres les plus discutés de la linguistique européenne.

J. POIRIER

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Secrétaire général de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Élysées. — Paris* (*VIII*e).

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.